This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 3 9015 00390 235 3
University of Michigan – BUHR

SE TAIRE
FAIRE

B
1606
.A24

B
1606
.A24

06
24

BIBLIOTHÈQUE
DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

MES MÉMOIRES

HISTOIRE DE MA VIE ET DE MES IDÉES

PAR

JOHN STUART MILL

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR M. E. CAZELLES

PARIS
LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE
17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17

1874

MES MÉMOIRES

HISTOIRE DE MA VIE ET DE MES IDÉES

AUTRES OUVRAGES DE JOHN STUART MILL

TRADUITS EN FRANÇAIS.

LA PHILOSOPHIE DE HAMILTON ; traduit par M. E. Cazelles, 1 fort vol. in-8. 10 »

AUGUSTE COMTE ET LE POSITIVISME; traduit par le docteur Clémenceau, 1 vol. in-18, de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine.* 2 50

L'ASSUJETTISSEMENT DES FEMMES; traduit par M. E. Cazelles, 1 vol. in-18. 2 50

LA LIBERTÉ ; traduit par M. Dupont-White, 2e édition. 1 vol. in-18. 3 50

LE GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF ; traduit par M. Dupont-White. 1 vol. in-18. 3 50

PRINCIPES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, suivis de quelques-unes de leurs applications à l'économie sociale; traduit par MM. Dussard et Courcelle-Seneuil, 2 vol. in-8. 15 »

SYSTÈME DE LOGIQUE, réductive et inductive, exposé des principes de la preuve et des méthodes de recherche scientifique; traduit par M. Louis Peisse, 2 vol. in-8. 14 »

L'INSTRUCTION MODERNE, discours prononcé à l'Université de Saint-André, le 1er février 1867, publié dans la revue des cours littéraires. (4e année, nos 33, 35, 36.)

L'UTILITARISME; publié dans la revue nationale (numéros du 10 août, 10 septembre, 10 octobre, 1865).

LA PHILOSOPHIE DE M. BAIN; publié dans la revue des cours littéraires (sixième année).

AUTRES TRADUCTIONS DE M. E. CAZELLES.

JOHN STUART MILL. LA PHILOSOPHIE DE HAMILTON. Traduction de l'anglais, 1 vol. in-8, de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine.* 10 »

JOHN STUART MILL. L'ASSUJETTISSEMENT DES FEMMES. Traduction de l'anglais, 1 vol. in-18. 2 50

J. MOLESCHOTT. LA CIRCULATION DE LA VIE. Lettres sur la physiologie en réponse aux lettres sur la chimie de Liebig ; traduction de l'allemand, 2 vol. in-18, de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine.* 5 »

HERBERT SPENCER. LES PREMIERS PRINCIPES, 1 fort vol. in-8, de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine.* 10 »

A. BAIN. LES SENS ET L'INTELLIGENCE, 1 vol. in-8, de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine.* 10 »

COULOMMIERS. — Typog. A. MOUSSIN

MES MÉMOIRES

HISTOIRE DE MA VIE ET DE MES IDÉES

PAR

JOHN STUART MILL

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR M. E. CAZELLES

PARIS
LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE
17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE, 17
—
1874

Wignacourt Lib.

MÉMOIRES

CHAPITRE I

Mon enfance. — Mon éducation première.

Je dois, au début même de cet essai de biographie, faire connaître les raisons qui m'ont déterminé à laisser après moi un souvenir d'une vie aussi dépourvue d'événements que l'a été la mienne. Je ne m'arrête pas un seul instant à la pensée que ce que je vais raconter puisse exciter l'intérêt du public, soit par le charme du récit, soit parce que ma personne en fait le sujet. Mais j'ai cru qu'à une époque où l'éducation et les moyens qui tendent à l'améliorer sont l'objet d'une étude plus constante, sinon plus approfondie, qu'ils ne le furent jamais en aucun temps en Angleterre, il y aurait quelque utilité à faire le tableau d'une éducation conduite en dehors des voies habituelles, et d'une façon remarquable. Cette éducation, quels qu'en aient pu être les fruits, a pour le moins démontré qu'il est possible d'enseigner,

428712

et de bien enseigner, beaucoup plus de choses qu'on ne pense, durant ces premières années de la vie, dont les procédés vulgaires, qu'on décore du nom d'instruction, ne tirent presque aucun parti. Il m'a semblé aussi qu'à une époque de transition comme la nôtre, où les opinions subissent une crise, il était à la fois intéressant et profitable de noter les phases par lesquelles a passé un esprit, qui tendit toujours au progrès, aussi prompt à apprendre qu'à désapprendre, soit par l'effet de ses propres pensées, soit par l'influence de celles d'autrui. Mais un motif plus puissant que tous les autres a été le désir de reconnaître hautement ce dont je suis redevable, pour mon développement moral et intellectuel, à des personnes, dont quelques-unes sont célèbres, et dont quelques autres méritaient d'être plus connues ; parmi ces dernières il en est une à qui je dois plus qu'à personne, et que le monde n'a pas eu l'occasion de connaître. Le lecteur, que ces détails n'intéressent pas, ne devra s'en prendre qu'à lui-même s'il poursuit sa lecture. Je ne lui demande qu'une chose, c'est de ne pas oublier que ces pages n'ont pas été écrites pour lui.

Je suis né à Londres, le 10 mai 1806. Je suis le fils aîné de James Mill, l'auteur de l'*Histoire des Indes Anglaises*. Mon père, fils d'un chétif marchand qui exploitait aussi, je crois, une petite ferme, à Northwater Bridge, dans le comté d'Angus, en Écosse, attira par les qualités de son esprit l'attention de Sir John Stuart, de Fettercairn, membre de la cour de l'Échiquier d'Écosse. Sir John Stuart le fit entrer à l'Université d'Edimbourg avec une bourse que Lady Jane Stuart, sa femme, et d'au-

tres dames avaient fondée pour l'instruction de jeunes gens destinés à l'Église d'Écosse. Mon père y fit toutes ses études, et reçut ses licences de prédicateur. Pourtant il n'entra pas dans la carrière ecclésiastique parce qu'il voyait bien qu'il ne pouvait croire les doctrines de l'Église d'Écosse, pas plus que celles d'aucune autre Église. Pendant quelques années, il exerça la profession de précepteur dans plusieurs familles d'Écosse, entre autres chez le marquis de Tweddale ; puis il se fixa à Londres, et se mit à écrire. Jusqu'au moment où il obtint un emploi dans les bureaux de la Compagnie des Indes, il n'eut pas d'autre moyen d'existence que sa plume.

Cette période de la vie de mon père présente deux particularités dont il est impossible de n'être pas frappé, l'une par malheur très-commune, l'autre au contraire des plus rares. Notons d'abord que, dans sa position, sans autre ressource que le produit fort précaire des écrits qu'il composait pour des publications périodiques, il se maria et eut beaucoup d'enfants ; tenant en cela une conduite on ne peut plus opposée aux opinions qu'il professait énergiquement, au moins à une période plus avancée de sa vie. Remarquons, ensuite, la force extraordinaire qu'il fallait pour mener une vie comme la sienne dans les conditions désavantageuses qu'il subissait depuis le commencement, et qu'il venait d'aggraver par son mariage. C'eût été bien assez, n'eût-il pas fait davantage, que de pourvoir, à l'aide de sa plume, à ses propres besoins et à ceux de sa famille pendant tant d'années, sans s'endetter jamais, ni lutter contre les embarras d'argent. Pourtant il professait en politique comme en religion

des opinions qui ont toujours été odieuses aux gens influents et à la masse des Anglais dans une situation florissante, et qui étaient plus odieuses encore à cette époque que durant la génération précédente, ou qu'elles ne le furent pendant la suivante. Rien n'aurait pu le déterminer à écrire contre ses convictions; au contraire, il ne manquait jamais de profiter de toutes les occasions que lui offraient les circonstances pour produire ses opinions dans ses écrits. Jamais, il faut le dire aussi, il ne faisait rien négligemment, jamais il n'entreprit un travail littéraire ou d'un autre genre, auquel il ne pût pas consacrer consciencieusement le travail nécessaire pour l'accomplir dignement. C'est sous le poids de ces charges, qu'il a tracé le plan de son *Histoire des Indes*, qu'il l'a commencée et terminée, dans l'espace de dix ans, en moins de temps qu'il n'en aurait fallu, même à des auteurs moins occupés d'ailleurs, pour composer un ouvrage historique d'une égale étendue, et qui nécessitât la même somme de recherches. Ajoutez à cela que durant tout ce temps, il consacrait une grande partie de ses journées à l'instruction de ses enfants : pour moi, notamment, il s'imposait un travail, des soins, une persévérance, dont il n'existe peut-être pas d'autre exemple, afin de me donner, selon les idées qu'il s'en faisait, l'éducation intellectuelle la plus élevée.

Mon père, qui observait si fidèlement dans sa conduite le précepte qui défend de perdre son temps, devait naturellement le mettre en pratique dans l'éducation de son élève. Je n'ai gardé aucun souvenir de l'époque où j'ai commencé à apprendre le grec. Je me suis laissé dire

que je n'avais alors que trois ans. Le souvenir le plus ancien que j'en aie conservé, c'est que j'apprenais par cœur ce que mon père appelait des vocables, c'est-à-dire des listes de mots grecs avec leur signification en anglais, qu'il écrivait pour moi sur des cartes. De la grammaire, durant les années qui suivirent, je n'appris que les inflexions des noms et des verbes. Après qu'il m'eut garni la mémoire de vocables, mon père me mit tout d'un coup à la traduction. Je me rappelle vaguement que je déchiffrais les fables d'Esope, le premier livre grec que j'ai lu. L'*Anabase*, dont je me souviens mieux, fut le second. Je n'ai commencé le latin qu'à huit ans. A cet âge, j'avais déjà lu, sous la direction de mon père, plusieurs prosateurs grecs, parmi lesquels je me rappelle Hérodote que j'ai lu tout entier, ainsi que la *Cyropédie* et les *Entretiens mémorables de Socrate*, quelques vies de philosophes dans Diogène Laërce, une partie de Lucien, le *Démonique* et le *Nicoclès* d'Isocrate. Je lus aussi, en 1813, les six premiers dialogues de Platon (dans l'ordre vulgairement adopté), depuis l'*Eutyphron* jusqu'au *Théétête* inclusivement. Il aurait mieux valu me faire passer ce dernier dialogue, puisqu'il m'était absolument impossible de le comprendre. Mais mon père, dans toutes les parties de son enseignement, exigeait de moi non-seulement tout ce que je pouvais, mais encore ce qu'il m'était souvent impossible de faire. On jugera par un fait de ce qu'il s'imposait à lui-même pour m'instruire. Je préparais mes devoirs de grec dans la même pièce, et à la même table, où il écrivait; comme il n'y avait pas alors de dictionnaire grec-anglais, et que je ne pouvais me ser-

vir d'un lexique grec-latin, puisque je n'avais pas encore commencé le latin, j'étais forcé de recourir à mon père et de lui demander le sens des mots que je ne connaissais pas. Il supportait ces interruptions incessantes, lui, le plus impatient des hommes, et c'est à l'époque où je l'interrompais ainsi sans relâche, qu'il écrivit plusieurs volumes de son *Histoire des Indes* comme tout ce qu'il eut à écrire durant ces années.

L'arithmétique est la seule chose, après le grec, dont j'aie reçu des leçons à cette époque, ce fut encore mon père qui me l'enseigna ; c'était le travail du soir, et je me rappelle bien l'ennui qu'il me causait. Mais ces leçons n'étaient encore qu'une partie de l'instruction que je recevais journellement : j'apprenais beaucoup par les lectures que je faisais moi-même, et par les conversations que mon père avait avec moi pendant nos promenades. Depuis 1810 jusqu'à la fin de 1813, nous vécûmes à Newington Green, alors à peu près au milieu des champs. La santé de mon père exigeait qu'il fît constamment beaucoup d'exercice ; il se promenait d'habitude avant le déjeûner dans les riants sentiers qui conduisaient à Hornsey. Je l'accompagnais toujours, dans ses promenades, et mes premiers souvenirs de la verdure des champs et des fleurs sauvages se trouvent mêlés à ceux des récits que je faisais chaque jour à mon père de mes lectures de la veille. Ce que je me rappelle le mieux c'est que cette tâche était volontaire plutôt qu'un devoir. En lisant, je prenais des notes sur des bouts de papier, et, d'après ces notes, je racontais à mon père, pendant notre promenade du matin, l'histoire que j'avais lue ; car les

livres que j'avais entre les mains étaient surtout des livres d'histoire. J'en ai lu de la sorte un grand nombre : Robertson, Hume, Gibbon. Mais mon plus grand plaisir alors, comme longtemps après, était de lire l'histoire de Philippe II et de Philippe III d'Espagne dans Watson. L'héroïque défense des chevaliers de Malte contre les Turcs, la résistance des Provinces-Unies des Pays-Bas contre l'Espagne, excitèrent en moi un intérêt vif et durable. Après Watson, ma lecture favorite était l'*Histoire de Rome*, de Hooke. De la Grèce, je n'avais pas encore vu d'histoire en règle, si ce n'est un abrégé à l'usage des écoles des trois derniers volumes d'une traduction de l'*Histoire Ancienne* de Rollin, commençant à Philippe de Macédoine ; mais je lus avec délices la traduction de Plutarque de Langhorne. Quant à l'histoire d'Angleterre, après l'époque où Hume s'est arrêté, je me rappelle d'avoir lu l'*Histoire de mon temps* de Burnet, où je ne m'intéressais guère qu'aux guerres et aux batailles ; je lus aussi la partie historique de l'*Annual Register*, depuis le commencement jusqu'en 1788 environ, époque où s'arrêtaient les volumes que mon père empruntait pour moi à M. Bentham. Je prenais un grand intérêt au sort de Frédéric de Prusse, pendant ses dangers, et à celui de Paoli, le patriote Corse ; mais quand j'arrivai à la guerre d'Amérique, je pris parti, comme un enfant que j'étais, pour la mauvaise cause, parce qu'elle s'appelait la cause de l'Angleterre. Mon père me ramena à la bonne. Dans les fréquentes conversations que nous avions sur nos lectures, mon père se servait de toutes les occasions pour me donner des explications et des idées

sur la civilisation, le gouvernement, la moralité et la culture intellectuelle; et il exigeait que je les lui reproduisisse dans mon langage. Il me donnait à lire aussi beaucoup de livres qui ne m'auraient pas assez intéressé pour que je voulusse les lire de moi-même, puis il m'obligeait à lui en rendre compte. Ce furent entre autres les *Considérations historiques sur le Gouvernement Anglais* de Millar, ouvrage excellent pour son temps, et que mon père appréciait beaucoup; l'*Histoire de l'Église* de Mosheim; la vie de Jean Knox de M'Crie; et même l'*Histoire des Quakers* de Sewell et Rutty. Il aimait à me mettre entre les mains des livres qui me présentaient l'exemple d'hommes énergiques et pleins de ressources aux prises avec des difficultés graves qu'ils parvenaient à vaincre. Parmi ces livres, je me rappelle les *Souvenirs d'Afrique* de Bearer et le *Récit du premier essai de colonisation de la Nouvelle-Galles du Sud* par Collins. Deux ouvrages que je ne me lassais pas de lire étaient les *Voyages* d'Anson, qui plaisent tant à la jeunesse, et une collection (celle d'Hawkesworth peut-être) de *Voyages autour du Monde* en quatre volumes, commençant à Drake et finissant à Cook et à Bougainville. Je n'ai guère reçu de livres d'enfants pas plus que de jouets, excepté quand des parents ou des amis m'en faisaient cadeau. De tous les livres de ce genre, *Robinson Crusoé* fut celui qui me frappa le plus; je l'ai lu avec plaisir durant toute ma jeunesse. Sans doute, il n'entrait pas dans le plan de mon père d'exclure les livres d'amusement, mais il me les permettait avec une grande parcimonie. A cette époque, il n'en possédait

presque pas ; mais il en empruntait pour moi. Je me rappelle avoir lu les *Mille et une Nuits,* les *Contes Arabes* de Cazotte, *Don Quichotte,* les *Contes populaires* de miss Edgeworth, et un livre qui jouissait alors de quelque réputation, *le Fou de qualité* de Brooke.

A huit ans je commençai le latin en compagnie d'une sœur cadette, à laquelle je l'enseignais à mesure que je faisais des progrès. Ma sœur répétait nos leçons à mon père. Depuis lors d'autres sœurs et d'autres frères me furent successivement donnés comme élèves ; une grande partie de mon travail quotidien consistait dans l'enseignement préparatoire que je leur donnais. Cette tâche ne me plaisait guère, car j'étais responsable des devoirs de mes élèves presque autant que des miens. Toutefois, j'ai tiré de ce régime un grand avantage : j'apprenais plus à fond, et je retenais plus solidement, ce que j'avais à enseigner ; il est possible aussi qu'à l'âge où j'étais, la pratique que j'acquérais en expliquant à d'autres les choses difficiles, m'ait été utile. A d'autres points de vue, l'expérience de mon enfance n'est pas favorable au système d'instruction mutuelle des enfants. L'enseignement, j'en suis sûr, ne produit par lui-même que des effets médiocres, et j'ai pu me convaincre que les rapports de maître à élève ne sont une bonne discipline morale ni pour l'un ni pour l'autre. C'est de la sorte que j'ai appris la grammaire latine. Je traduisis une grande partie de Cornélius Népos et des *Commentaires* de César, ce qui ajoutait à la surveillance de tous les devoirs un travail bien plus long encore pour moi-même.

La même année que je commençai le latin, j'abordai pour la première fois les poètes grecs, par l'*Iliade*. Quand j'y fus un peu avancé, mon père me mit entre les mains la traduction de Pope. C'était le premier poème anglais que je prenais plaisir à lire; ce fut aussi l'un des livres pour lesquels, pendant bien des années, je montrai le plus de goût. Je l'ai, je crois, lu en entier de vingt à trente fois. Je n'aurais pas songé à faire mention d'un goût qui semble si naturel à l'enfance, si je n'avais pas cru observer que le vif plaisir que me procurait ce brillant récit en vers, n'est pas aussi universel parmi les enfants que j'aurais pu le supposer, soit *à priori*, soit d'après mon expérience personnelle. Bientôt après je commençai Euclide, et un peu plus tard l'algèbre, toujours avec mon père pour maître.

De huit à douze ans, je lus, en fait de livres latins, les *Bucoliques* de Virgile et les six premiers livres de l'*Enéide;* tout Horace, moins les *Epodes;* les fables de Phèdre, les premiers livres de Tite-Live, auxquels par amour pour l'histoire romaine j'ajoutai, à mes heures de récréation, le reste de la première Décade; tout Salluste; une grande partie des *Métamorphoses* d'Ovide; quelques comédies de Térence; deux ou trois livres de Lucrèce; plusieurs discours de Cicéron et quelques-uns de ses écrits sur l'art oratoire; ses *Lettres à Atticus,* au sujet desquelles mon père me donnait des explications historiques qu'il prenait la peine de traduire pour moi du français des notes de Mingault. En grec, je lus d'un bout à l'autre l'*Iliade* et l'*Odyssée*, une ou deux tragédies de Sophocle et d'Euripide, autant de comédies

d'Aristophane, bien que j'en retirasse peu de profit; tout Thucydide; les *Helléniques* de Xénophon; une grande partie de Démosthène, d'Eschine, de Lysias; Théocrite et Anacréon; une partie de l'Anthologie; un peu de Denys d'Halicarnasse, plusieurs livres de Polybe et enfin la *Rhétorique* d'Aristote. C'était le premier traité vraiment scientifique sur la psychologie et la morale que je lisais. Comme il contient un grand nombre des meilleures observations des anciens sur la nature humaine, mon père me le fit étudier avec un soin tout particulier, et m'en fit mettre le sujet en tableaux synoptiques. Pendant les mêmes années j'appris la géométrie élémentaire et l'algèbre à fond, mais il n'en fut pas de même du calcul différentiel et des autres branches des mathématiques supérieures. Mon père n'avait pas retenu cette partie des connaissances qu'il avait acquises; il n'avait pas le temps de se mettre à même de résoudre les difficultés qui m'arrêtaient; il me laissait m'en dépêtrer moi-même sans autre secours que celui des livres; en attendant, j'encourais ses réprimandes par l'incapacité où j'étais de résoudre des problèmes difficiles, et il ne s'apercevait pas que je ne possédais pas encore les connaissances nécessaires pour en venir à bout.

Quant aux lectures que je faisais de moi-même, je ne puis dire que ce que je me rappelle. L'histoire était toujours ma lecture favorite et principalement l'histoire ancienne. Je lus sans désemparer la *Grèce* de Mitford. Mon père m'avait mis en garde contre les préjugés aristocratiques de cet auteur; il m'avait averti que Mitford

ne laissait pas d'altérer les faits pour blanchir les despotes et noircir les institutions populaires. Il discourait sur ces questions et me les expliquait par des exemples tirés des orateurs et des historiens grecs. Il réussit si bien, qu'en lisant Mitford, mes sympathies se portèrent en sens inverse de celles de l'auteur, et que j'aurais pu jusqu'à un certain point disputer avec lui. Cet antagonisme ne diminua pourtant pas le plaisir avec lequel je revenais toujours à cette lecture. J'en prenais encore beaucoup à l'histoire romaine, soit à lire mon livre favori, Hooke, soit Ferguson. Un livre que, malgré la sécheresse de son style, j'avais toujours du plaisir à lire, était l'Histoire ancienne universelle. A force de le lire, j'avais rempli ma tête de détails historiques relatifs aux peuples les plus obscurs de l'antiquité, tandis que je ne savais presque rien de l'histoire moderne, à l'exception de quelques épisodes détachés de la guerre des Pays-Bas, et que je ne m'inquiétais pas d'en apprendre davantage.

J'ai consacré beaucoup de temps, pendant mon enfance, à un exercice volontaire que j'appelais écrire des histoires : j'ai composé successivement une histoire romaine que je tirais de Hooke, un abrégé de l'histoire ancienne universelle, une histoire de Hollande, tirée de mon auteur favori Watson et d'une compilation anonyme. A onze ou douze ans, je m'occupai à composer un écrit que je ne laissai pas de regarder comme une chose sérieuse : ce n'était pas moins qu'une histoire du gouvernement romain, compilée avec l'aide de Hooke, dans Tite-Live et Denys d'Halicarnasse. J'en avais écrit assez pour faire un in-octavo, et j'avais conduit mon sujet jusqu'aux

lois Liciniennes. En réalité, c'était un exposé des luttes entre les patriciens et les plébéiens, qui alors absorbaient tout l'intérêt que je donnais auparavant aux guerres et aux conquêtes des Romains. Je discutais toutes les questions constitutionnelles à mesure qu'elles se présentaient. J'ignorais absolument les recherches de Niebuhr, et pourtant, aidé des seules lumières que je devais à mon père, je prenais la défense des lois agraires, en m'appuyant sur le témoignage de Tite-Live, et je soutenais de mon mieux le parti démocratique de Rome. Quelques années plus tard, méprisant les premiers efforts de mon enfance, je détruisis tous ces écrits, ne me doutant pas que je pusse jamais éprouver quelque curiosité à l'égard de mes premiers essais dans l'art d'écrire et de raisonner. Mon père m'encourageait dans cet amusement utile, quoique, avec beaucoup de sens, je crois, il ne me demandât jamais à voir ce que j'écrivais. De la sorte, en composant, je ne me sentais responsable envers personne, et mon ardeur n'était point glacée par l'idée que je travaillais sous les regards d'un critique.

Ces exercices historiques n'étaient pas un devoir obligatoire, mais il y avait un autre genre de composition qui l'était : il fallait que je composasse des vers, et c'était la partie la plus désagréable de ma tâche. Je ne faisais ni vers grecs, ni vers latins, et je n'ai pas appris la prosodie de ces langues. Mon père pensait que cette exercice ne valait pas le temps qu'il coûtait; il se contentait de me faire lire des vers à haute voix et de corriger les fautes de quantité que je commettais. Je n'ai jamais rien composé en grec, pas même en prose, et fort

peu de chose en latin : ce n'est pas que mon père méconnût la valeur de ces exercices qui donnent une connaissance approfondie de ces langues, mais parce qu'en réalité je n'avais pas le temps d'en faire. C'était en anglais qu'il me faisait écrire des vers. Après avoir lu l'*Homère* de Pope, j'avais eu l'ambition d'essayer une composition qui y ressemblât, et j'avais écrit presque un chant d'une continuation de l'*Iliade*. Il est probable que l'élan ambitieux qui me portait vers la poésie se serait arrêté là ; mais l'exercice que j'avais commencé par goût, je dus le continuer par ordre. Selon l'habitude dont il ne se départait jamais, de m'expliquer autant que possible les raisons de ce qu'il exigeait de moi, mon père me donna cette fois, je m'en souviens fort bien, deux motifs qui le dépeignent au vif. C'était d'abord parce qu'il y a des choses qu'on peut exprimer plus énergiquement en vers qu'en prose, ce qui constituait à ses yeux un avantage réel ; c'était ensuite parce que l'on attache en général plus de valeur aux vers qu'ils n'en méritent, et que par conséquent il vaut la peine d'acquérir la faculté d'en faire. En général il me laissait choisir mes sujets que je prenais le plus souvent, autant que je puis me le rappeler, dans la mythologie ou parmi les abstractions allégoriques. Il me fit traduire en vers anglais bon nombre des plus courtes poésies d'Horace. Je me souviens aussi qu'un jour il me donna à lire l'*Hiver* de Thomson, et qu'ensuite il me commanda d'essayer d'écrire de moi-même, sans le secours du livre, quelque chose sur le même sujet. Les vers que je composais n'étaient, cela va sans dire, qu'un ramassis de vieilleries, et je n'ai jamais

eu de facilité à en faire; mais cette gymnastique m'a peut-être été utile par la suite, en me donnant la faculté de trouver promptement le mot propre (1).

Je n'avais lu encore que bien peu de poètes anglais. Mon père me mit Shakespeare entre les mains pour me faire lire les drames historiques; de ceux-ci je passai aux autres. Il n'avait jamais beaucoup admiré Shakespeare, il jugeait avec sévérité l'idolâtrie des Anglais pour ce poète. Il faisait peu de cas des poètes anglais, à l'exception de Milton, pour qui il témoignait la plus profonde admiration, de Goldsmith, de Burns, de Gray, dont il préférait le *Barde* à l'*Elégie*. Peut-être devrais-je ajouter Cowper et Beattie. Il estimait Spenser, et je me rappelle qu'il m'a lu (contrairement à son habitude de me faire lire moi-même) le premier livre de la *Reine des Fées;* mais je n'y pris aucun plaisir. Mon père ne trouvait pas beaucoup de mérite aux poètes de notre siècle; aussi ne les ai-je guère connus avant l'âge d'homme. J'en excepte les romans en vers de Walter Scott, que je lus d'après les conseils de mon père, et qui me firent beaucoup de plaisir, comme tous les récits animés. Les poëmes de Dryden se trouvaient parmi les livres de mon père; il m'en fit lire plusieurs, mais je ne pris goût pour aucun d'eux, excepté la *Fête d'Alexandre*, que j'avais l'habitude de fredonner,

1. Un peu plus tard, étant encore enfant, alors que les exercices de versification ne m'étaient plus imposés comme un devoir obligatoire, j'ai composé, comme la plupart des jeunes écrivains, des tragédies, moins sous l'inspiration de Shakespeare que sous celle de Joanna Baillie, dont le *Constantin Paléologue* me paraissait le plus glorieux des chefs-d'œuvre. Je crois encore que ce drame est un des meilleurs qu'on ait écrit dans les deux derniers siècles.

de même que les chansons de Walter Scott, sur une musique de mon invention. J'en vins à composer des airs que je me rappelle encore. Je lus avec assez de plaisir les petites poésies de Cowper, mais je n'ai jamais pu lire jusqu'au bout ses longs poëmes ; et dans ses deux volumes, rien ne m'intéressa autant qu'un morceau en prose, l'histoire de trois lièvres apprivoisés. A treize ans, je mis la main sur les poëmes de Campbell, parmi lesquels *Lochiel, Hohenlinden*, l'*Exilé d'Erin*, et quelques autres me firent éprouver des sensations que la poésie n'avait pas encore éveillées en moi. Pour cet auteur encore, je fis peu de cas des grands poèmes, excepté du début saisissant de *Gertrude de Wyoming*, que je considérai longtemps comme le plus parfait modèle du pathétique.

Durant cette partie de mon enfance, une de mes récréations favorites était la science expérimentale, au sens théorique et non au sens pratique du mot, bien entendu. Je ne faisais pas d'expériences, et j'ai souvent regretté de n'avoir pas été soumis à ce genre d'exercice ; je n'en voyais même pas faire ; je me contentais d'en lire. Je ne me souviens pas d'avoir éprouvé pour aucun livre le ravissement que me causèrent les *Dialogues scientifiques* de Joyce. Je résistais même aux critiques que mon père faisait des mauvais raisonnements qui abondent dans la première partie de cet ouvrage, au sujet des premiers principes de la physique. Je dévorais les traités de chimie, surtout celui d'un ancien camarade d'études de mon père, et son ami, le docteur Thomson, bien des années avant d'assister à une expérience.

J'avais environ douze ans quand j'abordai une nou-

velle partie de mon instruction, dont le principal objet était non plus d'aider et d'appliquer la pensée, mais la pensée elle-même. Cette partie débutait par la logique; je commençai tout d'un coup par l'*Organon* et je le lus jusqu'aux Analytiques inclusivement, toutefois sans tirer beaucoup de profit de l'Analytique postérieure qui appartient à un domaine de la philosophie pour lequel je n'étais pas mûr. En même temps que l'*Organon*, mon père me fit lire en entier ou seulement en partie plusieurs traités latins de logique scolastique. Je lui faisait chaque jour, dans nos promenades, un compte-rendu détaillé de ce que j'avais lu, et je répondais à ses questions nombreuses et pressantes. Après cela, je vins à bout par le même procédé de la *Computatio sive Logica* de Hobbes, ouvrage bien supérieur aux livres des logiciens de l'école; mon père l'estimait fort, et, selon moi, bien au dessus de ses mérites, quelque grands qu'ils soient. Mon père ne manquait jamais, quelque étude qu'il me prescrivît, de m'en faire, autant qu'il le pouvait, comprendre l'utilité : il insista particulièrement sur celle de la logique syllogistique que tant d'auteurs, d'une grande autorité, ont contestée. Je me rappelle très-bien comment, et dans quel lieu (c'était aux environs de Bagshot Heath, où nous étions en visite chez un vieil ami de mon père, M. Wallace, professeur de mathématiques à Sandhurst), il m'amena d'abord par des questions à penser sur la logique et à concevoir ce qui fait l'utilité de la syllogistique; il me venait en aide et me la faisait comprendre par des explications. Les explications ne me rendaient pas la chose plus claire; mais elles n'en ont pas été pour

cela inutiles ; elles sont restées dans mon esprit comme un noyau autour duquel mes observations et mes réflexions ont pu se cristalliser. La valeur des remarques générales que mon père m'avait apprises se révélait à moi à chaque cas particulier qui tombait par la suite sous mon observation. Mes réflexions et l'expérience me conduisirent en définitive à faire autant de cas qu'il en faisait lui-même d'une connaissance intime des procédés de la logique de l'école. Il n'est pas une partie de mon éducation qui ait plus contribué à créer chez moi la faculté de penser telle que je la possède.

La première opération intellectuelle où je fis des progrès, ce fut la dissection d'un mauvais argument et la recherche du gîte de l'erreur; toute l'habileté que j'ai acquise en ce genre, je la dois à la persévérance infatigable avec laquelle mon père m'avait dressé à cette gymnastique intellectuelle, où la logique de l'école et les habitudes d'esprit qu'on acquiert en l'étudiant, jouaient le principal rôle. Je suis convaincu que dans l'éducation moderne, rien ne contribue plus, quand on en fait un usage judicieux, à former des penseurs exacts, fidèles au sens des mots et des propositions, et en garde contre les termes vagues, lâches et ambigus. On vante beaucoup l'influence des mathématiques pour atteindre ce résultat, elle n'est rien en comparaison de celle de la logique ; en effet, dans les opérations mathématiques, on ne rencontre aucune des difficultés qui sont les vrais obstacles d'un raisonnement correct. La logique est aussi l'étude qui convient le mieux aux premiers temps de l'éducation des élèves en philosophie, puisqu'elle est indé-

pendante des opérations lentes par lesquelles on acquiert, par l'expérience et la réflexion, des idées importantes par elles-mêmes : grâce à cette étude, les élèves parviennent à débrouiller une idée confuse et contradictoire avant que leur propre faculté de penser ait atteint son plein développement, tandis que tant d'hommes, capables d'ailleurs, n'y peuvent parvenir, faute d'avoir été soumis à cette discipline. Quand ils veulent répondre à leurs adversaires, ils s'efforcent de soutenir l'opinion contraire à l'aide des arguments qu'ils ont à leur disposition, sans même essayer de réfuter les raisonnements de leurs antagonistes, et le plus grand succès qu'ils puissent obtenir, c'est de laisser la question indécise, en tant que la solution dépend du raisonnement.

Pendant ce temps, je continuai à lire avec mon père les auteurs latins et grecs, qu'il valait la peine d'étudier, non pas tant pour la langue que pour les idées. J'étudiai ainsi plusieurs orateurs, surtout Démosthène, dont je lus plusieurs fois d'un bout à l'autre les principaux discours; et j'en écrivis en manière d'exercice des analyses complètes. Mon père accompagnait la lecture que je lui en faisais, de commentaires très-instructifs. Il ne se bornait pas à attirer mon attention sur le jour dont ces discours éclairent les institutions athéniennes, et sur les principes de législation et de gouvernement qu'ils expliquent il me faisait aussi sentir l'habileté et l'art de l'orateur : il me faisait remarquer avec quelle adresse Démosthène savait dire les choses qui importaient le plus à son but, au moment précis où ses auditeurs se trouvaient le mieux préparés à les entendre ; il me montrait comment le

grand orateur s'y prenait pour glisser dans l'esprit des Athéniens, peu à peu et en s'insinuant, des idées qui eussent éveillé leur opposition, s'il les eût exprimées plus directement. La plupart de ces considérations étaient trop au-dessus de mon intelligence à cette époque, pour que je pusse les comprendre tout à fait. Toutefois elles jetaient en moi des semences qui ont germé en leur saison. A la même époque, je lus aussi tout Tacite, Juvénal et Quintilien. Ce dernier auteur est peu lu et mal apprécié, peut-être à cause de l'obscurité de son style, et de l'abondance des détails scolastiques dont plusieurs parties de son traité sont remplies. Mais son ouvrage est une espèce d'encyclopédie des idées des anciens sur l'éducation tout entière et sur la culture de l'esprit; j'y ai puisé bien des idées importantes que je n'ai plus oubliées, et que je puis sans peine rapporter à la lecture que j'en ai faite dans mon enfance. C'est à la même époque que j'ai lu, pour la première fois, les principaux dialogues de Platon, en particulier le *Gorgias*, le *Protagoras* et la *République*. Il n'y a point d'auteur auquel mon père se crût plus redevable pour la culture de son esprit, que Platon; il n'y en a point qu'il recommandât plus souvent aux jeunes gens studieux. Je puis porter, pour ce qui me concerne, le même témoignage. La méthode socratique, dont les dialogues de Platon sont les principaux monuments, reste encore la meilleure discipline de l'esprit pour corriger les erreurs et éclaircir les confusions inhérentes à l'*intellectus sibi permissus*, c'est-à-dire à l'intelligence qui a composé tous ses groupes d'associations d'idées sous la direction de la phraséologie

populaire. Les opérations dont cette méthode se compose, c'est-à-dire : l'interrogation (elenchus) rigoureuse et pressante qui contraint un homme, dont les idées ne sont que des généralités vagues, soit à exprimer en termes précis ce qu'il entend par ces idées, soit à confesser qu'il ne sait pas ce qu'il dit; la vérification constante de toute proposition générale par des cas particuliers; le siége en règle du sens des termes abstraits à acception étendue, par les opérations qui consistent à déterminer quelque nom générique encore plus large, qui le comprend, tout en comprenant aussi autre chose, à descendre, par voie de division, jusqu'à la chose qu'on cherche, à poser ses limites et formuler sa définition par une série de distinctions soigneusement tracées entre cet objet et ceux qui s'en rapprochent, pour les séparer successivement; toutes ces opérations sont d'une valeur inestimable pour dresser l'homme à penser avec une précision rigoureuse. Même à l'âge où j'étais elles prirent sur moi un tel empire qu'elles devinrent pour ainsi dire des éléments de mon propre esprit. J'ai toujours pensé depuis lors que le titre de disciples de Platon appartenait bien mieux aux penseurs qui se sont nourris de son procédé de recherche, et qui se sont efforcés d'en acquérir le maniement, qu'à ces autres qui se distinguent seulement par l'adoption de certaines conclusions dogmatiques, empruntées surtout aux moins intelligibles de ses écrits, alors que le génie de Platon et le caractère de ses œuvres laissent planer des doutes sur la question de savoir s'il les considérait autrement que comme des fantaisies poétiques ou des conjectures philosophiques.

Quand je lisais Platon et Démosthène, depuis que je pouvais lire ces auteurs sans être arrêté par des difficultés de la langue, mon père ne me demandait pas de traduire le texte phrase par phrase; il me les faisait lire à haute voix, et me posait des questions auxquelles je devais répondre; mais comme il portait une attention toute particulière à la déclamation, où il excellait, cette lecture à haute voix était fort pénible pour moi. De tout ce qu'il me faisait faire, je ne m'acquittais de rien aussi maladroitement, et c'était toujours la même chose; je lui faisais toujours perdre patience. Il avait beaucoup réfléchi sur les principes de l'art de lire, notamment sur la partie de cet art qu'on néglige le plus, je veux parler des inflexions de la voix ou de ce que les auteurs qui ont traité de la déclamation appellent *modulation*, pour le distinguer d'une part de l'*articulation*, et d'autre part de l'*expression;* il avait ramené les inflexions à des règles basées sur l'analyse logique de la phrase. Il m'inculquait énergiquement ces règles, et me réprimandait sévèrement chaque fois que j'y manquais. J'avais fait la remarque, que je n'aurais pas osé lui présenter, que s'il me réprimandait quand je lisais mal une phrase, il se bornait à *dire* comment j'aurais dû la lire, et jamais en la lisant lui-même il ne me le *montrait*. Un même défaut se retrouvait dans tous les procédés d'instruction, à d'autres points de vue si admirables, de mon père, comme aussi dans tous les autres modes de sa pensée : il comptait trop sur l'intelligibilité de l'abstrait présenté seul, sans le secours d'aucune forme concrète. Ce fut bien plus tard, alors que je m'exerçais à la parole, seul ou

avec des jeunes gens de mon âge, que, pour la première fois, je compris l'objet de ses règles, et que j'aperçus les bases psychologiques sur lesquelles il les avait assises. Je poursuivis cette question dans toutes ses branches, et j'aurais pu composer un traité fort utile d'après les principes de mon père. Il n'avait rien écrit sur cette question. Je regrette de n'avoir pas profité du moment où j'étais plein de ce sujet et que je pratiquais systématiquement ces règles, pour donner un corps aux idées de mon père, et aux perfectionnements que j'y avais apportés.

Un livre qui contribua puissamment à me former, dans la meilleure acception du mot, ce fut l'*Histoire de l'Inde* de mon père. Cet ouvrage parut au commencement de 1818. L'année précédente, alors qu'il était sous presse, j'en lisais les épreuves à mon père, ou plutôt je lui lisais le manuscrit, tandis qu'il corrigeait les épreuves. Je reçus de ce remarquable ouvrage un grand nombre d'idées nouvelles. J'y trouvai des critiques et des recherches sur la société et la civilisation, à propos des Hindous, sur les institutions et les actes du gouvernement, à propos des Anglais. Mes réflexions en reçurent une impulsion et une direction qui me furent extrêmement utiles par la suite. Bien que je reconnaisse des lacunes dans cet ouvrage, quand je le compare à un type de perfection, je persiste à croire qu'il est pour le moins l'une des histoires les plus instructives, et l'un des écrits dont un esprit occupé à se faire ses opinions peut tirer le plus de profit.

La préface de l'*Histoire des Indes*, l'un des écrits de

mon père qui le peignent le mieux, et aussi le plus riche d'idées, offre un tableau fidèle des sentiments et des espérances qui l'inspiraient à l'époque où il l'écrivit. Il avait semé dans tout le cours de son ouvrage les opinions et les jugements d'un radicalisme démocratique qui paraissaient alors une opinion extrême; il traitait avec une sévérité rare à cette époque la constitution et les lois de l'Angleterre, les partis et les classes qui possédaient une influence considérable dans le pays. S'il pouvait espérer que son œuvre lui fît une réputation, il ne pouvait pas en attendre une amélioration de sa position, ni supposer qu'il se créerait parmi les puissants autre chose que des ennemis. Ce qu'il pouvait le moins espérer, c'était la faveur de la Compagnie des Indes, aux priviléges commerciaux de laquelle il se montrait absolument hostile, et dont il avait si souvent blâmé avec sévérité l'administration politique. Dans certaines parties de son livre, il est vrai, il portait en faveur de la Compagnie un témoignage qu'il jugeait mérité, notamment quand il disait que pas un gouvernement n'avait donné autant de preuves, dans la mesure de ses lumières, de ses bonnes intentions envers ses sujets, et que, si les actes des autres gouvernements étaient soumis à la même publicité, ils ne résisteraient probablement pas si bien à l'épreuve d'un examen rigoureux.

Toutefois, quand il apprit, au printemps de 1819, environ un an après la publication de l'*Histoire des Indes*, que les Directeurs de la Compagnie voulaient renforcer le bureau qui avait dans ses attributions la correspondance de l'Inde, mon père y sollicita un emploi auprès

des Directeurs, et l'obtint. Il fut nommé *assistant* de l'*Examiner* de la correspondance de l'Inde. La fonction des assistants consistait à préparer des projets de dépêches pour l'Inde, qu'on soumettait aux Directeurs dans les principaux services de l'administration. Dans cet emploi et dans celui d'*Examiner*, qu'il occupa plus tard, l'influence qu'il sut s'acquérir par ses talents, sa réputation et la décision de son caractère, auprès de ses supérieurs qui désiraient réellement assurer à l'Inde un bon gouvernement, lui permirent d'introduire dans ses projets de dépêches, et de présenter au jugement de la cour des Directeurs et du conseil du contrôle, ses véritables opinions sur les affaires de ce pays, sans trop les adoucir. Il avait déjà exposé dans son *Histoire* les vrais principes de l'administration de cet empire, et ses dépêches après son *Histoire*, contribuèrent, plus que tout ce qu'on avait fait jusqu'alors, à améliorer le régime de l'Inde, et à apprendre aux fonctionnaires de la Compagnie comment ils devaient comprendre leurs devoirs. Si l'on publiait un choix de ces dépêches, on verrait, j'en suis convaincu, que, chez mon père, l'homme d'État était à la hauteur du philosophe.

Les nouvelles occupations qui absorbaient le temps de mon père ne relâchèrent point l'attention qu'il portait à mon éducation. C'est pendant la même année, 1819, qu'il me fit faire une étude complète de l'économie politique. Ricardo, son ami intime, venait de publier l'ouvrage qui fit époque dans l'histoire de cette science; sans les instances de mon père, et les puissants encouragements qu'il en reçut, Ricardo ne l'eût jamais publié,

ni même écrit. En effet, Ricardo, le plus modeste des hommes, avait beau être convaincu de la vérité de ses doctrines, il s'estimait si peu capable de les faire valoir, soit par l'exposition soit par le style, qu'il tremblait à l'idée de les publier. Un ou deux ans après, les mêmes amicales instances le poussèrent à entrer à la Chambre des Communes. Il y rendit à ses idées et à celles de mon père d'éminents services, tant en économie politique que sur d'autres questions, durant les dernières années d'une vie trop courte, que la mort vint trancher au moment où il jouissait de la plénitude de son intelligence.

Bien que le grand ouvrage de Ricardo fût déjà imprimé, il n'existait encore aucun traité didactique qui en résumât les idées pour en faciliter l'étude. Mon père fut donc obligé, pour m'apprendre l'économie politique, de commencer par des leçons qu'il me faisait pendant nos promenades. Il exposait chaque jour une partie de cette science, et, le lendemain, je la lui rapportais rédigée. Il me faisait refaire et refaire encore mon travail, jusqu'à ce qu'il fût clair, net et assez complet. De la sorte je parcourus toute l'économie politique, et j'en possédai un abrégé écrit, formé par mes *comptes-rendus*. Mon père s'en servit plus tard, comme de notes pour écrire ses *Éléments d'Économie politique*. Après cette préparation, je lus Ricardo. Je rendais compte chaque jour de mes lectures à mon père, et je discutais de mon mieux les questions accessoires qui se présentaient à mesure que j'avançais. Au sujet de la monnaie, la question la plus embrouillée de l'économie politique, il me fit lire, toujours avec la même méthode, les admi-

rables brochures que Ricardo avait écrites à l'époque de la polémique sur les métaux précieux (Bullion controversy). Il me fit étudier ensuite Adam Smith. Ce dont il s'occupa surtout pendant cette étude, ce fut de me faire appliquer aux idées plus superficielles de Smith les lumières supérieures de Ricardo, et découvrir ce qu'il y a d'erroné dans les arguments de Smith, ou dans ses conclusions. Une telle méthode d'instruction était merveilleusement combinée pour former un penseur, mais il fallait qu'elle fût maniée par un penseur aussi exact et aussi vigoureux que mon père. Même avec lui, le chemin était rude; il l'était pour moi, bien que le sujet m'intéressât vivement. Mon père s'impatientait souvent, et plus que de raison, quand je ne réussissais pas dans un travail où il n'aurait pas fallu attendre le succès; mais, en somme, la méthode était bonne, et elle a réussi. Je ne crois pas qu'aucun enseignement scientifique ait été mieux approfondi et mieux approprié au but de former les facultés de l'esprit, que celui que mon père me donna en logique et en économie politique. Il s'efforçait, et souvent avec exagération, de mettre en jeu mes facultés en me faisant tout trouver par moi-même; il ne me donnait pas ses explications avant, mais après; je sentais donc toute la force des obstacles. Non-seulement, j'y gagnai une connaissance exacte de ces deux sciences, ainsi qu'on les comprenait alors, mais j'appris à penser sur les matières qui en font l'objet. Je pensais par moi-même presque dès le début, et quelquefois d'une façon très-différente de celle de mon père. Longtemps ces différences ne portèrent que sur des

questions secondaires, et je prenais ses opinions comme une pierre de touche. Plus tard, il m'est arrivé de le convaincre et de modifier son opinion sur quelques points de détail. Je le dis à son honneur, non pour m'en faire gloire; c'est une preuve de sa parfaite bonne foi, et de l'excellence de sa méthode d'enseignement.

Là finirent ce que je peux proprement appeler mes classes. J'avais environ quatorze ans; je quittai l'Angleterre pour plus d'une année; et après mon retour, si mes études restèrent encore sous la direction générale de mon père, il ne me donna plus de leçons. Il convient que je m'arrête un instant, pour considérer des questions d'une nature plus générale qui se rapportent aux années de ma vie dont je viens de tracer les souvenirs.

La chose qui frappe tout d'abord dans le cours de l'instruction que j'ai décrite, c'est le grand soin que mon père a pris de me donner durant les années de mon enfance une somme d'instruction comprenant les branches supérieures qu'on n'apprend qu'à l'âge d'homme, quand on les apprend. Le résultat de l'expérience montre avec quelle facilité on peut y arriver, et met fortement en lumière le misérable gaspillage de tant d'années précieuses qu'un si grand nombre d'écoliers consument à acquérir la maigre provision de latin et de grec qu'on leur enseigne d'ordinaire. C'est ce gaspillage qui a conduit bon nombre de partisans des réformes de l'enseignement à soutenir l'idée fausse qu'il fallait écarter complètement ces langues de l'éducation générale. Si j'avais été doué naturellement d'une grande facilité à saisir ce qu'on m'enseignait, ou si j'avais possédé une mémoire très-

exacte et très-fidèle, ou bien encore, si j'avais eu un caractère éminemment actif et énergique, l'épreuve n'aurait pas été concluante. Mais pour toutes ces qualités, je reste plutôt au-dessous de la moyenne, que je ne la dépasse ; ce que j'ai fait, assurément un garçon ou une fille de capacité moyenne et de bonne santé peuvent le faire. Si j'ai pu accomplir quelque chose, je le dois, entre autres circonstances heureuses, à ce que l'éducation par laquelle mon père m'a formé, m'a donné, je peux bien le dire, sur mes contemporains l'avantage d'une avance d'un quart de siècle.

Il y avait dans mon éducation un point d'une importance essentielle ; j'en ai déjà fait mention : plus que tout le reste, ce fut la cause des bons effets que j'en retirai. La plupart des enfants et des jeunes gens à qui on a appris beaucoup de choses, bien loin de rapporter de leur éducation des facultés fortifiées, n'en sortent qu'avec des facultés surmenées. Ils sont bourrés de faits, d'opinions et de formules d'autrui, qu'ils acceptent, et qui leur tiennent lieu du pouvoir de s'en faire eux-mêmes. C'est ainsi qu'on voit des fils de pères éminents, pour l'éducation desquels rien n'a été épargné, arriver à l'âge mûr en débitant comme des perroquets ce qu'ils ont appris dans leur enfance, incapables de se servir de leur intelligence, en dehors du sillon qu'on a tracé pour eux. Mon éducation n'était pas de ce genre. Mon père ne permit jamais que mes leçons dégénérassent en un exercice de mémoire. Il tâchait de mener mon intelligence, non-seulement du même pas que l'enseignement, mais autant que possible de lui faire prendre les devants. Tout ce

que je pouvais apprendre par le seul effort de la pensée, mon père ne me le disait jamais, tant que je n'étais pas à bout de ressources pour le trouver moi-même. Autant que je puis compter sur mes souvenirs, je m'acquittais assez mal de cette obligation; ma mémoire est pleine d'exemples de mes échecs, et n'en contient guère de mes succès. Il est vrai que j'échouais sur des difficultés, qu'à mon âge je ne pouvais guère surmonter. Je me souviens qu'un jour, à l'âge de treize ans, il m'arriva de me servir du mot idée; mon père me demanda ce que c'est qu'une idée, et se montra mécontent de mon inpuissance à définir ce mot. Je me rappelle aussi son indignation, un jour qu'il m'entendit employer la phrase banale que telle chose est vraie dans la théorie, mais qu'il convient de la corriger dans la pratique; il essaya vainement de m'amener à définir le mot théorie, puis il m'en expliqua le sens, et me montra l'erreur de l'expression usuelle dont je m'étais servi. Il me laissa persuadé que mon impuissance à donner une définition de la théorie, après en avoir parlé comme d'une chose qui peut se trouver en désaccord avec la pratique, révélait chez moi la plus abjecte ignorance. Il me sembla qu'en s'indignant à ce sujet, mon père dépassait la mesure, et peut-être la dépassait-il. Je crois pourtant que c'était l'effet du mécontentement que lui causait mon échec. Un élève à qui on ne demande jamais ce qu'il ne peut pas faire, ne fait jamais tout ce qu'il peut.

Un des maux qui sont d'ordinaire la conséquence des progrès rapides, et qui souvent en flétrit les fruits, c'est la suffisance. Mon père cherchait à m'en préserver avec

une grande sollicitude. Il mettait une vigilance extrême à éloigner de moi les occasions de m'entendre louer, ou de faire des comparaisons flatteuses pour moi. De mes rapports avec lui, je ne pouvais prendre qu'une opinion très-humble de mes mérites, puisque le terme de comparaison qu'il proposait sans cesse à mon ambition, c'était non pas ce que les autres font, mais ce qu'un homme pourrait et devrait faire. Il a parfaitement réussi à me préserver de l'influence qu'il redoutait si fort. J'ignorais absolument que mes progrès fussent une chose exceptionnelle à mon âge. Si, par hasard, mon attention se trouvait attirée sur un autre enfant qui savait moins que moi (ce qui est arrivé moins souvent qu'on ne pourrait l'imaginer), j'en concluais, non pas que je savais beaucoup, mais que cet enfant, pour une raison ou pour une autre, savait peu, ou encore que ses connaissances étaient d'un autre genre que les miennes. Je n'éprouvais pas d'humilité, mais je n'éprouvais pas non plus d'arrogance. Je n'ai jamais songé à me dire ce que j'étais, ni ce que je pouvais faire; je ne m'estimais ni beaucoup ni peu; je n'y songeais pas. Si j'avais une pensée sur moi-même, c'est que j'étais plutôt en retard qu'en avance sur mes études, puisque je me trouvais toujours dans cet état en comparaison de ce que mon père attendait de moi. Je l'affirme hardiment, quoique ce ne soit pas l'impression de quelques personnes qui m'ont connu dans mon enfance. Elles me trouvaient, je l'ai su depuis, d'une suffisance fort désagréable; probablement parce que j'étais disputeur, et que je n'éprouvais aucun scrupule à opposer une contradiction directe à ce que j'entendais dire.

J'avais, je crois, acquis cette mauvaise habitude, parce qu'on m'avait encouragé d'une façon tout exceptionnelle à m'entretenir de sujets au-dessus de mon âge, avec de grandes personnes, et qu'on ne m'avait jamais inculqué le respect dont elles sont habituellement l'objet. Mon père ne corrigeait pas ces actes d'impolitesse et d'impertinence, probablement parce qu'il ne s'en apercevait pas. J'étais trop pénétré envers lui d'une crainte respectueuse, pour ne pas rester toujours extrêmement soumis et tranquille en sa présence. Malgré ce qu'on a pu croire, je n'avais aucune idée de posséder la moindre supériorité, et c'était très-bon pour moi qu'il en fût ainsi. Un jour, dans Hyde Park (je me rappelle très-bien l'endroit où se passa la scène), j'avais quatorze ans, et j'allais quitter la maison paternelle pour une longue absence, mon père me dit qu'à mesure que je ferais connaissance avec de nouvelles personnes, je m'apercevrais que j'avais appris bien des choses qu'en général les jeunes gens de mon âge ne savaient pas, et que sans doute on serait disposé à m'en parler, et à m'en faire compliment. Je me rappelle très-imparfaitement tout ce qu'il ajouta sur ce sujet; mais il aboutit à me dire que si je savais plus que les autres, il ne fallait pas l'attribuer à mon propre mérite, mais à l'avantage exceptionnel qui m'était échu d'avoir un père capable de m'instruire, et qui eût voulu prendre la peine de le faire et d'y consacrer le temps nécessaire; que si je savais plus que ceux qui n'avaient pas joui du même avantage, il ne fallait pas y voir une raison de me glorifier, mais plutôt de songer à la honte que j'aurais encourue, si le contraire fût arrivé. Quand mon

père m'apprit que je savais plus de choses que d'autres jeunes gens qui passaient pour avoir reçu une bonne éducation, j'accueillis cette révélation comme une information et j'y accordai une entière confiance ainsi qu'à tout ce qu'il me disait; mais il ne me parut pas que cela me concernât. Je n'avais aucun penchant à tirer vanité de ce qu'il y avait des personnes qui ignoraient ce que je savais; et je ne me flattais pas de l'idée que mes connaissances quelles qu'elles fussent provinssent de mon propre mérite. Mais, au moment où mon attention fut attirée sur ce point, je trouvai que ce que mon père disait des avantages dont j'avais joui, était l'expression exacte de la vérité et du bon sens, et je n'ai jamais depuis changé d'opinion à cet égard.

Il est clair que ce résultat, comme tant d'autres qui entraient dans le plan d'éducation de mon père, n'aurait point été atteint, si mon père n'eût tenu la main à ce que je n'eusse pas trop de rapports avec les autres enfants. Il voulait à tout prix m'épargner non-seulement des effets de l'influence corruptrice que les enfants exercent les uns sur les autres, mais la contagion des pensées et des sentiments vulgaires. Il entendait bien que je payasse cet avantage par une infériorité dans les talents que les écoliers de tous les pays cultivent avant tout. Les lacunes de mon éducation portaient sur les choses que les enfants apprennent, quand ils sont livrés à eux-mêmes et obligés de se tirer d'affaire tout seuls, ou quand ils sont rassemblés en grand nombre. Grâce à un régime sobre et à de longues promenades, je grandis en bonne santé; je devins vigoureux, mais sans être musculeux. Toutefois

je ne pouvais faire aucun tour d'adresse ni de force ; je ne connaissais aucun des exercices du corps. Ce n'est pas que la liberté ou le temps de m'y livrer me fussent refusés. Je n'avais pas, il est vrai, de congés, parce qu'ils rompent l'habitude du travail et exposent les enfants à contracter le goût de l'oisiveté, mais j'avais beaucoup de loisir chaque jour pour m'amuser. Comme je n'avais pas de camarades, et que d'ailleurs le besoin d'activité physique se trouvait satisfait par la marche à la promenade, je m'amusais seul la plupart du temps et sans bruit, ou je lisais ; je ne stimulais en moi aucune autre activité, pas même d'esprit, que celles que mes études mettaient en jeu. En conséquence, je restai longtemps maladroit pour tout ce qui exigeait de l'adresse des mains, et je n'ai jamais cessé de l'être : mon esprit, comme mes mains, faisait son œuvre très-timidement quand il s'appliquait ou devait s'appliquer à quelqu'un de ces détails qui tiennent tant de place dans la vie de la majorité des hommes, et sur lesquels se concentre d'ordinaire tout ce qu'ils ont de capacité mentale. Je ne cessais de mériter des reproches pour mon inattention et la nonchalance de mon esprit dans les détails de la vie de tous les jours. Mon père était tout le contraire à cet égard : ses sens et son intelligence étaient toujours en éveil ; il montrait de la décision et de l'énergie dans toutes ses manières, et dans chacune de ses actions. Ces qualités, autant que ses talents, contribuaient à faire une vive impression sur les gens avec lesquels il se rencontrait. Mais il arrive souvent que les enfants de parents énergiques manquent d'énergie, parce qu'ils comptent sur leurs parents, et que les parents en

ont pour eux. L'éducation que mon père me donna était mieux faite pour me former au savoir qu'à l'action. Il s'apercevait fort bien de ce qui me manquait. Soit dans mon enfance, soit dans ma jeunesse, j'ai sans cesse eu à souffrir de ses sévères admonestations à ce sujet. Il ne montrait ni négligence ni insouciance pour ce genre de défauts qu'il observait en moi; mais s'il m'avait épargné l'influence démoralisatrice de la vie des écoles, il ne faisait rien pour me procurer un équivalent efficace des leçons qu'elle donne pour la pratique de la vie. Toutes ses qualités, il les avait sans doute acquises sans peine ou du moins sans une éducation spéciale, et peut-être croyait-il que je les acquerrais aussi aisément. C'est, je pense, qu'il n'avait pas réfléchi autant sur ce sujet que sur les autres parties de l'éducation, et sur ce point comme sur quelques autres de mon instruction, il me semble qu'il ait attendu des effets sans causes.

CHAPITRE II

Influences morales qui ont entouré les premières années de ma jeunesse. — Caractère et opinions de mon père.

Dans mon éducation, comme dans celle de tout le monde, les influences morales qui jouent le plus grand rôle sont aussi les plus compliquées, et celle que l'on a le plus de peine à spécifier d'une manière à peu près complète. Je n'entreprendrai pas la tâche désespérante de détailler les circonstances qui ont pu contribuer à façonner mon caractère au point de vue moral, je me bornerai à signaler quelques points principaux qui doivent nécessairement trouver place dans un récit fidèle de mon éducation.

J'ai été élevé dès le début sans aucune croyance religieuse, au sens que l'on donne d'ordinaire à ces deux mots. Mon père avait été instruit dans la foi de l'Eglise presbytérienne d'Ecosse; mais, par ses études et par ses réflexions, il en était venu au point de rejeter non-seulement la croyance à la révélation, mais les bases de ce qu'on ap-

pelle communément la religion naturelle. Je lui ai entendu dire que la révolution qui s'était faite dans son esprit en matière religieuse, datait de l'époque où il avait lu l'*Analogie* de Butler. Cet ouvrage, dont il n'a jamais cessé de parler avec respect, l'entretint assez longtemps, disait-il, dans la croyance à la divinité du Christianisme ; il y trouvait la démonstration que si l'on rencontre de très-grandes difficultés à croire que l'Ancien Testament et le Nouveau sont en même temps l'œuvre et l'histoire d'un Être souverainement sage et bon, on les retrouve, avec d'autres bien plus grandes encore, à croire qu'un être de cette nature soit l'auteur de l'Univers. Mon père regardait l'argument de Butler comme concluant, mais seulement contre les opposants que Butler se proposait de combattre. Ceux qui admettent qu'un être tout-puissant, aussi bien que souverainement juste et bon, est l'auteur d'un monde tel que celui où nous vivons, ne sauraient élever contre le Christianisme aucune objection qu'on ne puisse, au moins avec autant de force, retourner contre eux. Le Déisme ne lui semblant pas tenable, mon père resta dans un état de perplexité, jusqu'à ce que sans doute après bien des luttes, il s'arrêta à la conviction que l'on ne peut rien savoir de l'origine des choses. Nulle autre expression ne rend mieux son opinion : en effet, il trouvait l'athéisme dogmatique absurde, comme l'ont toujours fait la plupart de ceux que le monde a regardés comme des athées. Ces détails sont importants parce qu'ils montrent qu'en rejetant tout ce qu'on appelle croyance religieuse, mon père ne cédait pas, comme on pourrait le croire, à la force de la logique et de la preuve ;

ses motifs étaient plutôt d'ordre moral que d'ordre intellectuel. Il ne pouvait croire qu'un monde si plein de mal fût l'œuvre d'un auteur qui réunît à la fois la puissance infinie, la parfaite bonté et la souveraine justice. Son intelligence méprisait les subtilités avec lesquelles on cherche à fermer les yeux sur cette contradiction patente. Il n'aurait pas été aussi sévère pour la doctrine du sabéisme ou du manichéisme qui supposent l'existence de deux principes, celui du bien et celui du mal, luttant l'un contre l'autre pour la domination de l'Univers; et je l'ai entendu exprimer son étonnement que personne ne la renouvelât de notre temps. Il l'eût considérée comme une pure hypothèse, mais il n'y eût trouvé aucune influence démoralisante. L'aversion qu'il éprouvait pour la religion telle qu'on la comprend ordinairement, était du même genre que celle de Lucrèce : il la regardait avec les sentiments que mérite non pas une simple tromperie, mais un grand mal moral. Il la considérait comme le pire ennemi de la moralité, d'abord parce qu'elle crée des mérites fictifs, notamment l'adhésion à des formules de foi, la profession de sentiments de dévotion et la participation à des cérémonies, qui ne se rattachent les unes et les autres par aucun lien avec le bonheur du genre humain; ensuite parce qu'elle les fait accepter comme tenant lieu de vertus véritables; mais par-dessus tout parce qu'elle corrompt essentiellement le critérium de la morale, en le faisant consister dans l'accomplissement de la volonté d'un être auquel elle prodigue tous les termes d'adulation, en même temps qu'elle en fait la peinture la plus odieuse. Je lui ai cent fois entendu dire

que, dans tous les siècles et chez toutes les nations, on avait représenté les dieux comme des êtres méchants, un siècle renchérissant sur l'autre par une progression constamment croissante ; que les hommes n'avaient jamais cessé d'ajouter de nouveaux traits à l'image de leurs dieux, jusqu'à ce qu'ils eussent atteint la conception la plus parfaite de la méchanceté que l'esprit humain puisse imaginer, conception qu'ils ont appelée le bien et qu'ils ont adorée. Ce *nec plus ultrà* de la méchanceté s'incarnait selon lui dans la doctrine que l'on nous présente habituellement sous le nom de foi chrétienne. « Songez donc, avait-il coutume de dire, que cet Être a fait l'Enfer ; qu'il a créé l'espèce humaine avec la prescience infaillible, et par conséquent avec l'intention, que la grande majorité des hommes fussent voués pour l'éternité à d'horribles tourments. » Le temps s'approche, je crois, où cette épouvantable façon de concevoir le dieu qu'on adore ne se confondra plus avec le Christianisme, et que tous les gens capables de sentir le bien et le mal la regarderont avec autant d'horreur que mon père le faisait. Il savait aussi bien que personne que les chrétiens ne subissent pas tous d'une façon aussi funeste qu'on aurait pu s'y attendre, les conséquences démoralisantes qui paraissent inhérentes à cette croyance. La paresse de la pensée, la soumission de la raison à des craintes, à des désirs, à des affections qui rendent les hommes capables d'accepter une doctrine dont les termes impliquent contradiction, les empêche aussi d'apercevoir les conséquences logiques qui en découlent. Il leur est si facile de croire en même temps des choses incompatibles,

et il y en a si peu d'assez forts pour tirer des croyances qu'ils admettent d'autres conséquences que celles que leurs propres sentiments leur suggèrent : quoi d'étonnant que des multitudes de gens aient tenu pour indubitable la croyance à un Dieu créateur de l'enfer, sans hésiter pour cela à le confondre en une seule personne avec le Dieu qui réalisait pour eux l'idéal de la souveraine bonté. Ce n'était, sans doute, pas à ce démon produit de leur imagination, qu'ils adressaient leur culte, mais à leur idéal de perfection. Toutefois le vice d'une telle croyance c'est qu'elle tient l'idéal à un niveau déplorablement inférieur, et oppose la résistance la plus obstinée à toute pensée qui vise à l'élever. Les croyants s'écartent avec horreur de toute spéculation qui tendrait à mettre dans l'esprit une conception claire et un idéal élevé de perfection, parce qu'ils sentent, alors même qu'ils ne le voient pas distinctement, que cet idéal serait en contradiction flagrante avec les lois de la nature et avec les dogmes qu'ils regardent comme essentiels à la foi chrétienne. Il en résulte que la moralité reste une affaire de tradition aveugle, qui ne repose sur aucun principe ferme, et qui n'a pas même pour la guider aucun sentiment ferme.

Mon père se fût mis complètement en contradiction avec ses idées sur le devoir, s'il m'eût laissé acquérir des impressions contraires à ses convictions et à ses sentiments sur la religion : dès le début, il imprima dans mon esprit l'idée que la façon dont le monde avait commencé, était un problème sur lequel on ne savait rien. A la question : Qui m'a fait? disait-il, on ne peut répondre, parce qu'on n'a aucune expérience, aucune in-

formation authentique, d'où on puisse partir pour formuler une réponse. Quelque réponse qu'on présente, ajoutait-il, on ne fait que reculer la difficulté, puisqu'on rencontre immédiatement une question nouvelle : Qui a fait Dieu? Il prit soin, à la même époque de me faire apprendre ce que le genre humain avait pensé sur ces impénétrables problèmes. J'étais bien jeune encore, comme je l'ai déjà dit, quand il me fit lire l'histoire ecclésiastique; il m'enseigna à prendre un grand intérêt à la Réforme, et à considérer ce grand débat comme la lutte suprême entre la tyrannie sacerdotale et la liberté de penser.

Je suis donc une des rares personnes d'Angleterre, dont on peut dire, non pas qu'elles ont rejeté la croyance de la religion, mais qu'elles ne l'ont jamais eue. A cet égard, j'ai grandi dans un état négatif. Je considérais la religion des temps modernes du même œil que celles de l'antiquité, c'est-à-dire comme une affaire qui ne me regardait en rien. Je ne trouvais pas plus étrange de rencontrer chez les Anglais des croyances que je ne partageais pas, que si je les eusse rencontrées chez les peuples dont parle Hérodote. L'histoire m'avait appris qu'il règne parmi les hommes des opinions très-diverses, et, dans ma situation à l'égard de mes compatriotes, je ne voyais qu'un exemple de plus de cette différence. Cependant ce fait eût pu avoir sur mon éducation première une fâcheuse conséquence que je dois mentionner. En même temps que mon père me donnait une opinion contraire à celle du monde, il crut nécessaire de me faire savoir qu'il n'était pas prudent d'en faire profession devant le monde. J'étais encore enfant, et le conseil de garder

mes pensées pour moi, pouvait entraîner des conséquences morales fâcheuses. Toutefois, comme j'avais peu de relations avec des étrangers, surtout avec ceux qui auraient pu me parler de religion, je ne me trouvais pas dans l'alternative de faire l'aveu de mon opinion ou de recourir à l'hypocrisie. Je me souviens qu'en deux occasions, durant mon enfance, je me trouvai dans cette alternative; et chaque fois, j'avouai mon irréligion et je la soutins. Mes adversaires étaient des garçons bien plus âgés que moi; l'un d'eux fut certainement ébranlé à la première rencontre, mais nous n'y revînmes plus; l'autre fut surpris et quelque peu scandalisé; il fit de son mieux pour me convaincre pendant quelque temps, mais sans succès.

Le grand progrès de la liberté de discussion qui distingue plus que tout autre chose le temps présent de celui de mon enfance, a changé considérablement les conditions morales de la situation où me plaçait mon irréligion. Je crois qu'aujourd'hui parmi les hommes doués de la même intelligence que mon père, possédant comme lui l'amour du bien public, et soutenant avec une conviction aussi ferme des opinions impopulaires sur la religion ou sur l'un des grands problèmes de la philosophie, bien peu pratiqueraient ou conseilleraient une conduite consistant à les cacher au monde, excepté dans les cas, qui deviennent de plus en plus rares chaque jour, où la sincérité en ces matières les exposerait à perdre leurs moyens d'existence, ou à se voir exclus d'une carrière convenant à leurs aptitudes. Pour la religion en particulier, le temps me semble venu, où le devoir de

tous ceux qui possèdent les connaissances requises, et se sont convaincus après mûre réflexion, que les opinions régnantes ne sont pas seulement fausses, mais dangereuses, de faire connaître qu'ils ne les professent point, au moins s'ils sont dans une situation et s'ils jouissent d'une réputation qui donne à leur opinion quelque chance d'éveiller l'attention. Une telle manifestation mettrait fin d'un seul coup, et pour jamais, au préjugé vulgaire qui donne à ce qu'on appelle improprement l'incrédulité tous les vices de l'esprit et du cœur pour cortége. Le monde serait étonné, s'il savait combien parmi les hommes qui forment son plus brillant ornement, parmi ceux même qui sont le plus haut placés dans l'opinion publique par leur sagesse et leur vertu, il y en a qui sont complètement sceptiques en religion. Il en est beaucoup qui s'abstiennent de professer hautement leur irréligion, moins pour des considérations personnelles, que parce qu'ils craignent sincèrement, et bien à tort, selon moi, à l'époque où nous sommes, de faire plus de mal que de bien, en faisant très-haut une profession qui pourrait affaiblir les croyances acceptées, et par suite relâcher les obligations qu'ils considèrent comme des freins.

Il y a des incrédules, puisque c'est le mot consacré, ainsi que des croyants de tous les genres. On y trouve toutes les variétés du caractère moral. Mais les meilleurs, et personne, parmi ceux qui ont pu les bien connaître, n'hésitera à l'affirmer, sont bien plus religieux, dans l'acception la plus vraie du mot de religion, que ceux qui s'en arrogent exclusivement le titre. Grâce à

l'esprit libéral de notre époque, ou si l'on aime mieux à l'affaiblissement du préjugé invétéré qui empêche les hommes de voir les choses qui crèvent les yeux, lorsqu'elles sont contraires à leurs désirs, on ne fait plus de difficulté d'admettre aujourd'hui qu'un déiste puisse être vraiment religieux. Mais si la religion consiste dans certaines qualités du caractère et non dans certains dogmes, on peut aussi appeler religieux ceux dont les croyances ne vont pas jusqu'au déisme. Ils ne regardent pas, il est vrai, comme bien prouvé que l'univers soit construit d'après un plan, et ils n'admettent pas que l'univers ait été créé et soit gouverné par un être d'une puissance *absolue* et d'une bonté parfaite; mais ils possèdent ce qui fait la valeur principale de toute religion : une conception idéale d'un Être parfait sur lequel ils ont coutume de lever les yeux comme sur le guide de leur conscience. Cet idéal du bien est d'ordinaire beaucoup plus près de la perfection que le Dieu objectif qu'adorent ceux qui se croient obligés de reconnaître la bonté absolue dans l'auteur d'un monde aussi rempli de souffrance et aussi déshonoré par l'injustice que le nôtre.

Les convictions morales de mon père, sans aucun lien avec la religion, ressemblaient beaucoup à celles des philosophes grecs; il les exprimait avec la force et la netteté qu'il donnait à tous ses actes. Même à l'âge tendre où je lisais avec lui les *Entretiens mémorables de Socrate*, dans Xénophon, je contractai dans cette lecture, et d'après les commentaires que mon père y ajoutait, un profond respect du caractère de Socrate, qui resta dans mon esprit comme un idéal de perfection. Je me

rappelle fort bien comment mon père, à cette époque, m'imprima dans l'esprit la leçon qui découle du *Choix d'Hercule*. Un peu plus tard, le glorieux modèle de moralité qui se révèle dans les écrits de Platon, agit sur mon esprit avec une grande force. Les leçons morales de mon père portaient toujours en général comme celles des *Socratici viri*, sur la justice, la tempérance, à laquelle il donnait une application extrêmement étendue, la véracité, la persévérance, la résignation à la douleur et surtout au travail, l'intérêt pour le bien public, l'estime des personnes d'après leurs mérites et des choses d'après leur utilité intrinsèque, une vie d'efforts comme contraste d'une vie abandonnée à la mollesse et à l'indolence. Ces leçons et d'autres encore, il les mettait en sentences brèves d'exhortation sérieuse ou de réprobation et de mépris énergique, qu'il formulait quand l'occasion s'en présentait.

Si les leçons de morale que l'on nous donne directement font beaucoup, celles que nous recevons indirectement font encore davantage. Mon caractère ne reçut pas seulement l'empreinte de ce que mon père disait ou faisait directement en vue de mon éducation morale, mais il se forma aussi et plus encore au spectacle de ce qu'il était lui-même.

Dans ses idées sur la conduite, mon père unissait les préceptes des Stoïciens, des Epicuriens et des Cyniques; mots qu'il faut entendre non au sens moderne mais au sens ancien. Dans ses qualités personnelles, la morale stoïcienne prédominait. Il empruntait son critérium moral aux Epicuriens, puisqu'il était utilitaire, et qu'il con-

sidérait comme l'unique juge du bien et du mal la tendance des actions à produire du plaisir ou de la peine. Mais il y avait aussi en lui quelque chose de la morale des philosophes Cyniques ; il ne croyait guère au plaisir, au moins dans ses dernières années, les seules dont je puisse parler avec certitude. Non pas qu'il fût insensible aux plaisirs ; mais il les estimait au-dessous du prix qu'ils coûtent, du moins dans l'état actuel de la société. La plupart des égarements de conduite étaient, selon lui, le résultat d'une évaluation excessive des plaisirs. En conséquence, la tempérance, comprise au sens large que lui donnaient les philosophes de la Grèce, s'arrêtant au point où la modération dégénère en indulgence pour toute chose, lui semblait, comme à eux-mêmes, le pivot des prescriptions de l'éducation. Les leçons de tempérance qu'il me donnait tiennent une large place dans mes souvenirs d'enfance. Il tenait la vie humaine pour une triste chose, quand une fois la fraîcheur de la jeunesse et celle de la curiosité se sont flétries. C'était un sujet sur lequel il ne parlait pas souvent, on peut le croire, surtout devant des personnes jeunes ; mais quand il le faisait, c'était avec un air de conviction ferme et profonde. Si la vie était, disait-il quelquefois, ce qu'elle pourrait être par l'effet d'une bonne éducation et d'une bonne direction, il vaudrait la peine de vivre ; mais en parlant de cette possibilité, il ne se laissait jamais aller à l'enthousiasme. Il a toujours placé les plaisirs de l'esprit au-dessus de tous les autres, à ne les considérer même que comme des plaisirs, et sans tenir compte des avantages ultérieurs qu'ils procurent. Il plaçait très-haut les plaisirs auxquels

donnent naissance les affections bienveillantes ; il avait coutume de dire qu'il n'avait jamais connu de vieillards heureux que ceux qui étaient capables de revivre dans les plaisirs des jeunes gens. Il professait le plus grand mépris pour les émotions passionnées de toute sorte, et pour tout ce qu'on a dit ou écrit à leur sujet. Il y voyait une forme de la folie. Le mot *intense* était pour lui l'expression habituelle de la désapprobation et du mépris. Il regardait comme une aberration de la moralité dans les temps modernes, et comme une infériorité à l'égard de celle des anciens, l'importance que l'on donnait au sentiment. Il ne voyait pas dans les sentiments pris en eux-mêmes de vrais motifs de louange ou de blâme. Le bien et le mal, le bon et le mauvais, n'étaient pour lui que des qualités de la conduite, des actions ou des omissions ; par la raison qu'il n'y a pas de sentiment qui ne puisse conduire, et qui ne conduise en effet souvent, aussi bien à de bonnes qu'à de mauvaises actions, et que la conscience même, c'est-à-dire le désir d'agir bien, conduit fréquemment à agir mal. Conséquent avec la conduite qu'il soutenait, que la louange ou le blâme doivent tendre à décourager la mauvaise conduite et à encourager la bonne, il refusait de laisser influencer son éloge ou son blâme par la considération des motifs de l'agent. Il blâmait aussi sévèrement une action qu'il jugeait mauvaise, bien qu'elle fût inspirée par un sentiment de devoir, que si l'agent avait cru sincèrement faire le mal. Il n'aurait jamais vu une circonstance atténuante en faveur des inquisiteurs dans la sincérité avec laquelle ils professaient la croyance que le devoir leur ordonnait de brûler les hérétiques.

Mais s'il ne permettait pas à l'honnêteté du but de mitiger la réprobation qu'il portait sur les actions, il lui accordait une influence sans réserve sur l'appréciation qu'il faisait des caractères. Personne n'estimait plus haut un esprit consciencieux et d'intentions droites. Il n'aurait pas accordé son estime à une personne en qui il n'aurait pas reconnu ces qualités, à ne se point tromper. Mais il détestait les gens tout autant pour d'autres vices, dès qu'il pensait que ces vices les conduisaient tout aussi sûrement à faire le mal. Par exemple, il détestait les fanatiques partisans d'une mauvaise cause, autant et plus que ceux qui adoptaient la même cause par intérêt personnel, parce qu'il pensait que ces fanatiques seraient probablement particulièrement dangereux. L'aversion qu'il montrait pour un grand nombre d'erreurs de l'esprit et pour des opinions qu'il regardait comme telles, participaient en quelque sorte de la nature d'un sentiment moral. Ceci revient à dire qu'il faisait entrer ces sentiments dans ses opinions, à un point alors assez commun, mais aujourd'hui très-rare. Il est d'ailleurs bien difficile de comprendre comment un homme qui sent vivement, et qui pense beaucoup, peut s'empêcher de tomber dans cet excès. Seuls, les gens qui ne tiennent pas à leurs opinions, confondront ce penchant avec l'intolérance. Celui qui a des opinions auxquelles il attribue une valeur immense, et qui considère les opinions contraires comme désastreuses, s'il s'intéresse vivement au bien de l'humanité, se sentira de l'éloignement, en général et d'une manière abstraite, pour ceux qui croient mauvais ce qu'il juge bon, et bon ce qu'il juge mauvais. Ce qui ne veut pas dire

qu'il soit, pas plus que ne l'était mon père, insensible aux bonnes qualités de ses adversaires, ni qu'il se dirige, pour estimer les individus, d'après une présomption générale au lieu de tenir compte de tous les éléments de leur caractère. Je conviens qu'une personne sincère, qui n'est pas plus infaillible qu'une autre, soit exposée à ne pas aimer des gens à cause d'opinions qui ne méritent aucun témoignage de répugnance ; mais tant qu'il ne leur fait aucun mal, et qu'il n'aide pas d'autres personnes à leur en faire, il n'est pas intolérant. La seule tolérance qu'on puisse recommander, la seule qui soit possible aux esprits d'une haute moralité, est celle qui résulte d'un sentiment sincère de l'importance qu'il y a pour l'humanité à laisser à tous la liberté de leurs opinions.

On ne sera pas surpris qu'un homme, avec les opinions et le caractère que je viens de faire connaître, ait pu produire une forte impression morale sur un esprit qu'il contribuait plus que personne à former, et que son enseignement moral ne dut pas s'égarer du côté de l'indulgence et du relâchement. L'élément qui manquait le plus dans les rapports moraux de mon père avec ses enfants, était celui de la tendresse. Je ne crois pas que ce défaut lui fut naturel. Je crois qu'il avait beaucoup plus de sensibilité qu'il n'en montrait d'ordinaire, et que les germes des sentiments qu'il portait dans son cœur étaient loin d'avoir été tous développés. Il ressemblait à la plupart des Anglais qui rougissent de laisser voir leurs sentiments, et qui les étouffent afin de les empêcher de se manifester. En outre, si nous considérons qu'il se trouvait lié par son rôle de professeur unique de ses enfants,

et que son tempérament était naturellement irritable, comment ne pas nous sentir saisis de pitié pour ce père qui a tant fait pour ses enfants, qui aurait estimé à un si haut prix leur affection, et qui pourtant devait sentir qu'il la desséchait à sa source même par la crainte qu'il leur inspirait. Il n'en fut plus ainsi plus tard, et avec ses plus jeunes enfants. Ils l'aimaient tendrement, et si je n'en puis dire autant pour mon compte, je lui fus toujours loyalement dévoué. Pour ce qui regarde mon éducation, je n'ose décider et dire si j'ai plus perdu que gagné par sa sévérité. Assurément ce n'est pas la sévérité de mon père qui m'a empêché d'être heureux dans mon enfance. Je ne crois pas qu'on puisse uniquement, par la persuasion et la douceur des paroles, amener les enfants à s'appliquer avec énergie et, ce qui est plus difficile encore, avec persévérance. Il y a beaucoup de choses que les enfants doivent faire et beaucoup qu'ils doivent apprendre, qu'ils ne font et n'apprennent que par la contrainte d'une discipline sévère et de la perspective des punitions. Sans doute, on fait de louables efforts dans l'enseignement moderne pour rendre autant qu'il est possible les études des enfants faciles et intéressantes. Mais si l'on voulait aller jusqu'à ne leur demander d'apprendre que ce qu'on peut rendre facile et intéressant, on sacrifierait l'un des principaux objets de l'éducation. Je vois avec plaisir tomber en désuétude la brutalité et la tyrannie de l'ancien système d'enseignement, qui pourtant réussissait à donner des habitudes d'application, mais le nouveau, à ce qu'il me semble, concourt à former une génération qui sera incapable de

rien faire de ce qui lui sera désagréable. Je ne pense donc pas qu'on puisse renoncer à se servir de la crainte comme d'un instrument d'éducation; mais je sais bien qu'il ne faut pas lui accorder le rôle principal, et que lorsque la crainte domine au point d'empêcher les enfants de donner leur amour et leur confiance à ceux qui devraient plus tard rester pour eux des conseillers sûrs, et peut-être de détruire chez l'enfant le penchant spontané et ouvert qui le porte à communiquer ses impressions, elle devient un mal qui vient réduire de beaucoup les avantages moraux et intellectuels qui peuvent résulter des autres parties de l'éducation.

Pendant cette première période de ma vie, les personnes qui fréquentaient habituellement la maison de mon père, étaient très-peu nombreuses; la plupart étaient peu connues dans le monde, mais mon père se sentait porté à les rechercher à cause de leur valeur personnelle et d'une certaine communauté de sentiments, au moins en politique, ce qui n'avait pas lieu aussi souvent alors que plus tard. J'écoutais leurs conversations, j'y prenais intérêt, j'en tirais de l'instruction. Comme j'étais toujours dans le cabinet de mon père, je fis connaissance avec le plus cher de ses amis, David Ricardo. Son air de bonté et ses manières bienveillantes inspiraient beaucoup d'attachement aux jeunes gens. Plus tard, quand j'étudiai l'Économie politique, il m'invita à aller le voir, et à me promener avec lui, pour causer sur ce sujet.

J'allais voir davantage, depuis 1817 ou 1818, M. Hume, originaire de la même partie de l'Écosse que mon père,

et je crois aussi son condisciple dans le même collége. M. Hume en revenant de l'Inde renouvela connaissance avec mon père, et subit, comme bien d'autres, la puissante influence de son intelligence et de son caractère énergique. C'est en partie pour obéir à cette influence qu'il entra dans le Parlement, et qu'il y adopta une ligne de conduite qui lui a valu une place honorable dans l'histoire de son pays. Mais c'était M. Bentham que je voyais le plus, grâce à l'intimité qui l'unissait à mon père. Je ne sais pas à quelle époque après l'arrivée de mon père en Angleterre commença leur liaison; mais mon père fut le premier parmi les hommes éminents de l'Angleterre qui comprit parfaitement et adopta les idées générales de Bentham sur l'éthique, le gouvernement et la législation. Ce fut naturellement cette adhésion qui donna naissance à la sympathie qui les unissait et en fit des amis intimes, à une époque où Bentham recevait beaucoup moins de visiteurs qu'il n'en reçut plus tard. A cette époque M. Bentham passait une partie de l'année à Barrow Green House, dans une belle contrée des collines de Surrey, à quelques milles de Godstone; chaque été j'y faisais avec mon père une longue visite. En 1813, M. Bentham, mon père et moi, nous fîmes une excursion à Oxford, Bath, Bristol, Exeter, Plymouth et Portsmouth. Pendant le voyage, je vis bien des choses qui m'intéressèrent, et je commençais à goûter le spectacle de la nature sous la forme élémentaire du plaisir que donne un point de vue. L'hiver suivant nous emménageâmes dans une maison que M. Bentham loua à mon père, et qui était très-proche de la sienne, dans Queen-Square, à

Westminster. De 1814 jusqu'en 1817, M. Bentham passa la moitié de chaque année à Ford Abbey dans le Somersetshire (ou plutôt dans une partie du Devonshire enclavée dans le Somersetshire). J'eus l'avantage d'y rester aux mêmes époques. Le séjour que j'y fis fut une circonstance mémorable de mon éducation. Rien ne contribue plus à élever les sentiments des gens que le caractère large et libre de leurs habitations. L'architecture moyen-âge, la grande salle seigneuriale, les chambres spacieuses et hautes de cette vieille et belle demeure, contrastaient singulièrement avec les dehors mesquins et étriqués de la classe moyenne anglaise. J'en conçus le sentiment d'une existence plus large et plus libre, en même temps que des sentiments poétiques que favorisait aussi l'aspect du terrain sur lequel s'élevait l'Abbaye, solitude riante, ombragée et pleine du bruit des chutes d'eau.

Une autre heureuse circonstance dont mon éducation a profité, et dont je suis redevable au frère de M. Bentham, le général Sir Samuel Bentham, c'est un séjour d'un an que je fis en France. J'avais vu Sir Samuel Bentham et sa famille chez eux près de Gosport, à l'époque de l'excursion dont j'ai déjà parlé (il était surintendant de l'arsenal de Portsmouth), et pendant un séjour de quelques jours qu'ils firent à Ford Abbey, peu après la paix, avant d'aller vivre sur le continent. En 1820, ils m'invitèrent à passer six mois avec eux dans le midi de la France, et en définitive, ils eurent l'obligeance de me garder près de douze mois. Sir Samuel Bentham n'était pas un penseur comme son illustre frère, mais il possé-

dait des connaissances étendues et une grande bravoure, et même un véritable talent pour la mécanique. Sa femme, fille du célèbre chimiste Fordyce, avait de la force dans la volonté et de la décision dans le caractère, des connaissances générales et un bon sens pratique à la façon de miss Edgeworth. Elle était l'esprit directeur de la maison, et méritait d'en exercer la charge, comme elle en possédait toutes les qualités. Leur famille se composait d'un fils (l'éminent botaniste) et de trois filles, dont la plus jeune avait deux ans de plus que moi. Je leur dois beaucoup pour mon instruction et pour l'intérêt qu'ils prenaient à mon bien-être, comme si j'eusse été de leur famille. Quand j'arrivai auprès d'eux, au mois de mai 1820, ils habitaient le château de Pompignan, qui appartenait encore à un descendant de l'ennemi de Voltaire, et se trouve situé sur les hauteurs qui dominent la plaine de la Garonne, entre Montauban et Toulouse. Je les accompagnai dans une excursion aux Pyrénées, y compris un séjour de quelque durée à Bagnère de Bigorre, dans un voyage à Pau, Bayonne et Bagnère de Luchon, et dans une ascension au Pic du Midi de Bigorre.

C'était la première fois que je me trouvais en présence des spectacles grandioses des pays de montagne ; j'en reçus une impression profonde dont mes goûts ont gardé la trace toute ma vie. En octobre, nous parcourûmes la belle route de montagne qui va de Castres à Saint-Pons, en nous rendant de Toulouse à Montpellier. Sir Samuel Bentham venait d'acheter dans le voisinage de cette ville le château de Restinclière, non loin du pied de la mon-

tagne d'une forme si bizarre qu'on appelle le Pic Saint-Loup. Pendant mon séjour en France, je me familiarisai avec la langue et la littérature françaises. Je pris des leçons de divers exercices de corps, mais je n'y fis aucun progrès. Je suivis à Montpellier pendant l'hiver les excellents cours de la Faculté des Sciences, celui de chimie de M. Anglada, celui de zoologie de M. Provençal, et celui qu'un représentant accompli de la philosophie du dix-huitième siècle, M. Gergonne, nous faisait sur la Logique, sous le nom de Philosophie des Sciences. Je pris aussi des leçons particulières de M. Lenthéric, professeur au collége de Montpellier. Mais le plus précieux peut-être de tous les avantages que j'ai retirés de cet épisode de mon éducation, c'est d'avoir respiré pendant toute une année l'atmosphère libre et douce de la vie qu'on mène sur le continent. Cet avantage ne laissait pas d'être très-réel, bien que je ne fusse pas encore capable de l'apprécier, ni même d'en avoir conscience. Je connaissais trop peu la vie anglaise. Les quelques personnes que je connaissais s'occupaient des affaires publiques : elles avaient le cœur ouvert et désintéressé. Je ne savais rien du ton moral qui règne en Angleterre dans ce qu'on appelle la société; j'ignorais qu'on y avait l'habitude de professer, je ne dirai pas des lèvres, mais avec la plus profonde conviction, que la conduite a toujours pour règle de tendre, comme en suivant une pente naturelle, vers des objets bas et mesquins. Je ne me doutais pas de ce dénûment de sentiments élevés qui se révèle par un dénigrement moqueur avec lequel on les accueille chaque fois qu'ils se manifestent, et que l'on reconnaît à ce signe

que presque tout le monde, à l'exception de quelques bigots parmi les plus rigides, s'abstient de professer aucun principe élevé d'action, si ce n'est dans quelques cas déterminés d'avance, où cette profession fait partie de l'habit et des formalités en usage dans la circonstance. Je ne pouvais alors apprécier la différence de ces manières et de celles des Français, dont les défauts, s'ils sont tout aussi réels, sont en tous cas d'un autre genre. Leurs sentiments, que l'on peut par comparaison appeler élevés, marquent de leur cachet toutes les relations humaines, aussi bien dans les livres que dans la vie. Souvent, il est vrai, ils s'évaporent en s'exprimant, mais ils s'entretiennent dans toute la nation par un exercice constant, et s'excitent par la sympathie, de telle sorte qu'ils jouent un rôle actif dans la vie d'un grand nombre de personnes, et que tous les reconnaissent et les comprennent. Je ne pouvais pas alors sentir le prix de la culture générale de l'intelligence qui résulte de l'exercice habituel des sentiments, et qui descend par ce canal dans les classes les moins instruites de plusieurs nations du continent, à un point qui n'a pas d'égal en Angleterre, même parmi les classes instruites, et qui ne se rencontre que chez les personnes d'une conscience extrêmement délicate, qui s'attachent à appliquer habituellement leur intelligence aux questions du bien et du mal. Je ne savais pas de quelle façon chez l'Anglais le manque d'intérêt pour les choses qui ne le touchent pas personnellement, à moins que ce ne soit par hasard et à propos d'une question toute spéciale, et ensuite l'habitude de ne pas laisser paraître l'intérêt qu'il prend réellement aux choses, et souvent même de

ne pas se l'avouer à lui-même, sont causes que ses sentiments et même ses facultés intellectuelles restent sans développement, ou se développent dans une direction unique et très-bornée, et le réduisent en tant qu'être spirituel à une espèce d'existence négative. Je ne compris tout cela que bien plus tard. Mais je sentis bien alors, quoique sans m'en rendre compte parfaitement, le contraste entre la sociabilité franche et le charme des relations que l'on a avec les Français, et la manière de vivre des Anglais, qui agissent tous comme si le monde, à peu ou point d'exceptions près, se composait d'ennemis ou de fâcheux. En France, il est vrai, le bon et le mauvais côté du caractère tant individuel que national apparaît plus à la surface et se montre plus hardiment dans les relations ordinaires de la vie qu'en Angleterre. C'est une habitude générale en France, de témoigner à tout le monde des sentiments bienveillants, aussi bien que d'en attendre le témoignage, en toute occasion où rien ne commande une conduite opposée. En Angleterre, on ne peut en dire autant que des classes supérieures ou des premiers rangs de la classe moyenne.

En passant par Paris, soit en allant, soit en revenant, je demeurai quelque temps chez M. Say, l'éminent économiste, ami et correspondant de mon père avec qui il s'était lié pendant une visite qu'il fit en Angleterre, un an ou deux après la paix. Il appartenait à la dernière génération des hommes de la révolution francaise; c'était un beau type du vrai républicain français; il n'avait pas fléchi devant Bonaparte, malgré les séductions dont il avait été l'objet; il était intègre, noble, éclairé. Il menait

une vie tranquille et studieuse, au bonheur de laquelle contribuaient de chaleureuses amitiés privées et l'estime publique. M. Say était lié avec la plupart des chefs du parti libéral, et pendant le séjour que je fis chez lui, j'eus l'occasion de voir plusieurs personnages marquants, parmi lesquels je me rappelle avec plaisir Saint-Simon, qui n'était pas encore devenu le fondateur d'une philosophie, ni d'une religion, et qu'on regardait seulement comme un *original* de moyens. Dans la société que je vis alors je m'attachai par des liens solides et durables avec les libéraux du continent, et depuis je n'ai cessé de me tenir *au courant* de leurs efforts autant que de la politique anglaise, chose peu commune à cette époque parmi les Anglais et qui exerça une influence salutaire sur mon développement, en ce qu'elle me délivra de cette erreur toujours régnante en Angleterre, dont mon père lui-même, si supérieur aux préjugés, n'était pas exempt, et qui consiste à juger les questions générales d'après un type exclusivement anglais. Après quelques semaines passées à Caen, chez un vieil ami de mon père, je revins en Angleterre, en juillet 1821, et mon éducation reprit son cours ordinaire.

CHAPITRE III

Fin de mon éducation par mon père et commencement de mon éducation par moi-même.

Après mon voyage en France, je continuai encore un an ou deux mes anciennes études, auxquelles j'en ajoutai de nouvelles. Quand je rentrai en Angleterre, mon père venait de finir ses *Éléments d'Économie politique ;* il me donna à faire sur son manuscrit un travail que M. Bentham faisait sur tous ses écrits : c'était ce qu'il appelait des *sommaires marginaux*, c'est-à-dire une sorte d'extrait de chaque paragraphe qui permet à l'auteur d'embrasser plus facilement et de perfectionner l'ordre des idées ainsi que le mouvement de l'exposition. Peu après mon père me mit entre les mains le traité des *Sensations* de Condillac et les volumes de logique et de métaphysique de son cours d'études. Malgré la ressemblance superficielle qui rapproche le système de Condillac des idées de mon père, c'était autant pour me prémunir que pour me le donner en exemple, qu'il me faisait lire le premier ouvrage. Je ne me rappelle pas bien

si ce fut cet hiver-là ou le suivant que je lus l'*Histoire de la Révolution française*. J'appris, non sans étonnement, que les principes démocratiques qui semblaient alors n'avoir en Europe que l'appui d'une minorité insignifiante et aucun avenir, avaient tout balayé en France trente ans auparavant, et y étaient devenus la foi de la nation. On voit d'après cela que je n'avais encore eu qu'une idée très-vague de ce grand ébranlement. Je savais seulement que les Français avaient renversé la monarchie absolue de Louis XIV et de Louis XV, mis à mort le roi et la reine, guillotiné beaucoup de gens, entre autres Lavoisier, et qu'enfin ils étaient tombés sous le despotisme de Bonaparte. Depuis ce moment la Révolution française, comme c'était naturel, devint maîtresse de mon esprit. Elle donna sa couleur à toutes mes juvéniles aspirations. Je ne voyais pas pourquoi des évènements si récents ne se renouvelaient pas, et la gloire suprême à laquelle j'aspirais, c'était de jouer, heureux ou malheureux, le rôle de girondin dans une Convention anglaise.

Durant l'hiver de 1821 à 1822, M. John Austin, avec lequel pendant mon voyage en France mon père venait de faire connaissance, voulut bien me permettre de lire avec lui le *Droit Romain*. Mon père, malgré l'horreur que lui inspiraient le chaos et la barbarie de la législation anglaise, songeait à me faire entrer au barreau; il y voyait en somme pour moi la profession la moins inacceptable. M. Austin s'était assimilé ce qu'il y avait de mieux dans les doctrines de Bentham; il y ajoutait beaucoup d'idées qu'il puisait à d'autres sources, ou qu'il tirait de son propre fonds; aussi les lectures que je fis avec lui ne

furent pas seulement pour moi une introduction excellente à l'étude du droit, mais une partie importante de mon éducation générale. Je lus avec M. Austin les *Éléments d'après les Institutes* d'Heineccius, ses *Antiquités Romaines*, et une partie de son exposition des Pandectes; à tout cela nous ajoutâmes encore une grande partie de Blakstone. Ce fut au moment où je commençais ces études que mon père me donna aussi à étudier comme accessoire indispensable, le *Traité de Législation* de Dumont, de Genève, ouvrage qui faisait connaître les principales doctrines de Bentham au continent et même au monde entier. La lecture de ce livre fit époque dans ma vie; ce fut une des crises de l'histoire de mon esprit.

Mon éducation avait bien été jusque-là, en un certain sens, un cours de benthamisme, on m'avait toujours enseigné à appliquer le critérium de Bentham « la notion du plus grand bonheur »; je connaissais même très-bien une discussion abstraite de ces idées, qui formait un épisode d'un dialogue inédit sur le gouvernement, écrit par mon père sur le modèle des dialogues de Platon; et pourtant, dès les premières pages de Bentham, ces doctrines me frappèrent avec toute la force de la nouveauté. Ce qui me saisissait, c'était le chapitre où Bentham portait un jugement sur les modes de raisonnements communément usités en morale et en législation, et déduits d'expressions telles que « Les lois de la nature », « La droite raison », « Le sens moral », « La rectitude naturelle », etc.; il y montrait que ces raisonnements ne sont autre chose qu'un dogmatisme déguisé, avec lequel on impose ses sentiments à autrui en ayant l'air de sonder des for-

mules qui ne rendent pas raison du sentiment moral, mais qui n'ont pas d'autre raison que ce sentiment. Je n'avais pas encore été frappé de l'idée que le principe de Bentham mettait fin à toute cette morale. Je sentis que tous les moralistes passés étaient détrônés et qu'une ère nouvelle venait de commencer. Cette impression était d'autant plus forte que Bentham mettait sous forme scientifique l'application du principe du bonheur à la moralité des actions, par son analyse des diverses classes et des désordres des conséquences qui en découlent. Mais ce qui me frappa à cette époque plus que tout le reste, ce fut la classification des délits, bien plus claire, plus concise et plus saisissante dans la rédaction de Dumont, de Genève, que dans l'ouvrage original de Bentham où Dumont l'avait prise. La logique et la dialectique de Platon qui avaient joué un si grand rôle dans l'éducation de mon esprit, m'avaient donné un goût prononcé pour les classifications exactes. Ce goût s'était fortifié et éclairé par l'étude de la botanique que j'avais apprise avec beaucoup d'ardeur, d'après les principes de la méthode naturelle, pendant mon séjour en France, bien que je n'en fisse qu'une distraction. Quand je vis Bentham introduire la classification scientifique dans la législation, et l'appliquer à la question la plus grande comme aussi la plus compliquée, celle des actes punissables, sous la direction du principe éthique de la considération des conséquences agréables ou pénibles, et la pousser jusque dans les détails, je me sentis ravi à une hauteur d'où j'embrassais l'immense domaine de la pensée, où je voyais s'étendre au loin, comme des rameaux d'un même tronc, des con-

séquences philosophiques d'une portée incalculable. A mesure que j'avançais dans cette étude, je sentais s'ajouter au mérite de la clarté des idées, les perspectives les plus fécondes d'améliorations pratiques dans les affaires humaines. Les idées générales de Bentham sur l'édification d'un système de législation ne m'étaient pas tout à fait étrangères; j'en avais lu avec attention un admirable résumé dans l'article de mon père sur la Jurisprudence; toutefois j'avais fait cette lecture avec peu de profit et presque sans intérêt, sans doute à cause de sa forme arbitraire et générale, et peut-être aussi parce qu'il s'occupait plutôt de la forme que de la substance du *Corpus juris*, de la logique plutôt que de l'éthique de la législation. Bentham s'attachait à la législation, dont la jurisprudence n'est que la partie formelle; à chaque page il me semblait voir s'ouvrir des horizons plus lumineux et plus vastes, où j'apercevais le but auquel devaient tendre les opinions et les institutions humaines, comme aussi la façon de les y amener et la distance qui les en sépare actuellement. Quand j'eus fermé le dernier volume du Traité, j'étais transformé. Le *principe de l'utilité*, compris comme Bentham le comprenait, et appliqué comme il l'appliquait dans ses trois volumes, vint prendre dans mon esprit la place qui lui appartenait; il y devint la clef de voûte qui fit tenir en un seul corps tous les éléments détachés, qui avaient composé jusqu'alors, comme autant de fragments isolés, mes connaissances et mes croyances. Il donna l'unité à mes conceptions des choses. Dès lors j'eus des opinions, une croyance, une doctrine, une philosophie, et dans l'un des meilleurs sens

du mot, une religion, de la démonstration et de la propagation de laquelle je pourrais faire le principal objecti de ma vie. J'avais devant moi une conception grandios des changements à effectuer dans les conditions de l'humanité, par le moyen de cette doctrine. Le traité de législation m'apparaissait comme le tableau le plus saisissant de ce que deviendrait la vie humaine si l'on appliquait les lois recommandées par le Traité. Les effet prévus des améliorations praticables y étaient présenté avec une modération calculée; bien des idées même étaient repoussées et découragées comme des rêverie d'un enthousiasme vague, qui paraîtront quelque jou tellement naturelles aux hommes que ceux qui les on traitées de chimères pourraient bien à leur tour être vic times de l'injustice. Mais, dans l'état où se trouvait alor mon esprit, cette apparence de supériorité des doctrine de Bentham sur les produits de l'illusion ajoutait encor à l'effet que produisait sur moi la puissance de so esprit; et d'ailleurs la perspective d'amélioration qu'elle ouvrait devant mes yeux était assez large et assez brillante pour donner un guide à mes actions aussi bie qu'une forme définie à mes aspirations.

Après le *Traité de Législation*, je lus de temps à autr les plus importants des autres ouvrages de Bentham qu eussent encore vu le jour, soit qu'il les eût publié lui-même, soit qu'ils eussent été édités par Dumont. C'é tait ma lecture particulière; les lectures que je faisai sous la direction de mon père portaient sur les région élévées de la psychologie analytique. Je lus à cette époque les *Essais de Locke*, et j'en écrivis un compte

rendu consistant en un extrait complet de chaque chapitre avec les remarques qui se présentaient à mon esprit. Mon père les lisait, ou, je crois, je les lui lisais moi-même, et nous les discutions à fond. Je fis le même travail sur le *Traité de l'Esprit* d'Helvétius, que je lus de mon propre mouvement. La rédaction de ces extraits soumise à la censure de mon père, me rendit un grand service; ce travail m'obligea à concevoir et à exprimer avec précision des doctrines psychologiques, soit que je les acceptasse comme des vérités, soit que je les regardasse seulement comme des opinions d'autrui. Après Helvétius, mon père me fit étudier un livre qu'il jugeait le chef-d'œuvre de la philosophie de l'esprit, les *Observations sur l'Homme*, de Hartley. Bien que ce livre ne donnât pas, comme le *Traité de Législation*, un nouveau tour à mon existence, il me fit une impression du même genre par rapport à son propre sujet. L'explication, tout incomplète qu'elle est en plusieurs points, que Hartley essaye de donner des phénomènes mentals les plus complexes à l'aide de la loi d'association, me plaisait à la fois comme une analyse réelle, et parce qu'elle me faisait sentir par un contraste saisissant l'insuffisance des généralisations purement verbales de Condillac et même des tâtonnements et des sentiments si instructifs de Locke au sujet des explications psychologiques. Ce fut à cette époque même que mon père commença à écrire son *Analyse de l'Esprit* qui porta si loin et si profondément la méthode d'Hartley. Il ne pouvait compter sur la concentration d'esprit nécessaire à la composition de cet ouvrage que pendant le temps de loisir complet que

lui procurait son congé annuel d'un mois ou de six semaines. Il le commença dans l'été de 1822, pendant le congé qu'il passa à Dorking, où il demeura six mois chaque année, à l'exception de deux ans, depuis cette époque jusqu'à la fin de sa vie, autant que ses fonctions le lui permettaient. Il travailla à l'*Analyse* pendant plusieurs congés consécutifs jusqu'à l'année 1829, époque de la publication de cet ouvrage. Il me permettait de lire le manuscrit, fragment par fragment, à mesure qu'il en avançait la composition. Je lus selon que j'y étais attiré les autres principaux philosophes anglais, particulièrement Berkeley, les Essais de Hume, Reid, Dugald Stewart, le traité, intitulé *Cause et Effet*, de Brown. Je ne lus les *Leçons* de ce philosophe que deux ou trois ans après, et à cette époque, mon père lui-même ne les avait point encore lues.

Parmi les livres que je lus dans le courant de cette année et qui contribuèrent beaucoup à mon développement, je dois mentionner un ouvrage écrit d'après certains manuscrits de Bentham, et publié sous le pseudonyme de Philip Beauchamp et le titre d'*Analyse de l'influence de la religion naturelle sur le bonheur temporel de l'humanité*. C'était un examen non de la vérité, mais de l'utilité des croyances religieuses dans le sens le plus général, abstraction faite des particularités de toute révélation spéciale, c'est-à-dire de la question qui joue de notre temps, le plus grand rôle dans les discussions dont la religion fait l'objet. Aujourd'hui en effet, on ne prête guère à une doctrine religieuse qu'une croyance faible et précaire, mais on croit à peu près universellement qu'une

religion est nécessaire à la morale et à l'ordre social. On voit les gens qui rejettent la révélation se réfugier d'ordinaire dans un déisme optimiste et se composer avec une croyance à l'ordre de la nature et à un prétendu gouvernement de la Providence, une religion tout aussi remplie de contradictions qu'aucune des formes du Christianisme, et qui ruinerait aussi certainement les sentiments moraux, si seulement elle venait à se réaliser complètement. Cependant les sceptiques n'avaient encore dirigé contre ce genre de croyances aucun écrit de quelque valeur philosophique. Le volume publié sous le nom de Philip Beauchamp se proposait cet objet. Le manuscrit en fut communiqué à mon père ; il me le mit entre les mains et j'en fis l'analyse marginale, comme j'avais déjà fait pour les éléments d'économie politique. Après le *Traité de Législation* ce fut un des livres qui produisirent le plus grand effet sur moi par l'esprit investigateur de son analyse. En le relisant, il y a quelque temps, après tant d'années, j'y ai reconnu quelques-uns des défauts aussi bien que des qualités de la pensée de Bentham ; j'y ai rencontré, d'après mon opinion actuelle, bien des arguments faibles, défauts largement compensés d'ailleurs par des arguments excellents, et par une grande quantité de matériaux que l'on pourrait mettre en œuvre pour composer sur cette question un nouveau traité plus philosophique et plus concluant.

Je crois avoir cité tous les livres qui ont eu un effet considérable sur les premiers progrès de mon esprit. A partir de ce moment, je commençai à le perfectionner plus encore en écrivant qu'en lisant. Dans l'été de

1822 j'écrivis mon premier essai de discussion. Je m'en souviens fort peu; je me rappelle seulement que c'était une attaque contre ce que j'appelais le préjugé aristocratique, que le riche est supérieur au pauvre, ou au moins censé l'être. Je ne faisais que discuter la question sans me permettre aucune des déclamations que le sujet comportait, et qu'il pouvait suggérer à un jeune écrivain. Sur ce point, je dois le dire, j'étais et je suis longtemps resté peu capable. Les arguments secs étaient les seuls que je pusse manier ou que je voulusse mettre en œuvre. Cependant j'étais très-susceptible de subir passivement l'effet d'une composition, soit poétique, soit oratoire, qui fît appel aux sentiments en s'appuyant sur la raison. Mon père ne connut cet essai que lorsqu'il fut fini, il en fut content, et même enchanté, à ce que j'ai appris par d'autres personnes; mais, peut-être en vue de favoriser le développement d'autres facultés que celles de la logique pure, il m'engagea à composer dans le genre oratoire le premier exercice que j'entreprendrais. D'après ce conseil, et pour me servir de la connaissance que je possédais de l'histoire politique et des idées de la Grèce, ainsi que des orateurs athéniens, j'écrivis deux discours, l'un pour accuser Périclès, l'autre pour le défendre, à propos d'un procès qu'on lui aurait intenté pour son refus de marcher à la rencontre des Lacédémoniens pendant l'invasion de l'Attique. Après ce travail, je continuai d'écrire des articles sur des sujets qui souvent dépassaient ma capacité, mais j'en retirai beaucoup de fruit, tant de l'exercice lui-même que des discussions auxquelles il donnait lieu entre mon père et moi.

Je venais aussi de commencer à m'entretenir sur des questions générales avec des hommes instruits dont je faisais la connaissance, et les occasions d'en faire de nouvelles devenaient naturellement plus nombreuses. Les deux amis de mon père dont je tirais le plus et auxquels je m'attachai davantage furent M. Grote et M. Austin. La liaison de mon père avec eux était récente, mais elle avait rapidement tourné à l'intimité. M. Grote avait été présenté à mon père par M. Ricardo, en 1819, je crois; il était âgé de vingt-cinq ans, et recherchait assidûment la société et la conversation de mon père. Il possédait déjà une instruction supérieure, et pourtant, auprès de mon père, c'était un novice sur les grandes questions qui divisent l'opinion; mais il ne tarda pas à s'assimiler les meilleures idées de mon père sur la politique. Il se fit connaître dès 1820, par une brochure sur la défense de la Réforme radicale, en réponse à un article fameux de Sir James Macintosh qui venait de paraître dans la Revue d'Edimbourg. Le père de M. Grote était banquier et, je crois, tory décidé, et sa mère opiniâtrément évangélique; il ne devait donc rien de ses opinions libérales aux influences de sa famille. A la différence de la plupart des personnes qui ont la perspective d'hériter d'une riche fortune, et bien qu'activement occupé d'affaires de banque, il consacrait une grande partie de son temps à des études philosophiques; son intimité avec mon père fut pour beaucoup dans le tour nouveau que prit le développement de son esprit. Je lui rendais souvent visite, et mes conversations avec lui, sur la politique, la morale et la philosophie me procurèrent, outre des éléments

précieux d'instruction, tout le plaisir et l'avantage d'une entière communion d'idées avec un homme d'une élévation intellectuelle et morale, que sa vie et ses écrits ont depuis lors révélée.

M. Austin, qui avait quatre ou cinq ans de plus que M. Grote, était le fils aîné d'un meunier retiré, du Suffolk, qui avait gagné de l'argent dans les fournitures pendant la guerre et qui doit avoir été un homme remarquable, à en juger par ses fils qui tous étaient d'une capacité au-dessus de l'ordinaire, et tous extrêmement distingués. Celui dont nous nous occupons en ce moment, et que ses écrits sur la jurisprudence ont rendu célèbre, passa quelque temps à l'armée et servit en Sicile sous Lord William Bentinck. Après la paix, il vendit sa commission et étudia pour le barreau où il venait d'entrer quand mon père fit sa connaissance. Il n'était pas comme M. Grote, jusqu'à un certain point un élève de mon père, mais il était arrivé par la lecture et la réflexion à professer sur bien des questions les mêmes opinions, qu'il modifiait en leur imprimant le cachet de sa propre individualité. Il possédait une intelligence puissante qui se montrait dans son plus vif éclat dans la conversation par la vigueur et la richesse de langage avec lesquelles, dans le feu de la discussion, il avait l'habitude de soutenir telle ou telle idée sur les questions les plus générales, et par une volonté qui non-seulement paraissait forte, mais réfléchie et calme. On y sentait une pointe d'amertume provenant en partie de son tempérament et en partie du caractère général de ses sentiments et de ses réflexions. Le mécontentement de la vie

et du monde que ressent plus ou moins, dans l'état présent de la société, tout esprit pénétrant et vraiment consciencieux, donnait à son caractère une teinte de mélancolie très-naturelle aux hommes chez qui la sensibilité morale l'emporte sur la tendance à l'action. En effet, il faut le dire, la force de volonté, dont ses manières donnaient une si haute idée, s'y dépensait à peu près tout entière. Avec un grand zèle pour l'amélioration du sort des hommes, un sentiment profond du devoir, une capacité et des connaissances dont les écrits qu'il a laissés ont donné la mesure, c'est à peine s'il a terminé un seul ouvrage considérable. Il avait un idéal si élevé de ce qu'il fallait faire, et un sentiment si exagéré des défauts de son ouvrage; il avait tant de peine à se contenter de la somme de travail qui aurait suffi pour la circonstance et pour le but qu'il se proposait, que non-seulement, il gâtait une bonne partie de son œuvre, au point de vue de l'utilité pratique, en la travaillant à l'excès, mais qu'il dépensait tant de temps et d'effort à des études et à des méditations superflues, qu'au moment où sa tâche aurait dû être achevée, il tombait malade de fatigue sans en avoir même accompli la moitié. Par suite de cette infirmité d'esprit dont il n'est pas le seul exemple parmi les hommes distingués et de talent que j'ai connus, et à laquelle venaient s'ajouter des accès fréquents de maladies qui, sans mettre sa vie en danger, l'empêchaient de travailler, il fit peu de chose en comparaison de ce dont il semblait capable. Toutefois, ce qu'il a produit est tenu en haute estime par les juges les plus compétents. Comme Coleridge, il aurait pu faire valoir que, par compensation,

ses entretiens furent pour beaucoup de personnes des sources où elles puisèrent non-seulement de l'instruction mais l'élévation du caractère. Son influence me fut très-salutaire; elle était morale au plus haut point. Il me témoignait un intérêt sincère et bienveillant, bien supérieur à celui qu'un adolescent aurait pu attendre d'un homme de cet âge, de cette situation et de manières qui semblaient dénoter un caractère âpre. Il y avait dans sa conversation et dans sa tenue un air de noblesse qui ne se montrait pas avec la même grandeur chez aucune des autres personnes que je fréquentais à cette époque, alors même qu'elles en possédaient au même degré la qualité. Ce qui rendit mes relations avec lui aussi profitables pour moi, c'était que son esprit ne ressemblait point à ceux de toutes les autres personnes que je voyais, et qu'il s'éleva nettement dès le début contre les préjugés et les idées étroites qu'on est presque toujours sûr de rencontrer chez un jeune homme formé par les idées d'une philosophie particulière ou d'un certain milieu social particulier.

Son frère cadet, Charles Austin, que je vis beaucoup à cette époque et encore pendant un ou deux ans, faisait aussi sur moi une grande impression, mais d'un genre tout différent. Il n'avait que quelques années de plus que moi, il venait de quitter l'Université, où il avait brillé d'un grand éclat par son intelligence et gagné la réputation d'un orateur et d'un causeur brillant. L'impression qu'il produisit sur ses camarades de Cambridge mérite d'être racontée comme un événement historique. C'est à lui en partie que revient l'honneur d'avoir fait naître la

tendance vers le libéralisme en général et en particulier vers le genre de libéralisme représenté par les idées de Bentham et l'Economie politique, tendance qui se révéla dans la partie la plus active de la jeunesse des classes supérieures depuis 1830. L'*Union debating society*, à cette époque au faîte de sa réputation, était un champ clos où les opinions alors considérées comme extrêmes en politique et en philosophie, venaient chaque semaine affronter les idées opposées en présence d'un auditoire composé de l'élite de la jeunesse de Cambridge. Quoique plusieurs personnes qui se sont plus tard plus ou moins illustrées, parmi lesquelles Macaulay est le plus célèbre, aient conquis leurs premières couronnes oratoires dans ces débats, celui dont l'esprit dominait réellement de son influence tous ces gladiateurs de l'intelligence était Charles Austin. Il continua, après avoir quitté l'Université, de jouer, par sa conversation et son ascendant personnel, le rôle d'un *leader* parmi les jeunes gens qui avaient été ses condisciples à Cambridge; et il m'attacha avec les autres à son char. C'est par lui que je fis la connaissance de Macaulay, de Hyde, de Charles Villiers, de Strutt, aujourd'hui lord Belper, de Romilly, aujourd'hui lord Romilly et Maître des Rôles, et divers autres jeunes gens qui se sont fait une place dans la littérature ou la politique. Dans leur compagnie j'entendis discuter bien des questions qui étaient encore jusqu'à un certain point nouvelles pour moi. L'influence que Charles Austin exerça sur moi différait de celle des personnes dont j'ai déjà parlé; ce n'était pas celle d'un homme sur un jeune garçon, mais celle d'un camarade plus âgé. C'est par lui

que je me suis senti pour la première fois, non plus un élève devant un maître, mais un homme parmi des hommes. Il fut la première personne de talent avec laquelle j'entretins des relations sur le pied d'égalité, bien que je lui fusse encore très-inférieur. Il n'a jamais manqué de faire une forte impression sur ceux avec lesquels il se rencontrait, alors même que leurs opinions étaient le contraire des siennes. L'impression qu'il laissait était celle d'une force sans limite, unie à un talent qui, servi par une telle énergie de volonté et de caractère, semblait capable de dominer le monde. Ceux qui l'ont connu, qu'ils fussent ses amis ou non, ne manquaient pas de prédire qu'il jouerait un rôle éminent dans la vie publique. Il est rare que des hommes produisent un effet si grand et si immédiat par la parole, s'ils ne s'y consacrent pas; il le faisait avec un soin rare. Il aimait à frapper vivement et même à faire bondir. Il savait que la décision est le principal facteur de l'effet, aussi émettait-il ses opinions avec toute la décision qu'il pouvait y mettre; il n'était jamais si content que lorsqu'il avait étourdi quelqu'un par son audace. Très-différent en cela de son frère qui combattait l'étroitesse des interprétations et des applications des principes qu'ils professaient en commun, Charles Austin présentait les doctrines de Bentham sous la forme la plus saisissante qu'elles pussent recevoir, exagérant tout ce qui dans ces idées tendait à des conséquences choquantes pour les sentiments préconçus des gens. Dans toutes les causes qu'il défendait avec cette vigueur et cette vivacité, et d'une façon si agréable et si énergique, il sortait toujours vainqueur de la lutte,

ou il partageait les honneurs du tournoi. Je suis persuadé que l'opinion qu'on avait dans le public des doctrines et des sentiments connus sous le nom de Benthamistes ou d'Utilitaires, venait des paradoxes lancés par Charles Austin. Il faut dire aussi que son exemple était suivi *haud passibus œquis* par de jeunes prosélytes; *outrer* tout ce que l'on considérait comme choquant dans les doctrines et les maximes du benthamisme fut pendant quelque temps la marque d'une petite société de jeunes gens. Tous ceux qui sortaient de la médiocrité, et moi-même avec d'autres, nous nous dégoutâmes de cet enfantillage, les autres s'ennuyèrent de n'être pas de l'avis de tout le monde et abandonnèrent à la fois ce qu'il y avait de bon et de mauvais dans les opinions hétérodoxes qu'ils avaient pendant quelque temps professées.

Ce fut dans l'hiver de 1822 à 1823 que je formai le plan d'une petite société, qui devait être composée de jeunes gens d'accord sur les principes fondamentaux, reconnaissant l'utilité pour critérium de l'éthique et de la politique, et un certain nombre des principaux corollaires qu'on peut en déduire dans la philosophie à laquelle j'adhérais; nous devions nous réunir une fois tous les quinze jours pour lire un travail et discuter des questions conformément aux principes que nous acceptions tous. Il ne vaudrait pas la peine de parler de la société dont j'avais conçu le plan, n'était une circonstance. Je lui avais donné le nom de *Société utilitaire.* C'était la première fois qu'il arrivait à quelqu'un de prendre ce titre. Sorti de cette humble origine, ce mot fit son chemin et prit rang dans la langue. Je ne l'avais

pas inventé, je l'avais trouvé dans une des nouvelles de Galt, *les Annales de la Paroisse*, où un ecclésiastique écossais, dont le livre était supposé l'autobiographie, exhortait ses paroissiens à ne pas abandonner l'Évangile pour se faire utilitaires. Avec l'amour des enfants pour un nom et un drapeau, je m'emparai du mot, et pendant quelques années je le gardai pour moi et le donnai à d'autres comme un nom de secte ; il arriva que des personnes étrangères qui soutenaient les opinions que je voulais désigner s'en servirent. A mesure que ces opinions furent plus connues, le mot fut répété par des étrangers et des adversaires, et il entra dans la langue usuelle environ à l'époque où ceux qui l'avaient pris les premiers l'abandonnaient avec tout ce qui pouvait les faire prendre pour des sectaires. La société qui reçut ce nom ne se composait d'abord que de trois membres, dont l'un était le secrétaire de Bentham, qui obtint pour nous la permission de tenir nos réunions chez lui. Le nombre des membres ne s'éleva jamais à dix, et la société se sépara en 1826. Elle avait duré trois ans et demi. Le principal profit que j'en retirai fut surtout de me former à la discussion orale, et ensuite de me mettre en rapport avec divers jeunes gens alors moins avancés que moi, parmi ceux qui professaient les mêmes opinions. Je fus quelque temps une manière de *leader*, et j'eus une influence considérable sur leurs progrès intellectuels. Tous les jeunes gens instruits que je rencontrais et dont les opinions n'étaient pas incompatibles avec celles de la société, je tâchais de les y enrôler. Il en est d'autres que je n'aurais probablement jamais connus s'ils n'en avaient

pas fait partie. Parmi les membres de cette société qui devinrent mes amis intimes, dont aucun n'était en quoi que ce fût un disciple, mais qui tous pensaient par eux-mêmes, je citerai William Eyton Tooke, fils de l'éminent économiste, jeune homme d'une valeur remarquable par l'esprit et par le cœur, qu'une mort prématurée a enlevé au monde; son ami William Ellis, penseur original en économie politique, connu aujourd'hui par son zèle apostolique pour améliorer l'éducation; Georges Graham, devenu plus tard Juge-commissaire près la Cour des Banqueroutes, pensait avec force et originalité sur presque tous les sujets abstraits; enfin un homme, qui depuis l'époque où il vint pour la première fois en Angleterre, afin d'étudier pour le barreau en 1824 ou 1825, a fait plus de bruit dans le monde qu'aucun de ceux que j'ai nommés, John Arthur Roebuck.

En mai 1813, mes occupations professionnelles et ma carrière pendant les trente-cinq années de ma vie qui suivirent furent décidées par une nomination que mon père obtint pour moi à un emploi dans la Compagnie des Indes Orientales. Je fus attaché aux bureaux de l'*Examiner* de la correspondance de l'Inde, sous les ordres immédiats de mon père. J'étais nommé à la manière ordinaire; mon nom figurait au bas d'une liste de commis, qui devaient avancer, au moins la première fois, par ancienneté; mais il était entendu que je serais employé dès le début à la rédaction des projets de dépêches, et que je me formerais par ce travail à devenir un sujet capable de succéder à ceux qui remplissaient alors les emplois les plus élevés des bureaux. Mes projets

eurent naturellement besoin pendant quelque temps d'être revus par mes supérieurs immédiats, mais je me mis bientôt au courant des affaires; les instructions de mon père aussi bien que mes propres progrès me mirent en peu d'années en état de diriger la correspondance avec l'Inde dans un des principaux départements, celui des gouvernements indigènes; et en réalité j'en exerçais la direction. Telle fut ma fonction officielle jusqu'au moment où je fus nommé *Examiner*, deux ans seulement avant que l'abolition de la Compagnie des Indes comme corps politique, décidât ma retraite. Je ne sache pas d'occupation où l'on puisse gagner sa vie, qui convienne mieux que celle-là à un homme qui ne possède pas l'indépendance, et qui veut consacrer une partie de ses vingt-quatre heures à des études particulières. Les hommes qui se sentent propres à faire quelque chose dans les hautes régions de la littérature et de la philosophie, ne trouvent pas dans la presse des ressources permanentes, non-seulement à cause de l'incertitude des moyens d'existence qu'elle procure, surtout si l'écrivain a assez de conscience et de fermeté pour ne pas servir d'autres opinions que les siennes, mais aussi parce que les écrits qui font vivre ne sont pas ceux qui survivent, et ne sont jamais ceux où l'auteur fait tout ce qu'il peut. Pour composer des livres destinés à former la pensée de l'avenir il faut trop de temps, et quand ils sont écrits, ils arrivent à la renommée trop lentement pour que l'auteur puisse compter sur leur succès pour vivre. Celui qui attend de sa plume des moyens d'existence est obligé de s'attacher à quelque grosse besogne de librairie ou

au moins à écrire pour la foule, il ne peut plus consacrer à ses études de prédilection que le temps qu'il parvient à épargner sur ses occupations forcées et ce temps est généralement bien moindre que les loisirs que laissent les emplois de bureau. D'ailleurs l'effet que le travail des bureaux exerce sur l'esprit est bien moins énervant et bien moins fatigant. Pour moi, j'ai pendant toute ma vie trouvé dans ce travail un véritable délassement des autres occupations auxquelles je me livrais en même temps. Il me fournissait une occupation intellectuelle assez élevée qui ne dégénérait jamais en une besogne écœurante, mais qui pourtant ne tendait pas jusqu'à l'effort un esprit habitué à méditer sur des sujets abstraits ou à travailler à des compositions littéraires soignées. Les inconvénients de cette carrière — toute carrière a les siens — ne laissaient pourtant pas de se faire sentir. Je ne me préoccupais guère de perdre les chances de fortune et d'honneurs qui sont le lot de certaines professions, surtout de celle du barreau, à laquelle, je l'ai dit, mon père avait songé pour moi; mais je ne prenais pas si bien mon parti de me trouver exclu du Parlement et de la vie publique, et je sentis très-vivement le désagrément plus immédiat d'être condamné à vivre à Londres. La Compagnie n'avait pas l'habitude d'accorder chaque année plus d'un mois de congé, j'avais beaucoup de goût pour la vie à la campagne, et mon séjour en France m'avait laissé un ardent désir de voyager. Quoique je ne pusse pas satisfaire librement mes goûts, je n'en fis jamais entièrement le sacrifice. Je passais toute l'année la plupart des dimanches à la campagne, faisant de longues prome-

nades dans les champs, même quand je demeurais à Londres. Je passai pendant quelques années mon mois de congé à la campagne chez mon père ; plus tard j'employai une partie de ce temps de vacance en excursions que je faisais le plus souvent à pied, en compagnie d'un ou de plusieurs jeunes gens, mes camarades de prédilection; et plus tard je consacrai mes congés à des voyages plus longs que je faisais seul ou avec des amis. Il m'était facile de faire pendant mes congés annuels une excursion en France, en Belgique, sur les bords du Rhin. Deux absences plus longues, l'une de trois, l'autre de six mois, que je fis, d'après les conseils des médecins, ajoutèrent à la liste de mes voyages la Suisse, le Tyrol, et l'Italie. Heureusement que je fis ces voyages de bonne heure, en sorte qu'une grande partie de ma vie est restée sous le charme du souvenir que j'en ai gardé.

Je reconnais volontiers la justesse de la supposition qu'on a faite quand on a dit que l'avantage que je devais à mes fonctions d'avoir appris par moi-même les conditions nécessaires de la direction des affaires publiques, avait eu une grande influence sur mes projets de réforme des opinions et des institutions de mon temps. Non pas que les affaires publiques que je traitais sur le papier, et dont les effets ne se produisaient que dans un autre hémisphère, fussent bien propres à donner beaucoup de connaissances pratiques, mais elles m'habituaient à apercevoir et à combattre des difficultés de toute nature, à prendre pour les surmonter des mesures arrêtées et discutées résolûment en vue de l'exécution. J'y trouvai des

occasions de reconnaître, quand les mesures de gouvernement et d'autres faits politiques ne produisaient pas les effets qu'on en attendait, à quelles causes il fallait l'attribuer; par-dessus tout cette occupation me fut extrêmement utile en faisant de moi, dans cette partie de mes travaux, un simple rouage d'une machine dont l'ensemble devait marcher en harmonie. Comme philosophe, je n'aurais eu personne à consulter que moi, et je n'aurais eu à aborder dans mes spéculations aucun des obstacles qui auraient surgi plus tard quand on en serait venu à la pratique. Mais comme chef d'administration, à la tête d'une correspondance politique, je ne pouvais envoyer un ordre ni exprimer une opinion sans avoir à persuader diverses personnes, qui ne me ressemblaient point. J'étais donc dans une bonne position pour découvrir par la pratique la façou d'émettre une idée de manière à la faire entrer dans des esprits que l'habitude n'avait pas préparés à la recevoir. En même temps que j'acquérais la connaissance des difficultés du mouvement des corps formés par les groupes humains, je comprenais la nécessité des compromis, et j'apprenais l'art de sacrifier aux parties essentielles d'un système celles qui ne le sont pas. J'apprenais à obtenir le plus possible quand je ne pouvais pas tout gagner, au lieu de m'indigner ou de me décourager par ce que je ne pouvais pas avoir entièrement mes coudées franches, à me contenter et à reprendre courage quand j'obtenais quelque petite chose, et même quand je ne pouvais rien obtenir du tout, à supporter avec une égalité parfaite d'humeur une défaite complète. J'ai trouvé pendant toute ma vie que ces connaissances sont

de la plus haute importance pour le bonheur de l'i
dividu ; elles sont aussi une condition nécessaire, sa
laquelle personne, théoricien ou praticien, ne peut réa
ser tout le bien qu'il pourrait faire dans les circonstanc
où il se trouve placé.

CHAPITRE IV

Propagande au temps de ma jeunesse. — La *Revue de Westminster*.

Bien que le travail des bureaux absorbât une grande partie de mon temps, l'attention que je portais à mes travaux de prédilection ne se ralentit pas et je ne les ai jamais poussés plus vigoureusement. Ce fut à cette époque que je commençai à écrire dans les feuilles publiques. Les deux premiers écrits de ma plume qui furent imprimés étaient deux lettres qui parurent à la fin de 1822 dans un journal du soir, le *Traveller*. Ce journal qui devint par la suite le *Globe and Traveller* par une fusion avec le *Globe,* après une vente, était alors la propriété d'un économiste bien connu, le colonel Torrens, et avait pour directeur un homme capable, M. Walter Coulson, qui après avoir été secrétaire particulier de Bentham, s'était fait journaliste, puis était devenu directeur de journal ; plus tard il se fit avocat et *conveyancer* (1), et se trouvait

1. Le *conveyancer* est un homme de loi qui fait sa spécialité des mutations de propriétés et en passe les actes. (*Trad.*)

au moment de sa mort avocat du Ministère de l'Intérieur. Le *Traveller* était devenu l'un des organes les plus importants de la politique libérale. Le colonel Torrens lui-même écrivait beaucoup sur l'économie politique dans son journal, il venait justement d'attaquer une opinion émise par Ricardo et mon père; à l'instigation de celui-ci, j'essayai de répondre, et Coulson, par considération pour mon père et par bienveillance pour moi, voulut bien insérer ma réponse. Torrens répliqua, je ripostai de nouveau. Bientôt après j'essayai quelque chose de plus ambitieux. Les poursuites intentées à Richard Carlile, à sa femme et à sa sœur, pour des publications hostiles au Christianisme excitaient alors beaucoup d'attention et nulle part plus que chez les personnes que je fréquentais. Il s'en fallait de beaucoup que la liberté de discussion, même en politique et plus encore en religion, fût à cette époque, même en théorie, hors de contestation comme elle paraît l'être aujourd'hui, les partisans d'opinions mal vues avaient sans cesse à revendiquer la liberté de les exprimer; j'écrivis une suite de cinq lettres sous la signature de Wickliffe où j'allais au fond de la question de la liberté de publier toutes les opinions en matière religieuse, et je les apportai au *Morning Chronicle*. Trois de ces lettres furent publiées en janvier et février de l'année 1823; les deux autres qui contenaient des choses trop avancées pour ce journal ne parurent jamais. Mais un article que j'écrivis bientôt après sur le même sujet, à propos d'une discussion de la chambre des Communes, fut inséré en tête du journal. Pendant le cours de cette année 1822, un nombre considérable de

mes articles furent imprimés dans le *Chronicle* et le *Traveller;* c'étaient quelquefois des notices sur des livres, mais plus souvent des lettres, où je prenais pour texte quelque bévue lâchée en plein Parlement; d'autres fois je signalais quelque vice de la législation, quelque méfait de la magistrature ou des cours de justice. Sur ce genre de questions le *Chronicle* rendait alors des services signalés. Après la mort de M. Perry, la direction et l'administration du journal furent données à M. John Black, qui y avait été longtemps rédacteur. C'était un homme d'une immense lecture et de beaucoup de connaissances, d'une parfaite honnêteté et d'une grande simplicité; il était très-lié avec mon père dont il partageait les idées, comme aussi celles de Bentham; il les reproduisait dans ses articles, mêlées à d'autres idées remarquables, avec beaucoup de facilité et d'habileté. Depuis cette époque le *Chronicle* cessa d'être purement l'organe whig qu'il était auparavant, et pendant dix ans il devint surtout l'organe des Radicaux utilitaires. C'était surtout par des articles de Black lui-même, et quelquefois de Fonblanque, qui montra pour la première fois ses éminentes qualités d'écrivain par des articles et des *jeux d'esprit* dans le *Chronicle*. Les vices de la législation et de l'administration de la justice étaient le sujet sur lequel ce journal rendait le plus de services au progrès; jusqu'à cette époque il ne s'était guère trouvé que Bentham et mon père, pour signaler cette tache des institutions anglaises. C'était une croyance universelle parmi les Anglais, que les lois de l'Angleterre, le corps des juges de l'Angleterre, la magistrature non salariée de l'Angleterre

étaient des modèles de perfection. Je n'excéderai pas la mesure en disant qu'après Bentham qui fournit les principaux matériaux de la polémique, c'est Black, l'éditeur du *Morning Chronicle*, qui a le plus fait pour ruiner cette pitoyable superstition. Il ouvrit un feu roulant contre ces fausses idées, mettant à nu les absurdités et les vices de la législation et des cours de justice, salariées ou non, jusqu'à ce qu'il eût porté la conviction dans les esprits. Sur d'autres questions, le *Chronicle* devint l'organe d'opinions bien plus avancées qu'aucunes de celles qui avaient trouvé des défenseurs réguliers dans les journaux. Black venait souvent voir mon père, et M. Grote avait l'habitude de dire qu'il connaissait toujours par l'article du lundi matin si Black avait causé avec mon père le dimanche. Black était l'instrument le plus puissant dont mon père se servait pour faire retentir ses opinions dans le monde, sans employer d'autre moyen que la conversation et son ascendant personnel. Ce mode de propagande combiné avec l'effet de ses propres écrits donnait à mon père une véritable puissance dans le pays, telle qu'un individu placé dans une condition privée en a rarement acquis une pareille par la force de son caractère et de son intelligence, et cette puissance se montrait le plus efficace au moment même où on la soupçonnait le moins. J'ai déjà fait sentir que Ricardo, Hume et Grote n'ont accompli tout ce qui les a rendus célèbres que parce qu'ils ont cédé aux excitations et aux conseils de mon père. Il joua auprès de Brougham le rôle d'un bon génie, et lui inspira la plus grande partie des services qu'il a rendus au public, tant au sujet de l'éducation, et

de la réforme de la législation, qu'à celui de toute autre question. Son influence se répandit encore par des courants de moindre importance et trop nombreux pour être tous cités. La fondation de la *Revue de Westminster* allait en étendre la portée.

Contrairement à ce qu'on a pu croire, mon père ne fut pour rien dans la fondation de la *Revue de Westminster*. Le besoin d'un organe radical à opposer à la *Revue d'Edimbourg* et à la *Quarterly* qui étaient alors à l'apogée de leur réputation et de leur influence, avait fait l'objet de conversations entre Bentham et mon père plusieurs années auparavant; c'était leur *château en Espagne;* et il entrait dans leur plan que mon père en fût le directeur; mais ce projet n'avait reçu aucune application. En 1823, cependant, M. Bentham se décida à fonder la revue à ses frais, et en offrit la direction à mon père, qui ne l'accepta point parce que cette charge était incompatible avec son emploi dans la Compagnie des Indes. Bentham la remit alors à M. Bowring (aujourd'hui Sir John Bowring), qui depuis deux ou trois ans fréquentait sa maison. Bowring se recommandait à Bentham par beaucoup de qualités personnelles, par l'ardente admiration qu'il professait pour lui, par l'adhésion qu'il donnait à la plupart de ses opinions, enfin surtout par les relations très-étendues et les correspondances qu'il entretenait avec les libéraux de tous les pays, ce qui semblait promettre qu'il serait un puissant propagateur de la renommée et des idées de Bentham dans toutes les parties du monde. Mon père connaissait peu de chose de M. Bowring, mais il en savait assez pour être certain

qu'il n'était pas du tout l'homme qui convenait à la direction d'une revue politique et philosophique; il augurait si mal de l'entreprise qu'il regrettait profondément que Bentham l'eût commencée, persuadé que non-seulement son ami perdrait ses avances d'argent, mais que probablement le discrédit s'attacherait aux principes radicaux. Toutefois il ne pouvait pas abandonner Bentham, et il consentit à écrire un article pour le premier numéro. Il entrait dans le plan dont j'ai parlé un élément pour lequel mon père avait une préférence marquée, c'était de consacrer une partie de la revue à juger les autres revues; l'article de mon père devait être une critique générale de la *Revue d'Edimbourg* depuis sa fondation. Avant de l'écrire il me fit parcourir tous les volumes de cette revue, ou du moins tous les travaux qui semblaient avoir quelque valeur (tâche moins lourde en 1823 qu'elle le serait aujourd'hui), et prendre des notes sur les articles que je croyais qu'il voudrait examiner, pour en relever les bonnes ou les mauvaises qualités. Cet article de mon père fut la principale cause de la sensation que la *Revue de Westminster* fit à son apparition: c'est en effet, par la conception autant que par l'exécution, le plus saisissant de tous ses écrits. Il commençait par une analyse des tendances de la littérature périodique en général, il montrait qu'elle ne peut comme un livre attendre le succès, mais qu'il faut qu'elle réussisse immédiatement ou jamais, que par suite elle est à peu près soumise à l'obligation de professer et de prêcher les opinions qui sont déjà celles du public auquel elle s'adresse, au lieu d'essayer de les redresser ou de les améliorer. Il carac-

térisait ensuite la position de la *Revue d'Edimbourg* comme organe politique; il s'engageait dans une analyse complète de la constitution anglaise au point de vue radical. Il en mettait à nu le caractère absolument aristocratique, il faisait voir comment quelques centaines de familles nommaient la majorité de la chambre des Communes, comment la partie la plus indépendante de cette chambre, les représentants des comtés, ne représentaient pas autre chose que les grands propriétaires ou les classes que cette étroite oligarchie jugeait à propos d'admettre au partage du pouvoir, enfin il montrait la constitution s'appuyant d'une part sur l'Église et de l'autre sur les légistes, comme sur deux colonnes. Il signalait la tendance naturelle d'un corps aristocratique composé de la sorte à se grouper en deux parties, l'une en possession du pouvoir actif, l'autre faisant ses efforts pour la supplanter et conquérir la suprématie à l'aide de l'opinion publique, sans jamais rien sacrifier de la prépondérance aristocratique. Il faisait le tableau de ce qui allait probablement arriver : il nous montrait le terrain politique occupé par un parti aristocratique faisant de l'opposition, en coquetterie avec les principes populaires pour obtenir l'appui du peuple. Il faisait voir que la conduite du parti whig et de la Revue d'Édimbourg son principal organe, n'était pas autre chose que la mise en pratique de ces tendances. Il décrivait le procédé de *bascule* qui fait le fond de leur politique, et prouvait que la Revue soutenait tour à tour quelquefois dans des articles différents, quelquefois aussi dans le même article les deux faces que présentent toutes les questions où se trouvaient

engagés la puissance ou l'intérêt des classes gouvernantes, et il en fournissait de nombreuses preuves. Jamais plus formidable attaque n'avait assailli la politique du parti whig, jamais coup plus rude n'avait été porté en Angleterre, au nom du radicalisme, et il n'y avait alors, je crois, que mon père qui fût capable d'écrire cet article (1). En attendant la revue naissante venait de se fondre avec une autre revue en projet, d'un genre purement littéraire, que devait diriger M. Henry Southern, alors simple homme de lettres, mais qui depuis est entré dans la diplomatie. Les deux directeurs s'entendirent pour réunir leurs revues en se partageant la direction. Bowring prit la direction politique, Southern se réserva la partie littéraire. La revue de Southern devait être publiée par la maison Longman qui, quoique propriétaire partiel de la Revue d'Edimbourg, voulait bien se charger de l'édition du nouveau journal. Mais tous les arrangements pris et le prospectus lancé, quand les Longman virent l'attaque de mon père contre la *Revue d'Édimbourg*, ils nous retirèrent leur concours. Mon père fut alors prié d'user de son influence sur son propre éditeur Baldwin pour le déterminer à se charger de la *Revue de Westminster*, et il réussit. C'est ainsi qu'en mars 1824, malgré ses prévisions qui n'étaient rien moins que favorables, et grâce au concours de la plupart des collaborateurs qui aidèrent plus tard à faire marcher la Re-

1. La suite de cet article, imprimée dans le second numéro de la *Revue*, fut écrite par moi sous les yeux de mon père. Ce travail n'avait en lui-même aucune valeur et n'eut pour moi d'autre avantage que celui d'un exercice de composition. A ce point de vue, il m'était plus utile que tout autre genre d'écrit.

vue, le premier numéro fit son apparition. Ce fut pour la plupart d'entre nous une agréable surprise. Les articles étaient en moyenne d'une qualité bien supérieure à celle que nous attendions. La partie littéraire et artistique reposait sur M. Bingham, avocat, devenu depuis magistrat, qui fréquentait M. Bentham depuis plusieurs années, était l'ami des deux Austin, et adoptait avec beaucoup d'ardeur les opinions philosophiques de Bentham. En partie par l'effet du hasard, il n'y avait pas moins de six articles de Bingham dans le premier numéro; ils nous firent beaucoup de plaisir. Je me rappelle bien le sentiment mêlé que j'éprouvai au sujet de la Revue; d'une part j'étais joyeux de trouver qu'elle n'était pas ce que j'attendais, qu'elle était assez bonne pour faire honneur à ceux dont elle soutenait les opinions, et d'autre part j'étais extrêmement vexé, depuis que je la trouvais si bonne en somme, d'y rencontrer des taches. Toutefois quand nous apprîmes non-seulement que l'opinion en général accueillait la Revue d'une manière favorable, mais que le premier numéro avait eu un débit extraordinaire; quand nous eûmes constaté que l'apparition d'une revue radicale, avec des prétentions égales à celles des anciens organes des partis, avait fortement attiré l'attention, il n'y eut plus à hésiter, nous étions disposés à tout pour la fortifier et la rendre meilleure. Mon père continua d'y écrire de loin en loin. Après la *Revue d'Édimbourg* vint le tour de la *Quarterly*. Parmi les autres articles de mon père les plus remarquables furent une attaque du *Livre de l'Église* de Southey dans le cinquième numéro, et un travail de politique dans le deuxième. M. Austin n'en

donna qu'un, mais d'un grand mérite; c'était un pl doyer contre le droit d'aînesse en réponse à un arti de Mac-Culloch qui venait de paraître dans la *Rev d'Édimbourg*. Grote aussi ne fournit qu'un article; il n vait guère de temps à lui, et tout celui dont il pouv disposer il le consacrait à son *Histoire de la Grèce*. L'a ticle qu'il écrivit portait sur le sujet qui l'occupait, c tait une exposition complète en même temps qu'une ex cution de l'ouvrage de Mitford. Bingham et Charl Austin continuèrent quelque temps à écrire dans la *Rev de Westminster*. Fonblanque en fut un collaborateur a sidu à partir du troisième numéro. Parmi mes camar des, Ellis écrivit régulièrement jusqu'au neuvième n méro, et environ à l'époque où il se retira d'autres jeun gens de notre groupe y entrèrent : c'étaient Eyton Tooke Graham et Roebuck. Je fus moi-même le collaborate qui fournit le plus d'articles; j'en donnai treize depui le second numéro jusqu'au dix-huitième : c'étaient de revues de livres, des travaux sur l'histoire et l'économi politique, telles que celles des lois sur les céréales, su la chasse, sur la diffamation. Parfois d'autres amis d mon père envoyaient d'excellents articles et quelques-un des écrivains de Bowring réussirent. En somme, pour tant, la direction de la Revue ne satisfit jamais pleinemen aucun des partisans des principes radicaux que j'avai l'occasion de rencontrer. Il n'y avait guère de numér qui ne contînt des choses très-choquantes pour nous que cela vînt des opinions, du goût, ou d'un défaut de ca pacité des auteurs. Les jugements défavorables que por taient mon père, Grote, les deux Austin et d'autres per

sonnes, nous autres jeunes gens, nous les répétions, non sans les aggraver, et comme notre ardeur juvénile n'était pas ce qui pouvait arrêter nos plaintes, nous fîmes mal passer leur temps aux deux directeurs. Je ne doute pas que nous n'eussions tort au moins aussi souvent que raison, et je suis très-certain que si la Revue avait été conduite selon nos idées, c'est-à-dire d'après celles des plus jeunes, elle n'aurait pas été meilleure, peut-être même eût-elle été pire. Mais il n'est pas inutile de remarquer, comme détail qui peut servir à l'histoire du Benthamisme, que l'organe périodique qui le faisait le mieux connaître, fut dès le début très-loin de satisfaire les personnes dont il était censé représenter les opinions sur tous les sujets.

En attendant, la Revue faisait beaucoup de bruit dans le monde et donnait au radicalisme benthamiste, sur le terrain de l'opinion et de la discussion, une situation hors de toute proportion avec le nombre de ses adhérents et avec le mérite personnel et les talents que possédaient à cette époque la plupart de ceux qui s'y faisaient remarquer. Ce fut, comme on sait, un temps où le libéralisme fit des progrès rapides. Quand les craintes et les colères qu'entretenait la guerre avec la France eurent pris fin, on trouva le temps de penser à la politique intérieure. Le mouvement réformiste monta comme une marée. Les vieilles familles régnantes avaient recommencé à faire peser un régime d'oppression sur le continent ; l'Angleterre semblait prêter son appui à la conspiration contre la liberté, ourdie sous le nom de Sainte-Alliance ; le poids énorme de la dette publique causée

par une guerre si longue et si coûteuse rendait le Gouvernement et le Parlement très-impopulaires. Le radicalisme sous la direction de MM. Burdett et Cobbett avait pris un caractère grave qui alarmait sérieusement l'administration. A peine l'alarme s'était-elle un instant calmée grâce aux fameuses lois appelées les six actes, que le procès de la reine Caroline réveilla un sentiment de haine encore plus profond. Les signes extérieurs de cette haine disparurent avec la cause qui les provoquait, mais de toute part on vit se former un esprit qu'on n'avait point encore connu. M. Hume faisait avec une infatigable opiniâtreté l'examen rigoureux des dépenses publiques; il forçait la chambre des communes à voter sur chaque article qui prêtait à contestation dans les évaluations, il saisissait ainsi puissamment l'opinion publique et parvenait à arracher à la mauvaise volonté de l'administration de nombreuses réductions de détail. L'économie politique venait pour la première fois de faire sentir son action dans les affaires publiques, par la pétition des négociants de Londres en faveur de la liberté du commerce, organisée par Tooke et présentée par Alexandre Baring. La place qu'elle venait de conquérir, elle la conserva grâce aux nobles efforts de Ricardo durant les courtes années de sa vie parlementaire. Les œuvres de Ricardo venant après la secousse imprimée par la controverse sur les métaux précieux, et suivies à leur tour par les expositions et les commentaires de mon père et de Mac Culloch dont les écrits, publiés dans la *Revue d'Edimbourg*, avaient à cette époque la plus grande valeur attiraient l'attention sur l'économie politique, et opé

raient des conversions au sein du ministère même. Huskisson, soutenu par Canning, venait de porter le premier coup au système protecteur, qu'un de leurs collègues acheva de ruiner virtuellement en 1840, mais dont les derniers vestiges n'ont été effacés que tout récemment, en 1860, par M. Gladstone. M. Peel, alors ministre de l'intérieur, s'avançait prudemment dans une voie où personne n'avait encore mis le pied, et particulièrement dans celle qu'avait indiquée Bentham : il touchait à la réforme de la législation. A cette époque, alors que le libéralisme paraissait devenir à la mode, quand l'amélioration des institutions était prêchée dans les hautes régions de la société et que le changement complet de la constitution du Parlement était vivement réclamée d'en bas, il n'est pas étonnant que l'attention publique fût éveillée par l'intervention régulière dans le débat, d'un groupe qui faisait l'effet d'une école d'écrivains, et qui affichait hautement la prétention d'être les législateurs et les théoriciens des nouvelles tendances. Les membres de ce groupe apportaient dans leurs écrits un air de conviction profonde, à une époque où personne ne semblait avoir une foi aussi robuste en un credo aussi net ; ils rompaient en visière avec hardiesse aux deux partis politiques existants ; ils combattaient systématiquement et sans faiblesse des opinions généralement reçues, et on les soupçonnait d'en entretenir de bien plus hétérodoxes encore que celles qu'ils professaient. Leurs articles, ceux de mon père au moins, montraient de la verve et du talent, et derrière lui on s'imaginait voir un corps d'écrivains assez nombreux pour faire marcher une revue. En-

fin la Revue était achetée et lue. Tout cela donna à ce qu'on appelait l'école de Bentham, en philosophie et en politique, une plus grande place dans l'opinion publique, qu'elle n'en avait occupé d'abord, ou que n'en a occupé par la suite en Angleterre toute autre école aussi sérieuse. Comme j'étais au quartier général, j'en connaissais l'effectif, et comme j'étais l'un des membres les plus actifs de ce très petit groupe et que je peux dire sans vanité *quorum pars magna fui*, il m'appartient plus qu'à tout autre d'en faire l'histoire.

On a voulu voir une école dans ce qui n'était pas autre chose qu'un groupe de jeunes gens qu'attiraient autour de mon père le charme de sa conversation et la renommée de ses écrits, et qui étaient déjà plus ou moins imbus des idées très-arrêtées que mon père professait sur la politique, ou qui s'en imprégnaient en le fréquentant. On a dit que Bentham marchait entouré d'une troupe de disciples avides de recueillir les paroles qui tombaient de ses lèvres ; c'est une fable dont mon père a fait justice dans ses *Fragments sur Mackintosh*, et qui paraîtra simplement ridicule à tous ceux qui ont connu les habitudes de Bentham et sa manière de causer. L'influence que Bentham exerçait venait de ses écrits : c'est par eux qu'il a produit, et qu'il produit encore sur les conditions de l'humanité des effets plus profonds et plus étendus qu'aucun de ceux qu'on peut attribuer à mon père. Il est une bien plus grande figure historiqne que mon père. Mais mon père exerçait personnellement plus d'influence. On le recherchait pour la vigueur de sa conversation et l'instruction qu'on en retirait : il en usait largement pour

répandre ses opinions. Je n'ai jamais connu personne qui fît mieux valoir ses idées dans la discussion en tête-à-tête. Il avait toujours absolument à sa disposition les immenses ressources de son esprit, il parlait avec précision et expression, il dissertait avec une moralité rigide et une grande force de raisonnement; aussi était-il le plus vif et le plus séduisant des causeurs ; il avait toujours quelque anecdote à raconter, il riait de bon cœur, et, quand il se trouvait avec des gens qu'il aimait, il était le compagnon le plus gai et le plus amusant. Ce n'était pas uniquement par la propagation de ses idées que sa force se révélait le plus, c'était encore plus par l'influence d'une qualité dont j'ai depuis appris à apprécier l'extrême rareté ; par un amour passionné du bien public et une ardeur à s'occuper du bien de l'humanité, qui fécondait et faisait croître les vertus analogues dont il rencontrait les germes chez les personnes qui entraient en rapport avec lui, et les poussait à l'action. Il leur inspirait le désir de conquérir son approbation ; il prêtait par sa conversation et par sa vie même un appui moral à tous ceux qui tendaient au même but que lui, il relevait les cœurs faibles ou enclins au découragement qui se trouvaient dans son entourage, par la confiance qu'il montrait toujours dans la force de la raison, dans le progrès général et dans le bien que les particuliers peuvent faire par des efforts judicieux, quoique à l'égard des résultats poursuivis il fût loin d'être confiant.

Ce furent les opinions de mon père qui donnèrent à la propagande benthamiste et utilitaire de cette époque le caractère qu'on lui connaît. Il laissait tomber les idées

une à une dans toutes les directions, comme si elles s'épanchaient d'une source intarissable; elles se répandaient ensuite par trois canaux principaux: moi-même d'abord, le seul dont l'esprit se fût formé entièrement à son école; j'étais l'instrument à l'aide duquel mon père soumettait à son influence divers jeunes gens, qui à leur tour devenaient des agents de propagande. Venaient ensuite quelques camarades de Charles Austin, sortis comme lui de Cambridge, qui, initiés par lui ou poussés par son influence, avaient adopté des opinions analogues à celles de mon père. Quelques-uns des plus remarquables recherchèrent la société de mon père et fréquentèrent sa maison. Parmi eux on peut citer Strutt, depuis Lord Belper, et le Lord Romilly actuel, avec le père duquel, Sir Samuel Romilly, mon père avait toujours été lié. C'était en troisième lieu une génération plus jeune d'étudiants de Cambridge, contemporains non plus d'Austin, mais d'Eyton Tooke, qui se groupait autour de ce jeune homme distingué, à cause de l'analogie de leurs opinions avec les siennes; il les avait présentés à mon père. Le plus remarquable était Charles Buller. En outre d'autres personnes se soumettaient individuellement à l'influence de mon père et concouraient à la répandre. C'étaient, par exemple, Black dont j'ai déjà parlé, et Fonblanque. Toutefois la plupart de ces personnes n'étaient à nos yeux que des alliés et ne nous apportaient pas un concours sans réserve. Fonblanque, pour ne citer que lui, se sépara toujours de nous sur bien des questions importantes. D'ailleurs une unanimité parfaite était loin d'exister dans les groupes que nous formions, et aucun de nous n'adoptait implicite-

ment toutes les idées de mon père. En voici un exemple : nous regardions tous son *Essai sur le gouvernement* comme un chef-d'œuvre de philosophie politique; mais nous ne donnions point notre adhésion à la partie de cet ouvrage où il soutient qu'un gouvernement sous lequel les femmes sont exclues du suffrage n'est pas nécessairement mauvais, puisque leur intérêt est le même que celui des hommes. Nous étions très-nettement en désaccord avec cette doctrine, moi et tous mes camarades de prédilection. Il faut dire en faveur de mon père qu'il ne reconnaissait nullement avoir eu l'intention d'affirmer *le principe* de l'exclusion des femmes, pas plus que celui de l'exclusion des hommes au-dessous de l'âge de quarante ans, au sujet desquels il soutenait dans le paragraphe suivant une thèse exactement semblable. Il ne s'occupait pas, disait-il fort bien, de discuter la question de savoir s'il valait mieux restreindre le suffrage, mais seulement de rechercher, à supposer qu'il dût être restreint, quelle est l'extrême limite de la restriction qui n'implique pas nécessairement un sacrifice des conditions de stabilité d'un bon gouvernement. Mais je pensais alors, comme j'ai toujours pensé depuis, que l'opinion que mon père admettait, non moins que celle qu'il repoussait, est tout aussi erronée qu'aucune de celles qu'il combattait dans son *Essai;* que l'intérêt des femmes se confond avec celui des hommes tout juste autant, mais non davantage, que l'intérêt des sujets se confond avec celui des rois, et que toute raison au nom de laquelle on réclame le suffrage en faveur de quelqu'un, exige aussi qu'on n'en prive point les femmes. C'était l'opinion de

nos plus jeunes prosélytes, et je suis heureux de pouvoi dire que, sur ce point capital, M. Bentham était complè tement avec nous.

Mais bien qu'aucun de nous, probablement, ne s'accordât sur tous les points avec mon père, ses opinions, comme je l'ai déjà dit, étaient le principal élément qui donnait au petit groupe de jeunes gens, premiers propagateurs de ce qu'on appela par la suite le *Radicalisme philosophique,* la couleur et le caractère qu'on leur reconnaissait. Leur manière de penser n'était pas le Benthamisme en ce sens que Bentham aurait été leur chef et leur directeur, mais plutôt un système où les idées de Bentham se mariaient à l'Économie politique moderne et à la métaphysique de Hartley. Le principe de la population de Malthus était pour eux un drapeau et un signe de ralliement, tout aussi bien qu'aucune des idées propres de Bentham. Cette grande doctrine qui fut d'abord mise en avant comme un argument contre l'amélioration indéfinie de la condition humaine, nous l'embrassâmes avec un zèle ardent pour des raisons contraires, parce qu'elle nous indiquait le seul moyen de réaliser cette amélioration, en assurant à la classe ouvrière tout entière des salaires élevés, grâce à une restriction volontaire du nombre de ses membres. Voici quels étaient les autres points principaux des croyances que nous professions en commun, mon père et moi : En politique, une confiance à peu près illimitée à l'efficacité de deux choses : le gouvernement représentatif, et la liberté complète de discussion. Si grande était la confiance de mon père à l'influence de la raison sur l'esprit de l'homme partout où

elle peut s'adresser à lui, qu'il croyait que tout serait gagné si tout le monde savait lire, si toutes les opinions pouvaient librement s'adresser à tous par la parole et par la presse, et si, grâce au droit de vote, le peuple pouvait nommer une législature qui fît passer dans les faits les opinions régnantes. Il pensait que du moment que la législature ne représenterait plus l'intérêt d'une classe, elle tendrait à représenter l'intérêt général honnêtement et avec la sagesse qui convient, puisque le peuple dirigé par les hommes éclairés choisirait en général bien les personnes qui doivent le représenter, et après cela laisserait à ceux qu'il aurait choisi une pleine liberté. Par conséquent il désapprouvait énergiquement les principes aristocratiques et le gouvernement d'une oligarchie, sous quelque forme que ce fût, il y voyait le seul obstacle qui empêchât encore les hommes d'administrer leurs propres affaires avec toute la sagesse dont ils sont capables; il demandait avant tout comme principal article de sa foi politique, un suffrage démocratique; mais ce n'était pas sur la liberté qu'il se fondait ni sur les Droits de l'Homme, ni sur aucune autre formule plus ou moins significative, dont la démocratie ait pu se servir jusqu'à ce jour, c'était sur les conditions de « stabilité sans lesquelles nul bon gouvernement ne saurait subsister. » Il ne s'attachait qu'à ce qui lui semblait essentiel; les formes de gouvernement, la république ou la monarchie, le laissaient à peu près indifférent; il n'en était pas de même de Bentham, pour qui un roi, par son rôle « essentiellement corrupteur », était un personnage nécessairement très-nuisible. Après l'aristocratie, une Église d'État, ou une cor-

poration de prêtres, qui, par leur position, dépravent la religion, et que leur intérêt porte à faire échec aux progrès de l'esprit humain, étaient les objets de sa haine la plus vive. Cependant il ne détestait personnellement aucun ecclésiastique qui ne le méritât pas, il entretenait même une véritable amitié avec quelques-uns. En éthique, ses sentiments étaient énergiques et rigides sur tous les points qu'il jugeait importants pour le bien de l'humanité, il se montrait souverainement indifférent en théorie (quoique son indifférence ne se révélât pas dans sa conduite) pour toutes ces doctrines de moralité vulgaire, qui, d'après lui, n'avaient d'autre origine que l'esprit d'ascétisme ou les calculs de l'intérêt ecclésiastique. Il prévoyait par exemple un accroissement considérable de la liberté dans les relations entre les sexes, bien qu'il n'eût pas la prétention d'indiquer exactement en quoi consisteraient ou devraient consister les conditions de cette liberté. Cette opinion ne se rattachait chez lui à aucun genre de sensualité, soit théorique, soit pratique. Il supposait au contraire que cet accroissement de liberté conduisait l'esprit à se détacher des rapports physiques et de leurs accessoires, à n'en plus faire l'un des principaux buts de la vie par une perversion de l'imagination et des sentiments, où mon père voyait l'un des maux les plus invétérés et les plus répandus qui affligent l'humanité. En psychologie, sa doctrine fondamentale consistait à expliquer la formation du caractère tout entier de l'homme par les circonstances, d'après le principe universel de l'association des états de l'esprit, et à admettre comme conséquence la possibilité illimitée de perfection-

ner l'état moral et intellectuel de l'humanité. De toutes les idées qu'il professait, aucune n'était plus importante que celle-ci, aucune n'a plus besoin qu'on y insiste. Malheureusement, il n'en est point qui soit plus opposée aux tendances prépondérantes de la philosophie, aussi bien du temps de mon père que depuis.

La petite bande de jeunes gens dont je faisais partie, embrassait ces diverses opinions avec le fanatisme de la jeunesse; nous y mettions un esprit de secte dont mon père, dans l'intention du moins, était tout à fait affranchi. Par une exagération ridicule, on disait que notre groupe, ou plutôt je ne sais quel fantôme qu'on voyait à sa place, formait une *école*. Quelques-uns d'entre nous, il est vrai, à une certaine époque, auraient bien voulu qu'il en fût ainsi. Les philosophes français du XVIII^e^ siècle étaient les modèles que nous nous proposions d'imiter, et nous espérions ne pas faire moins qu'eux. Aucun membre de notre réunion, comme je l'ai dit, n'alla plus loin que moi pour satisfaire cette ambition puérile; je pourrais le prouver en rapportant un grand nombre de détails, si cela ne devait pas entraîner une perte d'espace et de temps.

Cependant tout ce que je viens de dire n'offre à proprement parler que le côté extérieur de notre existence, ou du moins que la partie intellectuelle, et encore n'est-ce qu'un côté. Quand j'essaye de pénétrer plus profondément et de donner quelque indication sur ce que nous étions comme hommes, on voudra bien croire que je n'ai en vue que moi-même, seul personnage dont je puisse parler en connaissance de cause; d'ailleurs je ne crois pas que le tableau que j'ai tracé convienne à aucun de

mes camarades, à moins de nombreuses et de graves retouches.

On a souvent dit qu'un benthamiste n'était qu'une simple machine à raisonner; cette définition convient fort peu à la plupart de ceux à qui on donnait ce nom, mais en ce qui me concerne, et pour deux ou trois ans de ma vie, elle n'est pas tout à fait fausse. Elle me convenait peut-être autant qu'à tout jeune homme qui vient d'entrer dans la vie, pour qui les objets ordinaires de nos désirs doivent avoir en général au moins l'attrait de la nouveauté. Il n'y a rien de très-extraordinaire dans ce fait. Pouvait-on attendre d'un jeune homme de mon âge, qu'il fût plus qu'une chose; j'étais une chose, et j'ai dit laquelle. De l'ambition et du désir de me distinguer, j'en avais de reste; le zèle pour ce que je croyais le bien de l'humanité était mon plus vif sentiment; il se mêlait aux autres et leur donnait le ton. Mais, à cet âge, mon zèle ne s'exerçait encore que sur des opinions spéculatives. Il ne reposait pas sur une bienveillance véritable ou sur une sympathie pour l'humanité; bien que ces qualités eussent dans mon idéal éthique la place qu'elles devaient occuper, elles ne se rattachaient nullement à un vif enthousiasme pour une noblesse idéale; j'étais cependant très-capable en imagination d'éprouver ce sentiment, mais à cette époque j'étais sevré de ce qui en fait l'aliment naturel, c'est-à-dire la culture poétique, tandis que j'étais surnourri de l'aliment de la polémique, c'est-à-dire la logique pure et l'analyse. Ajoutez à cela que l'enseignement de mon père tendait à déprécier le sentiment. Ce n'est pas qu'il fût froid ou insensible; c'était

plutôt le contraire. Il croyait qu'il n'y avait pas à s'occuper du sentiment, qu'il se suffirait à lui-même, et qu'il y en aurait toujours assez, pourvu que l'on prît un soin convenable des actions. Il était choqué de voir que, dans toute controverse sur la morale ou la philosophie, on se servît si fréquemment du sentiment comme d'une raison sans réplique; qu'on y eût recours pour justifier la conduite, au lieu de lui demander ce qui le justifie lui-même; il était las de voir des actions dont l'effet est préjudiciable au bonheur des hommes, approuvées dans la pratique, par la raison qu'elles sont réclamées par le sentiment; et il s'irritait qu'on attribuât au caractère d'une personne sentimentale un mérite qui, selon lui, n'appartenait qu'à ses actions; il ne supportait pas qu'on louât le sentiment ni qu'on en fît la plus légère mention, soit dans l'appréciation des personnes, soit dans les discussions sur les choses. Outre l'influence que cette antipathie de mon père pour le sentiment, exerçait sur moi et sur d'autres, nous étions blessés de voir que toutes les opinions auxquelles nous attachions de l'importance étaient constamment attaquées au nom du sentiment. On dénonçait le principe de l'utilité comme un froid calcul, l'économie politique comme l'inhumanité mise en pratique, la doctrine malthusienne de la réduction de la population comme une théorie répugnante aux sentiments naturels de l'humanité. En revanche nous nous servions des mots sentimentalité, déclamation et vagues généralités, comme d'autant de termes d'opprobre. Sans doute la plupart du temps nous avions raison, par exemple contre nos adversaires, mais il en résultait que la culture des sentiments,

excepté ceux du devoir privé et public, n'était pas en honneur parmi nous, et ne tenait pas beaucoup de place dans nos pensées, chez moi en particulier. Ce qui faisait surtout l'objet de nos préoccupations c'était la façon de modifier les opinions des gens, de les amener à former leur croyance d'après des preuves, comme aussi à connaître ce qui constitue leur véritable intérêt; nous pensions que lorsqu'ils le connaîtraient, ils s'obligeraient les uns les autres, par la force de l'opinion, à en tenir compte. Tout en reconnaissant pleinement l'excellence et la supériorité de l'amour de la justice et de la bienveillance, nous n'attendions la régénération de l'humanité d'aucune action directe sur les sentiments, mais plutôt de l'effet de l'éducation sur l'intelligence, des lumières sur les sentiments égoïstes. Tout en reconnaissant que cet effet est un moyen de perfectionnement d'une importance immense entre les mains d'hommes animés des plus nobles motifs d'action, aucun des survivants du groupe des benthamistes ou utilitaires d'alors n'y voit guère aujourd'hui, je le crois, le principal facteur de l'amélioration de la conduite des hommes.

L'effet naturel de cette négligence à la fois systématique et pratique de la culture du sentiment, fut, entre autres choses, une tendance qui nous portait à ne pas apprécier à leur valeur la poésie et l'imagination en général considérée comme élément de la nature humaine. Dans l'opinion générale un benthamiste était un ennemi de la poésie; cette accusation était vraie en partie de Bentham personnellement; il avait coutume de dire que « la poésie fausse les idées; » mais dans le sens qu'il at-

tachait à ce brocard, on aurait pu en dire autant de tout discours saisissant, de toute représentation ou de tout enseignement plus éloquent qu'une opération d'arithmétique. Un article de Bingham dans le premier numéro de la *Revue de Westminster*, fournit un thème excellent à ceux qui nous accusaient de haïr la poésie. Pour expliquer une de ses critiques sur Moore il disait : « M. Moore est poète, donc il ne raisonne pas. » En réalité plusieurs d'entre nous étaient grands lecteurs de poésies, et Bingham lui-même avait fait des vers. Pour ce qui me regarde, et aussi pour mon père, il eût été plus correct de dire non pas que je n'aimais pas la poésie, mais que j'y étais indifférent en théorie. Les sentiments que je n'aimais pas dans les vers étaient ceux-là mêmes que je n'aimais pas en prose, et il y en avait beaucoup. Je méconnaissais complétement la place que la poésie occupe dans l'éducation de l'homme, et son rôle dans la culture des sentiments. Mais personnellement j'étais très-sensible à certains genres de poésie. A l'époque où mon benthamisme portait le plus le cachet de la secte, il m'arriva de jeter les yeux sur l'*Essai sur l'homme* de Pope, et bien que toutes les idées de ce poème fussent le contraire des miennes, je me rappelle parfaitement quelle puissante impression il fit sur mon imagination. A cette époque peut-être une composition poétique d'un ordre plus élevé qu'une éloquente dissertation en vers n'aurait pas produit sur moi un pareil effet. En tout cas j'ai rarement eu l'occasion d'en faire l'épreuve. Toutefois, ce n'était là qu'un état passif ; depuis longtemps j'avais étendu grandement les bases de mes croyances intellectuelles ; j'a-

vais reçu dans le cours naturel de mes progrès mei une culture poétique du genre le plus précieux, l'admiration respectueuse où me jetaient les vies e caractères des personnages héroïques, surtout celle héros de la philosophie. Le même effet vivifiant que de bienfaiteurs de l'humanité ont éprouvé à la le des vies de Plutarque, se produisait en moi devan tableaux que Platon faisait de Socrate, ou devant taines biographies modernes, principalement deva vie de Turgot par Condorcet, cette œuvre si bien pour éveiller le plus pur enthousiasme, puisque n trouvons une des vies les plus sages et les plus noble contée par le plus sage et le plus noble des hom L'héroïque vertu de ces glorieux représentants des nions qui avaient toute ma sympathie, faisait sur une impression profonde ; j'y revenais sans cesse, co d'autres à un poète favori, quand j'éprouvais le be de me transporter dans les régions élevées du senti et de la pensée. Je ferai observer en passant que ce me guérit de toutes mes folies de sectaire. Les deu trois pages qui commencent par ces mots : « Il rega toute secte comme nuisible », et expliquent pour Turgot se tint toujours en dehors du groupe des E clopédistes, entrèrent très-avant dans mon esprit renonçai à prendre pour moi et à donner aux autr nom d'utilitaires, comme à me servir du pronom n ou de toute autre désignation collective. Je cessai d' *cher* un esprit de secte. L'esprit de secte qui existait lement en moi, je le gardai encore longtemps et j m'en défis que très-lentement.

Environ vers la fin de 1824, ou au commencement de 1825, Bentham, ayant fait revenir ses écrits sur *les Preuves*, qu'il avait confiés à M. Dumont (dont le *Traité des preuves judiciaires* qui les prenait pour base, venait d'être achevé et publié) voulut les faire paraître dans l'original. Il s'avisa de me confier la tâche de les mettre en ordre pour les livrer à l'impression, de la même manière que son *Livre des Erreurs* venait d'être publié par Bingham. Je m'en chargeai avec plaisir, et j'y consacrai à peu près tous mes moments de loisir pendant près d'une année, sans parler du temps qu'il fallut ensuite pour surveiller l'impression de cinq gros volumes. Bentham avait commencé ce traité à trois reprises, après de grands intervalles, chaque fois d'une manière différente, et sans revenir à ce qu'il avait fait la fois précédente ; deux fois il avait à peu près terminé son travail ; j'avais donc trois paquets de manuscrits à condenser en un seul traité, en prenant pour base le dernier et en y intercalant tout ce que je trouvais dans les deux autres que le troisième n'avait pas complétement annulé. Il fallait développer des phrases à la Bentham, obscures, chargées de parenthèses, et tellement compliquées qu'il n'y avait pas à espérer que le lecteur se donnât la peine de les comprendre. En outre Bentham désirait beaucoup que je comblasse de moi-même les *lacunes* qu'il avait pu laisser subsister ; dans ce but je lus les traités de droit anglais relatifs aux preuves, qui jouissaient de la plus grande autorité, et je commentai quelques points des prescriptions de la loi qui avaient échappé à Bentham. Je répondis aussi à des objections qu'on avait faites à quelques-

unes de ses doctrines dans les revues qui s'étaient occupées du livre de Dumont; j'ajoutai un petit nombre de remarques supplémentaires sur les parties les plus abstraites du sujet; par exemple sur la théorie de la possibilité ou de l'impossibilité. La partie de ces additions de l'éditeur qui était consacrée à la controverse, se trouvait écrite d'un ton plus décidé qu'il ne convenait à un homme comme moi, jeune et dépourvu d'expérience; mais je n'avais jamais eu l'idée de mettre ma personne en avant; j'étais un éditeur anonyme de Bentham, je prenais le ton de mon auteur, ne croyant pas qu'il fût messéant pour lui pas plus que pour le sujet de l'ouvrage, comme il l'eût été pour moi. Mon nom, en qualité d'éditeur, ne fut mis sur le livre qu'après l'impression et sur la volonté expresse de M. Bentham, malgré les efforts que je fis pour l'y faire renoncer.

Le temps que je donnai à ce travail d'éditeur fut fort bien employé eu égard à mes progrès. La *Théorie des preuves judiciaires* est un des ouvrages de Bentham les plus riches en matériaux. La théorie de la preuve est en elle-même un des sujets les plus importants qu'il ait traités; elle tient par de nombreux liens à la plupart des autres; aussi ses meilleures idées figurent-elles dans cet ouvrage avec le développement qu'elles méritent. En outre, entre autres matières plus spéciales, il contenait l'exposition la plus soignée qu'on puisse trouver dans les livres de Bentham des vices et des lacunes de la législation anglaise telle qu'elle était; il renfermait aussi, en manière d'épisode destiné à servir d'exemple, la procédure entière de la Cour de Westminster. Les connaissances que

j'acquis par cet ouvrage s'imprimèrent en moi plus profondément qu'elles n'auraient pu le faire par la seule lecture, et ce ne fut pas une petite acquisition. Mais cette occupation fit de moi ce qu'il semblait qu'on eût pût le moins attendre; elle stimula vivement en moi la faculté de composition. Tout ce que j'ai écrit depuis cette édition, a été supérieur à ce que j'avais fait auparavant. Le dernier style de Bentham, tel qu'on le connaissait, était lourd et embarrassé; c'était l'effet d'une précieuse qualité, de l'amour de la précision, qui le conduisait à surcharger sa phrase de membres enboîtés les uns dans les autres; il voulait que le lecteur aperçût à la fois la proposition principale et toutes les modifications et restrictions qu'elle comporte. Cette habitude s'empara de son style au point que ses phrases devinrent d'une lecture extrêmement pénible pour ceux qui n'y étaient pas accoutumés. Mais son premier style, celui du *Fragment sur le Gouvernement* et du *Plan de l'Institution Judiciaire*, est un modèle de vivacité, d'aisance animée et d'abondance, qu'on a rarement surpassé; il restait de nombreuses réminiscences de ce premier style dans les manuscrits du *Traité des Preuves*, je tâchai de les conserver toutes. Un aussi long commerce avec cet admirable travail eut une influence considérable sur mon style; je continuai à le perfectionner par la lecture d'autres auteurs tant français qu'anglais, où la force se mariait merveilleusement avec la grâce, tels que Goldsmith, Fielding, Pascal, Voltaire et Courier. C'est par là que mon style perdit l'aridité qui se faisait remarquer dans mes premières compositions. Aux os et aux cartilages s'ajoutèrent des chairs,

et mon style acquit enfin de la vie et presque de la légèr

Cette amélioration se révéla sur un théâtre nouv
M. Marshall, de Leeds, père des Marshall d'aujourd'
le même qui fut envoyé au Parlement par le Yorksh
auquel venait d'échoir la représentation dont le bo
de Grampound avait été déchu, M. Marshall, ferme
tisan de la réforme parlementaire, possesseur d'une
mense fortune, dont il faisait un libéral usage, avai
vivement frappé du *Livre des Erreurs* de Bentham
avait eu l'idée qu'il serait utile de publier annuellem
les débats parlementaires non dans l'ordre chronologi
adopté par Hansard, mais arrangés par sujets et acc
pagnés de commentaires indiquant les erreurs comm
par les orateurs. Dans cette intention, il s'adressa n
rellement à l'éditeur du *Livre des Erreurs;* et Bingh
aidé de Charles Austin, entreprit l'édition de ce trav
L'ouvrage s'appela *Histoire et revue du Parlement.*
débit ne suffit pas à assurer son existence, il ne pa
que pendant trois ans. Toutefois il excita quelque att
tion dans le monde politique et parlementaire. Le p
y avait déployé toute sa force et y gagna plus de répu
tion qu'il n'en avait jamais acquis par la *Revue de W
minster*. Bingham et Charles Austin y écrivirent be
coup, ainsi que Strutt et Romilly et plusieurs aut
légistes libéraux. Mon père y fit un article de son m
leur style; Austin l'aîné en donna un, et Coulson en écr
un du plus grand mérite. J'eus pour ma part à ouvri
premier numéro par un article sur la principale quest
de la session (1825), celle des *Associations* et de l'*In
pacité des Catholiques*. Dans le second numéro j'écri

un essai sur la *Crise commerciale* de 1825 et sur les débats relatifs à la *Circulation*. Dans le troisième j'eus deux articles, un sur un point secondaire, l'autre sur le principe de la *Réciprocité* dans le commerce, *à propos* d'une correspondance diplomatique fameuse échangée entre Canning et Gallatin. Ces articles n'étaient plus de simples reproductions et des applications des doctrines que j'avais apprises ; c'étaient des morceaux originaux, si l'on peut ainsi parler d'anciennes idées présentées sous une forme rajeunie, et sous de nouveaux points de vue. Je puis, sans manquer à la vérité, dire qu'il y avait dans ces écrits une maturité qui ne se retrouvait dans aucune de mes compositions antérieures. Par l'exécution, ces écrits n'étaient pas des œuvres de jeune homme ; mais ces sujets ou bien n'excitent plus l'intérêt, ou bien ils ont été si supérieurement traités depuis lors, que mes articles ont vieilli, et qu'ils resteront ensevelis dans le même oubli que mes autres travaux du temps de la première dynastie de la *Revue de Westminster*.

Tout en m'occupant à écrire pour le public, je ne négligeais pas les autres moyens de m'instruire. C'est à cette époque que j'appris l'allemand que je commençai par la méthode hamiltonienne ; et dans ce but, avec quelques camarades nous formâmes une classe. Pendant plusieurs années à partir de cette époque, nos études en société prirent une forme qui contribua beaucoup au progrès de mon esprit. L'idée nous vint de nous associer pour faire par la lecture et la conversation une étude de plusieurs branches des sciences que nous voulions apprendre. M. Grote prêta pour cet usage une pièce de sa

maison dans Threadneedle street, et son ami Prescott, un des trois membres fondateurs de la Société Utilitaire, se joignit à nous. Nous nous réunissions deux fois par semaine le matin depuis huit heures et demie jusqu'à dix, heure à laquelle la plupart d'entre nous devaient se rendre à leurs occupations quotidiennes. Le premier sujet que nous abordâmes fut l'Économie politique; nous prîmes un traité systématique pour manuel; notre choix tomba d'abord sur les *Éléments* de mon père. Un de nous lisait à haute voix un chapitre entier, ou seulement une partie, et la discussion s'ouvrait; tous ceux qui avaient une objection ou une remarque à faire la faisaient. Nous avions pour règle de discuter à fond chaque question, grande ou petite, qu'on soulevait; nous prolongions la discussion jusqu'à ce que tous ceux qui y prenaient part fussent satisfaits des conclusions auxquelles ils étaient arrivés pour leur propre compte, et nous continuions à débattre chaque question, comme toute spéculation accessoire que nous suggéraient le chapitre que nous avions lu, ou la conversation qui s'était engagée ensuite, tant que la difficulté que nous avions rencontrée n'était pas résolue. Nous laissions certaines questions à l'ordre du jour pendant plusieurs semaines, y pensant sérieusement dans l'intervalle de nos réunions, et imaginant des solutions pour les difficultés nouvelles qui avaient surgi dans la discussion de la matinée précédente. Quand nous eûmes achevé les *Éléments* de mon père, nous abordâmes les *Principes d'Économie* politique de Ricardo, et la *Dissertation sur la valeur*, de Bailey. Ces discussions serrées et vigoureuses ne contribuaient

pas seulement à former ceux qui y prenaient part, mais elles faisaient naître de nouvelles vues sur certains points de l'Économie politique abstraite. La théorie des Valeurs Internationales que je publiai plus tard, fut le fruit de ces conversations, comme aussi les changements que je fis subir à la théorie de Ricardo sur les Profits, et que je consignai dans un essai sur les Profits et l'Intérêt. Ceux d'entre nous qui faisaient le plus naître de nouvelles méditations étaient Ellis, Graham et moi ; d'autres aussi apportaient à la discussion un contingent précieux principalement Prescott et Roebuck, l'un par ses connaissances, l'autre par la finesse de sa dialectique. Les théories des valeurs internationales et de l'intérêt furent creusées et travaillées à peu près pour une égale part par Graham et moi, et, si notre projet primitif se fût exécuté, mes *Essais sur quelques questions non résolues d'économie politique* auraient paru avec quelques-uns de ses travaux et sous nos deux noms. Mais, quand j'eus écrit mon exposition, je trouvai que j'avais trop compté sur mon accord avec lui, et que son opinion différait tellement de celle que j'exprimais dans le plus original des deux essais, celui sur la Valeur internationale, que je devais considérer la théorie comme exclusivement à moi, et je la donnai comme telle quand je la publiai quelques années après. Je puis dire que plusieurs des changements que mon père fit subir à ses *Éléments* quand il en publia la troisième édition, étaient basés sur des critiques sorties de ces conversations ; il modifia ses opinions sur chacun des points que j'ai indiqués, sans aller toutefois aussi loin que nous.

Quand nous eûmes assez d'Économie politique nous passâmes à la logique syllogistique que nous traitâmes de la même façon. Grote se mit alors avec nous. Le premier livre que nous prîmes pour manuel fut Aldrich; mais dégoûtés de son peu de profondeur, nous prîmes un des manuels les plus parfaits de la logique scolastique que mon père, grand collectionneur de ces sortes de livres, possédait : c'était la *Manuductio ad Logicam* du Jésuite du Trieu. Ce livre fini, nous prîmes la *Logique* de Whately, qu'on venait de rééditer en l'empruntant à l'Encyclopédie métropolitaine, et enfin la *Computatio sive Logica* de Hobbes. Ces livres, que nous étudions à notre façon, nous ouvrirent un vaste champ de spéculations métaphysiques, et la plus grande partie de ce que j'ai fait dans le premier livre de mon *Système de Logique* pour rendre rationnels et corriger les principes et les distinctions des scolastiques, comme aussi pour perfectionner la théorie de la signification des propositions, est le fruit de ces discussions. Graham et moi, nous apportions la plupart des nouveautés, Grote et les autres nous servaient de juges et formaient un excellent tribunal. Dès cette époque, je conçus le projet d'écrire un livre sur la Logique, quoique sur un plan bien plus humble que celui que j'ai exécuté.

Quand nous en eûmes fini avec la logique, nous nous lançâmes dans la psychologie analytique. Nous choisîmes Hartley pour manuel, et chacun de nous courant tout Londres pour s'en procurer un exemplaire, nous fîmes monter l'édition de Priestley à un prix fou. Quand nous eûmes fini Hartley nous suspendîmes nos réunions;

mais l'*Analyse de l'esprit* de mon père ayant été publiée peu après, nous nous réunîmes de nouveau pour la lire. Ce fut la fin de tous nos exercices. J'ai toujours fait remonter à ces conversations l'époque où je suis réellement devenu un penseur indépendant; je leur dois aussi d'avoir acquis, ou puissamment fortifié en moi une habitude d'esprit à laquelle je dois tout ce que j'ai jamais fait comme tout ce que je pourrai jamais faire en philosophie : celle qui consiste à ne jamais accepter comme complète une demi-solution; à ne jamais abandonner une question embarrassante, mais à y revenir sans cesse, jusqu'à ce qu'elle soit percée à jour; à ne jamais laisser sans les explorer les ravins obscurs d'une question sous le prétexte qu'ils ne semblent pas avoir d'importance; à ne jamais penser que je comprenais aucune partie d'un sujet, tant que je n'avais pas compris le sujet tout entier.

La part que nous prîmes de 1825 jusqu'à 1830 à des discussions publiques occupèrent une grande place dans ma vie durant ces années, et comme elles eurent beaucoup d'effet sur mon développement, je dois en dire un mot.

Il existait depuis quelque temps une société d'Owénistes, appelée société de Coopération, qui se réunissait chaque semaine pour soutenir des discussions publiques dans Chancery-Lane. Au commencement de 1825, un hasard mit Roebuck en rapport avec plusieurs membres de cette société, et le fit assister à une ou deux réunions; il se mêla aux débats et parla contre l'owénisme. L'un de nous nous proposa de nous y rendre en corps et d'y

livrer une bataille en règle. Charles Austin et quelques amis, qui ne faisaient ordinairement pas partie de notre réunion d'études, entrèrent dans ce projet. Nous agissions de concert avec les principaux membres de la société à qui cette lutte n'était pas désagréable ; ils préféraient en effet une controverse avec des adversaires à une discussion en famille, entre partisans des mêmes idées. La question de la population fut choisie comme sujet du débat. Charles Austin soutint nos opinions par un brillant discours, et le combat se continua, d'une séance à l'autre, durant cinq ou six semaines, devant une salle comble, où se rendaient, outre les membres de la société et leurs amis, de nombreux auditeurs et quelques orateurs venus des Inns-of-Court. Quand cette discussion fut finie, nous en engageâmes une autre sur les mérites du système d'Owen : les nouveaux débats durèrent environ trois mois. C'était une lutte corps à corps entre les Owénistes et les Économistes qu'ils regardaient comme leurs ennemis les plus acharnés ; mais la dispute se faisait sur un ton amical. Nous, qui représentions l'Économie politique, nous avions les mêmes objets en vue que les Owénistes, et nous prîmes la peine de le montrer. Le principal champion des Owénistes était un homme très-estimable que je connaissais beaucoup, M. William Thompson, de Cork, auteur d'un livre sur la distribution de la richesse et d'un *Appel* en faveur des femmes contre le passage que mon père avait écrit à leur sujet dans son *Essai sur le Gouvernement*. Ellis, Roebuck et moi, nous prîmes une part active au débat, et parmi ceux qui nous vinrent en aide des Inns-of-Court, je me rappelle Charles

Villiers. Nos adversaires reçurent aussi un appui sérieux du dehors. Un homme bien connu, Gale Jones, alors déjà âgé, nous fit un discours fleuri comme il savait les faire; mais l'orateur qui me laissa la plus grande impression, bien que je fusse en désaccord avec lui sur chaque mot, fut Thirlwall, l'historien, devenu depuis évêque de Saint-David's; il était alors avocat à la cour de la Chancellerie, et n'était connu que par une brillante réputation d'éloquence qu'il avait acquise à l'Union de Cambridge, avant l'époque d'Austin et de Macaulay. Son discours venait en réponse à un discours que j'avais fait. Il n'avait pas prononcé dix phrases que je le tins pour le meilleur orateur que j'eusse encore entendu; et depuis lors je n'ai plus entendu personne que je mette au-dessus de lui.

Le grand intérêt que nous prenions à ces débats prédisposait quelques-uns d'entre nous à mordre à une idée suggérée par M. Mac Culloch, l'économiste. Il pensait qu'il serait utile d'avoir à Londres une société semblable à la Société spéculative d'Edimbourg, où Brougham et Horner entre autres avaient commencé à s'exercer à la parole. L'expérience que nous avions faite dans la société Coopérative, ne nous permettait pas de douter qu'il y eût dans Londres le personnel d'une réunion de ce genre. Mac Culloch en parla à plusieurs jeunes gens influents auxquels il donnait des leçons particulières d'économie politique. Quelques-uns entrèrent chaudement dans ce projet, surtout Georges Villiers (plus tard comte de Clarendon). Georges Villiers, ses frères, Hyde et Charles, Romilly, Charles Austin, moi et quelques autres, nous nous réunîmes et convînmes d'un plan. Nous résolûmes

de nous réunir à la Freemason's Tavern ; nous avions entre les mains une belle liste de membres, où, à côté des noms de plusieurs membres du Parlement, se trouvaient inscrits presque tous les orateurs les plus fameux de l'Union de Cambridge et de la Société Unie des Débats d'Oxford. Un fait curieux qui servira à donner une idée des tendances de l'époque, c'est la peine que nous eûmes, en recrutant les membres de notre société, à trouver un nombre suffisant d'orateurs torys. Presque tous ceux que nous pouvions enrôler étaient libéraux, de différents genres et à différents degrés. Outre ceux que j'ai déjà nommés, nous eûmes Macaulay, Thirlwall, Praed, Lord Howick, Samuel Wilberforce, depuis évêque d'Oxford, Charles Poulett, Thomson, depuis Lord Sydenham, Edward et Henry Lytton Bulwer, Fonblanque et bien d'autres dont je ne puis me souvenir aujourd'hui, mais qui se sont plus ou moins fait connaître depuis dans la vie politique ou dans les lettres. Rien qui promît davantage ; mais quand le moment d'agir approcha et qu'il fut nécessaire de choisir un président et de trouver quelqu'un pour ouvrir la première discussion, personne parmi nos célébrités ne voulut consentir à prendre l'une ou l'autre de ces charges. Dans le nombre de ceux qu'on pressait, le seul que l'on parvint à persuader, était un homme que je connaissais fort peu, mais qui avait remporté de grands succès à Oxford, et l'on disait qu'il y avait conquis une grande réputation d'éloquence. Quelque temps après il entra au Parlement comme tory. Il fut donc désigné à la fois pour occuper le siége du président et pour faire le premier discours. Le grand jour

arriva, les banquettes étaient remplies ; tous nos grands orateurs étaient là pour juger de nos efforts, mais non pour nous aider. Le discours de l'orateur d'Oxford fut une chute complète. Ce début jeta du froid sur toute la séance, les orateurs qui vinrent ensuite furent rares et aucun d'eux ne donna tout ce qu'il pouvait. L'entreprise avait fait un *fiasco* complet ; les célébrités de l'éloquence, qui avaient compté sur un succès, s'en allèrent et ne revinrent plus. Pour moi, j'y pris au moins une leçon de connaissance du monde. Cet insuccès inattendu changea complètement le rôle que j'avais dans notre plan. Je n'avais pas rêvé d'y prendre une part prépondérante, ni d'y parler beaucoup ou souvent, surtout au début ; mais je voyais bien que le succès de l'entreprise dépendait des hommes nouveaux, et je donnai un coup d'épaule. J'ouvris la seconde question, et depuis lors je parlai à peu près dans chaque discussion. Ce fut pendant quelque temps une très-rude besogne. Les trois Villiers et Romilly nous restèrent fidèles quelque temps encore, mais la patience des fondateurs de la société était à bout, excepté chez Roebuck et moi. A la saison suivante, 1826-1827, les choses s'améliorèrent. Nous avions acquis deux orateurs torys, Hayward et Shee, plus tard le Sergent Shee ; le côté radical avait reçu du renfort, Charles Buller, Cockburn et quelques autres de la seconde génération de Benthamistes de Cambridge prirent place à côté de nous. Avec leur aide et celle que nous apportaient accidentellement d'autres membres, avec les deux torys, Roebuck et moi comme orateurs ordinaires, presque toutes les discussions devinrent des

batailles rangées entre les radicaux philosophes et le légistes torys ; à la fin on parla de nos combats, et plu sieurs personnes de marque vinrent nous entendre. Cel arriva encore plus dans les saisons suivantes 1828-182 quand les Coleridgiens, dans les personnes de Maurice e de Sterling, firent leur entrée dans la société, où ils for mèrent un second parti libéral et même radical, sur de bases tout à fait différentes de celles du Benthamisme, e en opposition violente contre cette doctrine ; ils intro duisirent dans la discussion les idées générales et le méthodes de la réaction qui sévissait en Europe contr la philosophie du XVIII^e^ siècle ; c'était donc un troisièm parti, et un parti très-sérieux, qui venait prendre part nos luttes, et qui ne représentait pas mal le mouvemen de l'opinion dans la partie la plus éclairée de la nouvell génération. Nos discussions différaient beaucoup d celles des sociétés ordinaires de discussion ; nous y ap portions en effet les arguments les plus forts, et nou nous appuyions sur les principes les plus philosophique que chaque parti était en état de produire, dans les réfu tations *serrées* que nous nous opposions mutuellement Cette gymnastique nous était nécessairement très-utile elle le fut surtout pour moi. Je n'ai jamais, il est vrai acquis de la facilité d'élocution, et j'eus toujours un débit sans grâce, mais je parvenais à me faire écouter d'ailleurs comme j'écrivais toujours mes discours, lors que par les sentiments qu'ils exprimaient ou par la na ture même des idées qu'il fallait développer l'expressio me semblait avoir de l'importance, je fortifiai beaucoup ma faculté d'écrire ; non-seulement je formai mon oreille

à la douceur du langage et à la cadence, mais j'acquis un sens pratique pour reconnaître l'effet des phrases, et j'appris à sentir celui qu'elles produisaient sur un auditoire mêlé.

La société et les travaux préparatoires qu'elle nécessitait, en même temps que la préparation des conversations du matin, qui marchaient de front, absorbaient presque tous mes loisirs ; j'éprouvai donc un soulagement quand au printemps de 1828 je cessai d'écrire pour la *Revue de Westminster*. Cette revue faisait de mauvaises affaires. La vente du premier numéro avait été très-encourageante, mais depuis lors, je crois, la vente courante n'avait jamais suffi à couvrir les frais nécessités par la façon dont la revue était montée. Les dépenses avaient été fortement réduites, mais elles ne l'étaient pas encore assez. Un des éditeurs, Southern, se retira, et plusieurs collaborateurs, y compris mon père et moi, qui avaient été payés pour leurs premiers articles, avaient fini par écrire gratuitement. Néanmoins la mise de fonds sur laquelle vivait la Revue était à peu près ou même totalement absorbée ; et si l'on voulait que la Revue durât, il était indispensable de pourvoir à son organisation par de nouveaux arrangements. Mon père et moi, nous eûmes plusieurs conférences avec Bowring à ce sujet. Nous voulions bien faire l'impossible pour soutenir la Revue, organe de nos opinions, mais nous ne voulions plus de Bowring pour directeur. D'ailleurs il était impossible de garder un directeur appointé ; nous avions donc une raison de lui proposer de se retirer, sans lui faire aucun affront. Nous étions avec quelques amis

tout prêts à faire marcher la Revue, comme collabora teurs gratuits, soit en prenant parmi nous un directe sans traitement, soit en nous partageant la direction Mais tandis que cette négociation marchait avec l'a sentiment apparent de Bowring, il en poursuivait u autre avec le colonel Perronet Thompson ; nous n reçûmes la première nouvelle par une lettre de Bowri qui nous informait, en qualité de directeur, de l'arra gement conclu, et qui nous proposait d'écrire pour l prochain numéro, avec promesse de payement. Nous n contestions pas à Bowring le droit de prendre tous a rangements qu'il pourrait, et qu'il trouverait plus fa rables à ses intérêts que celui que nous lui avions pr posé, mais le mystère dont il avait usé à notre égard tandis qu'il faisait semblant d'entrer dans nos vues, no parut une offense ; et ne l'eussions-nous pas cru, no n'étions pas disposés à donner notre temps et à prend de la peine pour une revue qui restait sous sa direction En conséquence mon père s'excusa ; deux ou trois an après pourtant, pour céder à des instances pressantes, il écrivit encore un article politique. Quant à moi, je re fusai positivement. Ainsi finirent mes relations avec l première *Revue de Westminster*. Le dernier article qu j'y écrivis, m'avait coûté plus de travail qu'aucun de précédents, mais c'est qu'aussi j'y mettais tout mo cœur ; c'était une défense des premiers auteurs de la Ré volution française, contre les faux récits que Sir Walt Scott avait placés dans l'introduction de son *Histoire d Napoléon*. Le nombre de livres que je lus pour faire ce article, de notes et d'extraits que je pris, et même cel

des livres que je dus acheter (il n'y avait alors aucune bibliothèque publique ou entretenue par souscription, où l'on pût emprunter des livres à consulter pour les emporter chez soi) dépassait de beaucoup l'importance du but immédiat que je poursuivais. J'avais alors quelque idée d'écrire une histoire de la Révolution française, je n'y ai jamais donné suite, mais mes collections ont été plus tard très-utiles à Carlyle quand il a composé la sienne.

CHAPITRE V

Une crise dans mes idées. — Un progrès.

Durant quelques années après cette époque, j'écrivi fort peu pour le public et d'une manière irrégulière; ma grands furent les avantages que je retirai de cette abs tention. Il n'était pas sans importance pour moi d'avoi le temps de mûrir et de m'assimiler complétement m idées, sans être mis en demeure de les livrer à la press Si j'avais continué à écrire, la transformation profond qui s'opéra dans mes opinions comme dans mon cara tère pendant ces années eût été sérieusement troublé Pour expliquer l'origine de cette transformation, ou d moins des méditations qui la préparèrent, je suis oblig de revenir un peu en arrière.

Depuis l'hiver de 1821, époque à laquelle j'avais l pour la première fois Bentham, et surtout dès les pr miers temps de la Revue de Westminster, j'avais u objectif, ce qu'on peut appeler un but dans la vie : voulais travailler à réformer le monde. L'idée que je n

faisais de mon propre bonheur se confondait entièrement avec cet objet. Les personnes dont je recherchais l'amitié étaient celles qui pouvaient concourir avec moi à l'accomplissement de cette entreprise. Je tâchais de cueillir sur la route le plus de fleurs que je pouvais, mais la seule satisfaction personnelle sérieuse et durable sur laquelle je comptais pour mon bonheur était la confiance en cet objectif; et je me flattais de la certitude de jouir d'une vie heureuse, si je plaçais mon bonheur sur quelque objet durable et éloigné, vers lequel le progrès fût toujours possible et que je ne pusse épuiser en l'atteignant complétement. Cela alla bien quelques années, pendant lesquelles la vue du progrès qui s'opérait dans le monde, l'idée que je prenais part moi-même à la lutte, et que je contribuais pour ma part à le faire avancer, me semblait suffire pour remplir une existence intéressante et animée. Mais vint le jour où cette confiance s'évanouit comme un rêve. C'était dans l'automme de 1826; je me trouvais dans cet état d'engourdissement nerveux que tout le monde est susceptible de traverser, insensible à toute jouissance comme à toute sensation agréable, dans un de ces malaises où tout ce qui plaît à d'autres moments devient insipide et indifférent; dans l'état, dirais-je, où se trouvent ordinairement les personnes qui se convertissent au méthodisme, quand elles se sentent atteintes pour la première fois de la *conviction du péché*. J'étais dans cet état d'esprit, quand il m'arriva de me poser directement cette question : « Supposé que tous les objets que tu poursuis dans la vie, soient réalisés, que tous les changements dans les opinions et les

institutions dans l'attente desquels tu consumes ton existence, puissent s'accomplir sur l'heure, en éprouveras-tu une grande joie, seras-tu bien heureux? » — « Non! » me répondit nettement une voix intérieure que je ne pouvais réprimer. Je me sentis défaillir; tout ce qui me soutenait dans la vie s'écroula. Tout mon bonheur, je devais le tenir de la poursuite incessante de cette fin. Le charme qui me fascinait était rompu; insensible à la fin, pouvais-je encore m'intéresser aux moyens? Il ne me restait plus rien à quoi je pusse consacrer ma vie.

Au premier moment j'espérai que le nuage qui venait d'obscurcir mon existence se dissiperait de lui-même; il n'en fut rien. Une nuit de sommeil, ce remède souverain contre les petits ennuis de la vie, n'eut aucun effet sur mes souffrances. Je fis un nouvel appel à ma conscience; j'entendis encore la néfaste réponse. Je portais ma tristesse partout avec moi, je la retrouvais dans toutes mes occupations. C'était à peine si parfois un objet avait le pouvoir de me la faire oublier quelques minutes. Durant plusieurs mois le nuage sembla s'épaissir toujours davantage. L'expression exacte de ce que je souffrais se trouve dans ces vers de l'*Abattement* de Coleridge, que je ne connaissais pas encore; c'était

> « Une douleur sans angoisse, vide, sourde, lugubre, — une douleur lourde, étouffée, calme, — qui ne trouve aucune issue naturelle, aucun soulagement dans les paroles, ni dans les sanglots, ni dans les larmes. »

C'était en vain que je cherchais un adoucissement à ma peine en revenant à mes livres favoris, — ces souvenirs d'une noblesse et d'une grandeur passées, où j'avais jus-

qu'alors puisé la force et le courage, je les lus sans rien éprouver, ou plutôt avec le même sentiment qu'autrefois, *moins* le charme, et je restai persuadé que mon amour de l'humanité et ma passion de la perfection pour le bien de l'humanité étaient désormais éteints. Je ne cherchai pas à soulager mes peines en les confiant à autrui. Si j'avais aimé quelqu'un assez pour sentir la nécessité de les lui confier, je ne me serais pas trouvé dans l'état qui faisait mon malheur. Je sentais, hélas! que ma souffrance n'était point intéressante, et qu'il n'y avait rien en elle de respectable, rien qui éveillât la sympathie. Des conseils, si j'avais su où en demander, m'eussent été extrêmement précieux. Les paroles de Macbeth à son médecin se présentaient souvent à ma pensée ; mais il n'y avait personne dont je pusse espérer un secours de ce genre. Mon père, à qui il eût été naturel que j'eusse recours dans tous mes embarras, était la dernière personne dont je dusse attendre un remède dans l'état où j'étais. Tout me portait à croire qu'il ne savait rien de mon malaise d'esprit, et même, s'il eût pu le comprendre, il n'était pas le médecin qu'il fallait pour le guérir. Mon éducation était toute son ouvrage, il l'avait conduite sans jamais songer qu'elle pouvait aboutir à ce résultat : je ne voyais pas d'avantage à l'affliger en lui faisant voir que son plan avait échoué, quand l'échec était probablement irréparable, et dans tous les cas de nature à défier la puissance de *ses* remèdes. Pouvais-je me confier à des amis? A cette époq ue, je n'en avais pas à qui je pusse espérer de faire comprendre mon état. Je ne le comprenais que trop bien moi-même ; et plus j'y songeais plus je le trouvais désespéré.

Mes études m'avaient conduit à croire que toutes le qualités, tous les sentiments moraux de l'esprit, bons o mauvais, étaient le résultat de l'association ; que nou aimons une chose, et que nous en haïssons une autre, qu nous prenons plaisir à un genre d'action ou de contem plation, et de la peine à un autre genre, par l'effet de l'as sociation d'idées agréables ou pénibles avec ces choses, d'après le cours de l'éducation et de l'expérience. Comme corollaire de cette doctrine, j'avais toujours entendu affirmer par mon père et j'étais convaincu moi-même que l'éducation devait tendre à former les associations les plus fortes qu'il est possible de constituer dans l'ordre des idées salutaires ; c'est-à-dire des associations de plaisir avec toutes les choses qui concourent au bien de la généralité, et des associations de peine avec toutes les choses qui y font obstacle. Cette doctrine me semblait inexpugnable ; mais je voyais bien, en jetant un regard en arrière, que mes maîtres ne s'étaient occupés que d'une façon superficielle des moyens de former et d'entretenir ces associations salutaires. Il me paraissait qu'ils avaient compté absolument sur les vieux moyens vulgaires, l'éloge et le blâme, la récompense et le châtiment. Je ne doutais pas que ces moyens appliqués de bonne heure et sans relâche, ne créassent de fortes associations de peine et de plaisir, surtout de peine, et qu'ils ne pussent produire des désirs et des aversions susceptibles de durer avec toute leur force jusqu'à la fin de la vie. Mais il doit toujours y avoir quelque chose d'artificiel et d'accidentel dans les associations qu'on fait naître par ce procédé. Les peines et les plaisirs qui s'associent par ce moyen à

certaines choses, n'y sont pas attachés par un lien naturel; je crois donc qu'il est essentiel, pour rendre ces associations durables, de faire en sorte qu'elles soient très-fortes et déjà invétérées, et pour ainsi dire réellement indissolubles, avant que la faculté de l'analyse commence à s'exercer. En effet, je m'apercevais alors ou je croyais m'apercevoir d'une vérité que j'avais auparavant toujours accueillie avec incrédulité : je reconnaissais que l'habitude de l'analyse tend à ruiner les sentiments ; ce qui est vrai quand nulle autre habitude d'esprit n'est entretenue, et que l'esprit d'analyse reste seul dépourvu de ses compléments naturels et de ses correctifs. Ce qui constitue l'excellence de l'analyse, me disais-je, c'est qu'elle tend à affaiblir, à saper toutes les opinions qui dérivent de préjugés : qu'elle nous donne les moyens de disjoindre les idées qui ne sont associées qu'accidentellement : nulle association quelle qu'elle soit ne saurait résister indéfiniment à cette force dissolvante; mais en revanche nous devons à l'analyse ce qu'il y a de plus clair dans la connaissance des successions permanentes de la nature, des relations réelles qui subsistent entre les choses, indépendamment de notre volonté et de nos sentiments, c'est-à-dire de lois de la nature en vertu desquelles, dans beaucoup de cas, une chose est inséparable d'une autre, de lois qui, dans la mesure où elles sont clairement comprises et représentées par l'imagination, font que nos idées des choses qui sont toujours unies ensemble dans la nature, contractent dans la pensée des liens de plus en plus étroits. C'est par là que l'esprit d'analyse peut avoir pour effet de fortifier les associations

entre les causes et les effets, les moyens et les fins, mais il tend invariablement à affaiblir les associations qui, pour me servir d'une expression familière, ne sont que de *pures* questions de sentiment. Je croyais que l'esprit d'analyse était favorable à la prudence et à la clairvoyance, mais qu'il ruine sans relâche les fondements de toutes les passions comme de toutes les vertus, et surtout qu'il sape avec une persévérance effrayante tous les désirs et tous les plaisirs qui sont les effets de l'association, c'est-à-dire, suivant la philosophie que je professais, tout ce qui n'est pas purement physique ou organique; et personne n'était plus convaincu que moi-même de l'insuffisance radicale de cet ordre de plaisirs pour faire aimer la vie. Telles étaient les lois de la nature humaine, en vertu desquelles, à ce qu'il me semblait, j'avais été amené à l'état dont je souffrais. Toutes les personnes auxquelles je pensais croyaient que le plaisir de la sympathie pour les hommes et les sentiments qui font du bien d'autrui, surtout du bien de l'humanité, conçu en grand, l'objectif de la vie, étaient la source la plus abondante et la plus intarissable du bonheur. J'étais convaincu de cette vérité, mais j'avais beau savoir qu'un certain sentiment me procurerait le bonheur, cela ne me donnait pas ce sentiment. Mon éducation, pensais-je, n'avait pas réussi à créer en moi ce sentiment, ou à lui donner assez de force pour résister à l'influence dissolvante de l'analyse, tandis qu'elle avait visé constamment à faire d'une analyse précoce et prématurée une habitude invétérée de mon esprit. Je venais donc, me disais-je, d'échouer en sortant du port, avec un vaisseau bien armé, pourvu d'une bous-

sole, mais privé de voiles; il n'y avait en moi aucun désir véritable qui me portât vers la fin que l'on s'était proposée, quand on avait dépensé tant de soins à m'armer pour la lutte. Je ne prenais aucun plaisir à la vertu, ni au bien général, mais je n'en prenais pas davantage à autre chose. Les sources de la vanité et de l'ambition paraissaient taries en moi, aussi complétement que celles de la bienveillance. J'avais eu, me rappelais-je, des satisfactions de vanité beaucoup trop tôt; et, comme tous les plaisirs dont on jouit prématurément, cette jouissance m'avait laissé blasé et indifférent. Ni les plaisirs égoïstes ni ceux qui leur sont opposés, n'étaient des plaisirs pour moi. Il me semblait qu'aucune puissance dans la nature ne pouvait refaire mon caractère et créer dans un esprit alors irrévocablement analytique, de nouvelles associations de plaisir avec n'importe lequel des objets que l'homme désire.

Telles étaient les pensées qui m'obsédaient durant le sombre abattement qui pesa sur moi pendant le triste hiver de 1826 à 1827. Je n'étais pas incapable de vaquer à mes occupations habituelles; je les remplissais machinalement par la seule force de l'habitude. J'avais été si bien dressé à un certain genre d'exercice intellectuel, que je pouvais encore l'accomplir quand l'esprit s'en était retiré. Je composai même et je prononçai quelques discours à la société de discussion. Eurent-ils du succès? en eurent-ils beaucoup? je ne sais. Des quatre années durant lesquelles je pris part aux discussions de la société, c'est la seule dont je ne me rappelle presque rien. Deux vers de Coleridge, le seul des auteurs où j'aie

trouvé l'image fidèle de ce que j'éprouvais, me revenaient à l'esprit; non pas alors, je ne les avais jamais lus, mais un peu plus tard, à une période moins ancienne de la même maladie mentale :

> « Travailler sans espoir, c'est verser du nectar dans un crible — et l'espoir qui n'a pas d'objet ne saurait vivre. »

Selon toute probabilité mon mal n'était pas d'une nature si particulière que je me l'imaginais, et je ne doute pas que bien d'autres n'aient passé par les mêmes traverses. Mais la nature propre de mon éducation avait donné à la crise un cachet spécial, qui m'y faisait voir l'effet naturel de causes qu'il n'était guère possible de supprimer de longtemps. Je me demandais souvent si je pouvais continuer à vivre, si j'étais tenu à continuer de vivre, quand ma vie devait s'écouler au milieu de ce découragement. Il n'est pas possible, me répondais-je, que j'y puisse tenir plus d'un an. Toutefois, avant que la moitié de ce temps fût écoulée, un rayon de soleil vint briller dans les ténèbres où j'étais plongé. Je lisais, par hasard, les mémoires de Marmontel; j'arrivai au passage où il raconte la mort de son père, la détresse où tomba sa famille, et l'inspiration soudaine par laquelle, lui, un simple enfant, il sentit et fit sentir aux siens qu'il serait désormais tout pour eux, qu'il leur tiendrait lieu du père qu'ils avaient perdu. Une image vivante de cette scène passa devant moi, je fus ému jusqu'aux larmes. Dès ce moment le poids qui m'accablait fut allégé. L'idée dont j'étais obsédé, que tout sentiment était mort en moi, s'était évanouie. Je pouvais retrouver l'espé-

rance. Je n'étais donc plus de bois ou de pierre. Je possédais donc en moi un peu de cette flamme qui donne au caractère une valeur, et nous est un gage du bonheur. Soulagé du sentiment toujours présent de mon irrémédiable misère, je reconnus peu à peu que les incidents ordinaires de la vie pourraient encore me procurer quelque plaisir, que je pourrais encore goûter quelque jouissance, non pas très-vive peut-être, mais au moins suffisante pour me donner le contentement ; je n'étais pas insensible à la lumière des cieux, je trouvais encore du charme à la lecture, à la causerie, de l'intérêt aux affaires publiques. J'éprouvais quelque satisfaction, bien faible encore, à faire des efforts en faveur de mes opinions et du bien public. Le nuage se dissipa peu à peu, et je recommençai à jouir de la vie. J'ai fait depuis plusieurs rechutes dont l'une a duré plusieurs mois, mais jamais je ne me suis retrouvé dans un état aussi navrant.

Mes impressions de cette période laissèrent une trace profonde sur mes opinions et sur mon caractère. En premier lieu, je conçus sur la vie des idées très-différentes de celles qui m'avaient guidé jusque-là ; elles ressemblaient par bien des points à des idées dont je n'avais alors certainement jamais entendu parler, celles de Carlyle contre l'influence débilitante de l'observation de soi-même. Je n'avais jamais senti vaciller en moi la conviction que le bonheur est la pierre de touche de toutes les règles de conduite, et le but de la vie. Mais je pensais maintenant que le seul moyen de l'atteindre était de n'en pas faire le but direct de l'existence. Ceux-là seulement sont heureux, pensais-je, qui ont l'esprit tendu vers

quelque objet autre que leur propre bonheur, par exemple vers le bonheur d'autrui, vers l'amélioration de la condition de l'humanité, même vers quelque acte, quelque recherche qu'ils poursuivent, non comme un moyen, mais comme une fin idéale. Aspirant ainsi à autre chose, ils trouvent le bonheur chemin faisant. Les plaisirs de la vie, telle était la théorie à laquelle je m'arrêtais, suffisent pour en faire une chose agréable, quand on les cueille *en passant*, sans en faire l'objet principal de l'existence. Essayez d'en faire le but principal de la vie, et du coup vous ne les trouvez plus suffisants. Ils ne supportent pas un examen rigoureux. Demandez-vous si vous êtes heureux, et vous cessez de l'être. Pour être heureux, il n'est qu'un seul moyen, qui consiste à prendre pour but de la vie, non pas le bonheur, mais quelque fin étrangère au bonheur. Que votre intelligence, votre analyse, votre examen de conscience s'absorbe dans cette recherche, et vous respirerez le bonheur avec l'air, sans le remarquer, sans y penser, sans demander à l'imagination de le figurer par anticipation, et aussi sans le mettre en fuite par une fatale manie de le mettre en question. Cette théorie devint alors la base de ma philosophie de la vie ; et je la conserve encore, comme celle qui convient le mieux aux hommes qui ne possèdent qu'une sensibilité modérée, qu'une médiocre aptitude à jouir, c'est-à-dire, à la grande majorité de notre espèce.

L'autre changement important que mes opinions subirent à cette époque, fut que pour la première fois, je donnai à la culture intérieure de l'individu la place qui lui convient parmi les nécessités de premier ordre du

bonheur. Je cessai d'attacher une importance à peu près exclusive à l'arrangement des circonstances extérieures, et à l'éducation de l'homme en vue de la spéculation et de l'action.

J'avais appris par expérience que les susceptibilités passives avaient besoin d'être cultivées, alimentées, fécondées, aussi bien que conduites. Je ne perdais pas un instant de vue, ni ne méconnaissais la portion de vérité que j'avais déjà aperçue. Je ne reniais pas la culture intellectuelle, et ne cessais pas de considérer la faculté et la pratique de l'analyse comme des conditions essentielles aussi bien du développement des individus que de celui de la société. Mais je comprenais que l'analyse produisait des conséquences qu'il fallait corriger en cultivant concurremment d'autres facultés. Il me semblait d'une importance capitale de conserver une balance convenable entre les facultés. La culture des sentiments devint un des points cardinaux de ma croyance morale et philosophique. Ma pensée et mes sentiments se tournèrent de plus en plus vers tout ce qui était susceptible de servir d'instrument pour cette culture.

Je commençais à trouver un sens aux choses que j'avais lues ou entendues sur l'influence de la poésie et de l'art sur l'éducation de l'homme. Mais il se passa encore quelque temps avant que je commençasse à le reconnaître par mon expérience personnelle. Le seul des arts de l'imagination où, depuis l'enfance, j'eusse pris beaucoup de plaisir, était la musique. L'effet le plus précieux de cet art, en quoi il surpasse peut-être tous les autres, est d'exciter l'enthousiasme, en faisant monter le ton des

sentiments élevés qui existent déjà dans le caractère, en leur donnant une ardeur, passagère peut-être dans ses paroxysmes, mais qui ne laisse pas de les entretenir tout le reste des temps. J'ai souvent éprouvé cet effet de la musique; mais comme toutes les aptitudes que j'avais à goûter les plaisirs, elle resta suspendue pendant cette triste période. Je cherchai maintes fois du soulagement de ce côté et je n'en trouvai pas. Lorsque la crise commença à décliner et que ma convalescence se prononça, la musique m'aida à me guérir, mais par la mélodie. A cette époque, j'entendis pour la première fois l'*Obéron* de Weber, et le plaisir extrême que me causèrent ses délicieuses mélodies me fit du bien, en me faisant reconnaître qu'il existait une source de plaisir auxquels j'étais aussi sensible que jamais. Toutefois ce bien fut singulièrement diminué par l'idée *que le* plaisir de la musique (comme s'il en était de ce plaisir comme de celui que procure une simple mélodie) s'affaiblit par l'habitude, et veut être ravivé par l'intermittence, ou continuellement alimenté par des nouveautés. On jugera à la fois de mon état et du ton de mon esprit à cette époque de ma vie, par une de mes préoccupations: j'étais sérieusement tourmenté de l'idée que les combinaisons musicales pourraient s'épuiser. L'octave ne se compose que de cinq tons et de deux demi-tons, qui ne peuvent former entre eux qu'un nombre limité de combinaisons, parmi lesquelles un petit nombre seulement sont belles. La plupart, me semblait-il, avaient déjà été inventées, et il pourrait ne plus se produire de Mozart, ni de Weber, pour exploiter comme eux des

veines toutes nouvelles d'une richesse incomparable en beaux effets musicaux. On trouvera peut-être que cette préoccupation qui me causait une véritable angoisse ressemble beaucoup à celle des philosophes de Laputa qui craignaient que le soleil ne vînt à se consumer tout entier. Toutefois elle naissait des meilleurs penchants de mon caractère, et tenait au seul point intéressant qui se pût trouver dans ma détresse si peu romanesque et si peu susceptible de me faire honneur. Car bien que mon abattement n'eût que d'honnêtes motifs, on ne pouvait pas l'appeler autrement que du nom d'égoïsme; il provenait de la ruine de l'édifice que je prenais pour celui de mon bonheur. Pourtant la destinée de l'humanité n'avait pas cessé d'occuper ma pensée, qui ne pouvait s'en détacher. Je sentais que ce qui manquait à ma vie devait manquer aussi à celle du genre humain, qu'il s'agissait de savoir si les réformateurs de la société et du gouvernement venant à réussir dans leurs efforts, et chacun se trouvant libre et en possession du bien-être physique, les plaisirs de la vie, n'étant plus entretenus par la lutte et la privation, cesseraient d'être des plaisirs. Je sentais qu'à moins de trouver quelque espérance meilleure que celle-ci pour le bonheur général, mon abattement ne pouvait que continuer; mais qu'au contraire, si j'en apercevais une, je contemplerais le monde avec plaisir, content, pour ce qui me concernait, d'une part équitable dans le bonheur départi au genre humain.

Cet état de mes idées et de mes sentiments explique assez pourquoi la lecture de Wordsworth que je fis pour

la première fois à cette époque, pendant l'automne de 1828, fut un événement si important dans ma vie. Je jetai les yeux sur ses œuvres par curiosité; je n'en attendais aucun soulagement, bien que j'eusse déjà eu recours à la poésie dans cette espérance. Dans la plus triste période de mon abattement, j'avais lu d'un bout à l'autre Byron alors nouveau pour moi, afin de voir si ce poète qui passait pour s'être fait un genre particulier de la peinture des sentiments violents, éveillerait en moi un sentiment quelconque. Comme on peut le supposer, je ne retirai aucun bien de cette lecture, au contraire. L'état d'esprit du poète ressemblait trop au mien. Ses plaintes étaient celles d'un homme qui a épuisé tous les plaisirs et qui semblait croire que la vie, pour tous ceux qui en possèdent les biens, devait aboutir nécessairement à cette chose ennuyeuse que j'y avais trouvée. Son Childe Harold, son Manfred, fléchissaient sous le même fardeau que moi, et je n'étais pas d'un esprit à chercher un soulagement dans la violente passion sensuelle du Giaour, ou dans la sombre mélancolie de Lara. Mais autant Byron convenait peu à mon état, autant Wordsworth était le poète qu'il me fallait. J'avais jeté les yeux sur l'*Excursion*, deux ou trois ans auparavant, et n'y avais pas trouvé grand'chose; il est probable que si j'avais lu toutes les œuvres de Wordsworth à la même époque je n'y aurais rien trouvé de plus. Mais dans la conjoncture particulière où je me trouvais, ses poèmes tels qu'ils sont rassemblés dans l'édition de 1815, à laquelle il n'a presque rien ajouté de remarquable, se rencontrèrent ce qu'il fallait pour les besoins de mon esprit.

En premier lieu, ces poèmes touchaient vivement l'un des sentiments qui étaient pour moi la plus grande source de plaisir, l'amour de la campagne et de la nature, auquel je dois rapporter une large part des plaisirs que j'ai goûtés dans ma vie, et qui justement venait de me procurer du soulagement dans une de mes rechutes. Le charme que me faisait éprouver la beauté de la campagne rend compte du plaisir que je trouvai à lire les vers de Wordsworth, d'autant plus que l'auteur plaçait la plupart de ses scènes dans les pays de montagnes, et que depuis mon excursion dans les Pyrénées, les montagnes étaient restées pour moi l'idéal de la beauté de la nature. Wordsworth n'aurait pourtant jamais fait grand effet sur moi, s'il s'était borné à m'offrir de beaux tableaux de la nature. Scott lui est en cela très-supérieur, et un paysage de deuxième ordre produit le même effet mieux qu'aucun poète. Si les poèmes de Wordsworth furent un remède pour mon esprit, ce fut parce qu'ils exprimaient non point la beauté du dehors, mais les sentiments et les idées colorées par ce sentiment qui s'éveillaient sous l'impression de la beauté. Ils me parurent très-propres à la culture des sentiments dont j'étais en quête. Ils me parurent comme une source où je puisais la joie du cœur, les plaisirs de la sympathie et de l'imagination et où tout le monde pouvait aller puiser de même, que ne troublaient jamais les luttes ni les misères de la vie, et qui deviendrait plus abondante chaque fois que la condition physique et sociale de l'humanité s'améliorerait. C'était pour moi comme une révélation des sources éternelles du bonheur, quand les plus grands

maux de la vie auront été supprimés. Je me sentais meilleur et plus heureux quand j'étais sous leur influence. Il y a eu sans doute, et même de notre temps, de plus grands poètes que Wordsworth, mais une poésie exprimant des sentiments plus profonds ou plus fiers, ne m'aurait pas fait à cette époque le même bien que celle de Wordsworth. J'avais besoin qu'on me fît sentir qu'il y a dans la contemplation tranquille des beautés de la nature un bonheur vrai et permanent. Wordsworth me l'apprit non-seulement sans me détourner de la considération des sentiments ordinaires et de la destinée de l'humanité, mais en redoublant l'intérêt que j'y prenais. L'émotion délicieuse que j'en reçus me prouva qu'avec une culture de ce genre, il n'y avait rien à redouter de l'habitude la plus invétérée de l'analyse. A la fin des œuvres de Wordsworth je trouvai l'ode célèbre, mal à propos nommée platonique : *Indices de l'immortalité*, où je retrouvai la douceur habituelle de sa mélodie et de son rhythme, et deux morceaux, que l'on cite souvent, d'une peinture grandiose mais d'une pauvre philosophie. Je reconnus que Wordsworth lui-même avait éprouvé les mêmes angoisses que moi : il avait senti que la première fraîcheur de la jouissance de la vie dans la jeunesse ne durait pas; il avait cherché une compensation, et l'avait rencontrée dans la voie où il m'enseignait maintenant à la chercher moi-même. Cette lecture me tira graduellement mais d'une façon complète de mon abattement habituel, et grâce à elle je n'y retombai plus jamais. Je continuai longtemps à faire cas de Wordsworth, moins d'après ses mérites intrinsèques, que dans

la mesure de ce qu'il avait fait pour moi. Comparé avec les plus grands poètes, on peut dire qu'il est le poète des natures qui ne sont pas poétiques. Les natures tranquilles et contemplatives, mais dénuées du sentiment poétique sont précisément celles qui ont besoin de la culture poétique, et Wordsworth est plus à même de la donner que certains poètes qui, au fond, sont bien plus poètes que lui.

Les mérites de Wordsworth me fournirent l'occasion de faire pour la première fois profession publique de ma nouvelle manière de penser, et par suite de la scission qui m'éloigna de ceux de mes amis qui n'avaient pas subi un changement analogue. La personne avec qui j'avais à cette époque le plus l'habitude d'échanger des idées sur ces matières était Roebuck. Je l'engageai à lire Wordsworth; il parut d'abord l'admirer beaucoup. Mais à l'imitation des amateurs de Wordsworth, je me jetai parmi les plus ardents adversaires de Byron, que j'attaquai autant au point de vue de la poésie qu'à celui de son influence sur le caractère. Roebuck, que tous ses instincts portaient à l'action et à la lutte, avait au contraire un goût prononcé et une admiration profonde pour Byron. Byron était pour lui le poète de la vie humaine, Wordsworth celui des fleurs et des papillons. Nous convînmes de vider notre querelle par une bataille au sein de notre société de discussion, et nous passâmes deux soirées à discuter les mérites respectifs de Byron et de Wordsworth; nous y exposâmes chacun notre théorie de la poésie en apportant à l'appui de longues citations. Sterling nous exposa aussi ses idées dans un discours

brillant. C'était la première fois que sur un sujet important Roebuck et moi nous prenions parti dans des rangs opposés. Depuis lors la scission s'étendit de plus en plus entre nous, bien que pendant quelques années nous continuassions à nous fréquenter. Au commencement notre principale divergence portait sur la culture des sentiments. Roebuck à bien des égards ne différait pas beaucoup de l'idée qu'on se faisait vulgairement du benthamiste ou de l'utilitaire. Il aimait la poésie et les beaux-arts ; il goûtait beaucoup la musique, les œuvres dramatiques, la peinture surtout ; il dessinait même des paysages avec beaucoup de facilité et d'élégance. Mais on ne put jamais l'amener à reconnaître que ces arts pouvaient servir à quelque chose dans la formation du caractère. Au lieu d'être de sa personne, d'après l'idée vulgaire qu'on se faisait d'un benthamiste, dépourvu de sentiment, il sentait rapidement et fortement. Mais comme la plupart des Anglais qui possèdent des sentiments, il y trouvait un embarras. Il était bien moins sensible aux sympathies agréables qu'aux pénibles, et cherchant son bonheur ailleurs il voulait étouffer ses sentiments plutôt que les stimuler. Avec le caractère anglais, et les conditions sociales de l'Angleterre, il est si rare que l'exercice des sentiments sympathiques produise le bonheur, qu'il n'y a pas lieu de s'étonner que ces sentiments tiennent peu de place dans la vie d'un Anglais. Dans la plupart des autres pays, le rôle prépondérant des sentiments sympathiques dans le bonheur de l'individu, est un axiome qu'on ne discute pas et qu'on songe moins encore à formuler. Mais la plupart des pen-

seurs anglais semblent presque croire que ces sentiments sont des maux nécessaires qu'il faut subir pour ne pas laisser dépérir la bienveillance et la compassion. Roebuck était ou paraissait être un Anglais de ce genre. Il ne voyait guère d'avantage à cultiver le sentiment et aucun à le cultiver à l'aide de l'imagination; c'était selon lui cultiver des illusions. En vain lui montrais-je que l'émotion imaginative qu'une idée vivement conçue excite en nous, n'est nullement un embarras, ni une illusion, mais un fait aussi réel qu'aucune autre qualité des objets, et qui loin d'impliquer quoi que ce soit d'erroné et de fallacieux dans la conception des objets, est tout à fait compatible avec la connaissance la plus exacte et la reconnaissance pratique la plus complète de toutes les lois et de tous les rapports de la nature tant dans le monde physique que dans celui de l'intelligence. Le sentiment le plus vif de la beauté d'un nuage illuminé par le soleil couchant, ne m'empêche pas de savoir que le nuage est de la vapeur d'eau, et soumis à toutes lès lois de la vapeur à l'état de suspension. Je puis compter tout autant sur les lois de la physique et m'en servir chaque fois que l'occasion s'en présente, que si j'étais incapable de percevoir la distinction qui sépare la beauté de la laideur.

Tandis que mon intimité avec Roebuck diminuait, je nouais des relations de plus en plus amicales avec les Coleridgiens, nos adversaires dans la société de discussion, Frédérick Maurice et John Sterling, depuis si connus l'un et l'autre, le premier par ses écrits, le second par des biographies qu'en ont donné Hare et Carlyle.

Maurice était le penseur, Sterling l'orateur éloquent et passionné, qui exposait les idées qu'à cette époque il recevait toutes faites de Maurice.

Je m'étais lié avec Maurice depuis quelque temps, grâce à Eyton Tooke, qui l'avait connu à Cambridge, et bien que mes discussions avec lui fussent presque toujours des disputes, j'en avais tiré beaucoup de matériaux qui me servaient à construire mon nouvel édifice philosophique, comme j'en avais tiré beaucoup de Coleridge et de Gœthe, ainsi que des autres écrivains allemands que je lisais durant ces années. J'ai un si profond respect pour le caractère et les intentions de Maurice, aussi bien que pour les grandes qualités de son esprit, que j'ai de la répugnance à rien dire qui puisse le faire descendre du rang élevé où je serais heureux de pouvoir le placer. Mais j'ai toujours pensé qu'il y avait plus de talent et d'intelligence gaspillés chez Maurice que chez aucun de nos contemporains. Assurément, il en est peu qui en aient eu autant à perdre. Il possédait, il est vrai, un esprit puissamment généralisateur, inventif et subtil à un degré rare, qui découvrait au loin les vérités cachées; mais il ne s'en servait point pour se débarrasser de ce misérable assemblage des opinions reçues sur les grands sujets de la pensée, et pour leur substituer des idées plus saines; au contraire, il s'ingéniait à prouver que l'Église d'Angleterre avait connu toute chose dès le début, et que tous les principes dont on s'est servi pour attaquer l'Eglise et l'orthodoxie (principes qu'il reconnaissait pour la plupart aussi bien que personne), non-seulement sont compatibles avec les Trente-neuf Articles, mais se trouvent

beaucoup mieux compris et exprimés dans ces articles que par aucune des personnes qui les rejettent. Je n'ai jamais pu m'expliquer cette conduite que par une timidité et une excessive sensibilité congéniale, qui a si souvent poussé des personnes douées d'une belle intelligence dans l'Église romaine, où elles espéraient trouver un point d'appui plus ferme que celui qu'elles pouvaient prendre sur les conclusions autonomes de leur propre jugement. Je ne veux pas parler d'une timidité vulgaire; aucun de ceux qui ont connu Maurice n'admettraient qu'on pût la lui reprocher, quand même il n'eût pas donné des preuves publiques de son indépendance dans la lutte qu'il finit par engager contre certaines opinions qu'on appelle orthodoxes, aussi bien qu'en donnant généreusement naissance au mouvement socialiste chrétien. On ne peut guère le comparer au point de vue moral qu'à Coleridge auquel je le crois supérieur par la force de l'intelligence, abstraction faite du génie poétique. A cette époque il pouvait passer pour un disciple de Coleridge, et Sterling pour un disciple de Coleridge et de Maurice. Les changements qui s'opéraient dans mes anciennes opinions me donnèrent quelques points de contact avec eux; ils contribuèrent beaucoup l'un et l'autre à mon développement. Je devins vite très-intimement lié avec Sterling; j'avais pour lui un attachement que je ne m'étais jamais connu pour un autre homme. Il était véritablement le plus aimable des hommes. Son caractère loyal, cordial, affectionné et expansif, son amour de la vérité se montrait autant dans les questions les plus élevées que dans les plus humbles; son

ardente et généreuse nature se donnait tout entière avec impétuosité aux opinions qu'il adoptait ; aussi prompt à rendre justice aux doctrines et aux hommes qu'il combattait qu'à attaquer ce qu'il appelait leurs erreurs ; également dévoué aux deux principes qui sont comme les points cardinaux de la conscience, la liberté et le devoir. Avec cet ensemble de qualités si bien faites pour me séduire, comme elles ont séduit tous ceux qui l'ont connu aussi bien que moi, il possédait un cœur et un esprit larges ; il n'éprouva aucune difficulté à me tendre la main à travers l'abîme qui séparait nos opinions. Il m'apprit que, avec d'autres personnes, il m'avait considéré, d'après ce qu'il avait entendu dire, comme un homme artificiel, comme un produit de fabrication, qui portait, comme une marque imprimée, certaines idées, et que tout ce que je pouvais faire, c'était de les reproduire. Il avait changé de sentiments à mon sujet quand il s'aperçut dans la discussion sur Wordsworth et Byron, que Wordsworth et tout ce que ce nom rappelle *était à moi* aussi bien qu'à lui et à ses amis. Il vint à perdre la santé, et tous ses plans furent ruinés ; il fut obligé d'aller vivre loin de Londres, de sorte qu'après un an ou deux de liaison, nous ne nous vîmes plus qu'à de longs intervalles ; mais comme il le dit lui-même, dans une lettre à Carlyle, nous nous retrouvions toujours comme deux frères. Il n'était pas dans toute l'acception du mot un profond penseur ; toutefois, la largeur de son esprit et le courage moral par lequel il surpassait de beaucoup Maurice, l'amenèrent à se dégager de la domination que Coleridge et Maurice avaient autrefois exercée sur son

intelligence, bien qu'il conservât jusqu'à la fin une admiration profonde mais réfléchie pour l'un et pour l'autre, et qu'il gardât envers Maurice une chaleureuse affection. Excepté dans cette phase courte et transitoire de sa vie pendant laquelle il commit la faute d'entrer dans le clergé, son esprit fut toujours en progrès. Les progrès qu'il semblait avoir fait, quand j'étais resté quelque temps sans le voir, me rappelaient un mot de Gœthe sur Schiller, que je lui appliquais « *Er hatte eine furchtliche Vortschreitung.* » Nous étions partis chacun de points à peu près aussi éloignés l'un de l'autre que les deux pôles ; mais la distance qui nous séparait allait toujours en diminuant. Si j'ai fait quelques pas vers telle ou telle de ses opinions, il n'a cessé durant sa courte vie de se rapprocher de plus en plus de plusieurs de mes idées ; et, s'il avait vécu et qu'il eût joui d'assez de santé pour poursuivre le travail qu'il a toujours fait sur lui-même, on ne sait pas jusqu'où aurait pu aller le mouvement spontané qui le rapprochait de moi.

Après 1829, je me retirai de la société de discussion. J'étais las de faire des discours, et je tenais à poursuivre mes études particulières et mes méditations sans être assujetti à l'obligation d'en affirmer au dehors les résultats. Je voyais que l'édifice de mes anciennes opinions, celles qu'on m'avait enseignées, se lézardait encore en maint endroit. Je ne l'ai jamais laissé s'écrouler ; j'ai toujours eu soin de le réparer. Je n'entendais pas dans le cours de ma crise rester, même pour peu de temps, dans la confusion et l'hésitation. Sitôt que j'avais adopté une idée nouvelle, je n'avais plus de repos que je ne

l'eusse ajustée avec mes anciennes opinions, et que j'eusse constaté avec exactitude jusqu'à quel point elle pouvait les modifier ou les remplacer.

Les luttes où j'avais eu si souvent l'occasion de soutenir la théorie gouvernementale exposée dans les écrits de Bentham et de mon père, et la connaissance que j'avais acquise des autres écoles de politique, me révélèrent bien des choses auxquelles cette doctrine, qui avait la prétention d'être une théorie générale du gouvernement, aurait dû donner une place et ne l'avait pas donnée. Mais je ne voyais encore dans ces imperfections que des corrections à faire, quand on voudrait appliquer la théorie à la pratique; j'étais loin d'y reconnaître des défauts. Je sentais que la politique ne pouvait être une science d'expérience spécifique et que les accusations qui reprochaient à la doctrine benthamiste d'*être* une théorie, *de* procéder *à priori*, au moyen du raisonnement, au lieu d'employer l'expérience baconienne, procédaient d'une ignorance complète des principes de Bacon et des conditions nécessaires de la recherche expérimentale. J'en étais là quand parut dans la *Revue d'Edimbourg* la fameuse attaque de Macaulay contre l'*Essai sur le Gouvernement* de mon père. Cet article me donna beaucoup à réfléchir. Je voyais que Macaulay comprenait mal la logique de la politique, qu'il prenait parti pour le système qui veut traiter empiriquement les phénomènes politiques, contre celui qui veut leur appliquer une méthode philosophique. Je savais que même dans les sciences physiques, la méthode telle que la comprenait Macaulay aurait peut-être avoué Képler, mais qu'elle aurait renié

Newton et Laplace. Toutefois, je ne pouvais m'empêcher de sentir, que malgré l'inconvenance du ton (faute dont l'auteur a fait plus tard et de la façon la plus complète amende honorable), il y avait du vrai dans plusieurs points de l'attaque dirigée contre les idées de mon père. Je reconnaissais que les prémisses de mon père étaient réellement trop étroites, et qu'elles n'enfermaient qu'un petit nombre des principes généraux qui produisent en politique des conséquences importantes. L'identité d'intérêt entre le Corps gouvernant et la Communauté en général, n'est pas, quelque sens qu'on lui donne au point de vue pratique, la seule chose dont dépende un bon gouvernement, et cette identité d'intérêt ne peut pas non plus être assurée par de simples conditions électorales. Je ne fus nullement satisfait de la façon dont mon père répondit à Macaulay. Il ne se justifia pas comme il le devait, selon moi, en disant : Je n'ai pas eu l'intention d'écrire un traité scientifique sur la politique, j'ai écrit un plaidoyer en faveur de la réforme parlementaire. Il accusa Macaulay d'avoir dirigé une attaque irrationnelle contre la faculté du raisonnement, de fournir un exemple de plus de l'aphorisme de Hobbes, que lorsque la raison est contre un homme, un homme est contre la raison. Cela me donna à penser qu'il y avait réellement dans l'idée que mon père se faisait de l'application de la méthode philosophique à la politique une erreur plus profonde que je ne l'avais d'abord supposé, mais je ne vis pas clairement où gisait l'erreur. A la fin, le jour se fit dans mon esprit tout d'un coup, pendant que j'étais occupé à d'autres études. Au commencement de 1830,

j'avais commencé à jeter sur le papier des idées sur la Logique (surtout sur les distinctions entre les termes et la valeur des propositions) que j'avais conçues et en partie élaborées dans les conversations du matin dont j'ai déjà parlé. Une fois que j'eus consigné ces idées pour ne pas les perdre, je m'enfonçai dans d'autres régions de ce domaine, afin d'essayer si je pourrais faire quelque chose de plus pour éclairer la théorie de la Logique en général. Je m'attaquai tout d'abord au problème de l'Induction; j'ajournai celui du Raisonnement, pensant qu'il est nécessaire d'acquérir d'abord des prémisses avant d'en tirer des conclusions. Or l'induction est avant tout la marche que suit l'esprit dans la découverte des causes et des effets; en cherchant à approfondir l'application de ce procédé aux sciences physiques, je ne tardai pas à voir que, dans les sciences les plus parfaites, nous nous élevons par la généralisation des cas particuliers aux tendances des causes considérées isolément, et qu'alors nous raisonnons en descendant de ces tendances séparées vers l'effet que ces mêmes causes produisent quand elles agissent de concert. Je me demandai en quoi consiste en dernière analyse cette opération déductive. La théorie commune du syllogisme ne jette évidemment aucune lumière sur cette question. J'avais appris de Hobbes et de mon père à étudier les principes abstraits à l'aide des concrets les plus propices que je pouvais trouver ; la composition des forces en dynamique se présentait à moi comme l'exemple le plus complet de l'opération logique que j'étudiais. En examinant ce que fait l'esprit quand il applique le principe de la composition des forces, je trou-

vai qu'il fait une simple addition. Il ajoute l'effet séparé d'une force à l'effet séparé de l'autre, et pose la somme de ces effets séparés comme l'expression de l'effet total. Mais ce procédé est-il légitime? Oui, en dynamique et dans toutes les branches de la physique qui sont soumises aux mathématiques. Non, dans d'autres cas, dans la chimie par exemple. Je me souviens alors que quelque chose d'approchant se trouvait signalé comme une des différences qui distinguent des phénomènes chimiques des phénomènes mécaniques, dans l'introduction du livre que j'avais tant aimé dans mon enfance, le *Système de Chimie* de Thompson. Cette distinction éclaircit tout d'un coup la difficulté qui m'embarrassait dans la philosophie de la politique. J'apercevais enfin que cette science est tantôt déductive, tantôt expérimentale, suivant que, dans le domaine dont elle s'occupe, les effets des causes qui agissent de concert, sont ou ne sont pas les sommes des effets que les mêmes causes produisent quand elles sont séparées. Il en résulterait que la politique est nécessairement une science déductive. Je voyais que Macaulay et mon père avaient tort : Macaulay parce qu'il assimilait la méthode philosophique de la politique à la méthode purement expérimentale de la chimie, tandis que mon père, s'il avait raison d'adopter la méthode déductive, avait néanmoins fait un mauvais choix, puisqu'il avait pris pour type de la déduction, non la méthode des branches déductives de la physique qui convient en effet aux sciences politiques, mais la méthode de la géométrie pure, qui ne leur est point applicable ; en effet la géométrie n'étant point une science de causes,

n'a pas besoin qu'on y fasse des sommes d'effets, et ne le comporte pas. Je venais de jeter les bases des principaux chapitres de la Logique des sciences morales que j'ai publiée dans la suite, et ma situation nouvelle par rapport à mon ancien credo politique se trouvait parfaitement définie.

Si l'on me demandait quel système de philosophie je substituais à celui que j'avais abandonné en tant que philosophie, je répondrais que je n'en substituais aucun; seulement j'étais convaincu que le système véritable était bien plus complexe, présentait beaucoup plus de faces que tout ce dont jusqu'alors j'avais eu idée, et qu'il avait pour fonction de présenter non pas des institutions modèles, mais des principes d'où il serait facile de déduire les institutions qui conviennent à une circonstance donnée. Je ressentais alors l'influence des idées de l'Europe, c'est-à-dire du Continent qui arrivaient jusqu'à moi de toute part : par les écrits de Coleridge que j'avais commencé à lire avec intérêt, même avant le changement de mes opinions; par les Coleridgiens avec lesquels j'entretenais des relations personnelles; par ce que j'avais lu de Gœthe et des écrits de Carlyle dans la *Revue d'Edimbourg* et dans la *Foreign Review*. Pendant longtemps je n'avais rien trouvé dans ces revues, et mon père n'y vit jamais que des rapsodies insensées. A ces sources, ainsi que dans la littérature française de l'époque, je puisais des idées que le revirement des opinions avait remis en vogue, surtout en France. J'y voyais que l'esprit humain suit un certain ordre de progrès possible, où de certaines choses doivent en précéder d'autres; un

ordre que les gouvernements et les hommes qui dirigent l'opinion peuvent modifier sans doute, mais non à l'infini. J'y apprenais que toutes les questions d'institutions politiques sont relatives et non absolues, et que différentes étapes du progrès de l'humanité non-seulement auront, mais doivent avoir des institutions différentes; que l'on voit toujours le gouvernement rester ou en train de passer dans les mains du groupe quel qu'il soit qui possède la plus grande puissance dans la société; et que la nature de cette puissance ne dépend pas des institutions, qu'au contraire ce sont les institutions qui en dépendent; que toute théorie ou philosophie de la politique suppose une théorie préalable du progrès humain ou, ce qui revient au même, d'une philosophie de l'histoire. Ces opinions vraies en général étaient soutenues non sans exagération et sans violence par les penseurs avec lesquels j'avais maintenant l'habitude d'échanger des idées, et qui suivant la coutume des réactions, ne savaient rien de la moitié de vérité que les philosophes du XVIIIe siècle avaient aperçue. A une certaine époque, je me laissai aller à ne pas estimer assez haut ce grand siècle; toutefois, je n'ai jamais pris part à la réaction qui s'est déchaînée contre lui. Je ne répudiais pas l'une des faces de la vérité, à mesure que j'embrassais l'autre. Je sentais que la lutte engagée par le XIXe siècle contre le XVIIIe ressemblait à cette bataille qu'elle me rappelait toujours, où l'on combattait pour la couleur d'un bouclier dont un côté était blanc et l'autre noir; et je ne cessais de m'étonner de l'aveugle rage avec laquelle les combattants se ruaient les uns contre les autres. Je leur appliquais

ainsi qu'à Coleridge bien des mots de Coleridge lui-même sur les demi-vérités, et la devise de Gœthe : *Voir toutes les faces des choses*, était l'un des principes que j'étais à cette époque le plus disposé à prendre pour règle.

Les écrivains qui, plus que les autres, me faisaient apercevoir du changement qui s'opérait dans mes doctrines politiques furent les Saint-Simoniens de France. En 1829 et en 1830, je pris connaissance de quelques-uns de leurs écrits. Ils étaient alors au début de leurs travaux; ils n'avaient pas encore travesti leur philosophie en une religion, ni organisé leur système de socialisme. Ils venaient justement de commencer l'attaque contre le principe de l'hérédité de la propriété. Je n'étais nullement disposé à les suivre, surtout aussi loin; mais j'étais singulièrement frappé de l'enchaînement des idées que je distinguai d'abord dans leur théorie de l'ordre naturel du progrès humain. J'admirais surtout la division qu'ils faisaient de l'histoire en périodes organiques et en périodes critiques. Durant les périodes organiques, disaient-ils, l'humanité accepte avec une conviction inébranlable quelque système de croyances positives, prétendant à l'autorité sur toutes les actions, lequel système contient plus ou moins de vérité, et convient plus ou moins aux besoins de l'humanité. Sous l'influence de ces croyances, des hommes font tout le progrès qu'elles comportent et finalement ils s'y trouvent à l'étroit; alors vient une période de critique et de négation, où l'humanité perd ses vieilles convictions sans en acquérir de nouvelles qui aient de l'autorité, une pourtant exceptée, à savoir que les anciennes sont fausses. La période du

Polythéisme grec et romain, tant que les hommes instruits de la Grèce et de Rome ont cru à ces systèmes religieux, a été organique; elle fut suivie par la période critique et sceptique des philosophes grecs. Une autre période critique apparut avec le christianisme. La période critique correspondante commença avec la Réforme; elle dure encore et ne cessera que lorsqu'une nouvelle période organique aura été inaugurée par le triomphe de quelque système de croyances supérieures. Ces idées, je le savais, n'appartenaient pas en propre aux Saint-Simoniens; elles appartenaient à l'Europe entière, ou au moins à l'Allemagne et à la France. Mais elles n'avaient jamais, à ma connaissance, été mises sous forme de théorie aussi complétement que par les Saint-Simoniens. Je ne croyais pas qu'on eût jamais exposé plus vigoureusement les caractères qui distinguent une période critique; je ne connaissais pas encore *Les caractères du siècle présent* de Fichte; j'avais, il est vrai, vu Carlyle dénoncer avec amertume notre temps comme un siècle d'incrédulité; mais avec presque tout le monde je n'y voyais alors qu'une protestation passionnée en faveur des anciennes croyances. Tout ce qu'il y avait de vrai dans ses plaintes, je le rencontrai chez les Saint-Simoniens exposé d'un ton plus calme et avec des formes plus philosophiques. Parmi leurs publications, j'en trouvai une qui me sembla de beaucoup supérieure aux autres, où l'idée générale de l'école se présentait sous une forme plus nette et plus instructive. C'était un des premiers ouvrages d'Auguste Comte, qui se disait alors élève de Saint-Simon et en prenait le titre en tête de son livre. Dans ce traité, Au-

guste Comte faisait connaître pour la première fois la doctrine dont il donna par la suite de si abondants exemples; il montrait une succession naturelle de trois états dans chaque branche des connaissances, commençant par l'état théologique, passant ensuite par l'état métaphysique pour aboutir enfin au positif. Il soutenait que la science sociale devait obéir à la même loi, que le système féodal et catholique était la dernière phase, la conclusion de l'état théologique de cette science; que le Protestantisme était le commencement, et les doctrines de la Révolution française la consommation de l'état métaphysique, et que l'état positif était encore à venir. Cette doctrine s'accordait bien avec mes idées du moment et semblait leur donner une forme scientifique. Je considérais déjà les méthodes des sciences physiques comme les vrais modèles de celles des sciences politiques. Mais le principal profit que je tirai des idées émises par les Saint-Simoniens et par Comte, fut que je possédai une conception plus claire que jamais des caractères d'une période de transition dans l'opinion, et que je cessai de prendre les caractères moraux et intellectuels de cette période pour les attributs normaux de l'humanité. Je regardais au loin par de là le siècle présent, où les disputes sont si bruyantes, mais où en général les convictions sont si faibles, j'entrevoyais une ère qui unirait les plus heureux caractères des périodes critiques avec les plus précieuses qualités des périodes organiques : d'une part la liberté de penser sans entraves, et la liberté illimitée pour l'action individuelle dans toutes les voies où les droits d'autrui ne sont point lésés, d'autre part des

convictions sur ce qui est bien et mal, utile et dangereux, profondément gravées dans les sentiments par l'éducation première et la conspiration unanime du sens moral, de plus assez solidement assises sur la raison et les exigences légitimes de la vie, pour défier toutes les attaques, et ne plus subir le sort de toutes les croyances passées et présentes de la religion, de la morale et de la politique, que des révolutions nécessaires renversent périodiquement et remplacent par d'autres.

M. Comte abandonna bientôt les Saint-Simoniens. Je le perdis de vue, ainsi que ses écrits, pendant plusieurs années, mais je continuai à m'occuper des Saint-Simoniens. J'étais tenu au courant de leurs progrès par un de leurs disciples les plus enthousiastes, M. Gustave d'Eichtal, qui passait à cette époque beaucoup de temps en Angleterre. Je fus présenté à leurs chefs Bazard et Enfantin en 1830, et tant que leur enseignement et leur propagande durèrent, je lus à peu près tout ce qu'ils écrivirent. La critique qu'ils faisaient des doctrines ordinaires du libéralisme me paraissait pleine de vérités précieuses, et ils contribuèrent par leurs écrits à m'ouvrir les yeux sur la valeur qu'avait eue en son temps et pour son temps, la vieille économie politique qui admet que la propriété privée et le droit à l'héritage sont des faits indéfectibles, et que la liberté de production et d'échange est le dernier mot du progrès social. Dans le système que les Saint-Simoniens développèrent graduellement où le travail et le capital devaient être administrés pour le compte général de la communauté, chaque individu étant tenu à prendre part au travail, soit comme

penseur, professeur, artiste ou producteur, tous étant classés d'après leur capacité et rémunérés suivant leurs œuvres, j'y voyais un genre de socialisme bien supérieur à celui d'Owen. Leur but me semblait désirable et rationnel, quelque insuffisants que pussent être leurs moyens ; et quoique je n'aie jamais cru que leur mécanisme politique pût résister à la pratique, ni produire des résultats avantageux, je sentais que la proclamation de l'idéal de société humaine qu'ils concevaient, ne pouvait manquer de donner une direction favorable aux efforts de ceux qui voudraient rapprocher d'un certain type idéal la société telle qu'elle existe à présent. Je leur rendais hommage surtout pour ce qui les a fait le plus honnir, pour la hardiesse et l'indépendance d'esprit avec lesquelles ils avaient abordé la question de la famille, la plus importante de toutes, et qui réclame des changements plus profonds qu'aucune autre des grandes institutions sociales, mais sur laquelle on ne trouve guère de réformateur qui ait le courage d'ouvrir la bouche. En proclamant la parfaite égalité des hommes et des femmes, et en demandant que leurs relations fussent réglées par un régime entièrement nouveau, les Saint-Simoniens, ainsi que Owen et Fourier se sont acquis des titres à la reconnaissance des générations futures.

En racontant cette période de ma vie, je n'ai parlé de mes impressions nouvelles que lorsqu'elles m'ont semblé; alors comme plus tard, marquer une sorte de révolution, et le point de départ d'un progrès dans mes idées. Mais ce petit nombre de points choisis ne donnent qu'un tableau incomplet de la quantité de livres de philosophie

que je lus à propos d'une masse de questions, pendant ces années de transition. Beaucoup de ces lectures, il est vrai, ne me faisaient découvrir que ce que tout le monde savait, des idées que j'avais jusqu'alors niées ou dédaignées ; mais ce n'en était pas moins pour moi une découverte. Je me mettais en pleine possession de principes que je ne recevais pas comme des lieux communs traditionnels, mais que je puisais dans toute leur fraîcheur à leur source même. Je ne manquais pas de les envisager sous un nouveau jour où ils se conciliaient avec mes anciennes idées et les confirmaient, en amendant des principes moins généralement connus qui faisaient partie de mes premières opinions et dont je n'avais jamais hésité à admettre les points essentiels. Toutes les idées que je venais à accepter ne manquaient pas de les fortifier et de les imprimer plus profondément en moi tout en écartant les fausses conceptions et les confusions d'idées qui s'opposaient à leur action. Par exemple, durant la dernière rechute que j'avais faite dans mon abattement, la doctrine qui porte en philosophie le nom de Nécessité pesait sur mon existence comme un incube. Il me semblait scientifiquement prouvé que j'étais irrévocablement l'esclave des circonstances antécédentes, que mon caractère et celui des autres hommes avaient été formés pour nous par des agents sur lesquels nous ne pouvions rien, et qu'ils étaient tout à fait hors de nos prises. Quel soulagement pour moi, me disais-je souvent, si je pouvais rejeter la croyance que le caractère est formé par les circonstances. Me rappelant le souhait de Fox, que le droit de résister aux gouvernements ne s'effaçât jamais de la mé-

moire des rois, et qu'il disparût de celle des peuples, quel bonheur, pensais-je, s'il nous était possible d'admettre la doctrine de la nécessité quand il s'agit du caractère d'autrui et de le rejeter quand il s'agit du nôtre ! Je méditai douloureusement sur cette question jusqu'à ce que la lumière s'y fît peu à peu ; je reconnus que le mot Nécessité peut s'appliquer aux actions humaines, en tant qu'il signifie la doctrine de la Causalité, mais qu'il traîne avec lui une association d'idées qui nous égare ; je vis que cette association d'idées était la force efficiente qui produisait la dépression et l'accablement que j'avais éprouvés. Je voyais que si notre caractère est formé par les circonstances, nos propres désirs peuvent beaucoup pour former ces circonstances ; je reconnaissais qu'il y a un côté vraiment élevé et vraiment noble dans la doctrine du libre arbitre, à savoir la conviction que nous possédons une puissance réelle sur la formation de notre caractère ; que notre volonté, en influençant les circonstances qui sont en nous, peut façonner ses propres habitudes ou aptitudes en vue de l'avenir. Il n'y avait là rien qui ne pût s'accorder avec la théorie des circonstances, ou plutôt c'était cette théorie même convenablement *comprise*. Depuis lors je traçai dans mon esprit une démarcation nette qui séparât la doctrine des circonstances d'avec le Fatalisme, renonçant totalement au mot dangereux de Nécessité. La théorie que je venais de bien comprendre pour la première fois, cessait du même coup d'être décourageante ; mon cœur fut soulagé, je ne me sentis plus oppressé de ce poids accablant pour toute personne qui se propose de réformer les opinions, quand elle voit

la vérité dans une doctrine et qu'elle ne peut douter en même temps que la théorie opposée ne soit salutaire au point de vue moral. La série de pensées qui m'ont dégagé de ce dilemme, me sembla plus tard propre à rendre le même service aux autres, aussi les ai-je consignées dans le chapitre intitulé « Liberté et Nécessité » dans le dernier livre de mon *Système de Logique.*

De même en politique, je ne considérais plus la doctrine de l'*Essai sur le Gouvernement* de mon père comme une théorie scientifique; je ne regardais plus la démocratie représentative comme un principe absolu, mais comme une affaire de temps, de lieu et de circonstances. Je voyais maintenant dans le choix des institutions une question de morale et d'éducation bien plus que d'intérêts matériels, croyant qu'on devait la trancher surtout d'après des considérations tirées du progrès, en se demandant quelle amélioration dans la vie et dans l'éducation d'un peuple constitue pour ce peuple la condition de son progrès ultérieur, et quelles institutions ont le plus de chance de le faciliter. Toutefois ces changements dans les données de ma philosophie politique ne changèrent pas mes règles de conduite pratique relativement aux conquêtes que nous avions à faire de notre temps et dans notre pays. Je restai autant que jamais radical et démocrate pour l'Europe et surtout pour l'Angleterre. Je pensais que la prépondérance des classes aristocratiques, de la noblesse et de la fortune, dans la constitution anglaise était un mal qui valait la peine qu'on engageât la lutte pour la faire cesser; non à cause de quelque taxe ou de quelque inconvénient relativement faible, mais à

cause de l'action démoralisante qu'il exerce sur le pays. Démoralisante, d'abord, parce qu'il fait de la conduite du gouvernement un exemple d'immoralité publique du genre le plus grossier, puisqu'on y voit à plein la prédominance de l'intérêt privé sur l'intérêt public, et l'abus du pouvoir législatif au profit de certaines classes. Ensuite, et bien plus encore, parce que le respect de la multitude s'attachant toujours de préférence à ce qui, dans l'état social actuel, est le plus sûr acheminement vers le pouvoir, et que dans la constitution anglaise, la richesse héréditaire ou acquise étant à peu près l'unique source de l'importance politique, la richesse et les signes de la richesse sont à peu près les seules choses réellement respectées, et la vie des gens est avant tout consacrée à les acquérir. Je pensais que tant que les classes supérieures et riches détiennent le pouvoir, l'instruction et le progrès de la masse du peuple sont contraires à leur intérêt particulier de classes dominantes, parce qu'elles tendent à rendre le peuple plus fort pour secouer le joug. Mais si la démocratie obtenait une grande part dans l'exercice du pouvoir ou même la principale, ce serait alors l'intérêt des classes opulentes d'activer son édution, afin de parer aux dangers réels qui découlent des erreurs et surtout de celles qui conduiraient à des violations injustes de la propriété. Sur ces bases, non seulement j'étais aussi ardent que jamais en faveur des institutions démocratiques, mais j'espérais sérieusement que les doctrines owénistes, saint-simoniennes et autres, opposées à la propriété, pourraient se répandre largement parmi les classes pauvres ; non que je les crusse vraies, ou que

je désirasse qu'on les mît en pratique, mais afin que les classes supérieures fussent obligées d'ouvrir les yeux, et de s'apercevoir qu'elles avaient plus à craindre du pauvre sans éducation que du pauvre instruit. Tel était l'état de mon esprit, quand éclata en France la révolution de Juillet. Je fus ravi d'enthousiasme et j'en reçus pour ainsi dire une nouvelle existence. Je volai à Paris. Je fus présenté à Lafayette et je nouai des relations que je continuai longtemps avec quelques-uns des chefs du parti populaire avancé. Après mon retour, je m'engageai avec ardeur dans les discussions politiques du temps qui devinrent encore plus vives par l'entrée au pouvoir du ministère de Lord Grey, et la proposition du bill de réforme. Pendant les quelques années qui suivirent, j'écrivis beaucoup dans les journaux. C'est à peu près à cette époque que Fonblanque qui avait depuis quelque temps écrit des articles politiques dans l'*Examiner*, devint propriétaire et directeur de ce journal. On n'a pas oublié avec quelle verve, quel talent, quelle finesse d'esprit il le dirigea pendant toute la période du ministère de Lord Grey, et quelle importance prit cette feuille comme principal représentant des opinions radicales dans la presse. Le caractère distinctif du journal de Fonblanque venait entièrement de ses propres articles qui composaient au moins les trois quarts de tout ce qu'il y avait d'original dans chaque numéro. Quant à moi, je contribuai pendant ces années plus largement que personne à la composition du dernier quart. J'écrivais presque tous les articles consacrés aux questions françaises, et un sommaire hebdomadaire de la politique française que

j'étendais parfois assez longuement; en même temps je donnais de nombreux articles de fond sur la politique générale, sur la législation commerciale et financière et divers articles sur des questions qui m'intéressaient, et parfois aussi des comptes-rendus critiques de livres. Au commencement de 1831, j'essayai de reproduire dans une série d'articles intitulés « l'Esprit du siècle » quelques-unes de mes nouvelles opinions, et surtout d'indiquer dans le caractère de notre temps les anomalies et les maux qui résultent du passage d'un système d'opinions usées à un système nouveau qui n'est point encore complètement constitué. Ces articles étaient, j'imagine, touffus, dépourvus d'animation, et trop peu saisissants pour se faire tolérer en n'importe quel temps par des lecteurs de journaux, mais alors même qu'ils eussent été bien plus attrayants, à l'époque où ils paraissaient, alors que de grands événements politiques étaient imminents et occupaient tous les esprits, ils venaient à un mauvais moment et manquèrent leur coup. Le seul effet qu'ils aient produit, fut sur Carlyle, qui vivait alors au fond de l'Écosse. Il les lut dans sa solitude, et se dit (c'est de lui que je l'ai appris plus tard) : « voici un mystique nouveau. » En passant à Londres l'automne suivant, il s'enquit du nom de l'auteur, et nous fîmes connaissance.

J'ai déjà dit que les premiers écrits de Carlyle m'avaient fait connaître quelques-unes des idées nouvelles qui élargirent l'horizon trop étroit de mes premières croyances; mais je ne pense pas que ces écrits, par eux-mêmes, aient jamais eu aucun effet sur mes opinions. Quoique de même nature que celles que je recevais d'ail-

leurs, les idées que j'y trouvais se présentaient sous une forme et sous un habillement des moins propres à leur ouvrir l'accès d'un esprit dressé comme le mien l'avait été. Je n'y trouvai qu'un brouillard de poésie et de métaphysique allemandes, où je ne voyais clairement qu'une forte animosité contre la plupart des opinions que je professais : le scepticisme en matière de religion, l'utilitarisme, la doctrine des circonstances, le goût de la démocratie, de la logique et de l'économie politique. Loin d'avoir dans le principe rien appris de Carlyle, ce ne fut qu'à mesure que je vins à voir les mêmes idées à travers des milieux plus appropriés à l'état de mon esprit que je les reconnus dans ses écrits. Pourtant le merveilleux talent avec lequel il les exprimait, faisait une grande impression sur moi, et je fus longtemps un de ses plus fervents admirateurs ; mais le bien que ses écrits me firent, consistait moins à m'apporter des idées philosophiques qu'à m'animer par leur poésie. Même à l'époque où nos relations commencèrent, je n'avais pas assez fait de progrès dans ma nouvelle manière, pour l'apprécier complétement ; la preuve c'est que je fis peu de cas du manuscrit qu'il me communiqua de son *Sartor resartus*, son meilleur et son plus grand ouvrage, qu'il venait de finir, et pourtant quand il le publia deux ans après dans le *Fraser's Magazine*, je le lus avec une admiration enthousiaste et le plus vif plaisir. Je ne recherchai pas Carlyle, et ne cultivai pas son amitié, à cause peut-être des différences fondamentales qui séparaient nos doctrines. Il s'aperçut bientôt que je n'étais pas un « mystique nouveau, » et quand par probité je lui écrivis une

profession de foi nette, où j'exprimais toutes mes opinions que je savais qu'il n'aimait pas, il me répondit que la principale différence entre nous était que je « n'avais pas encore conscience de mon mysticisme. » Je ne sais à quelle époque il cessa d'espérer que j'étais destiné à devenir mystique, mais bien que ses opinions et les miennes aient subi durant les années suivantes des changements considérables, nous ne nous sommes jamais beaucoup plus rapprochés que nous ne l'étions dans les premières années de nos relations. Toutefois je ne croyais pas être un juge compétent de Carlyle, je sentais qu'il était poète et que je ne l'étais pas, qu'il était homme d'intuition et que je ne l'étais pas, qu'en cette qualité non-seulement il découvrait avant moi bien des choses que je ne pouvais voir qu'après qu'on me les avait montrées, et que j'étais parvenu en tâtonnant à les prouver, mais que très-probablement il en voyait qui étaient invisibles pour moi, même après qu'on me les avait montrées. Je savais que je ne pouvais pas faire le tour de Carlyle, et je n'étais pas sûr de voir plus haut que lui ; je n'ai jamais eu la présomption de le juger définitivement, et j'attendais qu'il me fût expliqué par quelqu'un qui fût supérieur à nous deux, à la fois plus poète que lui, et plus penseur que moi, dont l'esprit et le génie contînt celui de Carlyle et infiniment davantage.

Parmi les hommes d'un esprit philosophique que je connaissais depuis longtemps, celui avec qui je m'accordais le plus était Austin l'aîné. J'ai dit qu'il avait toujours blâmé notre esprit de secte ; plus tard il avait comme moi subi l'effet de nouvelles influences. Nommé profes-

seur de jurisprudence à l'Université de Londres (aujourd'hui Collége de l'Université) il avait passé quelque temps à Bonn pour y préparer son cours; les influences de la littérature, du caractère allemand et de la société de l'Allemagne avaient modifié d'une manière très-sensible ses idées sur la vie; son humeur s'était bien adoucie; il était moins ardent à la polémique; ses goûts tournaient déjà vers la poésie et la contemplation. Il attachait moins d'importance que par le passé aux changements extérieurs de la société, à moins qu'ils ne fussent accompagnés d'une meilleure culture de la nature interne, il avait un profond dégoût pour les manières de la vie anglaise, pour cette absence d'idées larges et de désirs généreux, pour ces objets mesquins sur lesquels les facultés de toutes les classes de l'Angleterre sont tendues; même, l'espèce d'intérêt public dont les Anglais se préoccupent, il le tenait en petite estime. Il pensait qu'il y avait un bien meilleur gouvernement au point de vue politique et, ce qui est assez vrai, infiniment plus de soin de l'éducation et du perfectionnement de l'esprit dans tous les rangs du peuple, sous la monarchie prussienne que sous le régime représentatif de l'Angleterre; et il tenait avec les Économistes français que la sécurité réelle d'un bon gouvernement, est « un peuple éclairé, » ce qui n'est pas toujours le résultat des institutions populaires, et qui, si on pouvait l'obtenir sans elles, les remplacerait avec avantage. Bien qu'il approuvât le bill de Réforme, il prédisait, ce qui arriva en effet, qu'il ne produirait pas les grandes améliorations dans le gouvernement qu'on en attendait. Les hommes qui pourraient faire ces grandes

choses, disait-il, n'existaient pas dans le pays. Il y avait bien des points de sympathie entre lui et moi, tant dans les nouvelles opinions que j'avais adoptées que dans les anciennes qu'il conservait. Comme moi il ne cessa jamais d'être *utilitaire;* et avec tout son amour pour les Allemands, et son goût pour leur littérature, il ne se réconcilia jamais le moins du monde avec la métaphysique des principes innés. Il s'abandonnait de plus en plus à une espèce de religion germanique, composée de poésie et de sentiment avec peu ou point de dogmes positifs; en politique, où je m'éloignais le plus de lui, il avait contracté une indifférence très-voisine du mépris pour le progrès des institutions populaires, mais il se réjouissait de ceux du socialisme, il y voyait le moyen le plus efficace de contraindre les classes puissantes à faire l'éducation du peuple, et aussi de faire comprendre aux prolétaires qu'il n'est qu'un seul moyen réel d'améliorer d'une façon permanente leur condition matérielle, c'est de limiter leur nombre. Il n'était pas alors radicalement opposé au socialisme en lui-même, considéré comme résultat définitif du progrès. Il traitait avec très-peu de respect ce qu'il appelait « les principes universels de la nature humaine des économistes, » et insistait sur la preuve fournie par l'histoire et l'expérience de chaque jour en faveur de la « flexibilité extraordinaire de la nature humaine » (expression que je lui ai empruntée) : il ne croyait pas possible de poser des limites positives aux aptitudes morales qui pourraient se développer dans l'humanité, sous l'impulsion d'une direction éclairée des influences de la société et de l'éducation. A-t-il conservé

ces opinions jusqu'à la fin de sa vie? je ne sais, mais assurément les idées de ses dernières années, et surtout de ses dernières publications, étaient plus aristocratiques que celles qu'il soutenait alors.

Arrivé là, il me semblait que j'étais bien loin de la façon de penser et de sentir de mon père, plus loin même qu'une explication calme et une revue complète de nos opinions respectives ne l'aurait montré. Mais mon père n'était pas un homme avec lequel on pût engager une discussion calme et à fond sur les points fondamentaux de doctrine, et moins que personne le pouvait celui qu'il considérait en quelque sorte comme un déserteur de son drapeau. Par bonheur nous étions toujours parfaitement d'accord sur les questions politiques du jour, qui absorbaient son attention, et devenaient à peu près exclusivement l'objet de sa conversation. Sur les questions où nous n'étions pas d'accord, nous parlions peu. Il savait que l'habitude de penser par moi-même, qu'il m'avait donnée par son système d'éducation, me conduisait quelquefois à penser autrement que lui, et il s'apercevait de temps en temps que je ne lui avais pas dit combien je m'éloignais de ses idées. Je n'attendais aucun bien, mais au contraire des désagréments pour lui comme pour moi, d'une discussion de ces différences; je ne les exprimais jamais que lorsqu'il formulait une opinion ou un sentiment incompatibles avec les miens, de telle façon que mon silence eût pu faire douter de ma loyauté.

Il me reste à parler de ce que j'ai écrit pendant ces années avec les articles que je fournissais aux journaux; ce fut un travail considérable. En 1830 ou 1831, j'écrivis

les cinq essais que j'ai depuis publiés sous le titre d'*Essais sur quelques questions pendantes d'Économie politique;* ils étaient alors à peu près ce qu'ils sont aujourd'hui, si ce n'est qu'en 1833 je refis une partie du cinquième essai. Je les avais écrits sans intention de les publier immédiatement, et lorsqu'après quelques années, je les offris à un éditeur, il les refusa. Ils ne furent imprimés qu'en 1844 après le succès de mon *Système de Logique*. J'avais repris aussi mes méditations sur la logique; j'étais intrigué, comme tant d'autres avant moi, du grand paradoxe de la découverte de vérités nouvelles par le raisonnement. Le fait ne laissait aucun doute. Il n'y avait pas davantage lieu de douter que tout raisonnement peut se ramener à des syllogismes, et que dans tout syllogisme la conclusion est effectivement contenue et impliquée dans les prémisses. Comment donc, si elle y est contenue et impliquée, peut-elle être une vérité nouvelle? comment se peut-il que les théorèmes de la géométrie, si différents en apparence des définitions et des axiomes, y soient contenus? Il y avait là une difficulté que personne n'avait à mon avis suffisamment sentie, et qu'en tout cas personne n'avait réussi à éclaircir. Les explications présentées par Whately et par d'autres logiciens, bien que susceptibles de donner satisfaction pour un temps, me semblaient toujours laisser planer un nuage sur la question. A la fin, en lisant pour la seconde ou troisième fois le chapitre sur le raisonnement de Dugald Stewart, et m'interrogeant sur chaque point, je poussai aussi loin que possible les idées que le livre me suggérait. J'en rencontrai une sur l'usage des axiomes

dans le raisonnement, que je ne me rappelais pas avoir encore remarquée en lisant ce philosophe, mais qui me parut, quand j'en fis l'objet de mes méditations, vraie non-seulement pour les axiomes, mais pour toutes les propositions générales de quelque nature qu'elles soient, et très-propre à servir de clef pour la solution de l'énigme. Ce fut le germe de la théorie du syllogisme que j'ai proposée dans le second livre de mon *Système de Logique;* je la fixai sans retard en la rédigeant en entier. Alors, non sans me flatter de l'espérance que je pourrais composer un livre original et de quelque valeur sur la Logique, je me mis à écrire mon premier livre d'après le plan imparfait que j'avais déjà tracé. Ce que j'écrivis a été la base de la première partie du traité suivant, mais ne contenait pas la théorie des genres que j'ajoutai plus tard, et qui me fut suggérée par des difficultés, sans cela inextricables, que je rencontrai quand je voulus traiter le sujet qui fait la matière des derniers chapitres du troisième livre. Arrivé là, je fis une halte qui dura cinq ans; j'étais à bout de ressources; je ne pouvais rien faire de satisfaisant sur l'induction, à cette époque. Je continuai à lire tout livre qui me semblait promettre de jeter un nouveau jour sur ce sujet, et à m'en assimiler les résultats autant que possible; mais pendant longtemps je ne trouvai rien qui me parût ouvrir un champ nouveau à mes méditations.

En 1832 j'écrivis plusieurs articles pour la première série du *Tait's Magazine* et pour un journal trimestriel appelé le *Jurist*, fondé et soutenu pendant quelque temps par un groupe d'amis, tous jurisconsultes et par-

tisans de la réforme de la législation, avec plusieurs desquels j'étais lié. Cet article est celui sur les droits et les devoirs de l'État relativement aux propriétés des corporations et de l'Église, qui se trouve en tête de la collection de mes *Dissertations et Discussions* où se trouve aussi l'un de mes articles écrits pour le *Tait's Magazine, La Jonglerie de la circulation*. Dans la totalité de ce que j'ai écrit avant ces deux articles, il n'y a rien qui ait conservé assez de valeur pour mériter la réimpression. L'article du *Jurist* qui, je le crois encore, est une discussion très-complète des droits de l'Etat sur les fondations, montrait les deux faces de mes opinions; j'affirmais, aussi nettement que j'avais pu le faire en d'autres temps, que toute dotation est une propriété nationale, que le gouvernement a le pouvoir et le devoir de régler; mais contrairement à ce que j'aurais fait auparavant, je ne condamnais pas les dotations d'une manière absolue, et je ne proposais pas que l'état s'en emparât pour payer la dette nationale; au contraire, je soutenais énergiquement qu'il importait de conserver une ressource pour l'éducation, qui ne dépendît pas de la simple demande sur le marché, c'est-à-dire de la connaissance et du jugement de la moyenne des parents, mais en vue d'établir et de maintenir un type d'instruction plus élevé que celui que demandent les acheteurs de cet article d'échange. Par la suite mes réflexions n'ont cessé de confirmer et de fortifier ces opinions.

CHAPITRE VI

Commencement de l'amitié la plus précieuse de ma vie. — Mort de mon père. — Mes écrits et mon rôle jusqu'en 1840.

C'est à ce moment du développement de mon esprit, que j'ai noué l'amitié qui a été l'honneur et le plus grand bonheur de ma vie, aussi bien que l'origine de presque tout ce que j'ai fait jusqu'ici, ou que j'espère faire encore pour l'amélioration des conditions de l'humanité. C'est en 1830 que je fus pour la première fois présenté à la femme, qui après une amitié de vingt ans consentit à devenir mon épouse. J'avais alors vingt-cinq ans, elle en avait vingt-trois. Cette présentation renouait entre moi et la famille de son mari de vieilles relations. Son grand-père vivait à Newington Green dans une maison voisine de celle de mon père, et pendant mon enfance le vieux gentleman m'invitait quelquefois à jouer dans son jardin. C'était un beau type du vieux puritain écossais, grave, sévère, fort, mais très-bon pour les enfants, sur qui les hommes de ce genre font toujours une grande impression. Il se passa plusieurs années après ma pré-

sentation à Madame Taylor avant qu'une intimité et une confiance complète s'établissent entre nous; mais je sentis tout d'abord qu'elle était la plus admirable personne que j'eusse jamais connue. Sans doute, elle n'était pas encore la femme supérieure qu'elle est devenue depuis, et personne à l'âge qu'elle avait alors, quand je la vis pour la première fois, ne saurait s'élever à cette hauteur. Ce serait encore moins vrai d'elle que de toute autre. Il semblait que ce fût par une loi de sa propre nature qu'elle fît spontanément des progrès de tout genre et de l'ordre le plus élevé, par une sorte de nécessité qui résultait de l'ardeur avec laquelle elle se portait vers le progrès, et de la tendance naturelle de son esprit qui ne pouvait rien observer ni rien éprouver, sans en faire une occasion de se rapprocher de l'idéal de la sagesse. Quand je la vis pour la première fois, sa riche et forte nature ne s'était encore dévoloppée qu'en conformité avec le type accepté du génie féminin. Pour le monde, elle était une femme belle et spirituelle, avec un air de distinction naturelle qui frappait tous ceux qui l'approchaient. Pour ses amis, c'était une femme d'un sentiment profond et fort, d'une intelligence pénétrante et rapide, d'une nature méditative et poétique. Mariée de bonne heure à un homme loyal, excellent et considéré, d'opinions libérales et d'une bonne éducation, mais qui n'avait pas pour les choses de l'esprit et pour les arts le goût qui l'eût placé au niveau de sa femme, elle trouva en lui un ami sûr et tendre; de son côté elle lui témoigna l'estime la plus sincère et la plus solide affection pendant sa vie et les plus profonds regrets après sa mort.

Exclue par l'incapacité sociale qui pèse sur les femmes de tout emploi digne de ses plus hautes facultés qui leur eût permis d'agir sur le monde, elle passait dans la méditation une vie qui tirait seulement sa variété du commerce familier qu'elle entretenait avec un petit nombre d'amis. Parmi eux, une femme de génie, morte depuis longtemps, seule lui ressemblait par l'intelligence et par le cœur; mais tous les autres partageaient plus ou moins ses sentiments et ses opinions. J'eus le bonheur d'être admis dans ce cercle, et je m'aperçus bientôt que Madame Taylor possédait réunies les qualités que je n'avais rencontrées qu'isolément chez les autres personnes que j'avais connues. Au-dessus de toute espèce de superstition, sans en excepter celle qui attribue une prétendue perfection à l'ordre de la Nature et de l'Univers, elle protestait énergiquement contre les nombreux abus qui font encore partie de la constitution de la société. Toutefois cette liberté de pensée et ces protestations ne venaient pas de la logique d'un esprit rigoureux, mais de la force et de l'élévation des sentiments; elles s'alliaient d'ailleurs à un naturel plein de respect. Le caractère général de son intelligence, son tempérament, et son organisation m'ont conduit souvent à la comparer, telle qu'elle était en ce temps-là, au poète Shelley; mais pour la portée de l'intelligence et la profondeur des pensées, Shelley, au point où une mort prématurée l'a arrêté, n'était qu'un enfant en comparaison de ce qu'elle est enfin devenue. Dans les plus hautes régions de la spéculation philosophique, comme dans les plus petites affaires de la vie de chaque jour, son esprit était

un instrument qui gardait toujours la même perfection ; il perçait jusqu'au cœur, jusqu'à la moelle de chaque question; jamais l'idée essentielle, jamais le principe ne lui échappaient. Cette précision, cette rapidité d'exécution qui caractérisait toutes les facultés de son esprit aussi bien que celles de la sensibilité, jointes à ses dons de sentiment et d'imagination, auraient pu faire d'elle une artiste accomplie. Son âme ardente et tendre, son éloquence vigoureuse en auraient fait certainement un grand orateur. Enfin si la *carrière* politique avait été ouverte aux femmes, sa profonde connaissance de la nature humaine, le discernement et la sagacité dont elle faisait preuve dans la vie pratique, lui auraient assuré un rang éminent parmi les chefs de l'humanité. Ces dons de l'intelligence étaient mis au service du caractère moral le plus noble à la fois et le mieux équilibré que j'aie jamais rencontré dans le monde. Il n'y avait pas trace d'égoïsme chez elle, non pas par l'effet d'un système de devoirs enseignés, mais par l'effet d'un cœur qui s'identifiait avec les sentiments d'autrui et allait jusqu'à l'excès de leur prêter par l'imagination toute la force des siens. On aurait pu croire que la passion de la justice était chez elle la plus puissante, n'eût été une générosité sans borne et une tendresse qu'elle était toujours prête à répandre sur toute nature capable de témoigner, par le plus léger sentiment de retour, qu'elle les ressentait. Les autres qualités morales qui achevaient de la caractériser étaient en harmonie avec ces perfections de l'esprit et du cœur. A la plus noble fierté elle alliait la modestie la plus franche ; elle se montrait

d'une simplicité et d'une sincérité absolue avec toutes les personnes qui étaient faites pour sentir le prix de ces qualités. Elle marquait un suprême mépris pour tout ce qui est bas ou lâche; elle s'enflammait d'indignation en présence d'une action qui révélait dans la conduite ou le caractère de son auteur, des penchants brutaux, tyranniqnes, perfides ou honteux. Néanmoins elle savait faire la plus large distinction entre les fautes qni sont *mala in se* et celles qui ne sont que *mala prohibita*, entre les actes qui témoignent d'un fonds de méchanceté dans le sentiment et dans le caractère, et ceux qui ne sont que des violations de conventions bonnes ou mauvaises, fautes qui peuvent être bonnes ou mauvaises en elles-mêmes, mais qui sont susceptibles d'être commises par des personnes d'ailleurs dignes d'attachement et d'admiration.

Il n'était pas possible que je fusse admis à nouer des relations d'esprit avec une personne douée de si précieuses qualités, sans que j'en ressentisse une influence bienfaisante; sans doute l'effet ne se fit sentir que peu à peu, et il s'écoula plusieurs années avant que son esprit et le mien en vinssent par leurs progrès à cette communion parfaite qu'ils finirent par réaliser. Dans ce commerce je retirai bien plus d'avantages que je ne pouvais espérer d'en procurer. Pour elle, qui était d'abord arrivée à ses opinions par l'énergie et l'effort continu du sentiment moral, elle pouvait sans aucun doute trouver aide et encouragement chez une personne qui était parvenue aux mêmes résultats par l'étude et le raisonnement : dans les progrès rapides que fit son esprit, son

activité intellectuelle qui transformait toute idée en notion précise, m'emprunta sans doute, comme elle en puisait à d'autres sources, bon nombre des matériaux dont elle se servit. Je n'en finirais pas si je voulais dire en détail tout ce que je lui dois, ne fût-ce qu'au point de vue de l'intelligence. Je n'en toucherai que quelques mots qui donneront une idée générale bien qu'imparfaite des services qu'elle m'a rendus. Pour ceux qui, à l'exemple des plus sages et des meilleurs des hommes, sont mécontents de l'état actuel de la société, et qui sont pleinement convaincus de la nécessité d'y apporter une réforme radicale, il y a deux points de vue. Les uns portent leurs regards sur les fins dernières, sur les éléments essentiels de l'idéal le plus élevé qu'on puisse réaliser dans la société; les autres s'attachent aux améliorations d'une utilité immédiate et pratique. A ces deux points de vue, j'ai plus gagné dans son enseignement qu'aux autres leçons où j'ai pu puiser. A dire vrai, c'est dans ces deux points de vue extrêmes que gît surtout la vérité. Toute ma force me venait de l'étude des sciences morales et politiques, région intermédiaire incertaine et périlleuse; j'avais accepté des solutions toutes faites, j'en avais trouvé moi-même en économie politique, en psychologie analytique, en logique, en philosophie de l'histoire, comme sur d'autres sujets, et ce n'est pas la moindre des obligations que mon intelligence doit à cette noble femme, que de m'avoir conduit à un scepticisme sage à l'égard de ces solutions. Je ne renonçai pas pour cela à tirer des questions auxquelles j'appliquais loyalement les facultés de mon esprit, toutes les solutions qu'elles

comportaient, mais j'appris à être réservé, à me garder de les affirmer ou de les proclamer avec une confiance que ce genre de spéculation ne saurait admettre. Bien plus, la même influence disposa mon esprit non-seulement à accueillir mais à embrasser et à rechercher avec ardeur tout ce qu'on pouvait trouver de plus clair en fait de vues, de plus fort en fait de preuves, même sur les questions qui avaient fait le plus l'objet de mes méditations. On m'a souvent adressé des éloges dont, à mon avis, je ne mérite qu'une partie, pour avoir mis dans mes écrits, à ce qu'on dit, un esprit plus pratique que celui qu'on rencontre chez la plupart des penseurs qui se sont occupés des questions les plus générales. Les œuvres où l'on a observé cette qualité, n'étaient pas des œuvres d'un esprit unique, mais de la fusion de deux esprits dont l'un portait autant de sens pratique dans ses jugements des choses présentes, que d'élévation et d'audace dans ses prévisions relatives à un avenir éloigné.

Toutefois, au moment où nous en sommes, l'influence de Mme Taylor était seulement l'une de celles qui contribuaient à donner à mes progrès le caractère qu'ils ont présenté dans la suite; et même après que cette influence fut devenue, je le dis sincèrement, le principe directeur du progrès de mon esprit, elle ne me fit pas changer de voie : seulement, en même temps qu'elle me donnait plus d'audace, elle m'inspirait plus de sagesse. La seule révolution réelle qui se soit jamais accomplie dans ma façon de penser, était déjà achevée. Mes tendances nouvelles avaient besoin d'être affermies à certains égards et modérées à d'autres points de vue. Mais le seul vrai chan-

activité intellectuelle qui transformait toute idée en notion précise, m'emprunta sans doute, comme elle en puisait à d'autres sources, bon nombre des matériaux dont elle se servit. Je n'en finirais pas si je voulais dire en détail tout ce que je lui dois, ne fût-ce qu'au point de vue de l'intelligence. Je n'en toucherai que quelques mots qui donneront une idée générale bien qu'imparfaite des services qu'elle m'a rendus. Pour ceux qui, à l'exemple des plus sages et des meilleurs des hommes, sont mécontents de l'état actuel de la société, et qui sont pleinement convaincus de la nécessité d'y apporter une réforme radicale, il y a deux points de vue. Les uns portent leurs regards sur les fins dernières, sur les éléments essentiels de l'idéal le plus élevé qu'on puisse réaliser dans la société; les autres s'attachent aux améliorations d'une utilité immédiate et pratique. A ces deux points de vue, j'ai plus gagné dans son enseignement qu'aux autres leçons où j'ai pu puiser. A dire vrai, c'est dans ces deux points de vue extrêmes que gît surtout la vérité. Toute ma force me venait de l'étude des sciences morales et politiques, région intermédiaire incertaine et périlleuse; j'avais accepté des solutions toutes faites, j'en avais trouvé moi-même en économie politique, en psychologie analytique, en logique, en philosophie de l'histoire, comme sur d'autres sujets, et ce n'est pas la moindre des obligations que mon intelligence doit à cette noble femme, que de m'avoir conduit à un scepticisme [illegible] l'égard de ces solutions. Je ne renonçai [illegible] tirer des questions auxqu[illegible] les facultés de mon e[illegible]

gement qui dût s'opérer encore dans mes idées se rapportait à la politique. Il consistait d'une part à rapprocher davantage mes vues sur l'avenir de l'humanité d'un socialisme modéré, et d'autre part à détourner un peu mon idéal politique de la démocratie pure telle que ses adhérents la comprennent d'ordinaire, pour le rapprocher de la forme de démocratie que j'ai décrite dans mes *Considérations sur le Gouvernement représentatif*.

Ce dernier changement qui se fit très-lentement date de l'époque où je lus, ou plutôt j'étudiai la *Démocratie en Amérique* de M. de Tocqueville qui me parvint peu après son apparition. Dans cet ouvrage remarquable, M. de Tocqueville signalait les avantages de la démocratie d'une façon plus décisive parce qu'elle était plus spécifique qu'aucune de celles que j'avais pu rencontrer même dans les écrits des démocrates les plus enthousiastes. D'une part, l'auteur jetait une vive lumière sur tous les dangers qui menacent la démocratie considérée comme le gouvernement de la majorité numérique, et il les soumettait l'un après l'autre à une analyse magistrale, non pour y trouver des raisons de combattre une forme de gouvernement qu'il considérait comme le résultat inévitable du progrès humain, mais pour signaler les points faibles du régime démocratique, et pour en indiquer les correctifs, qui donnent libre jeu à ses tendances bienfaisantes et neutralisent ou affaiblissent ses tendances fâcheuses. J'étais à cette époque bien préparé pour des études de ce genre et dès lors mes propres idées se développèrent de plus en plus dans le même courant. Cependant les modifications qui s'en suivirent

dans mes croyances politiques, considérées au point de vue pratique, mirent plusieurs années à s'accomplir. On s'en apercevrait en comparant le premier examen de la *Démocratie en Amérique*, que j'ai écrit et publié en 1835, avec celui de 1840 imprimé dans mes *Dissertations*, et ce dernier écrit avec les *Considérations sur le Gouvernement*.

De l'étude de Tocqueville, je tirai aussi un grand profit relativement à une question qui touche de près à celle de la démocratie; je veux parler de la centralisation. L'analyse philosophique puissante qu'il appliquait à l'expérience en cours d'exécution en Amérique et en France, l'amenait à attacher la plus grande importance à la doctrine politique qui veut qu'on laisse les citoyens faire eux-mêmes la plus grande partie des affaires collectives de la société, qui peuvent sans inconvénient être abandonnées à leur initiative, et que le pouvoir exécutif n'intervienne jamais, soit pour annuler leur initiative, soit pour leur imposer le mode suivant lequel elle doit s'exercer. Il considérait l'exercice libre de l'activité du citoyen dans le domaine politique, non-seulement comme le moyen le plus efficace de faire l'éducation des sentiments sociaux, et d'habituer aux affaires l'intelligence du peuple, deux choses d'une si grande importance, et si indispensables à un bon gouvernement, mais aussi comme le remède spécifique de quelques vices caractéristiques de la démocratie, et comme un moyen qui la préserve d'aboutir, en dégénérant, à l'unique forme de despotisme qui, dans le monde moderne, soit un danger réel, le gouvernement absolu du chef du pouvoir

exécutif sur un troupeau d'individus qu'aucun lien n'unit, tous égaux, mais tous esclaves. Sans doute, il n'y avait aucun péril immédiat de ce genre en Angleterre, puisque les neuf dixièmes des affaires intérieures, qui ailleurs sont l'attribut du gouvernement, y étaient traités par des organes qui n'en dépendaient pas; où la centralisation était, et est l'objet non-seulement d'une désapprobation rationnelle, mais d'un préjugé irrationnel; où la jalousie pour l'intervention du gouvernement était un sentiment aveugle, qui prévenait ou combattait même l'initiative la plus avantageuse de l'autorité législative, pour corriger les abus de ces administrations qui se donnent pour des gouvernements locaux et qui ne sont trop souvent qu'une exploitation des intérêts locaux au profit d'intérêts de coteries, par une oligarchie de clocher composée de faiseurs et d'esprits *bornés*. Mais plus il était évident que le public courait au-devant des dangers du système opposé à la centralisation, plus il y avait à craindre que les réformateurs philosophes ne tombassent dans l'erreur contraire, et ne méconnussent les inconvénients dont la triste expérience leur avait été épargnée. Je me trouvais moi-même, à cette époque, engagé activement dans la défense de mesures importantes, telles que la grande réforme de la loi des Pauvres de 1834, contre des récriminations irrationnelles fondées sur le préjugé anti-centralisateur. Sans les leçons que je tirais de Tocqueville, je ne sais si je ne me serais pas laissé glisser, comme tant de réformateurs avant moi, dans l'excès opposé à celui que j'avais à combattre, parce que c'était le seul qui régnât dans mon pays. Je manœu-

vrai avec soin entre les deux erreurs, et que j'aie ou non réussi à me tenir entre ces deux dangers à la distance convenable, j'ai au moins signalé avec une égale insistance les maux que chacune de ces erreurs entraîne, et j'ai fait une étude sérieuse des moyens d'accorder les avantages des deux tendances.

En attendant, l'élection du parlement qui suivait la réforme avait eu lieu. Plusieurs des plus notables de mes amis et de mes connaissances du parti radical, Grote, Roebuck, Buller, Sir William Molesworth, John et Edward Romilly et plusieurs autres encore, en faisaient partie, outre Warburton, Strutt et autres qui déjà siégeaient au parlement. Ceux qui pensaient par eux-mêmes, et que leurs amis appelaient radicaux philosophes, avaient désormais, à ce qu'il semblait, une belle occasion ; ils se trouvaient dans une situation bien plus avantageuse que jamais pour montrer ce dont ils étaient capables. Aussi bien que mon père, je fondais sur eux de grandes espérances ; elles devaient être déçues. Les hommes étaient loyaux et fidèles à leurs opinions, au moins par leurs votes et souvent en dépit d'un profond découragement. Quand on proposait des mesures en désaccord flagrant avec leurs principes, comme par exemple, le bill pour réduire l'Irlande, ou celui pour réduire le Canada en 1837, ils se mirent en avant héroïquement, et bravèrent les préjugés et la haine plutôt que de déserter la cause du droit. Mais en somme, ils firent peu pour l'avancement de leurs opinions ; ils étaient peu entreprenants, peu actifs ; ils laissèrent la direction de la fraction radicale de la Chambre des Com-

munes à des mains vieillies, à Hume et à O'Connell. Il faut faire une exception en faveur d'un ou de deux des plus jeunes, et il faut dire en faveur de Roebuck, titre à une éternelle gratitude, que dès la première année qu'il siégea au parlement, il créa (ou fit renaître après une tentative infructueuse de Brougham) le mouvement parlementaire en faveur de l'éducation nationale. Il fut le premier à entreprendre une lutte que pendant plusieurs années il fut presque seul à soutenir en faveur du self-government des colonies. Nul autre en somme, même parmi ceux dont on attendait le plus, n'a rien fait qui vaille ces deux choses. Aujourd'hui, quand je jette un coup d'œil calme sur le passé, je puis reconnaître que cette insuffisance tenait moins que nous ne le supposions à la faute des hommes ; nous avions trop attendu de leur présence au parlement. Ils étaient dans des circonstances défavorables. Ils arrivaient dans une période d'inévitable réaction qui dura dix ans. L'excitation de la Réforme était passée, et une fois que les quelques améliorations législatives que le public réclamait réellement, eurent été rapidement accomplies, le pouvoir revint par une pente naturelle aux mains de ceux qui pensaient qu'il fallait conserver les choses comme elles étaient; l'esprit public aspirait au repos et se sentait moins disposé que jamais depuis la guerre à se laisser entraîner par les efforts qu'on faisait pour mettre de nouveau en jeu le sentiment réformiste en faveur d'autres objets. Il aurait fallu un grand meneur politique (et personne n'est blâmable de ne pas être à la hauteur de cette tâche) afin d'accomplir, au moyen de la discussion, au sein du

parlement, de grandes choses, tant que la nation restait dans cet état d'apathie. Mon père et moi nous espérions qu'il surgirait un chef capable de grandes choses; un personnage à vues philosophiques et doué de talents capables de conquérir la faveur populaire, qui donnerait du cœur aux membres du parlement plus jeunes ou moins distingués qui bientôt se presseraient autour de lui, qui les emploierait, dans la mesure de leurs talents, à présenter au public des idées avancées, qui se servirait de la Chambre des Communes comme d'une tribune ou d'une chaire pour faire l'éducation de l'esprit public, et le lancer, qui forcerait les Whigs à recevoir de ses mains des mesures législatives et à les voter, ou qui leur arracherait la direction du parti de la réforme. Ce chef politique se fût rencontré, si mon père eût été au parlement. Faute d'un tel chef, les radicaux instruits furent réduits à n'être que *la gauche* du parti Whig. Pénétré d'un sentiment vif et, comme je le crois aujourd'hui, exagéré des chances de succès offertes aux radicaux s'ils faisaient un effort, fût-il même médiocre, en faveur de leurs idées, je travaillai depuis cette époque jusqu'en 1839, autant par mon influence personnelle sur quelques-uns d'entre eux que par mes écrits, à leur mettre dans la tête des idées, et dans le cœur des projets. Je fis quelque bien avec Charles Buller, un peu avec Sir William Molesworth, qui rendirent des services éminents, mais qui malheureusement furent enlevés au moment où ils commençaient à se rendre utiles. En somme pourtant, mon attente fut frustrée. Pour avoir quelque chance de réussir il eût fallu une position diflérente de la

mienne. Cette tâche convenait seulement à un homme qui, en possession d'un siége au parlement, mêlé chaque jour aux membres radicaux, eût pu prendre lui-même l'initiative, et qui au lieu de presser un autre de se mettre en tête, s'y serait placé et aurait invité les autres à le suivre.

Ce que je pouvais faire par la plume, je le fis. Durant l'année 1833, je continuai à travailler pour *l'Examiner* avec Fonblanque, qui à cette époque luttait avec ardeur en faveur du radicalisme contre le ministère whig. Pendant la session de 1834, j'écrivis des commentaires sur les évènements du moment, dans le genre d'articles de journaux, sous le titre de *Notes sur les journaux*, et qui parurent dans le *Monthly Repository*, revue dirigée par M. Fox, bien connu comme prédicateur et orateur politique, et plus tard comme membre du parlement où il représentait Oldham. Je venais de faire sa connaissance, et c'est surtout à cause de lui que j'écrivis dans sa revue. Je lui fournis plusieurs acticles dont le plus considérable (*Théorie de la Poésie*) est réimprimé dans mes *Dissertations*. Ensemble, les écrits (indépendamment des articles de journaux) que je publiai de 1832 à 1834 forment la matière d'un gros volume. Il faut y comprendre des extraits de divers dialogues de Platon avec des remarques préliminaires, que j'avais écrites plusieurs années auparavant, mais que je ne publiai qu'en 1834. J'ai eu par la suite l'occasion de reconnaître qu'elles avaient été lues, et qu'elles avaient contribué plus qu'aucun de mes autres écrits jusqu'à cette époque, à faire connaître le nom de leur auteur. Pour compléter

l'histoire de mes écrits à cette époque, je puis ajouter qu'en 1833, à la demande de Bulwer, qui venait de finir son ouvrage, *L'Angleterre et les Anglais*, ouvrage alors bien plus avancé que l'esprit public, j'écrivis pour lui un compte-rendu critique de la philosophie de Bentham ; il n'en inséra dans son texte qu'une faible partie, mais il imprima le reste avec des remercîments et des éloges dans un appendice. C'est de cette manière que pour la première fois je livrai à la presse, à côté des jugements favorables que je portais sur la philosophie de Bentham, les jugements défavorables que m'inspirait une doctrine où je ne pouvais reconnaître une philosophie complète.

Mais une occasion s'offrit bientôt, qui sembla me donner le pouvoir d'aider et en même temps de stimuler le parti des « radicaux philosophes » (1) d'une façon plus efficace que je n'avais pu le faire encore. Un des projets dont je m'étais entretenu parfois avec mon père et quelques radicaux du parlement ou du dehors qui fréquentaient sa maison était la création d'un organe périodique du radicalisme philosophique, destiné à prendre la place que la Revue de Westminster avait dû occuper selon l'intention de ses fondateurs. On alla jusqu'à mettre en discussion les contributions pécuniaires qu'on pourrait rechercher, et le choix d'un directeur. Toutefois pour cette fois l'idée n'eut pas de suite. Mais dans l'été de 1834,

1. Dans un article de 1835, J. S. Mill donnait très-finement une classification des divers genres de radicalisme : il appelait alors radicaux philosophes ceux qui « suivent la méthode ordinaire des philosophes, et qui, lorsqu'ils ont à discuter des moyens, commencent par considérer la fin, qui voulant obtenir un effet se préoccupent des causes. » (*Trad.*).

Sir William Molesworth, homme d'étude laborieux, penseur et métaphysicien rigoureux, capable d'aider la cause par sa plume comme par sa bourse, offrit de fonder la revue, pourvu que je consentisse à en être le directeur réel, si je n'en pouvais être le directeur ostensible. Une proposition de ce genre n'était pas à refuser et la revue fut fondée, d'abord sous le titre de *London Review*, et plus tard sous celui de *London and Westminster Review* après que Molesworth eut acheté la *Revue de Westminster* à son propriétaire le général Thompson, et fondu ensemble les deux revues. Dans les années 1834 et 1840 la direction de la Revue occupa la plus grande partie de mes loisirs. Au commencement, elle était loin, dans son ensemble, de représenter mes opinions, J'étais obligé de faire beaucoup de concessions à mes inévitables associés. La Revue était fondée pour représenter les radicaux philosophes avec la plupart desquels j'étais en désaccord sur bien des points essentiels, et parmi lesquels je ne pouvais pas prétendre à jouer le principal rôle. Le concours de mon père, comme écrivain, nous semblait à tous indispensable, et il contribua largement à la rédaction de la Revue jusqu'à sa dernière maladie. Par les sujets qu'il traitait, par la force et la décision avec lesquelles ses opinions s'y exprimaient, les articles de mon père donnèrent au début à la Revue leur ton et leur couleur plus que les articles d'aucun autre collaborateur. Je ne pouvais exercer sur les écrits de mon père mon pouvoir de directeur, et j'ai été quelquefois obligé de lui sacrifier certaines parties des miens. Les doctrines de l'ancienne *Revue de Westminster* quelque peu modifiées,

furent le magasin où s'approvisionnait la nouvelle Revue ; mais j'espérais introduire à côté de ces idées, d'autres idées, un autre ton, et obtenir pour la nuance qui m'était propre une place convenable sur la même ligne que celle des autres membres du parti. Avec cette idée en tête je fis une chose qui fut l'un des caractères distinctifs de notre œuvre : tous les articles portèrent une initiale ou quelque autre genre de signature, et ne furent donnés que pour l'expression des opinions de leur propre auteur. Comme éditeur ma responsabilité ne portait que sur la question de savoir s'ils valaient la peine de les publier ou s'ils n'étaient pas en conflit avec les objets en faveur desquels la Revue avait été fondée. J'avais une occasion de mettre en pratique mon système de conciliation entre le vieux *radicalisme philosophique* et le nouveau, en choisissant le sujet de mon premier article. Le professeur Sedgwick, homme d'une grande valeur dans une certaine branche des sciences naturelles, mais qui n'avait pas franchi le seuil de la philosophie, venait de publier son discours sur les études de Cambridge. Le trait le plus saillant de cet ouvrage était une attaque où il ne gardait aucune mesure contre la psychologie analytique et l'éthique utilitaire, sous la forme d'une critique de Locke et Paley. Mon père, et bien d'autres avec lui, en avaient ressenti une vive indignation, selon moi méritée. J'y vis une occasion de repousser une attaque injuste et en même temps d'introduire dans ma défense des doctrines de Hartley et de l'utilitarisme quelques-unes des idées qui constituaient ma manière particulière de voir sur ces questions, et qui

me distinguaient de mes anciens collaborateurs. J'y réussis en partie, bien qu'à cause de mon père il me fût pénible en toute circonstance, et impossible dans une revue pour laquelle il écrivait, de dire à cette époque toute ma pensée sur ces questions.

Toutefois, j'incline à penser que mon père n'était pas aussi opposé qu'il le paraissait aux idées sur lesquelles je croyais que je différais de lui ; il faisait tort à ses propres opinions par les exagérations inconscientes auxquelles s'abandonnait son esprit énergiquement polémique ; et lorsqu'il pensait sans avoir un adversaire en vue, il faisait leur place à une bonne partie des vérités qu'il paraissait nier. J'ai souvent observé qu'il tenait compte dans la pratique de considérations auxquelles il ne semblait faire aucune place dans sa théorie. Son *Fragment sur Mackintosh*, qu'il écrivit et publia à peu près à cette époque, quoique j'en aie beaucoup admiré quelques parties, me causa, quand je le lus, plus de peine que de plaisir ; cependant, après l'avoir relu, longtemps plus tard, je n'ai guère trouvé dans les opinions qui y sont exprimées que des choses justes au fond ; je puis même m'associer au sentiment de dégoût que mon père exprimait envers le *verbiage* de Mackintosh, quoique l'âpreté qu'il montrait à ce sujet non-seulement dépassât la mesure d'une critique judicieuse, mais même celle d'un jugement équitable. Une chose qui me parut alors de bon augure fut la façon toute favorable avec laquelle il accueillit la *Démocratie en Amérique*, de Tocqueville. Il est vrai qu'il s'attachait bien plus dans ses pensées et ses discours à ce que Tocqueville disait en

faveur de la démocratie, qu'à ce qu'il disait de ses désavantages. Pourtant, je me sentis grandement encouragé en voyant son estime pour un ouvrage qui était après tout un exemple d'une façon de traiter la question du gouvernement tout à fait opposée à la sienne, complètement inductive et analytique, au lieu que celle de mon père était purement déductive. Il approuva aussi un article que je publiai dans le premier numéro qui suivit la fusion des deux revues, l'essai réimprimé dans les *Dissertations* sous le titre de *Civilisation*, où j'introduisais bon nombre de mes nouvelles idées, et où je critiquais assez vivement les tendances intellectuelles et morales du temps, par des raisons et d'une manière que je n'avais certainement pas apprises à l'école de mon père.

Mais toutes les conjectures sur les développements futurs que pouvaient recevoir les opinions de mon père, et sur les chances d'une entente durable entre lui et moi pour une action commune dans la propagation de nos idées, devaient être arrêtées net. Pendant toute l'année 1835, sa santé déclina; il n'y avait pas de doute, les symptômes qu'il présentait étaient ceux de la consomption pulmonaire; il descendit jusqu'au dernier degré de l'épuisement et mourut le 23 juin 1836. A l'exception de quelques jours, les derniers de sa vie, la vigueur de son intelligence ne subit aucun affaiblissement. L'intérêt qu'il avait marqué durant sa vie pour les choses et les personnes n'était point diminué. L'approche de la mort n'apporta pas la plus légère indécision dans ses idées à l'égard de la religion, ce qui était impossible dans un esprit aussi vigoureux et aussi ferme. Sa principale sa-

tisfaction, quand il sut que sa fin approchait, était de penser à ce qu'il avait fait pour rendre le monde meilleur qu'il ne l'avait trouvé; et ce qu'il regrettait le plus, c'était de ne pas jouir d'une vie plus longue qui lui eût donné le temps de faire davantage.

Une place éminente lui appartient dans l'histoire littéraire et même politique de son pays; il n'est rien moins qu'honorable pour la génération qui a profité de son génie, que son nom soit si rarement cité, et qu'en comparaison avec les noms d'hommes qui lui étaient de beaucoup inférieurs, on s'en souvienne si peu. Il est probable que cela tient surtout à deux causes. D'abord sa mémoire s'efface trop dans la renommée justement supérieure de Bentham. Il n'était pourtant rien moins qu'un simple adhérent ou disciple de Bentham. C'est précisément parce qu'il était lui-même un des penseurs les plus originaux de son temps qu'il fut l'un des premiers à apprécier et à adopter ce qu'il y avait de plus important dans les idées originales émises par la génération qui l'avait précédé. Son esprit et celui de Bentham étaient essentiellement d'une structure différente. Il n'avait pas toutes les hautes qualités de Bentham, mais aussi Bentham n'avait pas toutes les siennes. Assurément il serait ridicule de réclamer pour lui l'honneur d'avoir rendu à l'humanité des services aussi éclatants que Bentham. Il n'a pas révolutionné, encore moins créé, un des plus grands domaines de la pensée. Mais si nous laissons de côté cette partie de ses travaux où il avait profité de ceux de Bentham, et si nous considérons ce qu'il a fait dans un domaine où Bentham n'est pas entré, celui de la

psychologie analytique, il restera pour la postérité une des plus grandes figures de cette branche de la philosophie, qui est en définitive la base des sciences morales et politiques, et son nom marquera l'une des étapes fondamentales du progrès de cette science. L'autre raison qui a empêché sa renommée de s'élever aussi haut qu'il le méritait, c'est que bien qu'un grand nombre de ses idées soient maintenant généralement adoptées, en partie grâce à ses propres efforts, il existait en somme une opposition tranchée entre son esprit et celui de notre temps. De même qu'on appela Brutus le dernier des Romains, de même mon père a été le dernier penseur du dix-huitième siècle. Il en prolongeait le ton de pensée et de sentiment dans le dix-neuvième, non sans les modifier et les améliorer; il restait étranger aux bonnes comme aux mauvaises influences de la réaction contre le dix-huitième siècle, qui fut le principal caractère de la première moitié du dix-neuvième. Le dix-huitième siècle fut un grand siècle, un siècle d'hommes forts et honnêtes; mon père fut un digne émule des plus forts et des plus honnêtes. Par ses écrits et par son influence personnelle, il fut pour la génération à laquelle il appartenait un grand foyer de lumière. Pendant ses dernières années il fut pour les radicaux philosophes en Angleterre ce que Voltaire avait été pour les philosophes en France, un chef et un directeur. C'est seulement un de ses moindres mérites que d'avoir été l'initiateur de toute saine politique à l'égard du pays qui avait fait le sujet de son plus grand ouvrage, l'Inde. Il n'écrivit jamais sur aucune question sans l'enrichir d'idées précieuses, et à l'excep-

tion de ses *Éléments d'économie politique*, ouvrage très-utile à l'époque où il fut composé, mais qui a fait son temps, il s'écoulera beaucoup de temps avant qu'aucun de ses livres soit complètement remplacé, ou cesse d'offrir une lecture instructive aux personnes désireuses d'étudier les questions qui en font l'objet. Par la puissance avec laquelle, sans autre influence que la force de son esprit et de son caractère, il agissait sur les convictions et les desseins d'autrui, et par l'emploi courageux qu'il faisait de cette puissance en faveur de la liberté et du progrès, il n'avait, à ma connaissance, aucun égal parmi les hommes, et n'en avait qu'un seul parmi les femmes. Bien que je sentisse vivement combien je lui étais inférieur dans les qualités par lesquelles il avait acquis son ascendant personnel, j'avais à voir ce qu'il me serait possible de faire sans lui. La Revue fut l'instrument sur lequel je bâtis ma principale espérance d'exercer une influence utile sur la fraction libérale et démocratique de l'esprit public. Le coup qui me privait du secours de mon père, me délivrait aussi de la contrainte et des réticences dont j'avais dû le payer. Il n'y avait aucun autre écrivain, aucun homme politique radical envers lequel je me crusse tenu à plus de déférence que n'en comportait l'indépendance de mes propres opinions. J'avais toute la confiance de Molesworth ; je résolus donc de donner libre carrière à mes opinions et à ma manière de penser, et d'ouvrir la revue à tous les écrivains qui avaient de la sympathie pour le progrès tel que je le comprenais, fût-ce au prix de l'appui de mes anciens collaborateurs. C'est par suite de cette réso-

lution que depuis cette époque Carlyle écrivit fréquemment dans la Revue. Sterling bientôt après y donna un article de circonstance. Chaque article restait comme auparavant l'expression des sentiments particuliers de son auteur, ce qui n'empêchait pas que le ton général de la Revue s'accordât assez bien avec mes opinions. Pour la conduire de concert avec moi sous ma direction, je m'associai un jeune Ecossais du nom de Robertson, homme de talent et de savoir, très-actif, et dont la tête toujours en travail était remplie de projets pour augmenter la vente de la Revue. Je fondais beaucoup d'espérances sur ses talents dans cet ordre d'affaires; aussi, lorsqu'au commencement de 1837, Molesworth se fatigua de faire marcher la Revue à perte et voulut s'en défaire (il avait payé honorablement de sa personne, non sans faire de sérieux sacrifices d'argent), me décidai-je, très-imprudemment pour mes propres intérêts financiers, mais surtout à cause de la confiance que m'inspiraient les plans de Robertson, à la continuer à mes propres risques, jusqu'à ce que ces plans eussent subi une épreuve suffisante. Ils étaient bons, et je n'ai jamais eu lieu de changer d'opinion à ce sujet. Mais je ne crois pas qu'aucun arrangement pût donner à une revue radicale et démocratique, les moyens de couvrir ses frais, y compris les émoluments d'un directeur ou sous-directeur payé, et une rémunération large pour les auteurs. Moi-même et plusieurs des écrivains qui nous donnaient fréquemment des articles, nous apportions gratuitement notre travail, comme nous l'avions fait du temps de Molesworth, mais les collaborateurs rétribués continuaient

à recevoir des honoraires d'après le tarif en usage à la Revue d'Edimbourg et à la Quarterly, et les produits de la vente n'y suffisaient pas.

Ce fut dans le cours de cette année de 1837, au milieu même de ces occupations, que je revins à la Logique. Depuis cinq ans, je n'avais pas écrit une ligne sur ce sujet ; je m'étais trouvé arrêté et contraint de faire une halte au seuil de l'Induction. J'avais peu à peu découvert que ce qui me manquait surtout pour surmonter les difficultés de cette partie de mon sujet, c'était une vue compréhensive et en même temps exacte du cercle entier de la science physique, dont l'acquisition devait me coûter de longues études. En effet je ne connaissais aucun ouvrage, aucun guide d'un autre genre qui déployât devant mes yeux les généralités et les méthodes des sciences, et je craignais d'en être réduit à les extraire pour mon propre compte et de mon mieux des détails qu'elles présentent. Heureusement pour moi, au commencement de cette année Whewell publia son *Histoire des Sciences inductives*. Je la lus avidement et j'y trouvai presque tout ce dont j'avais besoin. Bien des points de la philosophie de cet ouvrage, pour ne pas dire le plus grand nombre, me semblaient contestables, mais les matériaux restaient à ma disposition et je pouvais m'en servir selon mes propres idées ; du reste l'auteur leur avait donné ce premier degré d'élaboration qui facilite et abrége tant le travail de ceux qui viennent après. Je possédais maintenant ce que j'avais désiré. Pressé par les idées que Whewell éveillait en moi, je relus le discours de Sir John Herschel sur l'*Étude de la Philosophie*

naturelle. Je pus mesurer le progrès que mon esprit avait faits d'après le secours que je recevais maintenant de cet ouvrage que j'avais pourtant lu et dont j'avais même fait un compte-rendu quelques années auparavant, sans beaucoup de profit. Je me mis vigoureusement à l'œuvre par la méditation et par la plume. Le temps que j'y consacrais, il fallait que je le dérobasse à des occupations plus urgentes. J'avais précisément à ce moment deux mois de gagnés que me laissaient les intervalles des écrits que je fournissais à la Revue. Pendant ces deux mois, je complétai le premier brouillon d'environ un tiers, le tiers le plus difficile, du livre. Ce que j'avais déjà écrit s'élevait à un autre tiers, en sorte qu'il ne me restait plus qu'un tiers à composer. Ce que j'écrivis à cette époque comprenait le reste de la doctrine du raisonnement (la théorie des séries de raisonnements et la science démonstrative). Cela fait, j'avais, à mon sentiment, résolu les problèmes les plus difficiles, et l'achèvement de mon livre n'était plus qu'une affaire de temps. A ce moment j'eus à écrire deux articles pour le numéro suivant de la Revue. Ces articles écrits, je revins à la Logique, et ce fut alors pour la première fois que je tombai sur le *Cours de philosophie positive* de Comte, ou plutôt sur les deux volumes de ce Cours, les seuls qui eussent encore été publiés.

Ma théorie de l'Induction était complète en substance avant que je connusse les livres de Comte, et c'est peut-être un bien que j'y sois arrivé par une voie différente de celle qu'il a suivie, puisqu'il en est résulté que mon traité contient, ce qui certainement n'est pas dans le

sien, une réduction du procédé inductif à des règles strictes et à un critérium scientifique qui joue pour l'induction le même rôle que le syllogisme pour le raisonnement. Comte est toujours précis et profond quand il parle des méthodes de la recherche scientifique, mais il n'essaie même pas de donner une définition exacte des conditions de la preuve. Son livre montre qu'il n'est jamais arrivé à s'en faire une idée juste. Or c'était bien le problème de la Preuve qu'en traitant de l'Induction je me proposais de résoudre. Néanmoins j'ai beaucoup profité de la lecture de Comte : je m'en suis servi pour enrichir ceux de mes chapitres que j'avais déjà composés et que j'écrivis de nouveau ; et il me fut d'une utilité capitale pour certaines parties qui restaient encore à écrire. A mesure que les volumes suivants parurent, je les lus avec avidité ; mais lorsque Comte arriva à la science sociale, mes sentiments changèrent. Le quatrième volume me causa un désappointement. C'est dans ce volume que sont exposées les opinions de Comte sur les questions sociales avec lesquelles je suis le plus en désaccord. Mais le cinquième volume qui contenait un aperçu systématique de l'histoire, ralluma mon enthousiasme. Le sixième (ou dernier) ne le refroidit pas gravement. A ne parler que de logique, la seule idée dominante que je doive à Comte, est celle de la méthode déductive renversée, qui s'applique surtout aux sujets compliqués de l'histoire et de la statistique. C'est une opération qui diffère de la forme la plus commune de la méthode déductive, en ce qu'au lieu d'arriver à ses conclusions par le raisonnement général et de les vérifier

par une expérience spécifique, selon l'ordre naturel suivi dans les branches de la science physique dont la méthode est la déduction, elle arrive à ses généralisations par une comparaison d'expériences spécifiques, et les vérifie en constatant si elles sont de nature à se rattacher comme conséquence à des principes généraux connus. Cette idée était pour moi entièrement nouvelle quand je la découvris dans Comte, et, sans lui, je n'y serais pas arrivé de sitôt si, toutefois, je devais y arriver.

Je fus longtemps un ardent admirateur des œuvres de Comte avant d'avoir aucun rapport avec lui, et je ne l'ai jamais vu personnellement. Mais durant quelques années nous entretînmes une correspondance suivie, jusqu'au moment où elle tourna à la controverse et que notre ardeur se refroidit. Je fus le premier à la ralentir ; Comte fut le premier à la laisser tomber. Je trouvais, et peut-être trouvait-il aussi que je ne pouvais faire aucun bien à son esprit, et que tout celui qu'il pouvait me faire, il me l'avait fait par ses écrits. Mais cette conviction n'eût pas entraîné une cessation de nos relations, si les différences qui nous séparaient eussent porté sur des questions de pure doctrine. Elles portaient principalement sur des points d'opinion qui se confondaient chez lui comme chez moi avec nos plus forts sentiments, et déterminaient sans partage la direction de nos aspirations. J'étais pleinement d'accord avec lui quand il soutenait que la masse de l'humanité, y compris même ceux qui la gouvernent en dirigeant les affaires, doivent de toute nécessité recevoir la plupart de leurs opinions sur les questions politiques et sociales, comme ils reçoivent

leurs opinions sur la physique, c'est-à-dire de l'autorité de ceux qui ont étudié ces sujets plus qu'ils n'ont pu le faire eux-mêmes. Cet enseignement m'avait été profondément imprimé dans l'esprit par le premier ouvrage de Comte, dont j'ai dit un mot. Il n'y avait rien dans son grand ouvrage que j'admirasse plus que l'exposition remarquable qu'il nous fait des profits que les nations de l'Europe moderne ont tirés, dans le cours de l'histoire, de la séparation qui s'est opérée au Moyen-Age entre les pouvoirs temporel et spirituel, et de l'organisation de ce dernier en pouvoir distinct. Je reconnaissais avec lui que l'ascendant moral et intellectuel, exercé autrefois par les prêtres, doit, avec le temps, passer dans les mains des philosophes, et je crois qu'il y passera naturellement quand ils seront suffisamment d'accord entre eux, et quand ils seront à d'autres égards dignes de le posséder. Mais, quand je vis qu'il forçait ces idées pour en tirer un système social pratique où les philosophes seraient organisés en une sorte de hiérarchie, investie à peu près de la même suprématie spirituelle, moins toutefois le pouvoir séculier, que possédait jadis l'Eglise catholique; quand je vis qu'il comptait sur cette autorité spirituelle comme sur la seule garantie d'un bon gouvernement, comme le seul boulevard qui défendît la société contre une oppression effective, et qu'il attendait que par l'effet de cette institution, le despotisme qu'il établissait dans l'État, et celui qu'il introduisait dans la famille, deviendraient inoffensifs et profitables, il n'est pas étonnant que si, comme logiciens, nous restions à peu près d'accord, il ne nous fût plus possible, comme sociologistes, de con-

tinuer à marcher ensemble. Comte vécut assez pour porter ces doctrines jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences, en traçant le plan de son dernier ouvrage, le *Système de politique positive*. C'est le système le plus complet de despotisme spirituel et temporel qui soit jamais sorti d'un cerveau d'homme, excepté peut-être de celui d'Ignace de Loyola. Un corps organisé de maîtres et de gouverneurs spirituels y fait peser le joug de l'opinion générale sur toutes les actions et, autant qu'il était au pouvoir de l'homme, sur toutes les pensées de chaque membre de la communauté, aussi bien dans les choses qui ne regardent que lui, que dans celles qui concernent les intérêts d'autrui. Il n'est que juste de dire que cet ouvrage réalise un progrès considérable dans bien des questions de sentiment sur les écrits antérieurs que Comte avait consacrés aux mêmes sujets. Mais si l'on veut parler de progrès dans la philosophie sociale, son seul titre, à ce qu'il me semble, c'est d'en finir avec la notion qu'aucune autorité morale puisse continuer à régner sur la société sans l'appui de croyances religieuses. En effet, Comte ne reconnaît pas d'autre religion que celle de l'humanité. Il laisse dans l'esprit une conviction irrésistible que toute croyance morale soutenue par l'adhésion générale de la communauté, peut en venir à prendre sur la conduite de ses membres un empire d'une force et d'une puissance vraiment effrayante à concevoir. Le livre de Comte reste un exemple mémorable qui avertit les penseurs occupés de questions sociales et politiques, de ce qui arrive quand on perd une fois de vue, en spéculant sur

ces matières, le prix de la liberté et de l'individualité.

Mais revenons à moi. La Revue absorba pendant quelque temps tous les loisirs que je pouvais consacrer à écrire ou à méditer en vue d'écrire plus tard. Les articles tirés de la *London and Wesminster Review*, et réimprimés dans mes dissertations, ne forment pas le quart de ceux que j'écrivis.

Le système que je suivais dans la direction de la Revue avait deux objets en vue : L'un de dégager le radicalisme philosophique du reproche d'être un benthamisme étroit. Je voulais, tout en conservant la précision de l'expression, la netteté du sens, le mépris des phrases déclamatoires et des généralités vagues, qualités qui distinguaient si honorablement Bentham et mon père, donner une base plus large, un caractère plus libre et plus franc aux doctrines radicales, et montrer qu'il existait une philosophie radicale meilleure et plus complète que celle de Bentham, reconnaissant et embrassant tout ce qui doit rester des doctrines de Bentham. Sur ce premier point j'ai réussi dans une certaine mesure. L'autre but que je me proposais, c'était d'exciter les radicaux instruits du parlement, comme ceux du dehors, à faire des efforts, et de les engager à constituer eux-mêmes, et, selon moi, ils pouvaient y parvenir en employant les moyens convenables, un parti puissant, capable de prendre en mains le gouvernement du pays, ou au moins de dicter les conditions d'après lesquelles ils pourraient le partager avec les whigs. Ce but était dès le premier moment chimérique, d'abord parce que les temps n'étaient pas favorables : la ferveur réformiste

était dans sa période de déclin, les influences aristocratiques se ralliaient avec force ; mais surtout parce que, ainsi qu'Austin le disait si justement, « le pays ne contenait pas les hommes ». Parmi les radicaux du parlement, il y en avait plusieurs qui auraient pu devenir des membres utiles d'un parti radical éclairé, mais personne n'était capable de former et de mener un parti de ce genre. Les exhortations que je leur adressais restèrent sans effet. Une occasion unique se présenta, où il semblait que le radicalisme pût porter un coup hardi et heureux. Lord Durham venait de se séparer du ministère, par la raison, croyait-on, qu'il ne le trouvait pas assez libéral, et ensuite il avait reçu la mission d'étudier et de faire cesser les causes de la révolte du Canada. Il avait montré quelques dispositions à s'entourer au début de conseillers radicaux. Une des premières mesures qu'il adopta, bonne par l'intention comme par les effets, fut désavouée et révoquée par le gouvernement de la métropole. Il s'était démis de sa charge et avait ouvertement déclaré la guerre aux ministres. Il y avait un chef possible pour le parti radical dans ce personnage d'un rang élevé, que les tories haïssaient, et que les whigs venaient de blesser. Quiconque avait les notions les plus élémentaires de la tactique des partis devait essayer d'utiliser cette chance favorable. Lord Durham était attaqué de toute part, en butte aux invectives de ses ennemis, abandonné par de timides amis ; et ceux qui auraient bien voulu le défendre ne savaient que dire. Il semblait qu'il dût revenir en Angleterre battu et déconsidéré. J'avais suivi dès le commencement les événements du Ca-

nada, j'avais été l'un des conseillers des personnes qui inspiraient Lord Durham ; sa politique avait été exactement telle qu'aurait été la mienne, et je me trouvais en position de le défendre. J'écrivis et j'insérai dans la Revue un manifeste où je le pris de très-haut en sa faveur, réclamant pour lui, non plus un acquittement mais des éloges. Aussitôt, nombre d'autres écrivains haussèrent la voix. Il y avait, je crois, un peu de vrai dans ce que Lord Durham me dit quelque temps après, par une exagération de politesse, que c'était à mon article qu'il devait la réception triomphale qui lui fut faite à son arrivée en Angleterre. Je crois que cet article fut le mot dit à propos qui, dans un moment critique, contribue plus que toute autre chose à décider le résultat, le petit coup qui décide si une pierre qu'on remue au sommet d'une éminence, roulera en bas d'un côté ou de l'autre. Toutes les espérances fondées sur Lord Durham comme homme politique s'évanouirent bientôt. Mais pour le Canada, et en général pour la politique coloniale, la cause était gagnée. Le rapport de Lord Durham écrit par Charles Buller, en partie sous l'inspiration de Wakefield, ouvrit une ère nouvelle. Les mesures qu'il recommandait, et qui allaient jusqu'à donner aux colonies un *self-government* intérieur complet, étaient en pleine exécution au Canada au bout de deux ou trois ans, et furent étendues depuis cette époque à presque toutes les colonies de race européenne un peu importantes. Quant à moi, je peux bien dire que le succès que j'obtins en soutenant l'honneur de Lord Durham et de ses conseillers au moment le plus opportun, ne contribua pas peu à ce résultat.

Une autre circonstance qui se présenta pendant que je dirigeais la Revue, fournit un exemple analogue de l'effet que l'on obtient par une prompte initiative. Je crois que les premiers succès et la réputation de la *Révolution française* de Carlyle reçurent une grande impulsion d'un article que j'écrivis dans la Revue sur cet ouvrage. Aussitôt après sa publication, et avant que tous ces critiques qui s'inspirent de lieux communs, tous ces gens dont les règles et les manières de juger étaient bravées par cet ouvrage, eussent le temps de faire passer par avance dans l'esprit du public la désapprobation dont ils le frappaient eux-mêmes, j'en fis un compte-rendu, où je saluais le livre de Carlyle comme une de ces productions du génie qui s'élèvent au-dessus de toute règle, et sont une loi pour elles-mêmes. Pas plus dans ce cas que dans celui de Lord Durham, je n'attribue l'impression, qui selon moi fut l'effet de mes écrits, à quelque mérite particulier de l'exécution. Au contraire, pour l'un de ces articles, celui qui rendait compte de l'œuvre de Carlyle, je ne crois pas que l'exécution fût bonne. Dans les deux cas, je suis persuadé que toute personne en position de se faire lire, qui eût exprimé la même opinion, exactement au même moment, et en eût donné une exposition suffisante en la basant sur les vraies raisons, aurait produit le même effet. Mais après la chute complète des espérances que j'avais formées de donner une vie nouvelle à la politique radicale au moyen de la Revue, je suis heureux de porter un regard en arrière sur les deux succès que j'obtins en essayant loyalement de rendre un service immédiat à des œuvres et à des personnes qui le méritaient.

L'espoir de former un parti radical s'était évanoui, il était temps pour moi de mettre un terme aux lourdes dépenses de temps et d'argent que la Revue m'imposait. Jusqu'à un certain point, j'avais trouvé dans cette publication le véhicule que je souhaitais pour mes opinions. Grâce à cette revue, j'avais pu exprimer par la presse une bonne partie des changements que j'avais introduits dans mes idées, et rompre d'une façon marquée avec le benthamisme plus étroit de mes premiers écrits. Je le fis d'une manière générale par le ton de tous mes articles; sans en excepter mes articles purement littéraires, mais ce fut surtout par deux articles (réimprimés dans mes *Dissertations*), où j'essayais d'apprécier au point de vue philosophique Bentham et Coleridge. Dans le premier de ces articles, tout en rendant pleine justice aux mérites de Bentham, je signalais ce qui, pour moi, constituait les erreurs et les lacunes de sa philosophie. Je crois encore que cette critique est au fond parfaitement juste ; mais j'ai quelquefois eu des doutes sur le point de savoir si j'avais bien fait de la publier à cette époque. Je me suis souvent aperçu que la philosophie de Bentham en tant qu'instrument de progrès, avait été jusqu'à un certain point discréditée avant d'avoir accompli son œuvre, et que loin de servir la cause du progrès c'était l'entraver que de prêter main forte à ceux qui rabaissaient sa réputation. Maintenant qu'une réaction en sens opposé semble ramener la faveur à la partie saine des idées de Bentham, je puis reporter mes regards avec plus de satisfaction sur la critique que j'ai faite de ses défauts, surtout parce que je l'ai

compensée par une défense des principes fondamentaux de la philosophie de Bentham qui est réimprimée à côté de ma critique dans le même recueil. Dans l'essai sur Coleridge j'essayais de caractériser la réaction européenne contre la philosophie négative du dix-huitième siècle ; et si l'on ne considérait ici que l'effet de cet article, on pourrait croire que je me suis trompé en donnant à tort plus de saillie au côté favorable, comme j'avais fait à propos de Bentham pour le côté défavorable. Dans les deux cas, l'élan avec lequel je m'étais détaché de ce qu'il y avait d'insoutenable dans les doctrines de Bentham et du dix-huitième siècle peut m'avoir emporté trop loin du côté opposé. Toutefois cet écart fut plus apparent que réel. Mais pour ce qui regarde l'article sur Coleridge, mon excuse est que j'écrivais pour des radicaux et des libéraux, et que je devais insister de préférence sur les opinions des écrivains d'une école différente qu'il leur était le plus profitable de connaître.

Le numéro de la Revue qui contenait l'article sur Coleridge, fut le dernier qui fut publié pendant que j'en étais propriétaire. Au printemps de 1840, je cédai la Revue à M. Hickson qui, au temps de ma direction, avait fréquemment et très-utilement collaboré à la rédaction sans rétribution aucune. Je stipulai seulement que ce changement serait marqué par la reprise de l'ancien titre de *Revue de Westminster*. C'est sous ce nom que M. Hickson la dirigea pendant dix ans. Il avait adopté le système de partager le produit net de la Revue ; quant à lui, il donnait gratuitement son travail d'auteur et de directeur. Avec la difficulté de trouver des écrivains quand on les paye si

peu, c'est un grand honneur pour M. Hickson d'avoir pu conserver suffisamment à la Revue le caractère d'un organe du radicalisme et du progrès. Je ne cessai pas complétement d'écrire pour la Revue ; je continuai d'y envoyer à l'occasion des articles, mais non pas d'une façon exclusive. En effet, la grande publicité de la Revue d'Edimbourg m'engagea depuis cette époque à y offrir des articles, surtout quand j'avais à dire quelque chose que cet organe me semblait très-propre à répandre. Les derniers volumes de la *Démocratie en Amérique* venaient de paraître ; je fis mes débuts comme collaborateur de la Revue d'Edimbourg par un article sur cet ouvrage. Cet article se trouve en tête du second volume de mes *Dissertations.*

CHAPITRE VII

Aperçu du reste de ma vie.

Depuis cette époque, les événements de ma vie qui valent la peine d'être racontés, rentrent dans un cadre très-étroit. Je n'ai plus en effet de changement d'idées à mentionner; je n'ai qu'à faire le récit, comme je l'espère, d'un progrès intellectuel continu dont on fera mieux de chercher les résultats, s'il en est, dans mes écrits. J'abrégerai donc beaucoup l'histoire des années suivantes.

Le premier usage que je fis du loisir que je venais de gagner en me séparant de la Revue, fut de finir ma *Logique*. En juillet et août 1838, j'avais trouvé du temps pour exécuter la partie qui n'était pas encore composée du manuscrit primitif du troisième livre. En élaborant la théorie logique de ces lois de la nature qui ne sont pas des lois de causation, ni des corollaires de ces lois, j'en étais venu à reconnaître les espèces comme des réalités de la nature, et non comme de pures distinctions de convenance; c'était un jour nouveau, qui ne m'éclairait

pas encore à l'époque où j'avais écrit le premier livre, et qui m'obligea à modifier et à augmenter les divers chapitres de ce livre. Celui sur le langage et la classification, ainsi que le chapitre sur la classification des sophismes, furent écrits dans l'automne de la même année, et le reste de l'ouvrage dans l'été et l'automne de 1840. Depuis avril 1841, jusqu'à la fin de la même année, je consacrai tous mes loisirs à écrire de nouveau mon livre depuis le commencement jusqu'à la fin. C'est d'après cette méthode que j'ai composé tous mes livres; ils ont toujours été écrits au moins deux fois en entier. J'écrivais d'abord un brouillon de l'ouvrage que je menais jusqu'à la fin du sujet; puis je recommençais l'ouvrage *de novo;* mais je faisais entrer dans ma seconde rédaction toutes les phrases ou membres de phrases du premier brouillon qui me paraissaient convenir à mon but, comme aussi tout ce que je venais à écrire pour les remplacer. J'ai trouvé de grands avantages à ce système de double rédaction. Mieux que tout autre mode de composition, il unit la fraîcheur et la vigueur d'une première pensée à cette précision et à cette perfection qui sont le fruit des longues méditations. Pour ce qui me concerne, et comme résultat de mon expérience, j'ajouterai que la patience qu'exige l'élaboration attentive des détails de la composition et de l'expression, coûte bien moins d'efforts, quand je suis arrivé au bout de mon sujet, et que j'ai, d'une manière ou d'une autre, fût-ce même imparfaitement, jeté sur le papier tout ce que j'avais à dire. La seule chose que je m'attache avec soin, dans le premier brouillon, à rendre aussi parfaite qu'il est en moi

de le faire, c'est l'arrangement. S'il est mauvais, le lien par lequel les idées s'enchaînent, s'entortille. Quand on range les idées dans un ordre défectueux, on ne peut les exposer d'une façon qui s'accorde avec l'ordre convenable, et un premier brouillon entaché de ce vice originel est à peu près inutile quand on veut s'en servir pour une exposition définitive.

Pendant que je récrivais ma *Logique,* la *Philosophie des sciences inductives* de Whewell parut, circonstance heureuse pour moi en ce qu'elle me donna, ce que je désirais vivement, un traité complet de l'Induction par un adversaire, et qu'elle me permit de présenter mes idées avec plus de clarté et de vigueur, aussi bien qu'avec un développement plus complet et plus varié, en les défendant contre des objections définies, ou en les mettant nettement en face de la théorie opposée. C'est en écrivant de nouveau mon livre, que j'y introduisis pour la première fois ma controverse avec Whewell, comme aussi les matériaux que j'empruntais à Comte.

A la fin de 1841, l'ouvrage était près pour l'impression. Je l'offris à Murray, qui le garda trop longtemps pour qu'il pût le publier dans la même saison, et qui ensuite le refusa, en alléguant des raisons qu'il aurait aussi bien pu me donner dès le premier jour. Mais je n'eus pas lieu de regretter un refus qui m'amena à offrir mon livre à M. Parker, qui le publia au printemps de 1843. Au début, mon espoir du succès était très-borné. Whately, il est vrai, avait réhabilité le nom de la Logique, de la science qui s'occupe des formes, des règles et des erreurs du raisonnement. Après lui, les écrits de

Whewell avaient commencé à éveiller l'intérêt sur l'autre partie de mon sujet, la théorie de l'Induction. On ne pouvait pourtant pas attendre qu'un traité sur un sujet aussi abstrait, devînt populaire; ce livre ne pouvait trouver de lecteurs que parmi les hommes d'étude; et les hommes qui s'adonnaient à l'étude de ces questions, étaient au moins en Angleterre, non-seulement en petit nombre, mais encore ils appartenaient à l'école de métaphysique opposée à la mienne, c'est-à-dire à l'école de l'ontologie et des *principes innés*. Je n'espérais donc pas que mon livre eût beaucoup de lecteurs et d'approbateurs, et je n'en attendais pas d'autre effet que de continuer la tradition de la philosophie que j'estimais la meilleure. Les espérances que j'avais d'éveiller un peu l'attention au moment même, se fondaient surtout sur le goût de Whewell pour la polémique. D'après la conduite qu'il avait tenue dans d'autres circonstances, je pensais qu'il ferait connaître mon livre en répondant, et cela sans retard, à l'attaque que je dirigeais contre ses opinions. Il répondit, mais pas avant 1850, juste à temps pour que je pusse lui répliquer dans ma troisième édition. Comment mon livre en vint-il à avoir, pour un livre de ce genre, un si grand succès, et à quelle classe appartiennent ceux qui l'ont acheté, je n'oserais dire lu, je ne l'ai jamais bien compris. Mais rapproché des diverses circonstances qui nous prouvent l'existence d'une renaissance de la philosophie, je dirais même d'une philosophie indépendante, sur plusieurs points, et par-dessus tout dans les lieux où je l'aurais le moins espéré, dans les Universités, le succès de mon livre devient plus intel-

ligible. Je ne me suis jamais bercé de l'illusion qu'il ait fait une impression considérable sur l'opinion philosophique. Les doctrines allemandes qui expliquent la connaissance humaine et les facultés de connaître par des principes *à priori*, règneront probablement longtemps encore sur les esprits qui s'adonnent à ces études en Angleterre comme sur le continent. Mais le *Système de Logique* combla une véritable lacune, il fournit un manuel de la doctrine opposée, c'est-à-dire de celle qui fait dériver toute connaissance de l'expérience, et toutes les qualités morales aussi bien qu'intellectuelles de la direction donnée aux associations des faits de conscience. Je n'ai pas une plus haute opinion qu'il ne faut des services qu'une analyse des opérations logiques, ou des canons de preuves peuvent rendre par eux-mêmes pour guider et redresser les opérations de l'entendement. Combinés avec d'autres conditions, je suis certain qu'ils peuvent être très-utiles; mais quelle que puisse être la valeur pratique d'une saine théorie de ces questions, on ne saurait exagérer les inconvénients d'une fausse. La notion que les vérités extérieures à l'esprit peuvent être connues par intuition dans la conscience, indépendamment de l'expérience et de l'observation, est, de notre temps, j'en suis persuadé, le plus ferme appui des fausses doctrines et des mauvaises institutions. Grâce à cette théorie, toute croyance invétérée, tout sentiment intense dont l'origine se perd dans l'oubli, peut se soustraire à l'obligation de faire ses preuves devant la raison, et s'érige fièrement en garantie et en démonstration péremptoire de ses propres affirmations. On n'a jamais

imaginé d'arme plus puissante en faveur des préjugés fortement enracinés. La principale force de cette fausse philosophie en morale, en politique et en religion, consiste dans l'appel qu'on a coutume de faire à l'évidence des mathémathiques et des branches de la science physique qui s'en rapprochent. La chasser de ces sciences, c'est l'expulser de sa forteresse; c'est parce que l'on ne l'avait pas encore fait que l'école intuitive même après que mon père eût donné son *Analyse de l'Esprit,* semblait, du moins à ne considérer que les livres publiés, avoir en définitive le dessus. En portant la lumière sur les véritables raisons de l'évidence des vérités mathématiques et physiques, le *Système de Logique* attaquait des philosophes de l'école intuitive sur le terrain où jusqu'alors ils s'étaient cru inattaquables, et elle expliquait à sa manière par l'expérience et l'association le caractère particulier des principes qu'on appelle nécessaires, caractère dont on se sert pour prouver que leur évidence doit dériver d'une source plus haute que l'expérience. Cette tâche a-t-elle été réellement accomplie? La question est encore *sub judice;* mais le fût-elle, eussé-je renversé l'unique base philosophique d'une manière de penser si profondément enracinée dans les préjugés et les partis pris des hommes, qu'il s'en faudrait de beaucoup qu'elle fût terrassée. Nous n'aurions fait qu'un pas, mais assurément un pas tout à fait indispensable. En effet puisqu'après tout c'est seulement par la philosophie qu'on peut combattre avec succès les préjugés, on ne saurait remporter sur eux aucun avantage durable tant qu'on n'a pas démontré que la philosophie n'est pas leur alliée.

Maintenant que j'étais dégagé de toute obligation de prendre une part active à la politique du jour, et de toute occupation littéraire qui m'astreignît à fréquenter des collaborateurs et d'autres gens, je pouvais me laisser aller à l'inclination naturelle des personnes qui s'adonnent aux travaux de la pensée, alors que l'âge d'une vanité puérile est passé, de ne voir qu'un petit nombre de personnes. La société, en général, telle qu'elle existe maintenant en Angleterre est une chose si insipide, même pour les personnes qui la rendent telle qu'elle est, que si l'on ne la laisse pas mourir ce n'est pas certes pour le plaisir qu'elle procure. Comme toute discussion sérieuse sur des sujets où les opinions diffèrent, y passe pour l'effet d'une mauvaise éducation et que le défaut d'enjouement et de sociabilité qui caractérise l'Anglais, l'empêche de cultiver l'art de parler agréablement sur des riens, en quoi les Français du dernier siècle avaient une si grande supériorité, le seul attrait que la société offre aux gens qui n'occupent pas les plus hauts rangs, est l'espérance d'y trouver un secours qui les aide à se hisser un peu plus haut; quant à ceux qui occupent déjà le sommet, les devoirs de société ne sont pour eux qu'une affaire de condescendance envers l'usage, et une exigence de leur situation. Mais une personne dont l'esprit s'élève au-dessus du commun des idées et des sentiments, à moins qu'elle ne se serve de la société pour arriver aux fins qu'elle se propose, ne saurait y trouver le moindre attrait. Aujourd'hui, la plupart des personnes d'une intelligence supérieure entretiennent avec la société des rapports si rares et si peu suivis, que c'est tout

comme s'ils s'en retiraient effectivement. Les gens d'un mérite supérieur qui agissent autrement s'y amoindrissent à peu d'exceptions près. Pour ne rien dire du temps qu'ils y perdent, le niveau de leurs sentiments s'y abaisse, ils en viennent à ne plus tenir autant à celles de leurs opinions sur lesquelles il faut qu'ils gardent le silence dans la société qu'ils fréquentent. Ils finissent par considérer leurs aspirations les plus élevées comme impraticables, ou au moins comme si loin de pouvoir se réaliser qu'elles ne valent pas mieux que des visions ou des théories. Que si, plus heureux que les autres, ils conservent l'intégrité de leurs principes supérieurs, ils n'en prennent pas moins insensiblement, par respect pour les personnes et les choses de leur temps, des manières de sentir et de juger qui leur concilient la sympathie du monde qu'ils voient. Une personne d'une haute intelligence ne devrait jamais entrer dans une société qui ne s'occupe pas des choses de l'esprit, à moins d'y entrer comme un apôtre, et pourtant c'est la seule personne avec des vues élevées qui puisse y entrer sans danger pour l'élévation de ses sentiments. Les gens qui ont des préoccupations intellectuelles feraient mieux, quand ils le peuvent, de choisir pour leur compagnie habituelle au moins leurs égaux et, si c'est possible, des personnes qui leur soient supérieures par les connaissances et l'intelligence, comme aussi par l'élévation des sentiments. En outre, quand le caractère est formé, et que l'esprit est arrêté sur les questions fondamentales qui partagent les opinions des hommes, l'accord des convictions et des sentiments sur ces points est, on l'a compris de tout

temps, pour un esprit sérieux, une condition essentielle d'une liaison qui mérite le nom d'amitié. Toutes ces circonstances réunies faisaient que le nombre des personnes dont je recherchais volontairement la société et surtout l'intimité était très-petit.

Parmi ces personnes était l'incomparable amie dont j'ai déjà parlé. A cette époque elle vivait la plupart du temps avec sa jeune fille dans un quartier paisible de la campagne, et ne venait que de temps en temps à la ville chez son premier mari, M. Taylor. J'allais la voir aussi bien à la campagne qu'à la ville ; et je lui devais beaucoup de reconnaissance pour la force de caractère qui lui permettait de ne pas s'arrêter aux fausses interprétations qu'on pouvait donner aux fréquentes visites que je lui faisais, tandis qu'elle vivait pour la plupart du temps éloignée de son mari, ainsi qu'aux voyages que je faisais parfois avec elle. Mais sur tout le reste notre conduite durant ces années ne donna pas le plus léger prétexte à supposer autre chose que la vérité, c'est-à-dire que nos rapports à cette époque étaient seulement ceux d'une vive affection et d'une intimité fondée sur une confiance entière. Car si nous ne considérions pas les règles de la société comme obligatoires en une matière si complètement personnelle, nous nous sentions tenus à ce que notre conduite ne portât pas la plus légère atteinte à l'honneur de son mari et par conséquent au sien.

Dans cette troisième période (je peux bien l'appeler ainsi) du développement de mon esprit, qui marchait désormais du même pas que le sien, mes opinions gagnèrent également en largeur et en profondeur. Mon esprit

s'ouvrait à plus de choses, et celles que j'avais déjà saisies, je les embrassais maintenant d'une façon plus complète. Je commençais à revenir sur mes pas, renonçant à ce qu'il y avait d'excessif dans ma réaction contre la philosophie de Bentham. Au moment où je cédais le plus à cette réaction, je m'étais montré certainement beaucoup plus indulgent pour les opinions communes de la société et du monde, beaucoup plus enclin à borner mes efforts à seconder les améliorations superficielles qui avaient commencé à se faire dans les opinions communes, qu'il ne convenait à un homme dont les convictions s'en écartaient sur tant de points d'une façon radicale. J'étais bien plus disposé que je ne saurais l'approuver aujourd'hui, à ajourner ce qu'il y avait de plus décidément hérétique dans mes aspirations, celles que je regarde à présent comme les seules dont l'affirmation tende de toute manière à régénérer la société. Mais je dois ajouter que nos opinions étaient bien plus hérétiques que n'avaient été les miennes même aux jours où j'étais le plus enfoncé dans le benthamisme. A cette époque mes regards ne portaient guère au-delà de la vieille école des économistes en fait de réformes possibles dans les fondements des institutions sociales. La propriété privée, telle qu'on la comprend, et l'héritage me semblaient comme aux économistes le *dernier mot* de la législation; et je ne voyais pas autre chose à faire que d'adoucir les inégalités qui résultent de ces institutions, en abolissant le droit d'aînesse et les substitutions. L'idée qu'il fût possible d'aller plus loin pour faire disparaître l'injustice de cette inégalité car il y a une injustice,

qu'elle soit ou non susceptible d'une réparation complète, dans ce fait que quelques-uns naissent pour la richesse et l'immense majorité pour la pauvreté ; cette idée, dis-je, je la trouvais alors chimérique, et j'espérais seulement que les effets de l'instruction universelle, notamment celui qui amènerait une restriction volontaire du chiffre de la population, rendrait le sort du pauvre plus supportable. En un mot, j'étais démocrate, mais nullement socialiste. Nous étions maintenant, Madame Taylor et moi, bien moins démocrates que je ne l'avais été, parce que nous redoutions l'ignorance et surtout l'égoïsme et la brutalité des masses, aussi longtemps que l'éducation resterait ce qu'elle est, dans un état de grossièreté déplorable. Mais notre idéal de progrès final dépassait de beaucoup celui de la démocratie, et nous classait décidément sous la dénomination générale de socialistes. D'un côté, nous détestions avec la plus grande énergie cette tyrannie de la société sur l'individu qui, suivant l'opinion générale, gît au fond de la plupart des systèmes socialistes ; de l'autre nous portions nos regards vers une époque où la société ne sera plus divisée en deux classes, l'une d'oisifs, l'autre de travailleurs ; où la règle que ceux qui ne travaillent pas ne mangent pas non plus, sera appliquée non-seulement aux pauvres, mais à tout le monde sans acception de personne ; où le partage du produit du travail, au lieu de dépendre, comme cela se passe aujourd'hui d'une façon si générale, de l'accident de la naissance, se fixera par un accord basé sur le principe reconnu de la justice ; où enfin il ne sera plus impossible, ou censé impossible, aux hommes de travailler

énergiquement à acquérir des profits qui ne seront pas exclusivement à eux, mais qu'ils sont tenus de partager avec la société au sien de laquelle ils vivent. Nous pensions que le problème social de l'avenir consistait à concilier la plus grande liberté d'action de l'individu avec le droit de tous sur la propriété des matières brutes qu'offre le globe, et avec une participation de tous dans les profits du travail commun. Nous n'avions pas la présomption de croire que nous pourrions d'ores et déjà prévoir la forme exacte des institutions qui devront conduire le plus sûrement à ce but, ni à quelle époque proche ou éloignée il sera possible de les appliquer. Nous voyions clairement que pour opérer une si grande transformation, qu'elle fût possible ou seulement désirable, il fallait qu'un changement tout aussi considérable s'opérât dans le caractère de ce troupeau inculte que sont aujourd'hui les masses populaires, comme aussi dans celui de l'immense majorité de la classe qui emploie leur travail. Il faut que ces deux classes apprennent par la pratique à travailler et à unir leurs efforts dans la poursuite de fins généreuses, et en tous cas conçues dans l'intérêt public et social, et non comme elles l'ont été jusqu'ici uniquement dans des vues étroites d'intérêt privé. Mais l'aptitude à faire ces efforts a toujours existé dans l'humanité ; elle ne s'est pas éteinte et probablement ne s'éteindra jamais. L'éducation, l'habitude et la culture des sentiments porteront un homme à bêcher et à tisser pour son pays aussi bien qu'à combattre pour son pays. Sans doute ce n'est que lentement et par un effet d'un système d'éducation continué durant une longue suite de générations que les

hommes en général pourront en arriver là. Mais ce n'est pas la constitution essentielle de la nature humaine qui y fera obstacle. Si l'intérêt pour le bien commun est aujourd'hui un si faible motif pour la masse des hommes, ce n'est pas parce qu'il n'en saurait être autrement, mais parce que l'esprit n'est pas accoutumé à s'y appliquer comme il s'applique du matin au soir à des choses qui n'ont pas l'avantage personnel pour but. Quand il est mis en jeu, comme l'intérêt personnel l'est à présent, par le cours journalier de la vie, et éperonné par l'amour de la distinction et la crainte du blâme, il est capable de produire, même chez les hommes ordinaires, les efforts les plus énergiques aussi bien que les plus héroïques sacrifices. Si l'égoïsme enraciné qui forme le caractère de l'état actuel de la société, est *aussi* enraciné, c'est uniquement parce que tout l'ensemble des institutions existantes en favorise la croissance, et les institutions modernes ont cette tendance à certains égards plus que les anciennes, puisque les occasions où l'individu est appelé à faire quelque chose pour le public sans être payé, sont bien moins fréquentes dans la vie moderne que dans les petites républiques de l'antiquité. Ces considérations ne nous faisaient pas méconnaître la folie qu'il y a à essayer prématurément de se passer des mobiles de l'intérêt privé dans les affaires sociales, alors qu'on n'a pas encore trouvé ou qu'on ne peut trouver ce qui peut les remplacer. Mais nous regardions toutes les institutions existantes et les arrangements sociaux de notre temps comme *purement provisoires* (expression que j'avais recueillie de la bouche d'Austin) et nous prenions

plaisir et intérêt à voir toutes les expériences socialistes que tentaient des personnes d'élite, les sociétés coopératives par exemple, expériences qui, soit qu'elles fussent heureuses, soit qu'elles échouassent, ne pouvaient manquer de contribuer utilement à l'éducation de ceux qui y prenaient part, aussi bien en développant leurs facultés d'agir d'après des mobiles dirigés vers le bien public, qu'en leur révélant les défauts qui les rendent eux et les autres incapables d'agir dans ce sens.

J'exprimai ces opinions dans mes *Principes d'Economie politique* moins nettement et moins complètement dans la première édition, un peu plus dans la seconde et enfin d'une façon qui ne laissait aucun doute dans la troisième. Les différences venaient en partie des changements que le temps avait apportés. La première édition avait été écrite et mise sous presse avant la révolution française de 1848. Mais après cet événement l'esprit public se montra plus accessible aux idées nouvelles, et des doctrines semblèrent modérées qui auraient paru renversantes peu de temps auparavant. Dans la première édition, les difficultés du socialisme étaient mises si fortement en lumière, que le ton de l'ouvrage était en somme celui d'une œuvre hostile. Dans les deux années qui suivirent, je consacrai beaucoup de temps à l'étude des principaux écrivains socialistes du continent; je méditai et je discutai longuement toutes les questions en litige. Comme résultat de ce travail, tout ce que j'avais écrit sur ce sujet dans la première édition, fut effacé et remplacé par des arguments et des réflexions qui exprimaient une opinion plus avancée.

L'*Économie politique* fut bien plus rapidement exécutée que la *Logique*, ou même que tous les autres ouvrages importants que j'avais écrits auparavant. Je la commençai dans l'automne de 1845, et je l'avais achevée et toute prête pour l'impression à la fin de 1847. Pendant cette période d'un peu plus de deux ans, il y eut un intervalle de six mois durant lesquels je laissai cet ouvrage de côté pour écrire dans le *Morning Chronicle*, qui d'une façon tout inattendue entrait chaleureusement dans mes vues. Je voulais hâter la formation de petites propriétés pour les paysans dans les terres incultes de l'Irlande. C'était pendant l'hiver de 1846-1847, alors que les dures nécessités du temps semblaient offrir une chance d'attirer l'attention du public en faveur du seul moyen qui me parût propre à la fois à soulager sur le moment la misère du peuple irlandais, et à améliorer d'une façon permanente son état social et économique. Mais l'idée était nouvelle et étrange; il n'y avait dans l'histoire d'Angleterre aucun précédent qui plaidât en faveur d'une mesure de ce genre. La profonde ignorance des hommes d'État d'Angleterre et du public anglais relativement aux faits sociaux qui ne se passent pas chez eux, bien qu'ils soient communs ailleurs, fit complètement échouer ma tentative. Au lieu d'une grande opération sur les terres incultes et de la conversion des paysans en propriétaires, le parlement vota une loi des pauvres pour les conserver à l'état de pauvres. Si la nation anglaise ne s'est pas trouvée par la suite aux prises avec les inextricables difficultés que devait faire naître l'action combinée des maux anciens et du traitement d'empirique qu'on y ap-

portait, c'est qu'elle a été sauvée par le fait le plus inattendu et le plus surprenant, le dépeuplement de l'Irlande que la famine avait commencé et que l'émigration a continué.

Le succès rapide de mon *Économie politique* a fait voir que le public avait besoin d'un livre de ce genre et y était préparé. La première édition, une édition de mille exemplaires publiée en 1848, fut vendue en moins d'un an. Une autre édition tirée au même nombre parut au printemps de 1849, et une troisième de douze cent cinquante exemplaires au commencement de 1852. Dès le début, cet ouvrage n'a pas cessé d'être cité et invoqué comme une autorité, parce que ce n'était pas seulement un livre de science abstraite, mais aussi d'application, et que l'économie politique y était traitée non comme une science subsistant isolément et par elle-même, mais comme un fragment d'une chose plus grande, comme une branche de la philosophie sociale, unie aux autres branches par des liens tellement entremêlés que les conclusions qu'elle présente, même dans son domaine propre, ne sont vraies que d'une manière conditionnelle, et restent soumises à l'intervention et à l'influence contrariante de causes qui ne tombent pas directement sous ses prises, qu'elles n'ont pas plus de droit à se donner pour des guides pratiques que n'importe quelles considérations d'un autre ordre. L'économie politique en réalité n'a jamais eu la prétention de diriger l'humanité par ses seules lumières ; bien que des personnes qui ne savent que l'économie politique, et qui par conséquent la savent mal, aient pris sur elles de donner des conseils,

et ne pouvaient le faire qu'avec les lumières qu'elles possédaient. Mais les ennemis de l'économie politique par sentiment, et ses ennemis intéressés encore plus nombreux qui se couvrent du manteau du sentiment, ont réussi à faire croire à cette accusation parmi tant d'autres qu'elle ne mérite pas. Les *Principes*, en devenant pour le présent, malgré la liberté avec laquelle j'y exprime mes opinions, le traité d'économie politique le plus populaire, a contribué à désarmer les ennemis d'une science aussi importante. Quant à la valeur de mon livre comme exposition de la science économique, et au point de vue des diverses applications qu'il suggère, c'est à d'autres naturellement qu'il appartient d'en juger.

Après la publication des *Principes d'Économie politique*, je restai longtemps sans faire paraître aucun grand ouvrage ; j'écrivis quelquefois dans les recueils périodiques et ma correspondance, en grande partie avec des personnes qui m'étaient tout à fait inconnues, portant sur des questions d'intérêt public, prit une extension considérable. Pendant le cours de ces années, j'écrivis ou je commençai divers essais, pour les faire paraître à l'occasion, sur des questions fondamentales de la vie de l'homme et de la société ; pour plusieurs d'entre eux j'avais déjà dépassé beaucoup la sévérité du précepte d'Horace. Je continuai à observer avec un vif intérêt la marche des événements politiques qui n'avait pourtant rien d'encourageant pour moi. La réaction européenne de 1848 et le triomphe d'un usurpateur immoral en décembre 1851, semblèrent mettre fin, pour le présent, à toute espérance de liberté et d'amélioration des conditions sociales en

France et sur le Continent. En Angleterre, j'avais vu et je voyais encore bon nombre des opinions de ma jeunesse généralement acceptées, et bien des réformes pour lesquelles j'avais combattu, ou effectuées ou en cours d'exécution. Mais ces changements n'avaient pas été suivis d'autant d'avantages pour le bien-être des hommes que je l'avais imaginé d'abord, parce qu'ils n'avaient produit que très-peu d'amélioration dans la condition essentielle d'où dépend toute amélioration véritable du sort des hommes, je veux parler de leur état intellectuel et moral. On pouvait donc se demander si les diverses causes de dégradation qui avaient agi pendant le même temps, n'avaient pas fait plus que de contre-balancer les tendances au progrès. L'expérience m'a appris que des opinions fausses ont souvent fait place à de saines idées, sans que les habitudes d'esprit dont la mauvaise éducation était le résultat en fussent changées le moins du monde. Le public anglais, par exemple, est tout aussi novice et incapable de juger les questions d'économie politique depuis que la nation s'est convertie au libre échange, qu'il l'était auparavant ; et il s'en faut de beaucoup qu'il ait acquis de meilleures habitudes d'esprit, ou qu'il se soit prémuni contre l'erreur sur des sujets d'un ordre plus élevé ; car s'ils ont rejeté certaines erreurs, la discipline générale de leur esprit, au point de vue intellectuel et moral, n'a pas changé. Je suis convaincu, maintenant, que nul grand progrès dans le sort de l'humanité, n'est possible tant qu'il ne se fera pas un grand changement dans la constitution fondamentale des manières de penser. Les vieilles opinions religieuses, morales et politiques, sont tellement discré-

ditées chez les esprits les plus éclairés qu'elles ont perdu la plus grande partie de leur efficacité pour le bien, tout en conservant assez de vitalité pour opposer un obstacle sérieux au développement d'idées meilleures sur les mêmes sujets. Quand les esprits philosophiques ne peuvent plus croire à la religion du monde, ou n'y croient qu'à la condition d'y faire des changements qui ne vont pas à moins qu'à en transformer radicalement le caractère, une période de transition commence, période de convictions faibles, d'intelligences paralysées, de principes de plus en plus relâchés, qui ne saurait prendre fin que par une révolution dans le fondement des croyances, qui favorise le développement de quelque foi nouvelle, religieuse ou purement humaine, à laquelle les esprits éclairés puissent adhérer : quand les choses sont dans cet état, toute pensée, tout écrit qui ne tend pas à promouvoir cette rénovation, n'a plus qu'une mince valeur après le premier moment. Il y avait dans l'état apparent de l'esprit public si peu de signes d'une tendance vers une rénovation, que je n'avais aucune ardeur à m'occuper des questions d'amélioration des affaires publiques. Plus récemment un souffle de libre pensée s'est levé, des perspectives plus encourageantes de l'émancipation graduelle de l'esprit en Angleterre se sont ouvertes devant nous, en même temps une renaissance, sous de meilleurs auspices, du mouvement en faveur de la liberté politique dans le reste de l'Europe a donné un aspect plus souriant à l'état actuel des affaires humaines (1).

1. Ecrit environ en 1861.

C'est entre le temps dont je viens de parler et le moment où j'écris que se sont accomplis les événements les plus importants de ma vie privée. Le premier fut mon mariage, en avril 1851, avec la femme dont l'incomparable mérite avait, par l'amitié qu'elle me témoignait, contribué plus que toute autre cause à mon bonheur et au développement de mon esprit, durant tant d'années pendant lesquelles nous n'avions jamais compté nous trouver unis par des liens plus étroits. Si ardemment que j'eusse aspiré à cette union complète de nos existences à quelque époque de ma vie qu'elle fût devenue possible, ma femme et moi nous aurions pour jamais renoncé à ce privilége plutôt que de le devoir à la mort prématurée d'un homme pour qui j'avais le respect le plus sincère, et auquel elle portait une vive affection. Cet événement survint pourtant en juillet 1849 ; rien ne m'empêchait de faire sortir de cet événement malheureux mon plus grand bonheur, en ajoutant à un lien de pensées, de sentiments et de travaux littéraires qui existait depuis longtemps, un lien nouveau qui confondit nos existences. Sept ans et demi je jouis de cette félicité ; sept ans et demi seulement ! Je ne saurais trouver d'expression qui rende, fût-ce de la façon la plus affaiblie, ce que fut pour moi cette perte, et ce qu'elle est encore. Mais comme je sais qu'elle l'aurait souhaité, je ne néglige rien pour faire le meilleur usage possible du temps qui me reste à vivre, et travailler dans le sens de ses desseins avec cette force amoindrie que je peux tirer des idées qui me venaient d'elle, et d'une entière communion avec sa mémoire.

Lorsqu'il existe entre deux personnes une complète communauté d'idées et de réflexions, quand tous les sujets qui peuvent intéresser l'esprit et le cœur, sont discutés entre elles chaque jour, et sondés à de plus grandes profondeurs que n'ont l'habitude et la commodité de le faire les auteurs qui écrivent pour la masse des lecteurs, quand elles partent des mêmes principes et arrivent aux mêmes conclusions par des voies qu'elles parcourent ensemble, il importe peu, pour la question de l'originalité, qui des deux tient la plume. Celle qui prend le moins de part à la composition en a pris peut-être le plus à la pensée; les écrits qui sortent de cette collaboration sont le produit combiné de l'une et de l'autre, et souvent il est difficile de démêler leur part respective et de dire : ceci est de l'un et cela de l'autre. C'est en se plaçant à ce point de vue élevé qu'on peut dire que non-seulement qu'après mon mariage, mais aussi pendant les longues années qui le précédèrent, alors que nous n'étions unis que par l'amitié et la confiance, tout ce que j'ai publié est aussi bien l'œuvre de ma femme que le mien; la part qu'elle y prenait grandissait d'année en année. Toutefois, il est des cas où ce qui lui appartient peut se distinguer et se reconnaître. Outre l'influence générale que son esprit exerçait sur le mien, c'est d'elle que viennent les idées et les traits les plus importants de ces œuvres communes, ceux qui ont entraîné le plus de résultats féconds et considérables, et qui ont le plus contribué au succès et à la réputation des œuvres elles-mêmes; ils émanaient de son esprit, et la part que j'y avais n'était pas plus grande que pour les idées que je trouvais chez des auteurs antérieurs et que

je ne m'appropriais qu'en les incorporant dans l'organisme de mes propres idées. Durant la plus grande partie de ma vie d'auteur j'ai rempli envers elle un rôle que j'avais d'assez bonne heure considéré comme le plus utile que je fusse en état de prendre dans le domaine de la pensée, celui d'interprête de penseurs originaux et de médiateur entre eux et le public. En effet, j'ai toujours eu une médiocre opinion de mes talents comme penseur original, excepté dans les sciences abstraites (logique, métaphysique et principes théoriques de l'économie politique et de la politique), mais je me croyais très supérieur à la plupart de mes contemporains par mon empressement et mon aptitude à apprendre de tout le monde; il ne m'est guère arrivé de trouver des gens qui se fissent un devoir d'examiner tout ce qu'on a dit en faveur d'une opinion quelconque, nouvelle ou ancienne, avec la conviction qu'alors même qu'elles seraient erronées il pourrait y avoir au-dessous d'elles un fond de vérité, et qu'en tout cas la vérité n'a qu'à gagner à la découverte des raisons qui rendaient ces opinions plausibles. J'avais donc marqué ce rôle comme une sphère d'utilité où je me sentais spécialement obligé d'employer mon activité : d'autant plus que la connaissance que j'avais acquise des idées des Coleridgiens, des penseurs allemands et de Carlyle, tous ennemis jurés des croyances dans lesquelles j'avais été élevé, m'avait convaincu qu'à côté de bien des erreurs, ils possédaient une grande partie de la vérité qui restait voilée pour des esprits d'ailleurs capables de la recevoir, sous un langage transcendantal et mystique, où ils avaient coutume de l'envelopper, et dont ils ne vou-

laient pas ou ne savaient pas la dégager. Je ne désespérais pas de séparer la vérité de l'erreur et de l'exposer en des termes qui la rendissent intelligible et lui ôtassent ce qu'elle avait de répugnant pour les adhérents de mon parti en philosophie. On comprendra aisément qu'avec cette préparation, lorsque je me trouvai en communion intellectuelle intime avec une personne de facultés très-supérieures, dont le génie, à mesure qu'il grandissait et se déployait dans le domaine de la pensée, faisait jaillir des vérités de beaucoup en avance sur moi, sans que je pusse y découvrir, comme cela m'était arrivé pour celles des autres, aucun alliage d'erreur; on comprendra, dis-je, que la plus grande partie de mon développement mental consistât à assimiler ces vérités, et que la plus précieuse partie de mon travail intellectuel se réduisît à établir des ponts, à ouvrir des passages qui les missent en communication avec mon système général de pensées (1).

1. Les progrès de mon esprit dont je fus redevable à ma femme ne sont point, il s'en faut bien, ceux que pourraient croire des personnes mal informées sur ce point. On pourrait supposer, par exemple, que la forte conviction que j'ai exprimée en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les rapports légaux, politiques, sociaux et domestiques, je la tiens d'elle. Il n'en est rien; au contraire cette conviction fut l'un des premiers résultats auxquels j'arrivai en étudiant les questions politiques, et la force avec laquelle je la défendais fut, plus que toute autre raison, la cause première de l'intérêt qu'elle se sentit pour moi. Ce qui est vrai, c'est qu'avant que je la connusse, cette opinion n'était dans mon esprit guère plus qu'un principe abstrait. Je ne voyais pas de raison pour que les femmes fussent tenues dans un état d'assujettissement légal envers d'autres personnes, pas plus que je n'en voyais en faveur de l'assujettissement des hommes. J'étais certain que leurs intérêts exigeaient absolument autant de protection que ceux des hommes, et qu'il était fort peu probable qu'elles l'obtinssent tant qu'elles n'auraient pas aussi bien et autant que les hommes le droit de faire les lois auxquelles elles sont sou-

Le premier de mes ouvrages où sa participation fut remarquable, fut les *Principes d'Économie politique.* Le *Système de Logique* lui doit peu, si ce n'est dans les détails de la composition. Sur ce point j'ai tiré un grand profit pour tous mes écrits, grands et petits, de ses critiques pleines de justese et de clairvoyance (1). Le

mises. Mais ce ne fut que grâce à ses leçons que je compris l'immense portée des résultats réels de l'incapacité des femmes, telle que je l'ai exposée dans mon livre de l'*Assujettissement des Femmes.* Sans le secours de la rare connaissance qu'elle possédait de la nature humaine, et de la pénétration avec laquelle elle saisissait les effets des influences morales et sociales, j'aurais sans doute toujours professé les opinions que j'ai aujourd'hui, mais je n'aurais eu qu'une idée imparfaite de la manière dont les conséquences de la situation d'infériorité des femmes viennent s'entremêler avec les maux de la société existante et avec les difficultés qui arrêtent le progrès humain. Aussi est-ce avec un sentiment douloureux que je songe à toutes les idées excellentes qu'elle émettait sur ce sujet, et que je n'ai pas réussi à reproduire, et que je mesure la distance énorme qui sépare mon petit traité de ce qu'il aurait été si elle avait mis sur le papier tout ce qu'elle avait dans l'esprit sur cette question, ou si elle avait assez vécu pour revoir et améliorer, ce qu'elle n'eût pas manqué de faire, l'exposé imparfait que j'en ai donné.

1. La seule personne dont j'aie reçu un secours direct dans la préparation du *Système de Logique* est M. Bain, qui s'est depuis rendu célèbre par ses écrits philosophiques. Il lut attentivement mon manuscrit avant que je l'envoyasse à l'imprimerie, et l'enrichit d'un grand nombre d'exemples et d'illustrations additionnelles tirées des sciences, que j'ai insérées à peu près textuellement, ainsi que d'autres remarques qu'il avait bien voulu ajouter à l'appui de mes idées sur la logique.

Je n'avais envers Comte d'autre obligation que les services que ses écrits m'avaient rendus. Je veux parler de la partie de son *Système de philosophie positive* qui avait déjà été publiée, et on a pu voir dans le cours de ce récit que ces obligations sont loin de monter aussi haut que certaines personnes ont bien voulu le dire. Mon premier volume qui contient toutes les doctrines fondamentales de l'ouvrage, était achevé dans ses parties essentielles avant que j'eusse lu le traité de Comte. J'y ai pris des pensées importantes, surtout pour mon chapitre de l'Hypothèse et pour l'exposé des idées tirées de la logique de l'algèbre. Mais c'est seulement dans le livre final qui traite de la logique des sciences

chapitre de l'*Économie politique* qui a exercé sur l'opinion plus d'influence que tout le reste du livre, celui qui traite de « l'Avenir probable des classes ouvrières » lui est dû tout entier. Dans le premier plan du livre ce chapitre n'existait pas. Elle me fit sentir combien il était nécessaire d'y ajouter un chapitre sur cette question, et combien sans cela l'ouvrage demeurerait imparfait : elle fut cause que je l'écrivis. La partie la plus générale de ce chapitre, l'exposé et la discussion des deux théories opposées touchant la condition particulière des classes laborieuses est en entier une reproduction de ses idées, et souvent dans les termes mêmes que je recueillais de sa bouche. Ce n'est pas d'elle que j'ai appris la partie purement théorique de mon économie politique, mais c'est surtout à son influence que mon livre doit le ton général qui le distingue des traités précédents sur l'économie politique, et qui, en lui conciliant des lecteurs que les autres avaient rebutés, l'a rendu si utile. Ce ton résulte principalement de ce que j'ai tracé à propos une ligne de démarcation entre les lois de la production de la richesse, qui sont en réalité des lois de la nature et dépendent des propriétés des objets, et les modes de distribution de la richesse, qui, sous certaines conditions, dépendent de la volonté humaine. Le commun des économistes confondent ces deux ordres de lois sous le nom de lois économiques, que nul effort humain, suivant eux, n'est capable d'annuler ou de modifier ; ils attribuent la

morales, que je lui suis redevable des améliorations radicales qui se sont introduites dans ma façon de concevoir l'application des méthodes logiques. J'ai déjà exposé et caractérisé cette amélioration dans ces mémoires.

même nécessité aux lois qui dépendent des conditions immuables de notre existence terrestre, et à celles qui, n'étant que des conséquences nécessaires de certains arrangements sociaux, ne vont pas au delà de ces arrangements. Sous l'empire de certaines institutions, de certaines coutumes, les salaires, les profits et la rente seront déterminés par certaines causes ; mais les économistes négligent de tenir compte d'une chose indispensable et soutiennent que ces causes doivent, par l'effet d'une nécessité intrinsèque, contre laquelle nul moyen humain ne saurait servir de rien, déterminer les parts qui reviennent, dans la division du produit, aux travailleurs, aux capitalistes et aux propriétaires fonciers. Dans les *Principes d'économie politique,* je ne faisais pas moins d'efforts que mes devanciers pour évaluer scientifiquement l'action de ces causes, sous l'empire des conditions qu'elles supposent ; mais c'est le premier livre qui ne considère pas ces conditions comme définitives. Les généralisations économiques qui dépendent non des nécessités de la nature, mais de ces nécessités combinées avec les arrangements actuels de la société, je les présente dans mon livre comme n'étant que provisoires et susceptibles d'être considérablement modifiées par le cours du progrès social. Je tenais ces vues sur l'économie politique en partie des idées qu'éveillèrent en moi les doctrines des Saint-Simoniens; mais c'est sous l'influence de ma femme qu'elles devinrent le souffle vivant qui anime mon livre. Cet exemple donne une idée parfaite du caractère général du rôle qu'elle jouait dans la composition de mes écrits. En général ce qui est abstrait et purement scientifique est

de moi, l'élément vraiment humain vient d'elle. Pour tout ce qui concernait l'application de la philosophie aux besoins de la société et au progrès, j'étais son élève; c'est d'elle aussi que je tenais la hardiesse de mes vues et la circonspection de mes jugements sur les questions de pratique. En effet, d'une part, elle avait bien plus de courage et des vues plus étendues que je n'en aurais eu sans son secours, quand il fallait se représenter par anticipation un ordre de choses à venir, dans lequel un grand nombre de ces généralisations limitées, que l'on confond si souvent avec les principes universels, cessent d'être applicables. Ces parties de mes écrits, surtout celles de l'*Économie politique*, qui considèrent les institutions possibles de l'avenir, que les économistes ont repoussées avec fureur quand les socialistes les ont affirmées, n'auraient, sans elle, pas trouvé place dans mon livre, ou n'y auraient figuré que sous une forme plus timide et plus effacée. Mais en même temps qu'elle me rendait plus hardi dans la spéculation sur les affaires humaines, son esprit pratique et son jugement presque infaillible des obstacles pratiques, réprimaient en moi toutes les aspirations réellement chimériques. Son intelligence révêtait toutes les idées d'une forme concrète, et se représentait nettement la façon dont elles agiraient dans la réalité; sa connaissance des sentiments du temps et de la conduite des hommes était si rarement en faute que le point faible d'une idée impraticable lui échappait rarement (1).

1. Quelques lignes de dédicace où se trouvait reconnu ce que mon livre lui devait, avaient été mises en tête de quelques exemplaires de l'*Économie politique* destinés à être offerts à titre

Pendant les années qui s'écoulèrent entre mon mariage et la catastrophe qui me rendit veuf, les principaux événements de mon existence extérieure (je n'y compte pas une première atteinte d'un mal de famille, et un voyage de plus de six mois que je fis pour recouvrer la santé en Italie, en Sicile et en Grèce) se rattachent à ma situation dans les bureaux de la Compagnie des Indes. En 1856, je fus élevé au rang de chef du service où j'avais été employé depuis plus de trente-trois ans. La fonction où j'étais promu, celle d'*Examiner* de la correspondance de l'Inde, était la plus élevée, après celle du Secrétaire, dans les bureaux de la Compagnie des Indes Orientales. Toute la correspondance avec les gouvernements de l'Inde, excepté les affaires financières, maritimes et militaires, y ressortissaient. Je restai à ce poste aussi longtemps qu'il exista, c'est-à-dire un peu plus de deux ans, au bout desquels il plut au parlement, en d'autres termes à Lord Palmerston, de mettre fin à l'existence de la Compagnie des Indes Orientales, comme branche du gouvernement de l'Inde sous l'autorité de la couronne, et de transformer l'administration de ce pays en je ne sais quelle proie livrée aux compétitions des hommes d'État de second ou de troisième ordre. J'étais à la tête de la résistance que la Compagnie fit pour échapper à la mesure politique qui devait la détruire. Le lecteur trouvera dans les lettres et les pétitions que j'écrivis pour la Compagnie, et dans le chapitre final de mon

d'hommage; mais comme elle n'aimait pas à paraître, cette seule raison empêcha que la dédicace restât dans les autres exemplaires.

livre sur le Gouvernement représentatif, mon opinion sur la folie de ce changement inconsidéré et les dommages qui en doivent résulter. Pour moi personnellement, j'y gagnais; j'avais assez consacré d'années de ma vie au service de l'Inde, et je n'étais pas fâché de me retirer avec l'honorable dédommagement qui m'était accordé. Après que le changement fut consommé, Lord Stanley, Premier Secrétaire d'État pour l'Inde, me fit l'honneur de m'offrir un siége au conseil, et plus tard cette proposition me fut renouvelée par le conseil lui-même, à la première occasion qui se présenta d'y remplir une vacance. Mais l'état du gouvernement de l'Inde sous le nouveau régime ne me faisait augurer que d'inutiles ennuis et de vains efforts pour prix de mon concours, et depuis lors il ne s'est rien passé qui m'ait donné lieu de regretter mon refus.

Pendant les deux ans qui précédèrent immédiatement la fin de ma carrière de fonctionnaire, ma femme et moi nous travaillâmes ensemble à mon livre *la Liberté*. J'avais déjà tracé le plan de cet ouvrage dans un court essai écrit en 1854. C'est en montant les marches du Capitole, en janvier 1855, que l'idée nous vint d'en faire un volume. Aucun de mes écrits n'avait été composé avec plus de soin, ni corrigé avec plus d'attention. Après que je l'eus écrit suivant mon habitude deux fois en entier, nous le gardâmes par devers nous; de temps en temps nous le reprenions, nous le parcourions *de novo*, lisant, pesant, critiquant chaque phrase. La révision définitive de ce livre devait être l'œuvre de l'hiver de 1858-1859, qui suivit ma retraite, et que nous nous disposions à pas-

ser dans le midi de l'Europe. Cette espérance, comme toutes les autres, fut anéantie par le malheur le plus inattendu et le plus cruel, la mort de ma femme, qui succomba à Avignon, à une atteinte subite de congestion pulmonaire, comme nous nous rendions à Montpellier.

Depuis ce moment j'ai cherché le soulagement que mon état comportait, en arrangeant ma vie de manière à sentir encore ma femme près de moi. J'achetai une petite maison de campagne aussi près que possible du lieu où elle était ensevelie, et c'est en cet endroit qu'avec sa fille, compagne de ma douleur, et maintenant mon unique consolation, je passe une grande partie de l'année. Les buts de ma vie sont uniquement les objets qui avaient été les siens; mes travaux, mes occupations, ceux auxquels elle avait pris part et accordé sa sympathie, et qui restaient associés à sa personne par un lien indissoluble. Sa mémoire est pour moi une religion, et son approbation la norme, somme de toutes les vertus, d'après laquelle je tâche de régler ma vie (1).

Après la perte irréparable que j'avais faite, mon premier soin fut de faire imprimer et de publier le livre dont une grande partie était l'œuvre de celle que j'avais perdue, et de le dédier à sa mémoire. Je n'y ai fait ni changement ni addition, et je n'y en ferai jamais. Sa main n'avait pu y mettre le dernier trait, la mienne n'essayera jamais de le faire à sa place.

La Liberté était plus directement et plus au pied de la lettre notre œuvre commune que tout autre ouvrage

1. Ce qui précède a été écrit et revu avant ou pendant l'année 1861. Ce qui suit a été écrit en 1870.

qui porte mon nom. Il n'y a pas une phrase que nous n'ayons revue plusieurs fois ensemble, retournée de bien de façons, et soigneusement purgée de toute faute que nous y découvrions, soit dans la pensée, soit dans l'expression. C'est grâce à ce travail que, même privé de la révision définitive que nous devions en faire, il surpasse, au seul point de vue de la composition, tout ce que j'ai pu publier avant ou après. Quant aux idées, il est difficile de reconnaître un point en particulier qui soit plus à elle que le reste. La manière de penser dont le livre est l'expression était bien à elle; mais j'en étais si bien imbu, que les mêmes idées se présentaient naturellement à chacun de nous. C'est à elle pourtant que je dois de m'en être pénétré à ce point. Il y eut un moment où j'aurais pu facilement me laisser entraîner à suivre le parti du gouvernement à outrance dans les questions sociales et politiques, comme aussi il y eut un moment où, par réaction contre un excès opposé, je serais devenu moins radical et moins démocrate que je ne le suis. A ces deux points de vue, comme à bien d'autres, elle me fit du bien autant en me retenant dans la vérité quand j'y étais, qu'en m'ouvrant les yeux à de nouvelles vérités, et en me délivrant de mes erreurs. Par ma promptitude et mon ardeur à apprendre de toutes mains, et à faire place parmi mes opinions à toute acquisition nouvelle, en accommodant les anciennes et les nouvelles en un même système, je me serais, n'eût été l'influence de ma femme qui m'affermissait, laissé entraîner à modifier trop mes premières opinions. C'était avant tout par la juste mesure avec laquelle elle appréciait l'importance

relative des diverses considérations qu'elle contribuait le plus au développement de mon esprit ; par là elle me préservait du penchant qui me portait à laisser prendre, parmi mes idées, à des vérités que je venais à peine de reconnaître, plus de place qu'il ne leur en revenait.

La Liberté survivra probablement plus longtemps qu'aucun de mes autres écrits (excepté peut-être la *Logique*), parce que l'union de l'esprit de ma femme et du mien a fait de ce livre une sorte de manuel philosophique traitant d'une vérité unique, que les changements qui s'opèrent progressivement dans la société moderne, tendent à mettre plus fortement en relief. Je veux parler de l'importance qu'il y a pour l'homme et la société, dans l'existence d'un grand nombre de types différents de caractère, et de l'utilité de donner toute liberté à la nature humaine de se déployer suivant toutes les directions, si opposées qu'elles soient les unes aux autres. Rien ne saurait mieux faire voir combien les fondements de cette vérité sont profonds, que la grande impression qu'elle a produite quand je l'ai exposée, en un temps où, pour tout observateur superficiel, il semblait qu'on n'eût pas besoin de cette leçon. Les craintes que nous exprimions que le développement inévitable de l'égalité sociale et du gouvernement de l'opinion publique n'imposât à l'humanité le joug insupportable d'une opinion et d'une pratique uniformes, ces craintes ont pu sans doute paraître chimériques à des gens plus attentifs aux faits présents qu'aux tendances actuelles. En effet la révolution qui s'opère graduellement dans la société et les institutions a jusqu'ici favorisé d'une façon mar-

quée le développement des nouvelles opinions et leur a procuré un public plus libre de préjugés que tous ceux qu'elles avaient trouvés auparavant. Mais cet avantage est un trait des époques de transition, alors que les notions et les sentiments antiques sont renversés, et que des doctrines nouvelles n'ont pas succédé à leur empire. En de telles époques, les personnes douées d'activité mentale, ont abandonné leurs anciennes croyances, et ne sont pas sûres que celles qu'elles conservent encore ne se modifieront pas ; aussi accueillent-elles avec empressement les opinions nouvelles. Mais cet état de choses est nécessairement transitoire ; de temps à autre un certains corps de doctrine rallie la majorité, et c'est le type sur lequel s'organisent les institutions et l'action de la société. L'éducation impose cette nouvelle croyance aux nouvelles générations sans les faire passer par les opérations mentales qui l'ont produite, en sorte que cette croyance acquiert peu à peu la même force de compression qu'ont si longtemps exercée les croyances dont elle a pris la place. Ce dangereux pouvoir sera-t-il ou ne sera-t-il pas exercé ? Cela dépend de la question de savoir si l'humanité saura à cette époque qu'il n'est pas possible d'exercer ce pouvoir sans empêcher la croissance de la nature humaine, et la condamner au rabougrissement. C'est à ce moment que les enseignements du livre *La Liberté* auront leur plus grande valeur, et il est à craindre qu'ils la conservent longtemps.

Quant à l'originalité de ce livre, elle n'est pas autre que celle que tout esprit méditatif donne à sa façon propre de concevoir et d'exprimer des vérités qui sont la

propriété de tout le monde. La pensée dominante du livre est une de celles qui sont restées sans doute le privilége de quelques penseurs isolés, mais dont l'humanité n'a probablement jamais été, depuis les débuts de la civilisation, totalement privée. Pour ne parler que des dernières générations, elle est distinctement contenue dans le courant de grandes idées relatives à l'éducation et à l'enseignement, qui s'est répandu en Europe grâce aux travaux et au génie de Pestalozzi. L'adhésion absolue que Guillaume de Humboldt y a donnée est rappelée dans le livre; mais il s'en faut qu'il fût le seul dans son pays à y adhérer. Pendant la première moitié de ce siècle, la doctrine des droits de l'individu et de la personne morale à se développer à son gré a été soutenue par toute une école d'écrivains allemands, même jusqu'à l'exagération. Les imitateurs de Goethe, le plus illustre des auteurs allemands, bien qu'il soit resté en dehors de toute école, se montrent complètement imbus d'idées sur la morale et la conduite qui, selon moi, ne peuvent pas toujours se défendre, mais qui ne cessent de faire appel à tout ce qu'on peut dire en faveur du droit et du devoir de chaque homme à développer sa personnalité. En Angleterre, avant que le livre *La Liberté* eût été écrit, la doctrine de l'Individualisme avait été énergiquement défendue avec un style d'une éloquence véhémente qui rappelle parfois celle de Fichte, par William Maccall, dans une suite d'écrits dont le plus soigné porte le titre d'*Éléments d'Individualisme*. Un éminent Américain, M. Warren, avait fondé un système de société basé sur la *souveraineté de l'individu;* beaucoup de personnes s'é-

taient attachées à lui et avaient réellement commencé l'établissement d'un village-communauté (je ne sais s'il existe encore), qui en dépit de quelques ressemblances superficielles avec quelques projets socialistes, leur était diamétralement opposé en principe, puisqu'on n'y reconnaissait à la société aucune autorité quelconque sur l'individu, excepté pour faire respecter le droit également reconnu à tous de développer librement leur personnalité. Comme le livre qui porte mon nom n'a pas la prétention de donner ses doctrines pour originales, et qu'il n'avait pas pour but d'en retracer l'histoire, le seul auteur qui les eût affirmées avant moi dont j'ai jugé à propos de dire un mot, fut Guillaume de Humboldt, auquel j'empruntai la devise du livre. Une seule fois, j'ai pris aux Warrénistes leur expression de *souveraineté de l'individu.* Il est à peine nécessaire de faire remarquer ici qu'il y a de nombreuses différences de détail, entre la conception de la doctrine de la liberté pour ceux de mes devanciers que j'ai mentionnés, et celle que j'ai exposée dans mon livre.

Les circonstances politiques du moment m'amenèrent peu de temps après à compléter et à publier un petit écrit intitulé *Idées sur la Réforme parlementaire*, dont j'avais fait déjà une partie quelques années auparavant, à l'occasion de l'un des bills avortés de Réforme. A cette époque, ma femme l'avait approuvé et révisé. Les principaux points de cet écrit étaient mon opposition au scrutin secret (nous avions changé d'opinion sur cette question, et ma femme avant moi), et une réclamation en faveur du droit des minorités. Pourtant à cette époque nous n'allions pas au-delà du vote cumulatif proposé par

M. Garth Marshall. En terminant cet écrit pour le faire paraître en vue des discussions qu'allaient soulever le bill de Réforme proposé par le ministère de Lord Derby et de M. Disraeli en 1859, j'y ajoutai un troisième point en demandant que plusieurs votes fussent accordés, non à la propriété, mais à une supériorité d'éducation prouvée. Cette mesure se recommandait à mes yeux comme un moyen de satisfaire l'irrésistible prétention de tout homme ou de toute femme à être consulté, et à posséder une voix, dans le règlement des affaires qui le touchent de près, en donnant une juste prépondérance aux opinions fondées sur des connaissances supérieures. Cependant cette idée était une de celles que je n'avais jamais discutées avec ma conseillère, sur l'infaillibilité de laquelle je pouvais presque toujours compter, et je n'ai aucune preuve qu'elle eût été de mon avis sur ce point. Autant que j'ai pu le remarquer cette proposition n'a trouvé faveur nulle part. Tous ceux qui veulent quelque genre d'inégalité dans le vote électoral, désirent l'établir en faveur de la propriété et non de l'intelligence et des connaissances. Si ma proposition surmonte jamais le puissant sentiment qui subsiste contre elle, ce ne sera qu'après l'établissement d'une éducation nationale systématique par laquelle les divers degrés de connaissance utile pour exercer des droits politiques pourront être soigneusement définis et légalement constatés. Sans cela, elle prêtera toujours le flanc à de fortes objections, peut-être à des objections décisives; et, ce point acquis, il serait peut-être possible de s'en passer.

Ce fut bientôt après la publication des *Idées sur la Ré-*

forme parlementaire que je pris connaissance de l'admirable système de représentation personnelle de M. Hare, qui venait d'être publié pour la première fois, dans sa forme actuelle. Je reconnus dans cette grande idée pratique et philosophique à la fois, le plus grand perfectionnement dont le système du gouvernement représentatif soit susceptible, perfectionnement qui, de la façon la plus heureuse, attaque et guérit le grand défaut du système représentatif qui jusque-là semblait inhérent à ce système, je veux parler du vice qui consiste à donner à une majorité numérique toute la force, au lieu de ne lui accorder qu'une force proportionnelle à son nombre; ce qui met le parti le plus fort en état d'empêcher tous les partis les plus faibles de faire entendre leurs opinions dans l'assemblée de la nation, excepté dans les occasions qui peuvent leur être fournies par une inégalité accidentelle de la distribution des opinions dans des localités différentes. A ces maux immenses on ne croyait pas possible d'opposer autre chose que d'imparfaits palliatifs. Le système de M. Hare apporte un remède radical. Cette découverte nouvelle dans l'art de la politique, car le plan de M. Hare n'est pas moins qu'une découverte, m'inspira, comme je crois qu'elle a inspiré à tous les gens réfléchis qui l'ont adoptée, des espérances nouvelles et plus de confiance en l'avenir de la société humaine parce qu'elle délivre la forme d'institutions politiques, vers laquelle le monde civilisé tend évidemment et avec une force irrésistible, du vice capital qui paraissait réduire à peu de chose ses bienfaits ou même faire douter qu'il y en eût en fin de compte. Les minorités, aussi longtemps qu'elles restent

des minorités, ne comptent et ne doivent compter pour rien devant le scrutin; mais si l'on admet des arrangements qui permettent à tout groupe de votants, s'élevant à un certain nombre, d'envoyer dans l'assemblée législative un représentant de son propre choix, les minorités ne sauraient être supprimées. Les opinions indépendantes s'ouvriront un passage pour entrer dans les conseils de la nation et s'y faire entendre, ce qui est souvent impossible sous les formes actuelles de la démocratie. L'assemblée législative, au lieu d'être vide de personnalités originales, et composée uniquement d'hommes qui représentent simplement la profession de foi des grands partis politiques et religieux, contiendra dans une forte proportion les esprits les plus originaux et les plus éminents du pays, qui y seront envoyés sans acception de partis par des électeurs qui apprécient leur valeur individuelle. Je peux comprendre que des personnes, intelligentes d'ailleurs, soient rebutées par le plan de M. Hare, parce qu'elles n'y portent pas une attention suffisante, et qu'elles croient y voir un mécanisme très-compliqué. Mais quiconque ne sent pas le mal que le plan de M. Hare est destiné à guérir, quiconque le rejette comme une pure subtilité de théorie ou comme une lubie, qui ne saurait avoir aucun effet sérieux, et comme ne méritant pas l'attention des hommes pratiques, n'est, on peut le dire bien haut, qu'un homme d'État incompétent, au-dessous de la politique de l'avenir. Je veux dire à moins qu'il ne soit ministre ou qu'il n'aspire à le devenir; en effet nous sommes complètement habitués à voir un ministre professer une hostilité absolue contre une réforme, jus-

qu'au jour où sa conscience, ou son intérêt, l'amène à la prendre en main comme d'une mesure d'utilité publique, et à la faire réussir.

Si j'avais connu le système de M. Hare avant la publication de mon écrit sur la réforme parlementaire, j'en aurais rendu compte. N'ayant pu le faire, j'écrivis surtout dans ce but, un article pour le *Fraser's Magazine* (réimprimé dans mes mélanges) mais j'y ajoutai un examen de deux autres publications sur la question du jour; l'une était une brochure de mon vieil ami, M. John Austin, qui sur ses vieux jours était devenu ennemi de toute réforme nouvelle du parlement; l'autre était une œuvre écrite avec talent et force, bien qu'en partie erronée, de M. Lorimer.

Dans le courant de l'été de la même année, j'accomplis un devoir qui m'incombait, celui de contribuer, par un article de la Revue d'Édimbourg, à faire connaître l'ouvrage profond de M. Bain sur l'Esprit qui venait de se compléter par la publication du second volume. J'envoyai à la presse un choix de mes écrits de second ordre qui forment les deux premiers volumes de mes *Dissertations et Discussions*. Le choix avait été fait alors que ma femme vivait encore, mais la révision que nous devions en faire ensemble en vue d'une publication nouvelle était à peine commencée. Puis, quand je n'eus plus pour me guider la lumière de son jugement, je désespérai d'aller plus avant, et je fis réimprimer les articles tels quels, en retranchant seulement les passages qui n'étaient plus d'accord avec mes opinions. Mon œuvre littéraire de l'année fut close par un essai inséré dans le *Fraser's*

Magazine (réimprimé dans le troisième volume de mes *Dissertations et Discussions*) intitulé *Quelques mots sur la non-intervention*. J'étais poussé à écrire cet article par le désir de venger l'Angleterre d'une accusation à laquelle elle est communément en butte sur le Continent. On lui reproche de ne s'inspirer dans sa politique étrangère que de son égoïsme. Je voulais faire sentir aux Anglais les raisons qui servaient de prétexte à cette accusation, à savoir la façon peu élevée avec laquelle leurs hommes d'État avaient l'habitude de parler de la politique de leur pays, qu'ils ne considéraient qu'au point de vue des intérêts anglais; et surtout la politique de Lord Palmerston qui à ce moment même s'opposait au percement de l'Isthme de Suez. Je saisissais l'occasion d'exprimer des idées que je nourrissais depuis longtemps, dont quelques-unes me venaient de mon expérience des affaires de l'Inde, et d'autres de questions internationales qui occupaient alors le public européen. Ces idées portaient sur les vrais principes de la moralité internationale et sur les modifications qu'y apportent les différences des temps et des circonstances. C'est un sujet que j'avais déjà traité avec quelque étendue dans la défense du gouvernement provisoire français de 1848, contre les attaques de Lord Brougham entre autres, essai que j'avais publié d'abord dans la *Revue de Westminster* et qui se trouve réimprimé dans mes *Dissertations*.

J'avais arrangé mon existence, du moins je le croyais, de manière à consacrer le reste de mes jours à des occupations littéraires, si l'on peut appliquer ce mot à des occupations qui n'ont cessé d'avoir pour objet princi-

pal la politique, non-seulement la politique théorique, mais aussi la politique pratique. Je passais, il est vrai, la plus grande partie de l'année à une grande distance du principal théâtre de la politique de mon pays, auquel j'adressais, et pour lequel avant tout, je composais mes écrits. Mais, de nos jours, la facilité des communications a non-seulement supprimé tous les inconvénients qui résultaient pour un écrivain politique de l'éloignement de la scène où se jouent les affaires de l'Etat, mais elle les a tournés en avantages. Il reçoit sans retard et régulièrement les journaux et les recueils périodiques, et se tient *au courant* même des événements politiques les plus éphémères; il prend une idée plus correcte de l'état de l'opinion et de ses progrès qu'il ne l'aurait su faire par un contact personnel avec les individus. Nos relations sont plus ou moins confinées dans des classes ou des groupes particuliers, dont nous recueillons par ce canal les impressions sans autre information, et je sais par expérience que les personnes qui sacrifient leur temps aux exigences absorbantes de ce qu'on appelle la société, et n'ont pas le loisir d'entretenir des relations étendues avec les organes de l'opinion, restent bien plus ignorantes de l'état général tant de l'esprit public que de la partie instruite et active de l'opinion, que ne saurait l'être un homme vivant dans la retraite et qui lit les journaux. Il y a sans doute des inconvénients à rester trop longtemps séparé de son pays, à ne pas rafraîchir de temps en temps ses impressions au jour sous lequel les hommes et les choses apparaissent à ceux qui se trouvent mêlés au même courant; mais le jugement réfléchi formé à

distance, que les inégalités de la perspective ne troublent point, est le plus sûr, même pour guider la pratique. Passant tour à tour à l'une et à l'autre de ces situations, je profitais de leurs avantages particuliers. L'inspiratrice de mes meilleures idées n'était plus avec moi, mais je n'étais pas seul : elle m'avait laissé une fille, ma belle-fille . . . . . .

. . . . . .

. . . . dont le talent, toujours grandissant et s'affermissant, s'est consacré à la poursuite des mêmes objets élevés . . . . . .

. . . . . .

Certes personne n'a été si heureux, après une perte comme celle que j'avais faite, que de gagner un second lot dans la loterie de la vie. . . . . .

. . . . . Quiconque, aujourd'hui comme plus tard, pensera à moi et à l'œuvre que j'ai faite, ne devra pas oublier qu'elle n'est point le produit d'une seule intelligence, d'une seule conscience, mais de trois . . . . . .

. . . . . .

Mon œuvre de l'année 1860-1861 consista principalement en deux traités dont l'un seulement était destiné à une publication immédiate : c'était les *Considérations sur le gouvernement représentatif*, où j'exposais méthodiquement le système qu'après bien des années de réflexion, je regardais comme la meilleure forme d'une constitution démocratique. Après avoir dit de la théorie générale du gouvernement tout ce qui est nécessaire pour faire comprendre cette forme particulière de la pratique du gouvernement, je développais les idées que j'avais mûries

touchant les principales questions qui s'agitent de notre temps dans le domaine des institutions purement organiques, et je soulevais, par anticipation, quelques autres questions sur lesquelles des nécessités grandissantes attirent l'attention des hommes pratiques. La principale de ces questions est la distinction entre deux fonctions, celle de faire des lois, pour laquelle une assemblée populaire nombreuse est radicalement impropre, et celle de tenir la main à ce que de bonnes lois soient faites, ce qui est son propre devoir qu'aucune autre autorité ne peut remplir d'une manière satisfaisante. Il est donc nécessaire d'établir une commission législative, élément permanent de la constitution d'un pays libre, composé d'un petit nombre d'hommes politiques d'une éducation supérieure, auxquels serait dévolue la tâche de rédiger la loi, après que le parlement aura décidé que la loi doit être faite ; le parlement gardant le pouvoir de l'adopter ou de la rejeter quand elle aura été rédigée, sans avoir celui de l'élaborer autrement qu'en proposant des amendements et en les renvoyant à la commission. La question que je soulève relativement à la plus importante des fonctions publiques, celle de la législation, est un cas particulier du grand problème de l'organisation politique moderne, posé, je crois, pour la première fois dans toute son étendue par Bentham, quoique, dans mon opinion, il ne l'ait pas toujours résolue d'une façon satisfaisante, à savoir la combinaison d'un contrôle complet de la part du peuple sur les affaires publiques avec l'organisation la plus parfaite à donner au pouvoir.

L'autre ouvrage que j'écrivis à cette époque est le

même que j'ai publié quelques années plus tard (en 1869) sous le titre de *L'assujettissement des femmes.* Je l'écrivis

. . . . . .

pour qu'il restât, à tout événement, une composition écrite de mes opinions sur cette grave question, aussi complète et aussi concluante qu'il était en moi de le faire. Mon intention était de conserver ce livre parmi d'autres papiers que je ne publiais pas, pour l'améliorer de temps en temps si j'en était capable, et le publier enfin quand il me semblerait qu'il pourrait être le plus utile. Tel qu'il a été publié . . . . . .

. . . . . .

. . . . . dans la partie qui est de ma composition, ce qu'il y a de plus frappant et de plus profond appartient à ma femme, et je l'ai tiré du fond d'idées qui nous était devenu commun par nos conversations et nos innombrables discussions sur une question qui occupait une si grande place dans notre esprit.

Peu après je retirai du dépôt où ils attendaient des papiers que je n'avais pas encore publiés et que j'avais écrits durant les dernières années de mon mariage, et j'en fis, avec quelques additions, un opuscule intitulé l'*Utilitarisme*, qui parut pour la première fois dans le *Fraser's Magazine*, et qui fut plus tard réimprimé en un volume.

Cependant avant ce moment, l'état des affaires publiques était devenu extrêmement critique par l'effet de l'explosion de la guerre civile d'Amérique. Tout mon cœur était engagé dans cette lutte, qui, je le sentais dès le début, était destinée à ouvrir une nouvelle ère, pour le bien ou le mal, dans le cours des affaires hu-

maines, pendant un temps dont nul ne pouvait prévoir la durée. J'avais suivi avec un vif intérêt la querelle engagée sur la question de l'esclavage en Amérique pendant les années qui précédèrent la rupture. Je savais que la querelle n'était au fond, dans toutes ses périodes, qu'une tentative agressive des propriétaires d'esclaves pour agrandir le territoire de l'esclavage sous l'influence combinée des intérêts d'argent, de la passion, de la domination et du fanatisme d'une classe pour ses priviléges de caste, influence que mon ami le professeur Cairnes a si complètement et si puissamment décrite dans un admirable ouvrage intitulé l'*Empire esclavagiste.* Le succès des esclavagistes, s'ils triomphaient, devait être une victoire des puissances du mal qui encouragerait les ennemis du progrès et glacerait le zèle de ses amis dans tout le monde civilisé ; en outre il créerait une puissance militaire formidable, basée sur la pire forme et la plus antisociale de l'oppression de l'homme par l'homme, il détruirait pour longtemps le prestige de la grande république démocratique et donnerait à toutes les classes privilégiées de l'Europe une fausse confiance qu'on ne pourrait abattre qu'en la noyant dans le sang. D'un autre côté si les esprits dans le Nord étaient assez excités pour soutenir la guerre jusqu'au moment du triomphe et si cette terminaison n'arrivait pas trop tôt et trop facilement, je prévoyais, comme conséquence des lois de la nature humaine, et par l'expérience que j'avais des révolutions, que lorsque le Nord vaincrait, sa victoire serait décisive. Je comprenais que la masse de la population du Nord, dont la conscience n'avait encore été éveillée

que sur la question de la résistance à l'extension de l'esclavage, mais qui, par fidélité à la constitution des États-Unis, désapprouvait toute intervention du gouvernement fédéral à propos de l'esclavage dans les états où il existait déjà, que ces populations, dis-je, concevraient des sentiments d'une autre nature une fois que la constitution aurait été ébranlée par une rébellion armée, et voudraient en finir avec l'institution maudite ; je prévoyais qu'elles feraient alliance avec la noble phalange des abolitionistes dont Garrison était le courageux et sincère apôtre, Wendell Phillips l'éloquent orateur, et John Brown le martyr volontaire (1). Alors, enfin, le génie des États-Unis affranchi de ses liens, échapperait à l'influence corruptrice d'une prétendue nécessité de faire l'apologie, en face des étrangers, du plus flagrant attentat qui puisse violer les principes libéraux de leur constitution ; la tendance inhérente à tout état stable de société à immobiliser un groupe d'opinions nationales serait au moins pour un temps tenue en échec, et laisserait au pays toute liberté de reconnaître ce qu'il y a de mauvais dans les institutions, comme dans les habitudes du peuple. Ces espérances, en tant qu'elles se rattachaient à la question de l'esclavage, se sont complètement réalisées ; celles qui touchent à d'autres points sont en train de passer dans le domaine des faits. Comme je prévoyais dès le début que ces deux ordres de conséquences seraient la suite du succès ou de la chute de la rébellion, on se fera une idée

1. Brown, ce vrai héros, après qu'il eut été fait prisonnier, dit qu'il valait plus pour le gibet que pour toute autre chose, parole qui rappelle par le mélange d'esprit, de sagesse et d'abnégation, un mot de Thomas Morus.

des sentiments avec lesquels j'envisageais l'entraînement qui portait en faveur du Sud la presque totalité des classes supérieures et moyennes de mon pays, de ceux-là mêmes qui passaient pour libéraux. Les classes ouvrières, quelques écrivains ou savants, faisaient seuls exception à ce délire général. Jamais je n'ai plus vivement senti combien était faible le progrès de l'esprit chez nos classes influentes, et le peu de valeur des opinions libérales qu'elles avaient l'habitude de professer. Parmi les libéraux du Continent, personne ne commit cette monstrueuse erreur. Mais la génération qui avait arraché aux planteurs de nos Indes Occidentales l'émancipation des noirs était passée ; une autre était survenue qui n'avait pas appris par de longues années de discussion à sentir fortement la monstruosité de l'esclavage. D'ailleurs, l'inattention habituelle des Anglais pour tout ce qui se passe dans le monde hors de leur île, les tenait dans une ignorance profonde de tous les antécédents de la lutte, à ce point que, pendant un an ou deux après le commencement de la guerre, on ne croyait pas généralement en Angleterre que la querelle eût l'esclavage pour objet. Il y avait des gens de principes élevés et d'un libéralisme incontestable qui n'y voyaient qu'une dispute à propos de tarifs, ou un exemple de ces luttes avec lesquelles ils avaient l'habitude de sympathiser, celles par exemple d'un peuple qui lutte pour son indépendance.

C'était pour moi un devoir tout tracé de me placer du côté de la faible minorité qui protestait contre cet égarement de l'opinion. Je ne fus pas le premier à protester. Il ne faut pas oublier pour l'honneur de MM. Hughes et

Ludlow, qu'ils furent les premiers à le faire par des écrits qu'ils lancèrent au début même de la guerre. M. Bright suivit leur exemple par un de ses plus éloquents discours. D'autres vinrent après qui ne firent pas moins d'effet. J'allais joindre ma voix à celles qui avaient déjà parlé, quand, à la fin de 1861, un officier des États-Unis arrêta à bord d'un vaisseau anglais des envoyés du Sud. Les Anglais ont beau avoir la mémoire courte, ils n'ont pas tout à fait oublié l'explosion de colère qui souleva l'Angleterre. Durant quelques semaines, on s'attendit généralement à la guerre avec les États-Unis, et l'on commença des préparatifs militaires de notre côté. Tant que cet état de choses durait, nulle voix favorable à la cause américaine n'aurait pu se faire entendre. Je suis d'accord avec ceux qui trouvaient cet acte injustifiable, et tel que l'Angleterre en devait exiger le désaveu. Le désaveu obtenu, l'alarme dissipée, j'écrivis, en janvier 1862, l'article intitulé *La lutte en Amérique*. . . . . Écrit et publié en ce moment, il contribua à encourager les libéraux qui s'étaient sentis submerger par le flot de l'opinion anti-libérale et à former en faveur de la bonne cause un noyau d'opinion qui grandit petit à petit d'abord, et rapidement ensuite, quand le succès du Nord sembla devenir probable. Au retour de notre voyage, j'écrivis un second article, un examen du livre du prof. Cairnes qui parut dans la *Revue de Westminster*. L'Angleterre expie, par une foule d'embarras, le ressentiment durable que ses classes dirigeantes ont éveillé aux États-Unis par l'ostentation avec laquelle elles faisaient des vœux pour la ruine

de la nationalité américaine ; elle a lieu de se montrer reconnaissante de ce qu'un petit nombre d'Anglais, je veux dire un petit nombre d'écrivains et d'orateurs, se sont rangés fermement du côté des Américains à l'époque de leurs plus grands embarras, et ont fait en partie diversion à ces sentiments d'amertume et empêché que l'Angleterre ne devînt tout à fait odieuse aux Américains.

Ce devoir accompli, ma principale occupation pendant les deux années qui suivirent ne porta pas sur des questions politiques. La publication des *Leçons sur la jurisprudence* de M. Austin, après sa mort, me donna l'occasion de payer un juste tribut à sa mémoire, et en même temps d'exprimer quelques idées sur un sujet auquel, à l'époque déjà ancienne de ma ferveur benthamiste, je m'étais sérieusement appliqué. Toutefois, mon œuvre principale durant ces années fut l'*Examen de la philosophie de Sir William Hamilton*. Les *Leçons* de Sir W. Hamilton avaient été publiées en 1860 et en 1861. Je les avais lues sur la fin de l'année précédente et j'avais à peu près formé le projet d'en faire un compte rendu dans une revue. Mais je m'étais bientôt aperçu que ce travail ne servirait de rien, et qu'on ne pouvait traiter convenablement ce sujet, à moins d'écrire un volume. J'avais ensuite à considérer s'il était convenable que je me chargeasse de cette tâche. Après mûr examen, il me sembla qu'il y avait de fortes raisons en faveur de mon projet. Les *Leçons* m'avaient grandement désappointé, et certes je les avais lues sans aucune prévention contre Sir W. Hamilton. J'avais jusqu'alors différé d'étudier les notes qu'il avait écrites pour son édition de Reid, parce

qu'elles ne sont point achevées; et bien que je susse que le système de psychologie de Hamilton différait de celui que j'approuvais le plus, je me sentais cependant de la sympathie pour quelques-unes de ses idées, à cause de sa polémique vigoureuse contre les transcendantalistes, et de la fermeté avec laquelle il affirmait le principe de la relativité de la connaissance humaine. Je pensais qu'une saine psychologie avait plus à gagner qu'à perdre à se mettre à l'ombre de son autorité et de sa réputation. Les *Leçons* de Sir W. Hamilton et ses *Notes sur Reid* dissipèrent cette illusion. Les *Discussions*, à la lumière que les *Leçons* y projetaient, perdirent à mes yeux beaucoup de leur valeur. Je reconnus que les ressemblances qui semblaient exister entre ses opinions et les miennes portaient plus sur des mots que sur des choses. Les grands principes philosophiques que j'avais cru qu'il reconnaissait n'étaient, tels qu'il les expliquait, que bien peu de chose, ou même se réduisaient à rien; il ne cessait de les perdre de vue, et ne laissait pas d'enseigner en même temps, presque partout dans ses écrits philosophiques, des doctrines radicalement incompatibles avec ces principes. L'appréciation que j'en faisais était à ce point changée qu'au lieu de le regarder comme un penseur placé à égale distance de deux philosophies rivales, empruntant à chacune des deux écoles des principes, et prêtant à chacune des armes puissantes pour la défense comme pour l'attaque, je ne voyais plus en lui que l'une des colonnes, et, grâce à la grande renommée philosophique dont il jouissait en Angleterre, la première colonne de la philosophie qui me semblait fausse.

Or, la différence qui sépare ces deux écoles philosophiques, celle de l'intuition et celle de l'expérience et de l'association, n'est point une simple question de spéculation abstraite; elle est pleine de conséquences pratiques et se retrouve à la base de toutes les différences d'opinion sur des questions pratiques à une époque de progrès. Le réformateur pratique ne cesse pas de réclamer qu'on apporte des changements à des choses qui s'appuyent sur des sentiments puissants et très-répandus; il a toujours à contester que les faits établis qui semblent nécessaires et indéfectibles, le soient réellement, et il est souvent obligé dans son argumentation de faire voir comment ces sentiments puissants ont pris naissance, et comment on en est venu à considérer ces faits comme nécessaires et indéfectibles. Il y a donc une hostilité naturelle entre le réformateur et une philosophie qui ne veut pas qu'on explique les sentiments et les faits moraux par les circonstances et l'association, qui préfère les considérer comme des éléments premiers de la nature humaine. Il voit se dresser devant lui une philosophie qui se fait un devoir de donner ses doctrines favorites comme des révélations de l'intuition; qui reconnaît dans l'intuition la voix de la Nature et de Dieu, parlant avec une autorité supérieure à celle de notre raison. Quant à moi, j'ai senti depuis longtemps que la tendance régnante en vertu de laquelle nous regardons les différences des caractères des hommes comme innées, et en général comme indélébiles, et qui nous porte à ne pas tenir compte des preuves irrésistibles qui démontrent que l'immense majorité de ces différences, tant

chez les individus que chez les races ou les sexes, non-seulement pourraient se produire naturellement par l'effet des circonstances, mais qu'elles se produisent ainsi — j'ai senti, dis-je, que cette tendance est un des principaux obstacles qui empêchent de traiter les grandes questions sociales d'une manière rationnelle, et la plus grande pierre d'achoppement du progrès de l'humanité. Cette tendance tire son origine de la métaphysique intuitionniste, qui caractérise la réaction du dix-neuvième siècle contre le dix-huitième. C'est une tendance si conforme à l'indolence de l'homme, comme aussi aux intérêts conservateurs en général, qu'à moins de l'attaquer à sa racine, on est sûr de la voir s'étendre bien plus loin que ne l'autorisent réellement les systèmes les plus modérés de la philosophie intuitionniste. Or, c'est cette philosophie, et encore n'est-ce pas toujours par ses écoles les plus modérées, qui a, dans notre siècle, régi la pensée en Europe. L'*Analyse de l'Esprit* de mon père, ma propre *Logique* et le grand ouvrage de M. le professeur Bain sont des tentatives (plus heureuses qu'on ne pouvait s'y attendre) en vue de ramener en scène un système philosophique meilleur. Mais j'avais compris depuis quelque temps qu'il ne suffisait pas de se borner à mettre en contraste deux philosophies, qu'il fallait aussi engager une lutte corps à corps; qu'à côté d'ouvrages d'exposition de doctrines, il en fallait de controverse; enfin que le moment d'engager une lutte profitable était venu. J'étais convaincu que les écrits et la renommée de Sir W. Hamilton étaient la grande forteresse de la philosophie intuitionniste en Angleterre et une forteresse que rendaient

encore plus formidable le caractère imposant et, à bien des égards, le grand mérite personnel et les talents de l'homme. Je pensais que ce serait rendre un service réel à la philosophie, que d'essayer de faire une critique à fond de ses doctrines principales et de peser ses prétentions au rang d'un philosophe de premier ordre. Ce qui me confirmait dans ma résolution, c'est que je voyais l'un des élèves de Sir W. Hamilton, et le plus capable, se servir dans ses écrits des doctrines de son maître, pour justifier des idées sur la religion, que je considère comme profondément immorales, à savoir qu'il est de notre devoir de nous incliner, en l'adorant, devant un Être dont les attributs moraux sont, nous dit-on, inconnaissables, et peuvent être extrêmement différents de ceux que nous appelons des mêmes noms quand nous parlons de nos semblables.

A mesure que j'avançais dans mon travail, le dommage que je portais à la réputation de Sir W. Hamilton devenait plus grand que je ne m'y étais attendu tout d'abord, à cause des innombrables inconséquences qui me sautaient aux yeux, quand je comparais entre elles les diverses parties de ses écrits. Je devais pourtant montrer les choses exactement comme elles sont, et je n'ai pas reculé devant ce devoir. J'ai toujours fait mes efforts pour traiter le philosophe que je critiquais avec la plus grande loyauté. Je savais qu'il ne manquait pas de disciples et d'admirateurs qui me redresseraient s'il m'arrivait par mégarde de commettre à son égard quelque injustice. En effet, plusieurs d'entre eux m'ont fait des réponses plus ou moins étudiées. Ils ont relevé des oublis

et des méprises, bien qu'en petit nombre et pour la plupart sans importance. J'ai corrigé dans la dernière édition (la troisième), les fautes qu'on avait signalées, autant que les critiques sont venues à ma connaissance, et j'ai répliqué aux autres critiques autant que cela m'a paru nécessaire. En somme, le livre a fait son œuvre; il a attiré l'attention sur les côtés faibles de Sir W. Hamilton; il a renfermé sa grande réputation de philosophe dans de plus étroites limites. En outre, par les discussions que ce livre contient, et surtout par deux chapitres dogmatiques sur les notions de la Matière et de l'Esprit, il a peut-être jeté un peu plus de lumière sur certaines questions débattues de psychologie et de métaphysique.

Après que j'eus achevé le livre sur Hamilton, je m'occupai d'une tâche qui, pour beaucoup de raisons, semblait m'incomber d'une façon toute spéciale, c'était celle de résumer et d'apprécier les doctrines d'Auguste Comte. J'avais contribué plus que personne à faire connaître ses doctrines en Angleterre; aussi eut-il, grâce à ce que j'avais dit de lui dans ma *Logique*, des lecteurs et des admirateurs parmi les penseurs de ce pays à une époque où son nom n'était pas encore en France sorti de l'obscurité. Il était si inconnu et si peu apprécié à l'époque où j'écrivis ma Logique, qu'il était bien inutile de critiquer les points faibles de ses doctrines; au contraire c'était un devoir de faire connaître autant que possible les importants services qu'il rendait à la philosophie. Cependant, au moment où nous étions arrivés, il n'en était plus de même. Le nom de Comte était enfin universellement connu, l'on savait presque partout en quoi consistent

ses doctrines. Pour ses amis comme pour ses adversaires, Comte avait pris sa place. Il était devenu l'une des plus grandes figures de la philosophie contemporaine. La partie la plus saine de ses spéculations philosophiques a fait de grandes conquêtes parmi les esprits que leur culture et leurs tendances rendaient propres à les recevoir. Sous le couvert de ces doctrines, d'autres moins bonnes, auxquelles il a donné des développements et fait des additions considérables dans ses derniers écrits, ont aussi fait du chemin; elles ont des adhérents actifs et enthousiastes parmi les personnes d'un mérite éminent, soit en Angleterre, soit en France, soit dans d'autres pays. Pour ces raisons, non-seulement il était désirable que quelqu'un entreprît la tâche de critiquer les théories de Comte, pour séparer le bon du mauvais, mais il semblait que ce fût pour moi une obligation particulière et spéciale de m'en charger. Je la remplis en publiant deux essais dans la *Revue de Westminster*, que je réimprimai en un petit volume intitulé *Auguste Comte et le Positivisme.*

Les écrits que je viens de mentionner, quelques articles que je n'ai pas jugés dignes d'être conservés, voilà tout ce qui est sorti de ma plume pendant les années écoulées de 1859 à 1865. Au commencement de cette dernière année, pour satisfaire un désir que m'avaient souvent exprimé des ouvriers, je publiai une édition populaire de ceux de mes écrits qui me semblaient le plus propres à trouver des lecteurs parmi les classes laborieuses, ce sont les *Principes d'Economie politique, la Liberté* et *le Gouvernement représentatif*. Je faisais là un sacrifice considérable de mes intérêts pécuniaires, sur-

tout parce que je renonçais à tout espoir de tirer un profit des éditions à bon marché. Je m'assurai auprès des éditeurs du prix le plus bas auquel ils trouveraient une rémunération suffisante, d'après les règles ordinaires d'un partage égal des profits entre eux et moi ; puis j'abandonnai la moitié qui me revenait afin de leur permettre d'établir un prix encore plus bas. Je dois dire à l'honneur de MM. Longman qu'ils décidèrent spontanément qu'après un certain nombre d'années, le droit d'auteur et les clichés deviendraient ma propriété, et qu'après qu'un certain nombre d'exemplaires auraient été vendus, je recevrais une moitié du profit. Ce nombre d'exemplaires qui, pour l'*Economie politique*, s'élevait à dix mille, a été dépassé depuis quelque temps, et les éditions populaires ont commencé à me donner un profit, faible à la vérité, mais inattendu, quoique bien loin de compenser la diminution de ceux que je tirais des éditions de bibliothèque.

J'arrive maintenant à l'époque où mon existence tranquille et retirée d'auteur fit place à des occupations moins conformes à mes goûts, celles de membre de la chambre des communes. La proposition qui me fut faite par quelques électeurs de Westminster, au commencement de 1865, n'en fit pas naître l'idée dans mon esprit pour la première fois. Ce ne fut pas même la première offre de ce genre que j'eusse reçue. Plus de dix ans auparavant, à la suite de la publication de mes vues sur la question de la propriété foncière en Irlande, MM. Lucas et Duffy m'offrirent au nom du parti avancé de l'Irlande, de me faire entrer au parlement comme représentant d'un comté irlandais, ce qui leur eût été facile. Mais l'incom-

patibilité d'un siége dans le parlement avec la charge que je remplissais dans la Compagnie des Indes, m'empêcha de donner suite à cette proposition. Quand j'eus quitté la Compagnie, quelques amis auraient bien voulu me voir siéger au parlement, mais il ne me semblait pas que cette idée dût jamais se réaliser. J'étais convaincu qu'aucune fraction nombreuse ou influente d'un corps électoral ne désirait être représentée par une personne de mes opinions, et qu'un homme sans relations, sans popularité dans aucune localité, qui n'entendait pas se faire l'instrument passif d'un parti, avait peu de chance d'être élu n'importe où, si ce n'est à force d'argent. Or c'était, et c'est encore ma conviction arrêtée, qu'un candidat ne doit pas dépenser un sou pour obtenir une charge publique. Les dépenses légitimes d'une élection qui ne regardent spécialement aucun candidat en particulier, devraient incomber à titre de dépense d'intérêt public soit à l'État soit à la localité. Tout ce que les partisans de chaque candidat ont à faire pour assurer son triomphe dans son collége électoral, devrait être l'œuvre d'une agence gratuite ou payée par des souscriptions volontaires. S'il convient à des membres du corps électoral, ou à d'autres personnes, de donner de l'argent de leur poche en vue de faire entrer au parlement par des moyens légitimes, un homme qu'ils croiront devoir y être utile, personne n'a rien à y redire. Mais que la totalité ou une partie des frais retombe sur le candidat, c'est une chose essentiellement mauvaise, parce qu'en définitive cela revient à l'achat d'un siége à la chambre. Même dans la supposition la plus favorable relativement aux dépenses, on peut

légitimement soupçonner que celui qui donne de l'argent pour obtenir un mandat public, compte s'en servir pour atteindre d'autres buts que le bien général. En outre, et cette considération a la plus grande importance, l'habitude de faire supporter par les candidats les frais électoraux, prive la nation des services que pourraient rendre, au parlement, toutes les personnes qui ne peuvent ou qui ne veulent pas s'exposer à ces lourdes dépenses. Je ne dis pas que, aussi longtemps qu'il n'y aura guère de chance pour un candidat indépendant d'entrer au parlement sans se soumettre à cette pratique vicieuse, il faille toujours, au nom de la morale, le condamner pour avoir dépensé de l'argent, alors même que cet argent n'aurait pas été employé directement ou indirectement à corrompre les électeurs. Mais pour justifier cette conduite, il faut qu'il soit très-certain que le candidat peut être plus utile à ses concitoyens dans le parlement que dans toute autre voie ouverte à ses efforts. Il ne m'était pas prouvé que je pusse faire plus pour l'avancement des réformes auxquelles mes efforts étaient voués, sur les bancs de la chambre des communes, plutôt que dans mon simple rôle d'écrivain. Je comprenais donc que je ne devais pas rechercher une élection au parlement, et encore moins dépenser de l'argent pour y arriver.

Mais la question se présentait tout autrement quand un groupe d'électeurs venaient me trouver et m'offrir de leur propre mouvement de me présenter comme leur candidat. Si, après un échange d'explications, ils persistaient dans leurs désirs, connaissant mes opinions et acceptant les seules conditions auxquelles je pouvais en

toute conscience entrer à la chambre, ne me trouvais-je pas en présence d'un de ces appels qu'un membre de la communauté n'a guère le droit de repousser quand ses concitoyens le lui adressent? J'éprouvai donc leur résolution par une des explications les plus franches qui aient jamais été données à un corps électoral par un candidat. J'écrivis en réponse à l'offre qui m'avait été faite, une lettre destinée à la publicité. J'y disais que je n'avais personnellement aucune envie d'entrer au parlement, que selon moi un candidat ne devait ni solliciter les suffrages, ni supporter les frais électoraux, et que je ne saurais consentir à faire ni l'une ni l'autre de ces deux choses. Je disais en outre que, si j'étais élu, on n'eût pas à compter que je consacrerais mon temps et ma peine aux intérêts locaux. Quant à la politique générale, je déclarais péremptoirement ce que je pensais sur un grand nombre de sujets importants sur lesquels on m'avait demandé mes opinions, et comme parmi ces sujets se trouvait la question des droits électoraux, je leur fis savoir, entre autres choses, ma conviction (j'y étais tenu puisque j'entendais, si j'étais élu, y conformer mes actes) que les femmes avaient le droit d'être représentées dans le parlement sur le même pied que les hommes. C'était sans doute la première fois que cette doctrine s'affirmait devant des électeurs anglais. Aussi le succès de ma candidature, après que j'avais soutenu l'idée de cette réforme, a-t-elle donné l'impulsion au mouvement devenu depuis si vigoureux en faveur du suffrage des femmes. Rien, à cette époque, ne semblait plus improbable que le succès d'un candidat, si l'on

pouvait m'appeler candidat, qui par ses déclarations et sa conduite jetait un défi à toutes les notions de la pratique électorale. Un homme de lettres bien connu avait dit que le Tout-Puissant lui-même n'aurait aucune chance d'être élu sur un pareil programme. J'y fus rigoureusement fidèle ; je ne dépensai point d'argent et ne briguai pas les suffrages. Je ne pris point part à la campagne électorale, si ce n'est environ une semaine avant le jour de la nomination. J'assistai alors à quelques réunions publiques, où je formulai mes principes et répondis aux questions que les électeurs avaient le droit de me faire pour s'éclairer. Mes réponses furent aussi claires et aussi franches que ma lettre. Sur un point, mes opinions en matière de religion, j'annonçai dès le début que je ne répondrais à aucune question, et mes auditeurs parurent approuver ma détermination. La franchise avec laquelle je répondis à d'autres questions qu'on me posa, me fit évidemment plus de bien que mes réponses quelles qu'elles fussent n'auraient pu me faire de mal. Parmi les preuves que j'en eus, il en est une trop remarquable pour que je la passe sous silence. Dans mon écrit intitulé *Idées sur la réforme parlementaire*, j'avais dit, en termes un peu adoucis, que les classes ouvrières de l'Angleterre, bien que différant de celles de quelques autres pays, en ce qu'elles rougissaient de mentir, n'en étaient pas moins généralement adonnées au mensonge. Un adversaire recueillit ce passage, le fit imprimer et afficher. On me le fit passer dans une réunion dont les membres appartenaient principalement à la classe ouvrière, et l'on me demanda si j'avais en effet écrit et publié cette phrase.

Oui, répondis-je sur-le-champ. Je n'eus pas plutôt lâché ce mot, que la réunion éclata en applaudissements frénétiques. Il était évident que les ouvriers étaient si accoutumés à voir l'homme qui brigue leurs suffrages recourir à l'équivoque et à des moyens évasifs, que lorsqu'ils entendirent, au lieu de cela, un aveu complet d'un propos qui leur était désagréable, loin de s'en offenser, ils en conclurent qu'ils avaient devant eux une personne à laquelle ils pouvaient se fier. Je ne connais pas d'exemple plus frappant du caractère qu'attribuent aux classes ouvrières ceux qui selon moi les connaissent le mieux. Le moyen le plus sûr de gagner leur faveur, c'est d'aller tout droit devant soi. La droiture fait sur l'esprit du peuple une impression qui efface de fortes répugnances, tandis que toutes les autres qualités réunies n'en compensent pas l'absence. Le premier homme du peuple qui parla après cet incident, M. Odger, dit que les classes ouvrières ne demandaient pas qu'on ne les entretînt pas de leurs défauts, qu'elles avaient besoin d'amis et non de flatteurs, et qu'elles devaient de la reconnaissance à l'homme quel qu'il fût qui leur signalait les vices dont, selon lui, elles avaient besoin de se corriger. La réunion applaudit vigoureusement ces paroles.

Si j'avais été battu, je n'aurais pourtant eu aucune raison de regretter l'occasion que l'élection m'avait donnée de me mettre en contact avec des groupes considérables de mes concitoyens ; non-seulement j'y puisai une nouvelle somme d'expérience, mais j'en profitai pour vulgariser davantage mes opinions politiques et me faire connaître dans des régions où l'on n'avait jamais entendu

prononcer mon nom, pour accroître le nombre de mes lecteurs et l'influence que mes écrits me semblaient devoir exercer. Naturellement ces avantages devinrent bien plus grands, lorsque je fus élu par une majorité de quelques centaines de voix contre mon compétiteur conservateur, ce qui me surprit autant que personne.

Je siégeai au parlement pendant les trois sessions où le bill de Réforme fut discuté et durant cette période le parlement fut mon occupation principale, excepté pendant les vacances. Je parlais assez souvent; tantôt je prononçais des discours préparés, tantôt j'improvisais. Mais je ne choisissais pas les occasions comme je l'aurais fait si mon but principal eût été d'acquérir l'influence sur le parlement. Quand j'eus gagné l'oreille de la Chambre, ce qui m'arriva à la suite du succès de mon discours sur le bill de Réforme de M. Gladstone, je me laissai conduire par l'idée qu'il n'y avait pour moi aucune nécessité à me mêler des choses que d'autres pouvaient faire aussi bien, ou du moins assez bien. Comme auparavant j'avais réservé mes forces pour des œuvres que personne probablement n'aurait entreprises, je n'intervins à la chambre que sur des questions où la masse du parti libéral, et même la fraction la plus avancée de ce parti, n'était pas du même avis que moi, ou pouvait en comparaison paraître indifférente. Plusieurs de mes discours, surtout celui que je prononçai contre la proposition pour l'abolition de la peine de mort, et un autre en faveur du droit de saisir la propriété d'un ennemi sur des vaisseaux neutres (droit de visite), étaient en opposition avec les idées qui passaient alors et passent encore pour les opi-

nions des libéraux avancés. Mes plaidoyers en faveur des droits électoraux des femmes et de la représentation personnelle étaient considérés par beaucoup de gens comme des traits d'un esprit bizarre. Mais le grand progrès de ces opinions depuis cette époque, et spécialement la réponse qu'on a faite de presque toutes les parties du royaume à ma demande en faveur du vote des femmes, a démontré l'opportunité de ces démarches et transformé en un succès personnel ce qui n'avait été entrepris que comme un devoir envers la morale et la société. Un autre devoir qui m'incombait, à titre de représentant d'un collége métropolitain, était d'essayer d'obtenir pour la métropole un gouvernement municipal. Mais sur ce point, l'indifférence de la chambre des communes était telle que je ne trouvai guère ni secours ni appui dans son enceinte. Sur cette question, j'étais cependant l'organe d'un groupe actif et intelligent en dehors de la chambre. C'était ce groupe, et non moi, qui avait conçu le plan ; c'était lui qui faisait la propagande, et qui avait dressé les projets de loi. Mon rôle était de proposer ces lois toutes préparées et de les défendre pendant le peu de temps qu'il leur serait donné de rester devant la chambre, non sans prendre une part active à l'œuvre de la commission d'enquête, présidée par M. Ayrton, qui employa la plus grande partie de la session de 1866 à l'étude de cette question. On peut attribuer avec justice la situation toute différente où se trouve aujourd'hui (1870) cette question à la préparation qu'elle a reçue pendant ces années, et qui ne semblait pas alors produire beaucoup d'effet. Mais l'on sait que toutes les questions où des intérêts privés puis-

sants se trouvent d'un côté, et le bien public tout seul de l'autre, ont à traverser une semblable période d'incubation.

C'est encore parce que je pensais que je devais profiter de ma présence au parlement pour faire l'œuvre que d'autres ne pouvaient pas ou ne voulaient pas faire, que je crus de mon devoir de me mettre en avant pour défendre le libéralisme avancé, dans des circonstances où le blâme que l'on pouvait encourir était de nature à faire reculer la plupart des libéraux avancés de la chambre. Le premier vote que je donnai à la chambre fut à l'appui de l'amendement en faveur de l'Irlande, présenté par un membre irlandais et pour lequel seulement cinq membres anglais ou écossais donnèrent leur suffrage, le mien compris : les autres quatre étaient MM. Bright, M'Laren, T. B. Potter et Hadfield. Le second discours que je prononçai (1) portait sur le bill de la prolongation de la suspension de l'*habeas corpus* en Irlande. En dénonçant en cette occasion le système que les Anglais appliquaient au gouvernement de l'Irlande, je ne fis que ce que l'opinion générale en Angleterre trouve aujourd'hui qu'il était à propos de faire. Mais la haine contre le Fénianisme était alors dans toute son ardeur. Il suffisait de combattre ce que les Fénians attaquaient pour avoir l'air de faire leur apologie. Je fus si mal reçu par la chambre, que plus d'un de mes amis me conseilla, et mon senti-

1. Le premier avait été une réplique à la réponse de M. Lowe à M. Bright à propos du bill de la peste bovine. On pensa à cette époque que mon discours avait servi à faire écarter une mesure du gouvernement qui aurait fait bénéficier les propriétaires d'une double indemnité, puisqu'ils se trouvaient déjà indemnisés de la perte de leur bétail, par la plus value de ce qui leur en restait.

ment s'accordait avec le leur, d'attendre, avant de reprendre la parole, l'occasion favorable que devait me fournir le premier grand débat sur le bill de Réforme. Pendant ce temps de silence, il y eut beaucoup de membres du parlement qui crurent que j'avais subi un échec et que je ne les gênerais plus. Il se peut que leurs malveillants commentaires aient, par réaction, contribué au succès de mon discours sur la Réforme. Ma situation à la chambre devint encore meilleure à la suite de deux circonstances : la première fut un discours où j'insistai sur la nécessité de payer la dette nationale avant que les ressources houllières ne fussent épuisées; la seconde, une riposte ironique à quelques meneurs torys qui avaient cité tout au long contre moi certains passages de mes écrits, et m'avaient demandé des explications sur quelques autres, spécialement sur celui tiré de mes *Considérations sur le Gouvernement représentatif*, où je disais que le parti conservateur était, par la loi même de sa composition, le parti le plus stupide. Tout ce qu'ils gagnèrent à attirer ainsi l'attention sur un passage qui jusqu'alors ne l'avait pas éveillée, ce fut le sobriquet de *parti stupide* qui s'attacha à eux pour longtemps. Je ne craignais plus de n'être pas écouté, mais je me bornai trop, comme je l'ai jugé depuis, à ne parler que dans les occasions où il me semblait que mes services étaient réclamés d'une façon spéciale, et je m'abstins un peu plus qu'il n'aurait fallu de parler sur les grandes questions qui divisent les partis. A l'exception des questions irlandaises et de celles qui intéressaient les classes ouvrières, un seul discours sur le bill de Réforme de M. Disraeli,

fut toute la part que je pris aux grands et décisifs débats de la dernière des trois sessions auxquelles j'assistai.

J'ai pourtant beaucoup de satisfaction à reporter mes regards sur la part que j'ai prise dans la discussion des deux ordres de questions dont je viens de parler. Pour ce qui est des classes ouvrières, le but principal de mon discours sur le bill de Réforme de M. Gladstone était d'affirmer leur droit au suffrage. Un peu plus tard, après la démission du ministère de Lord Russell et l'arrivée au pouvoir d'un ministère tory, les ouvriers voulurent tenir un meeting à Hyde Park; la police le leur ferma et la foule renversa les grilles du parc. Quoique M. Beales et les hommes influents des classes ouvrières se fussent retirés en protestant quand ce fait se passa, une échauffourée eut lieu où plusieurs personnes furent maltraitées par la police. L'exaspération des ouvriers était à son comble. Ils voulaient faire une autre tentative de réunion dans le parc, et beaucoup, sans doute, s'y seraient rendus armés. Le gouvernement fit des préparatifs militaires pour résister; on croyait à de graves événements. Au moment critique, je servis, je le crois, à empêcher de grands malheurs. J'avais au parlement pris parti pour les travailleurs et vivement blâmé la conduite du gouvernement. Je fus invité avec plusieurs autres membres radicaux à une conférence avec les principaux membres du comité de la Ligue de la Réforme. Ce fut principalement sur moi que tomba le fardeau d'avoir à leur persuader d'abandonner le projet de la réunion de Hyde Park et de tenir leur assemblée ailleurs. Ni M. Beales, ni le colonel

Dickson n'avaient besoin qu'on les persuadât; au contraire. Il était évident que ces messieurs avaient déjà fait tous leurs efforts dans le même but, mais sans succès jusque-là. Les ouvriers tenaient à leur projet et ils étaient si résolus à le suivre que je fus obligé de recourir aux *grands moyens*. Je leur dis qu'une démarche qui ne manquerait pas d'amener une collision avec l'armée ne saurait se justifier qu'à deux conditions : si l'état des affaires était devenu tel qu'une révolution fût désirable, et s'ils se croyaient de force à en accomplir une. Devant cet argument, après une longue discussion, ils finirent par céder, et je pus informer M. Walpole qu'ils avaient renoncé à leurs intentions. Je n'oublierai jamais combien il fut soulagé, ni l'expression chaleureuse de sa reconnaissance. Après cette grande concession que les ouvriers m'avaient accordée, je me sentais lié à donner satisfaction à la demande qu'ils me firent d'assister à leur réunion de l'Agricultural-Hall, et d'y parler. C'est la seule réunion provoquée par la Ligue de la Réforme à laquelle j'aie assisté. J'avais toujours refusé de faire partie de la ligue, par la raison avouée que je n'acceptais pas son programme de suffrage universel, ni le scrutin secret. Quant au scrutin secret, j'étais d'un avis tout opposé, et quant au suffrage universel je ne pouvais consentir à en arborer le drapeau, même quand on me donnerait l'assurance qu'on n'entendait pas en exclure les femmes; je pense en effet que lorsqu'on ne se contente pas de ce qui peut être obtenu immédiatement, et qu'on prétend prendre position sur un principe, on devrait aller jusqu'au bout. Si je suis entré dans des détails

aussi particuliers c'est qu'en cette occasion ma conduite causa un grand déplaisir aux journaux torys et à ceux des tories libéraux, qui depuis n'ont cessé de m'accuser de m'être montré dans la vie publique immodéré et passionné. Je ne sais pas ce qu'ils attendaient de moi, mais ils auraient eu lieu de se montrer reconnaissants envers moi, s'ils avaient su de quoi, selon toute probabilité, je les avais sauvés. En effet, je ne crois pas qu'un autre eût pu obtenir ce que j'ai obtenu dans cette conjoncture: Nulle autre personne n'avait, je pense, à ce moment, l'influence nécessaire pour retenir les ouvriers, si ce n'est M. Gladstone et M. Bright, et on ne pouvait se servir ni de l'un ni de l'autre : de M. Gladstone pour bien des raisons, de M. Bright parce qu'il n'était pas à Londres.

Quelque temps après, lorsque le ministère tory présenta un bill pour interdire les réunions publiques dans les parcs, non-seulement je parlai fortement pour le combattre, mais, comme nous touchions à la fin de la session, je parvins avec quelques libéraux avancés à empêcher l'adoption du bill en faisant ajourner la discussion de délai en délai. Il ne fut pas représenté.

Je me sentais engagé aussi à jouer un rôle décidé dans les affaires d'Irlande. J'avais été un des premiers dans la députation des membres du parlement, à obtenir de Lord Derby que la vie d'un fénian insurgé, le général Burke, fût épargnée. La question de l'Église était prise en main si vigoureusement par les chefs du parti libéral, dans la session de 1868, qu'il n'était pas besoin que je fisse plus que d'y donner une adhésion énergique. Mais

il s'en fallait que la question de la propriété foncière fût aussi avancée. La superstition de la grande propriété n'avait pas encore jusqu'à ce jour rencontré d'adversaire, surtout dans le parlement, et ce qui prouvait à quel point cette question était arriérée, au moins dans l'esprit de la Chambre, c'étaient les mesures extrêmement anodines que présenta en 1866 le ministère de Lord Russell, et qui cependant ne purent passer. A propos de ce bill, je prononçai un de mes discours les plus étudiés, où j'essayais de poser les principes de la question, d'une façon destinée moins à stimuler les amis, qu'à me concilier les opposants et à les convaincre. La question de la Réforme parlementaire qui absorbait toute l'attention empêcha l'adoption de ce bill, comme aussi d'un bill du même genre que proposa ensuite le ministère de Lord Derby. Ces bills ne dépassèrent pas la seconde lecture. En attendant, les signes du mécontentement de l'Irlande s'accentuaient davantage; la demande d'une séparation complète de l'Irlande et de la Grande-Bretagne prenait un caractère menaçant, et il y avait peu de gens qui ne pensassent que s'il existait encore quelque chance de réconcilier l'Irlande avec l'union britannique, elle ne pouvait se trouver que dans l'adoption de mesures beaucoup plus radicales dans les relations territoriales et sociales du pays, que toutes celles qu'on avait encore vues. Le temps me semblait venu où il serait utile de dire toute ma pensée ; et j'écrivis ma brochure *L'Angleterre et l'Irlande*, que je composai pendant l'hiver de 1867 et que je publiai peu avant l'ouverture de la session de 1868. Les principaux points de cet écrit étaient d'une part une dis-

cussion tendant à montrer qu'une séparation n'était désirable ni pour l'Angleterre ni pour l'Irlande, et d'autre part, une proposition de résoudre la question de la propriété foncière en donnant aux fermiers actuels une ferme permanente avec une rente emphytéotique à établir d'après une enquête faite par l'État.

Ma brochure n'eut pas de succès, si ce n'est en Irlande, ce que je n'espérais pas. Mais puisqu'il n'y avait pas de mesure moins avancée que celle que je proposais qui pût faire pleine justice à l'Irlande, ou offrir une espérance de ramener la masse du peuple irlandais, c'était pour moi un devoir urgent de présenter la mienne. D'ailleurs, s'il y avait un procédé moins radical qui méritât d'être mis à l'essai, je savais bien qu'en proposant quelque chose qui paraîtrait extrême, je prenais le vrai moyen non d'empêcher mais de faciliter l'expérience d'une mesure plus modérée. Il est fort peu probable qu'une mesure qui accorde autant aux fermiers de la propriété en Irlande, que le bill de M. Gladstone, eût été proposée par un gouvernement, ou adopté par un parlement, si l'on n'avait pas fait voir au public britannique qu'une mesure bien plus énergique pourrait rencontrer des circonstances favorables, et peut-être un parti tout formé pour le prendre en main. C'est le caractère du peuple anglais, ou au moins des classes supérieures et moyennes qui passent pour le représenter, que pour l'engager à approuver un changement, il est nécessaire de le lui montrer comme une solution modérée. Tout projet leur paraît extrême et violent tant qu'ils n'entendent point parler d'un autre projet allant encore plus loin, sur le-

quel ils puissent décharger leur antipathie pour les mesures extrêmes. Il en fut ainsi dans l'occasion dont je parle; ma proposition fut condamnée, mais tout projet de réforme de la propriété foncière en Irlande qui n'allait pas si loin que le mien paraissait modéré en comparaison. Je ferai observer que les attaques dont mon projet a été l'objet, n'en donnent d'ordinaire qu'une idée très-inexacte. En général on le combattait comme si j'avais proposé que l'État achetât la terre et devînt propriétaire universel. En réalité l'État devait seulement offrir à chaque propriétaire le choix à son gré entre deux alternatives, ou de vendre son domaine ou de le garder en se soumettant à de nouvelles conditions. Je prévoyais bien que la plupart des grands propriétaires continueraient à préférer la situation de possesseurs du sol à celle de rentiers de l'État, et conserveraient leurs rapports avec leurs fermiers, souvent à des conditions plus douces que celles des grosses rentes sur lesquelles auraient été basées les compensations données par l'État. Je fournis cette explication avec bien d'autres dans un discours sur l'Irlande, au cours d'un débat au sujet de la proposition de M. Maguire, au début de la session de 1868. Un compte rendu corrigé de ce discours, joint à mon discours sur le bill de M. Fortescue, a été publié en Irlande, non par moi, mais avec ma permission.

Ce fut à moi que revint l'obligation de remplir un devoir d'un genre plus sérieux, tant au sein du parlement qu'au dehors. Des troubles avaient éclaté à la Jamaïque, provoqués dans l'origine par l'injustice; la rage et la peur les présentèrent en les exagérant comme une révolte préméditée.

On se servit de ce motif ou de cette excuse pour faire périr des centaines de personnes innocentes par l'emploi de la force militaire, ou par des arrêts d'une espèce de tribunaux qu'on appelait cours martiales; et les exécutions duraient encore plusieurs semaines après que ces troubles d'un instant avaient été réprimés. D'autres atrocités avaient été commises, des propriétés détruites, des femmes fouettées aussi bien que des hommes, partout où s'était exercée cette brutalité qui règne généralement quand la soldatesque est déchaînée. Les criminels auteurs de ces attentats trouvaient en Angleterre des défenseurs et des applaudissements chez la même espèce de gens qui avait si longtemps soutenu la cause de l'esclavage des noirs. On put croire un moment que la nation anglaise aurait le malheur de laisser passer, sans même protester, des excès d'autorité tout aussi révoltants que ceux pour lesquels les Anglais témoignent tant d'horreur, et qu'ils ne sauraient flétrir en termes assez forts, quand ils sont l'œuvre d'agents des gouvernements étrangers. Toutefois, après quelque temps, un sentiment d'indignation s'éveilla. Une association volontaire s'organisa sous le nom de *Comité de la Jamaique* pour examiner l'affaire et agir en conséquence. De toutes les parties du pays, des adhésions arrivèrent au comité. J'étais à l'étranger en ce moment, mais dès que j'appris la formation de ce comité, j'y envoyai mon adhésion, et dès mon retour, je pris une part active à toutes ses démarches. Il y avait bien plus à faire que d'obtenir justice pour les noirs, quelque impérieux que fût ce devoir. Il fallait savoir si les colonies anglaises et peut-être aussi, à l'occasion, la Grande-Bretagne passeraient du régime

des lois sous celui de l'arbitraire militaire, si la vie et la personne d'un sujet anglais était à la merci de deux ou trois officiers novices, ignorants, insouciants ou cruels, avec lesquels un gouverneur éperdu prendrait sur lui de former une cour martiale. Cette question ne pouvait être tranchée que par les tribunaux. Le comité décida de les saisir de la question. Cette détermination amena un changement dans le bureau du comité. Le président, M. Charles Buxton, sans trouver injuste la poursuite que nous allions diriger contre le gouverneur Eyre et ses principaux subordonnés de la cour martiale, qui l'avaient assisté dans les arrêts rendus à la Jamaïque, la jugeait inopportune. Quand une assemblée générale de l'association à laquelle assistaient un grand nombre de membres eut décidé la question contre lui, M. Buxton se retira du comité, sans déserter la cause, et je fus, sans m'y attendre le moins du monde, proposé pour la présidence et élu. C'était donc mon devoir de représenter le comité dans la chambre, tantôt en posant des questions au gouvernement, tantôt en essuyant des questions plus ou moins provoquantes que des membres du parlement m'adressaient à moi-même; mais ce fut surtout comme orateur dans le débat important qui fut soulevé pendant la session de 1866 par M. Buxton. Le discours que je prononçai en cette occasion est selon moi le meilleur que j'aie prononcé au parlement (1). Pendant plus de deux

1. Parmi les membres les plus actifs du comité se trouvaient M. P. A. Taylor, membre du parlement, toujours fidèle et énergique chaque fois qu'il fallait soutenir les principes de la liberté, M. Goldwin Smith, Frédérick Harrison, Slack, Chamerovzow, Shaen et Chesson, secrétaire honoraire de l'association.

ans, nous soutînmes la lutte, entrant dans toutes les voies légales qui nous étaient ouvertes, sans oublier les cours criminelles. Un tribunal de l'un des comtés torys d'Angleterre nous débouta. Nous fûmes plus heureux devant les magistrats de Bow Street ; ce qui fournit au Chief-justice du Banc de la Reine, Sir Alexander Cockburn, l'occasion de prononcer son fameux arrêt, qui fixa la jurisprudence en faveur de la liberté, autant qu'il est d'un arrêt de cour de le faire. Mais là finit notre succès, car le Grand-jury d'Old Bailey en rejetant notre requête empêcha le jugement de l'affaire. Il était évident que les classes moyennes d'Angleterre ne voyaient pas de bon œil traîner au banc des accusés devant une cour criminelle, des fonctionnaires anglais pour rendre compte d'abus de pouvoir envers des nègres et des mulâtres. Cependant nous avions, autant qu'il était en notre pouvoir, relevé l'honneur de notre pays en montrant qu'il y avait toujours des personnes décidées à user de tous les moyens légaux pour obtenir justice en faveur d'une partie lésée. Nous avions obtenu de la plus grande autorité de justice criminelle du pays une déclaration solennelle que la loi était bien telle que nous l'interprétions, et nous avions donné un sérieux avertissement à ceux qui pourraient être tentés de commettre par la suite le même crime. Ils savent maintenant que s'ils échappent à la condamnation d'un tribunal criminel, ils ne sauraient éviter les peines qu'il faut se donner ni les dépenses qu'il faut faire pour y échapper. Les gouverneurs des colonies et les agents du gouvernement ont de sérieuses raisons, de ne point se porter à l'avenir à ces extrémités.

Je garde, comme objets de curiosité, quelques échantillons de lettres injurieuses, presque toutes anonymes, que je reçus pendant que nous poursuivions nos démarches. Ce sont des preuves de la sympathie de la partie brutale du pays pour les cruautés de la Jamaïque. On y trouverait toute une gamme allant depuis les plaisanteries grossières et les caricatures jusqu'à des menaces d'assassinat.

Parmi les autres questions importantes où j'ai joué un rôle actif, mais qui intéressèrent peu le public, il en est deux qui méritent d'être citées. Je me joignis à plusieurs libéraux indépendants pour faire rejeter le bill d'extradition présenté à la fin même de la session de 1866. Ce bill n'autorisait pas ouvertement l'extradiction pour des délits politiques, mais il permettait d'extrader des réfugiés politiques, s'ils étaient accusés par un gouvernement étranger d'actes qui sont les incidents inévitables de toute tentative insurrectionnelle, pour être jugés par les tribunaux du gouvernement contre lequel ils s'étaient révoltés. Une telle concession rendait le gouvernement anglais complice des vengeances des gouvernements despotiques étrangers. L'échec de cette proposition amena la nomination d'une commission, dont je fis partie, pour examiner dans son ensemble la question des traités d'extradition et en faire un rapport. Nos travaux aboutirent à une loi qui fut adoptée par le parlement à une époque où j'avais cessé d'en faire partie, d'après laquelle tout réfugié dont l'extradition est demandée a le droit de se faire entendre devant une cour anglaise et d'y prouver que le délit dont il est accusé est réellement politique. La cause de la liberté en

Europe fut ainsi sauvée d'un grand désastre et notre pays d'une grande iniquité. L'autre question est celle pour laquelle un groupe de libéraux avancés engagèrent la lutte pendant la session de 1868, à propos du bill sur la corruption électorale présenté par le ministère de M. Disraeli. J'y jouai un rôle actif. J'avais pris les avis de plusieurs personnes qui avaient étudié avec le plus de soin les détails de cette question, à savoir de MM. W. D. Christie, le sergent Pulling et Chadwick. J'y avais moi-même beaucoup réfléchi, et je voulais présenter des amendements et des clauses additionnelles pour rendre le bill aussi efficace contre les différents genres de corruption, directe ou indirecte, qui pourraient, on avait de bonnes raisons de le craindre, augmenter au lieu de décroître par l'application de la loi de réforme. Nous voulions aussi greffer sur le bill des mesures tendant à diminuer le fâcheux fardeau de ce qu'on appelle frais électoraux légitimes. Parmi nos nombreux amendements était celui de M. Fawcett pour faire payer les dépenses du *returning officer* par le budget local au lieu des candidats. Un autre tendait à supprimer les agents électoraux salariés, et à en réduire le nombre à un par candidat. Un troisième réclamait de nouvelles précautions et des pénalités contre la corruption dans les élections municipales, qui sont aux yeux de tout le monde, non-seulement une école où l'on apprend à manier la corruption pour les élections parlementaires, mais qui servent à la couvrir. Toutefois le ministère conservateur, quand il eut une fois fait passer des principales dispositions de son bill en faveur desquelles j'avais parlé et voté, à savoir le transfert de la juridiction

de la chambre à un tribunal, pour les matières électorales, résista à toute autre amélioration, et après que l'une des propositions les plus importantes, celle de M. Fawcett, eut obtenu la majorité, il rassembla toutes ses forces et la fit rejeter à la lecture suivante. Le parti libéral à la chambre se couvrit de honte par la conduite d'un grand nombre de ses membres, qui n'aidèrent en rien nos efforts pour obtenir les conditions nécessaires de la sincérité de la représentation du peuple. Avec la grande majorité dont ils disposaient à la chambre ils auraient pu faire passer tous les amendements ou de meilleurs s'ils en avaient eu à proposer. Mais nous étions à la fin de la session; les membres du parlement brûlaient d'aller préparer les élections générales. Quelques-uns, Sir Robert Anstruther par exemple, s'honorèrent de rester à leur poste, quoique leurs rivaux se fussent déjà mis à solliciter les électeurs de leurs colléges; mais un bien plus grand nombre placèrent leurs intérêts électoraux au-dessus de leur devoir public. Beaucoup de libéraux regardaient avec indifférence une législation sur la corruption électorale; ils n'y voyaient qu'une proposition qui détournait l'attention de la question du scrutin secret, où par une erreur que l'événement, je crois, fera comprendre, ils voyaient un remède suffisant et le seul applicable. Pour ces raisons, notre lutte, bien que soutenue avec une grande vigueur pendant plusieurs nuits, n'eut aucun succès, et les mauvaises pratiques que nous cherchions à rendre plus difficiles, régnèrent plus que jamais pendant les élections générales qui se firent sous l'empire de la nouvelle loi.

La part que je pris à la discussion générale du bill de réforme de M. Disraeli, se borna à prononcer le discours que j'ai déjà mentionné. Mais je pris l'occasion de ce bill pour proposer formellement à la chambre et à la nation les deux grandes réformes qui restent encore à faire dans le gouvernement représentatif. L'une, la représentation personnelle, ou comme on l'appelle avec tout autant de justesse, la représentation proportionnelle. Je soumis cette réforme à l'examen de la chambre dans un discours où j'exposais et je défendais le système de M. Hare; plus tard j'appuyai activement la mesure très-imparfaite qu'au lieu de ce système le parlement fut amené à adopter pour un petit nombre de colléges. Ce misérable expédient ne se recommandait guère que parce qu'il était un aveu du mal auquel il portait un si piètre remède. Tel qu'il était pourtant il fut en butte aux mêmes sophismes, et on pouvait le défendre au nom des mêmes principes, comme une mesure réellement bonne. L'adoption de cette mesure pour un petit nombre d'élections parlementaires, comme aussi l'établissement du vote cumulatif dans les élections du conseil des écoles primaires de Londres, ont eu un bon effet. La question de l'égalité des droits de tous les électeurs à une part proportionnelle dans la représentation, est passée de la région de la discussion théorique à celui de la politique pratique, plus tôt qu'elle ne l'aurait pu sans cette expérience.

On ne saurait faire honneur à l'affirmation de mes opinions sur la représentation personnelle d'aucun résultat pratique considérable ou apparent. Il n'en fut pas de même pour l'autre proposition que je fis sous forme d'un amen-

dement au bill de réforme, et qui fut le service public le plus important et peut-être le seul vraiment important que j'aie rendu en qualité de membre du parlement. Je demandai qu'on effaçât les mots qu'on pouvait interpréter comme restreignant la franchise électorale aux mâles, ce qui revenait à admettre au suffrage les femmes qui, à titre de chef de maison ou autrement, possédaient les conditions requises des électeurs mâles. Pour les femmes ne pas réclamer le suffrage au moment où on étendait grandement la franchise électorale, c'eût été y renoncer tout à fait. Un mouvement sur cette question avait commencé en 1866, quand je présentai une pétition en faveur du suffrage des femmes signée par un nombre considérable de femmes distinguées. Mais il n'était pas certain que cette proposition obtînt dans la Chambre plus que quelques voix perdues ; et quand, après un débat où les défenseurs de l'opinion contraire avaient été d'une faiblesse insigne, les votes en faveur de ma proposition s'élevèrent à 73, et même à plus de 80 (1), la surprise fut générale, et l'encouragement qui en résulta, considérable, — d'autant plus grand que M. Bright se trouvait au nombre de ceux qui avaient voté pour, ce qui ne pouvait provenir que de l'impression produite sur lui par les débats, puisqu'il n'avait pas caché auparavant qu'il ne me prêterait pas son concours. . . . . .

1. En comptant, dit le texte, les *pairs* et les *tellers*. Le *pair* est un membre qui ne pouvant, à cause de quelque affaire, prendre part au vote, convient avec un membre du parti contraire d'un arrangement qui entraîne l'abstention de ce dernier, et affaiblit d'une égale quantité les chiffre des votants pour et contre. Les *tellers* sont les membres, au nombre de deux, pris dans chaque parti, qui comptent les votes, au moment de la division. (*Trad.*)

J'ai mentionné, je crois, tout ce qui vaut la peine d'être raconté dans mes actes à la chambre; mais cette énumération, fût-elle complète, ne donnerait qu'une idée imparfaite de mes occupations durant cette période, et d'une manière spéciale du temps qu'absorbait ma correspondance. Pendant plusieurs années avant mon élection au parlement, je n'avais cessé de recevoir des lettres d'étrangers, la plupart adressées au philosophe; on m'y proposait des difficultés ou l'on me communiquait des idées sur des questions qui se rattachent à la logique ou à l'économie politique. Comme tous ceux, je crois, qui ont un nom en économie politique, j'étais accablé de théories superficielles et de propositions absurdes, car il y a toujours des gens qui possèdent un moyen de donner à tout le monde le bien-être et le bonheur, par quelque ingénieuse réorganisation de la circulation. Quand les auteurs des lettres me donnaient des signes d'une intelligence suffisante pour qu'il valût la peine d'essayer de les remettre dans le bon chemin, je tâchais de leur montrer leurs erreurs. Cela dura jusqu'au moment où le développement croissant de ma correspondance m'obligea à m'en débarrasser avec de courtes réponses. Toutefois, un grand nombre de communications qui m'étaient adressées méritaient plus d'attention, quelques-unes me signalaient dans mes écrits des erreurs de détails, et me mettaient à même de les corriger. Ce genre de correspondance se multiplia naturellement à mesure que se multipliaient les sujets sur lesquels j'écrivais, surtout ceux qui touchaient à la métaphysique. Mais quand j'entrai au parlement, je commençai à recevoir des lettres

sur des peines privées et sur tous les sujets imaginables en rapport avec les affaires publiques de tout genre, bien que rien ne les rattachât à mes connaissances ou à mes occupations. Ce n'étaient pas mes électeurs de Westminster qui m'imposaient ce fardeau ; ils observaient avec une remarquable fidélité les conditions au prix desquelles j'avais consenti à les représenter. Je recevais même de temps en temps des demandes de quelque candide jeune homme pour lui faire obtenir un petit emploi du gouvernement ; mais il y avait peu de lettres de ce genre, et ce qui prouve combien ceux qui les écrivaient étaient simples et ignorants, c'est que les demandes m'arrivaient en égale proportion quelque parti qui fût au pouvoir. Je répondais invariablement qu'il était contraire aux principes sur lesquels j'avais été élu, de solliciter des faveurs d'aucun gouvernement. Mais en somme il n'est pas une partie du pays qui m'ait donné moins de peine que mon collége. Néanmoins le volume de ma correspondance grossit au point de devenir un fardeau accablant. . . .

. . . . . .

Tant que je fus membre du parlement, je me trouvais inévitablement réduit à ne travailler à mes ouvrages que pendant les vacances. Pendant cette période, j'écrivis outre ma brochure sur l'Irlande, que j'ai déjà citée, mon essai sur Platon, publié dans la *Revue d'Édimbourg* et réimprimé dans le troisième volume de mes *Dissertations et discussions ;* enfin le discours que suivant l'usage je prononçai à l'université de Saint-Andrew's, dont les étudiants m'avaient fait l'honneur de m'élire recteur. Dans ce discours, j'exprimais beaucoup d'idées et d'opinions

qui s'étaient accumulées dans mon esprit et relativement aux diverses études qui constituent une éducation libérale, à leurs usages, à l'influence qu'elles exercent, et à la manière de les diriger si l'on veut rendre leur influence plus profitable. J'y affirmais la suprême importance au point de vue de l'éducation des anciennes études classiques et des nouvelles études scientifiques par des raisons plus fortes que celles dont se servent la plupart de leurs défenseurs. Je faisais sentir que c'est uniquement l'inefficacité et la sottise de l'enseignement habituel qui font regarder ces études comme rivales au lieu de n'y voir que des alliées. Par cette argumentation, il me semble, non-seulement j'aidais et je stimulais le progrès qui a heureusement pris son essor dans les institutions nationales d'éducation supérieure, mais je propageais des idées plus justes sur les conditions de la plus haute culture de l'esprit que celles que nous rencontrons même chez les hommes d'une éducation supérieure.

A la même époque, je commençai un travail que j'achevai dès que je ne fus plus membre du parlement, c'était pour moi l'accomplissement d'un devoir envers la philosophie aussi bien qu'envers la mémoire de mon père. Je préparai et je publiai une édition de l'*Analyse des phénomènes de l'esprit humain* de mon père, à laquelle j'ajoutai des notes qui portaient les doctrines de cet admirable ouvrage au niveau des plus récents progrès de la science de la philosophie. Cette édition fut l'œuvre de plusieurs personnes. La partie psychologique fut traitée à peu près par égale part par M. Bain et par moi ; M. Grote fournit des notes précieuses sur des ques-

tions d'histoire de la philosophie que le texte soulevait parfois ; enfin M. Andrew Findlater combla les lacunes du livre qui provenaient de l'imperfection des connaissances philologiques à l'époque où le livre fut écrit. L'*Analyse* avait paru à une époque où le courant métaphysique se portait dans une direction opposée à celle de la psychologie de l'expérience et de l'association ; aussi n'avait-elle pas obtenu tout le succès qu'elle méritait, bien qu'elle n'eût pas laissé de faire une profonde impression sur bon nombre d'esprits ; elle avait puissamment contribué par leur action à créer pour la psychologie associationiste l'atmosphère favorable dont nous profitons aujourd'hui. Admirablement propre à servir de manuel de la métaphysique expérimentaliste, elle n'avait besoin que d'être enrichie dans quelques parties, corrigée par les résultats des travaux plus récents de la même école philosophique, pour tenir, comme on le voit aujourd'hui, à côté des traités de M. Bain, la première place à la tête des ouvrages dogmatiques sur la psychologie analytique.

Dans l'automne de 1868, le Parlement qui avait voté la loi de la Réforme fut dissous, et aux élections je fus battu dans le collége de Westminster. Je n'en fus pas surpris, mes principaux partisans ne le furent pas non plus, quoique pendant les quelques jours qui précédèrent l'élection, ils fussent plus confiants qu'auparavant. Mon échec n'a pas besoin d'explication ; ce qui pique la curiosité, c'est que j'aie pu être élu la première fois, ou qu'après avoir été élu une fois, j'aie été battu ensuite. Il faut dire que les efforts qu'on fit pour me battre furent

plus grands la seconde fois que la première. D'abord le ministère tory avait à combattre pour son existence, et le succès partout où il y avait lutte était pour lui d'une grande importance. Ensuite toutes les personnes qui avaient des sentiments aristocratiques étaient bien plus aigris contre moi personnellement que la première fois. Bien des gens qui m'avaient d'abord été favorables, ou qui s'étaient montrés indifférents, étaient devenus de violents adversaires de ma réélection. Comme j'avais montré dans mes écrits politiques que je n'ignorais pas les points faibles des opinions démocratiques, quelques conservateurs, paraît-il, s'étaient flattés de trouver en moi un adversaire de la démocratie. De ce que j'étais capable d'envisager la question du point de vue conservateur, ils auguraient qu'à leur exemple je serais incapable d'apercevoir l'autre côté. S'ils avaient bien lu mes écrits, ils auraient su qu'après avoir reconnu toute la valeur des arguments sérieux qu'on dirige contre la démocratie, je me prononçais sans hésiter en sa faveur, tout en demandant qu'elle fût pourvue d'institutions en harmonie avec son principe et combinées pour en prévenir les désavantages. Au nombre de ces remèdes était la représentation proportionnelle, et sur ce point il n'y eut guère de conservateur qui me prêtât son concours. Certains torys auraient aussi fondé quelque espérance sur l'approbation que j'avais donnée au principe du vote multiple, sous certaines conditions : ils auraient supposé que l'idée qui se retrouvait dans une des résolutions que M. Disraeli proposa à la Chambre, idée qui ne rencontra pas de faveur, et sur laquelle il n'insista pas, pouvait avoir été inspirée

par ce que j'avais écrit sur cette question. Si cela est vrai, on oubliait que j'avais mis pour condition expresse au vote multiple, que le privilége de ce vote serait accordé à l'éducation, non à la propriété, et que même sous la forme que j'acceptais, je n'approuvais la pluralité des votes que dans l'hypothèse du suffrage universel. On verra, si l'on pouvait en douter, à quel point le principe de la pluralité des votes est inadmissible sous le régime inauguré par la loi de Réforme qui régit l'Angleterre, si l'on considère combien peu les classes ouvrières pèsent dans nos élections, même sous la loi qui n'accorde pas plus de votes à un électeur qu'à un autre.

En même temps que je m'étais rendu plus odieux aux intérêts aristocratiques et à beaucoup de conservateurs libéraux, que je ne l'étais auparavant, ma ligne de conduite au parlement n'était pas de nature à rendre la masse des libéraux bien ardente à me soutenir. J'ai déjà dit que les occasions où je m'étais le plus montré, naissaient surtout des questions sur lesquelles je me séparais de la majorité du parti libéral, ou dont elle se souciait fort peu, et que le nombre était petit de celles où ma conduite avait pu leur faire attacher du prix à m'avoir pour organe de leurs opinions. J'avais en outre fait des choses qui avaient éveillé chez beaucoup de gens un préjugé personnel contre moi. Plusieurs s'étaient offensés de ce qu'ils appelaient la persécution de M. Eyre. Je commis un bien plus grand crime quand je souscrivis pour les frais de l'élection de M. Bradlaugh. J'avais refusé de faire aucune dépense pour ma propre élection : tout ce qu'elle avait coûté avait été payé par d'autres ; je me sentais

donc particulièrement obligé de souscrire en faveur des candidats dont l'élection était désirable, quand les fonds manquaient pour en payer les frais. En conséquence je souscrivis pour presque tous les candidats des classes ouvrières, et pour M. Bradlaugh entre autres. Il avait l'appui des ouvriers. Je l'avais entendu ; je savais qu'il était tout l'opposé d'un démagogue, puisqu'il s'était mis résolûment en opposition contre l'opinion dominante dans le parti démocratique sur deux questions importantes, le malthusianisme et la représentation personnelle. Des hommes de cette trempe qui, tout en partageant les sentiments démocratiques des classes ouvrières, jugeaient les questions politiques avec indépendance et avaient le courage d'affirmer leurs convictions à l'encontre de l'opposition populaire, ces hommes, dis-je, me semblaient nécessaires au parlement. Je ne croyais pas non plus que les idées anti-religieuses de M. Bradlaugh, bien qu'il les eût exprimées en termes excessifs, fussent une raison pour l'exclure. Toutefois en souscrivant en faveur de son élection, j'aurais commis une grande imprudence, si j'avais été libre de ne considérer que les intérêts de ma propre réélection. Comme je pouvais m'y attendre, on tira de cet acte tout le parti qu'on put, par tous les moyens loyaux ou déloyaux, afin d'exciter contre moi les électeurs de Westminster. C'est à ces diverses causes auxquelles vint s'ajouter l'abus éhonté des distributions d'argent et d'autres genres d'influences du côté de mon compétiteur tory, alors que du mien il ne s'en faisait pas, qu'il faut attribuer mon échec à ma seconde élection après mon succès à la première. Le résultat de l'élection ne fut pas